



19.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2020 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2021–2023

Budget de la Confédération 2020 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2021–2023

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

19.042

Voranschlag 2019. Nachträge II und IIa

Budget 2019. Suppléments II et IIa

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous débutons ce matin le traitement du budget 2020. La discussion par article a été divisée en quatre blocs. Vous avez reçu un plan détaillant le contenu de chaque bloc. Nous commençons le traitement du budget avec le débat général. Nous traiterons dans ce débat général l'arrêté fédéral Ia sur le budget 2020, l'arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020, l'arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023, les arrêtés fédéraux III et IV, ainsi que l'arrêté fédéral I sur le supplément II au budget 2019, les arrêtés fédéraux II et III pour l'année 2019, ainsi que l'arrêté fédéral concernant le supplément IIa au budget 2019.

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: En préambule, je dirai, Madame la présidente, que, si vous envoyiez tous les membres de notre conseil faire leurs discussions à l'extérieur, ce serait dommage, car nous devrions mener le débat d'entrée en matière sur le budget dans une salle vide.

AB 2019 N 2059 / BO 2019 N 2059





Ceci étant dit, j'ai le plaisir d'être le rapporteur de la Commission des finances pour la langue française. La Commission des finances s'est réunie les 18, 19 et 20 novembre derniers afin de procéder à l'examen du budget 2020 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2021–2023, ainsi qu'à celui des suppléments II et IIa au budget 2019.

Les prévisions en ce qui concerne les recettes, pour 2020, se montent à 75,7 milliards de francs, soit 2,1 milliards de plus que pour le budget 2019. Les prévisions relatives aux dépenses, elles, se montent à 75,2 milliards de francs, soit 2,9 milliards de plus que pour le budget 2019, après l'inscription d'une annonce tardive concernant une dépense de 154,4 millions de francs visant à rattraper la contribution de la Confédération à la Nagra.

L'excédent de revenus est de l'ordre de 500 millions de francs. Chaque département a été passé en revue, de même que les autorités et tribunaux en présence, respectivement, des chefs de département, du chancelier de la Confédération, du président du Tribunal fédéral, du secrétaire général de l'Assemblée fédérale et du directeur du Contrôle fédéral des finances. Qu'ils soient ici tous remerciés, de même que les membres de l'administration, pour les informations qu'ils nous ont transmises durant les travaux.

La commission a examiné les propositions individuelles et les amendements proposés par les diverses sous-commissions qui ont analysé le budget de chaque département. Les propositions de coupes transversales soumises au début des travaux, dont le but était de réduire les dépenses de l'ensemble de l'administration, ont été rejetées par la commission.

Dans le domaine "Autorités et tribunaux", une proposition visant à réduire de 500 000 francs les charges de personnel des Services du Parlement a été rejetée, alors qu'une proposition d'augmentation de 700 000 francs des charges de fonctionnement de la Cour d'appel du Tribunal pénal fédéral a été validée à l'unanimité.

Au Département fédéral des affaires étrangères, des propositions visant à augmenter les crédits dans le domaine de la coopération au développement, dont une demande d'augmentation de 131,5 millions de francs pour 2020, ont été débattues. Elles ont été rejetées par la commission au même titre que la proposition de réduire de l'ordre de 3,2 millions de francs les charges de personnel.

Au Département fédéral de l'intérieur, la commission a rejeté des propositions visant à augmenter les charges de fonctionnement du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. Elle a par contre accepté d'augmenter de 4 millions de francs le crédit alloué à l'encouragement des activités extrascolaires. La commission s'est opposée à une proposition de réduire de 3,8 millions de francs les charges de personnel au budget de l'Office fédéral de la santé publique et à une proposition de réduire de 5,5 millions de francs ces mêmes charges de personnel au budget de l'Office fédéral de la statistique. Une proposition visant la planification financière 2021–2023, à savoir précisément l'indemnité à la ville de Berne pour la culture, a été rejetée, de même qu'ont été rejetées les propositions tant d'augmentation que de réduction dans le domaine de la prévention et de la protection de la santé.

Au Département fédéral de justice et police, notre commission a refusé une proposition de réduction des charges de personnel de 2 millions de francs au centre d'informatique. Dans le domaine de l'asile, nous avons souhaité que le budget 2020 tienne compte de la baisse attendue du nombre de demandeurs d'asile. Dans ce sens, une réduction de 13 millions de francs des prestations sociales destinées aux requérants d'asile, de même qu'une réduction de 27 millions des frais d'exploitation des centres fédéraux pour requérants d'asile, a été acceptée par la commission à une très large majorité. Ces propositions n'ont pas été combattues par la cheffe du DFJP et notre ministre des finances.

Au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, une très large discussion a été menée sur l'augmentation du nombre de postes au Service de renseignement de la Confédération, le SRC. Un rapport sur les besoins en postes en regard des missions confiées au SRC avait été demandé par la sous-commission de la CdF en charge de ce département. Ce rapport faisait état de trois scénarios possibles. C'est le scénario avec la variante la moins généreuse, avec 100 postes, qui a été retenu par le Conseil fédéral, permettant au SRC d'assurer le strict minimum de ses missions. Alors que 40 postes sont transférés du DDPS – 20 l'ont été en 2019 et 20 le seront en 2020 –, les 60 postes supplémentaires sont demandés à raison de 20 postes supplémentaires par année pour 2021 à 2023.

Une large majorité de notre commission a estimé que ces postes devaient être compensés au sein du DDPS. La commission a par ailleurs accepté deux augmentations des dépenses de l'Office fédéral du sport, l'une de 10 millions de francs destinée aux fédérations sportives, et l'autre destinée à relever les crédits CISIN, de 5 millions en 2020 et de 10 millions au plan financier 2021.

Enfin, la commission a nettement refusé les propositions de coupe dans le domaine de la défense.

Concernant le Département fédéral des finances, les discussions ont beaucoup porté sur la masse salariale et l'effectif du personnel de la Confédération. Notre commission a décidé, à une courte majorité, de déposer



une motion visant à limiter l'effectif du personnel et des dépenses y relatives à 6 milliards de francs par année. Par contre, nous avons refusé une coupe de 28 millions de francs dans les mesures salariales du personnel de la Confédération. Un certain nombre de propositions visant à modifier les objectifs des valeurs cibles ont été déposées et presque toutes refusées.

Concernant le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, deux propositions visant à augmenter les crédits FRI, de 99,1 millions de francs pour l'une et de 101,1 millions pour l'autre, ont été traitées par la commission. C'est finalement la version initiale du Conseil fédéral qui a été retenue. Une proposition visant à augmenter le montant des crédits affectés aux académies a été également refusée.

Dans le domaine de l'agriculture, la majorité de la commission n'a pas soutenu le fait que la mise en oeuvre de la stratégie Sélection végétale 2050, d'un montant de 3 millions de francs, soit financée par une réallocation des paiements directs, mais a demandé une augmentation du plafond alloué. Notre commission a accepté une augmentation de 2,5 millions de francs d'aides financières à l'Institut de recherche de l'agriculture biologique, de même qu'une augmentation de 500 000 francs des charges de fonctionnement de l'Office fédéral de l'agriculture. La commission a également accepté de déposer une motion visant à prolonger jusqu'en 2021 le versement du soutien aux techniques d'épandage à faible impact polluant telles que les pendillards. Notre commission a refusé une proposition d'augmentation de 3 millions de francs pour la promotion des vins suisses.

Concernant le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, la commission a refusé des propositions de coupe pour le personnel et le secrétariat général du DETEC et de l'Office fédéral de l'environnement. De même, elle a refusé la majorité des propositions d'augmentation et de réduction de crédits.

Concernant le supplément II au budget 2019, la demande tardive du Conseil fédéral relative au budget 2020 d'augmenter de 154,4 millions de francs la contribution à la Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs (Nagra) a suscité une importante discussion. La commission regrette que la contribution de la Confédération pour la recherche sur les déchets radioactifs issus de la médecine, de la recherche et de l'industrie n'ait pas été réajustée plus tôt, puisqu'elle génère depuis 1979 une accumulation de la dette de la Confédération envers les autres sociétés. Le montant total de cette dette, intérêts et TVA compris, avoisine les 150 millions de francs, auxquels il faut ajouter le montant de la future contribution annuelle à la Nagra qui n'était pas connue lors de l'établissement du budget.

Après avoir reçu les explications demandées, la commission a majoritairement accepté cette annonce tardive. Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication ayant été chargé par la Confédération de gérer cette situation, c'est au Département fédéral de

AB 2019 N 2060 / BO 2019 N 2060

l'intérieur, plus précisément à l'Office fédéral de la santé publique, que le montant est inscrit au budget.

Le supplément II au budget 2019 comporte treize crédits supplémentaires pour un montant de 93 millions de francs: 59 millions à titre d'investissements principalement en apport au Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (Forta), 25 millions pour l'augmentation des contributions de la Confédération aux prestations complémentaires à l'assurance-invalidité, 8 millions pour le projet Genova. Regroupé dans trois arrêtés fédéraux, ce supplément II au budget 2019 a été très largement soutenu par notre commission.

Concernant le supplément IIa au budget 2019, dans son message transmis le 7 novembre dernier aux Commissions des finances des deux chambres, le Conseil fédéral a demandé un supplément de presque 129 millions de francs, afin d'honorer les cautionnements de la Confédération pour les navires de haute mer battant pavillon suisse. C'est sans grande conviction que notre commission a soutenu l'arrêté fédéral du supplément IIa au budget 2019.

Nous reviendrons de façon plus détaillée pour chaque département sur les propositions qui vous sont soumises dans l'examen du budget 2020 ainsi que dans les compléments II et IIa du budget 2019.

Gmür Alois (M, SZ), für die Kommission: Am 21. August hat der Bundesrat die Botschaft zum Voranschlag 2020 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2021–2023 verabschiedet. Einen Monat später, am 20. September, hat er den Nachtrag II zum Voranschlag 2019 und am 16. Oktober den Nachtrag IIa zum Voranschlag 2019, bei dem es explizit um den Nachtragskredit für die Honorierung von Bürgschaften des Bundes aus dem Bürgschaftsrahmenkredit für die Sicherung eines ausreichenden Bestandes an Hochseeschiffen unter Schweizer Flagge geht, verabschiedet. Ebenfalls reichte der Bundesrat am 27. September den Finanzkommissionen eine Nachmeldung in der Höhe von 148,4 Millionen Franken für den Voranschlag 2020 betreffend die neue Finanzierungsvereinbarung mit der Nationalen Genossenschaft für die Lagerung radioaktiver Abfälle (Nagra)



ein.

Ihre Finanzkommission hat vom 18. bis 20. November alle diese Botschaften im Rahmen des gesamten Budgets beraten.

Der Voranschlag geht von einem Wachstum des realen BIP von 1,7 Prozent und des nominellen BIP von 2,3 Prozent aus. Es wird davon ausgegangen, dass die Teuerung 0,6 Prozent beträgt. Der Voranschlag des Bundesrates sieht Ausgaben von 75,2 Milliarden und Einnahmen von 75,7 Milliarden Franken vor, woraus ein Überschuss von 435 Millionen Franken resultiert.

Gegenüber der Bundesratsvorlage beantragt Ihre Finanzkommission unter dem Strich Minderausgaben von 11,8 Millionen Franken. Nach der Beratung durch die Finanzkommission beträgt der Überschuss neu 447 Millionen Franken und der strukturelle Saldo, welcher den Handlungsspielraum gemäss den Vorgaben der Schuldenbremse bestimmt, 523 Millionen Franken. Mit anderen Worten könnte das Parlament zusätzliche Ausgaben in der Höhe von 523 Millionen Franken beschliessen, und der Voranschlag wäre auch mit einem Defizit von etwa 100 Millionen Franken immer noch schuldenbremsenkonform. Der Nationalrat ist Zweitrat.

Bei den Einnahmen ist der Anstieg der Einnahmen aus der direkten Bundessteuer bei den natürlichen Personen gegenüber dem laufenden Jahr um 3,8 Prozent bemerkenswert. Darin zeigt sich, dass das Primäreinkommen der Haushalte steigt. Bei den juristischen Personen rechnet der Bundesrat mit 2,3 Prozent mehr Einnahmen gegenüber 2019. Das Bundesgesetz über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF) führt ab 2020 unter anderem wegen der höheren Dividendenbesteuerung zu grösseren Einnahmen. Die Einnahmen aus der Verrechnungssteuer steigen wie in den letzten Jahren mit 5,1 Prozent nach wie vor beachtlich. Die Einnahmen aus der Mehrwertsteuer wachsen im Gleichschritt mit der nominalen Wirtschaftsleistung. Die Totaleinnahmen steigen gegenüber dem Voranschlag 2019 um 1,5 Milliarden Franken. Das gibt ein Wachstum von 2,1 Prozent.

Die Ausgaben nehmen im Jahr 2020 um 3,8 Prozent, das heisst um 2,7 Milliarden Franken, zu. Das ist vor allem auf die STAF zurückzuführen. Die STAF führt zu Mehrausgaben von 1,8 Milliarden Franken. Die übrigen Ausgaben wachsen langsamer als die Wirtschaft.

Die Bruttoschulden sinken im Jahr 2020 um rund 2,3 Milliarden Franken auf 93,7 Milliarden Franken. Die Reduktion ergibt sich aus dem erwarteten Finanzierungsüberschuss und dem Abbau von flüssigen Mitteln. Auch in den Finanzplanjahren 2021–2023 wird von weiter sinkenden Schulden ausgegangen.

Aus der Kommissionsberatung erwähne ich jetzt nur die Änderungen, die die Mehrheit der Kommission beschlossen hat. Gegenüber der Botschaft des Bundesrates wurden neun Beträge aufgestockt. Es sind dies: 0,7 Millionen Franken beim Bundesstrafgericht; 4 Millionen bei der ausserschulischen Kinder- und Jugendförderung; 10 Millionen im BASPO für Sportverbände und andere Organisationen; 5 Millionen für nationale Sportanlagen; 2,3 Millionen für Schweiz Tourismus; 0,5 Millionen beim Bundesamt für Landwirtschaft für das Kompetenzzentrum Boden; 2,5 Millionen beim Bundesamt für Landwirtschaft für höhere Forschungsbeiträge; 3 Millionen bei den Direktzahlungen Landwirtschaft; 15,5 Millionen bei der höheren Berufsbildung. Mit zusätzlichen 154,4 Millionen Franken wurde die Nachmeldung für die neue Vereinbarung mit der Nagra akzeptiert und eingestellt.

Die Kommissionsmehrheit beschloss drei Kürzungen: 27 Millionen Franken bei den Betriebsausgaben der Bundesasylzentren; 12,8 Millionen bei der Sozialhilfe Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene und Flüchtlinge; bei den Institutionen der Forschungsförderung wurde um 15,5 Millionen gekürzt, respektive der Betrag wurde innerhalb des Departementes zur höheren Berufsbildung verschoben.

Der Bundesbeschluss Ia über den Voranschlag für das Jahr 2020 wurde mit 24 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen.

Der Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020 wurde mit 25 zu 0 Stimmen einstimmig angenommen.

Beim Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023 wurde keine Abstimmung durchgeführt.

Die Bundesbeschlüsse III und IV über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds respektive aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds für das Jahr 2020 wurden mit 25 zu 0 Stimmen einstimmig genehmigt.

Beim Nachtrag II zum Voranschlag 2019 beantragt der Bundesrat 13 Nachtragskredite im Umfang von 93 Millionen Franken. Sie führen zu einer Erhöhung der budgetierten Ausgaben um 0,12 Prozent – dies entspricht dem Durchschnitt der letzten sieben Jahre, der bei 0,15 Prozent liegt. Der grösste Brocken bei diesen Nachträgen ist die Zahlung von 57 Millionen Franken in den Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds. Die Vorgaben der Schuldenbremse werden eingehalten. Die Kommission stimmte mit 17 zu 0 Stimmen bei 8 Enthaltungen dem Nachtragskredit II zu.



Ebenfalls unbestritten war der Bundesbeschluss III über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds für das Jahr 2019, und auch der Bundesbeschluss IV über die Entnahmen aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds für das Jahr 2019 wurde einstimmig angenommen.

Der Nachtragskredit IIa zum Voranschlag 2019 zur Honorierung von Bürgschaften des Bundes aus dem Bürgschaftsrahmenkredit für die Sicherung eines ausreichenden Bestandes von Hochseeschiffen unter Schweizer Flagge in der Höhe von 128,7 Millionen wurde intensiv diskutiert. Die Mehrheit kam zum Schluss, dass das Parlament wohl keine Alternative hat, als diesen Nachtragskredit zu bewilligen. Mit 19 zu 1 Stimmen bei 5 Enthaltungen wurde der Nachtragskredit IIa genehmigt.

Ich bitte Sie, überall der Kommissionsmehrheit zu folgen und Voranschlag sowie Nachträge zu genehmigen.

Grüter Franz (V, LU): Ich mache in einem ersten, allgemeinen Teil eine kurze Auslegeordnung der Vorlage, die wir in der Finanzkommission beraten haben.

AB 2019 N 2061 / BO 2019 N 2061

Für 2020 wird im ordentlichen Haushalt trotz Umsetzung der Steuerreform und AHV-Finanzierung (STAF) ein Überschuss von rund 435 Millionen Franken budgetiert. Dieses Ergebnis wird durch erwartete Mehreinnahmen in der direkten Bundessteuer und der Verrechnungssteuer ermöglicht. Die Einnahmen wachsen um 2,9 Prozent im Vergleich zum Budget 2019. Diese Vorgaben sind jedoch mit Vorsicht zu geniessen, da vor allem die Einnahmen der Verrechnungssteuer auf Schätzungen basieren und wir aus der Vergangenheit wissen, dass diese stark von der Realität abweichen können. Zudem sind auch aufgrund konjunktureller Veränderungen starke Schwankungen möglich.

Der erwartete strukturelle Überschuss für 2019 dürfte gemäss der zweiten Hochrechnung um etwa 1,4 Milliarden Franken übertroffen werden und 2,6 Milliarden Franken betragen. Die Unsicherheit bleibt jedoch insbesondere in Bezug auf die Verrechnungssteuer gross. Im Vergleich zur Schätzung für 2019 wachsen die Einnahmen im Jahr 2020 um 2,1 Prozent und damit wesentlich mehr als das prognostizierte Wirtschaftswachstum von geschätzten 0,9 Prozent, so die letzten Prognosen.

Die Ausgaben des Bundes steigen um 3,8 Prozent und damit deutlich stärker als die Wirtschaft und die Einnahmen. Dies ist zum Teil auf die Umsetzung der STAF-Vorlage zurückzuführen, die ich bereits erwähnt habe und die in einer Volksabstimmung im Mai 2019 angenommen wurde. Die Vorgaben der Schuldenbremse werden aber eingehalten.

Der Bundesrat beantragt in einer Nachmeldung vom September 2019 zum Voranschlag 2020 weitere, zusätzliche 154,4 Millionen Franken: Ein Genossenschaftsbeitrag an die Nagra war ursprünglich mit 3,68 Millionen Franken im Budget, jetzt sind es 158 Millionen Franken, es ist also eine enorme Steigerung. Hier wurden offensichtlich seit 1979 Bundesanteile an den Projektkosten aufgrund von geschätzten Abfallvolumen festgelegt. Diese Zahlen haben sich dann aber geändert, und leider hat man das offensichtlich erst jetzt festgestellt, sodass nun eine so hohe Nachzahlung notwendig ist.

Trotz dieser Nachmeldung bleibt das ordentliche Finanzierungsergebnis 2020 gemäss Budgetantrag des Bundesrates im positiven Bereich, nämlich bei 435 Millionen Franken bzw. 447 Millionen Franken nach den Beratungen bei uns in der Finanzkommission.

Für 2020, und das ist erfreulich, wird mit einem weiteren Rückgang der Bruttoschulden auf 93,7 Milliarden Franken – also minus 2,6 Milliarden Franken – gerechnet. An dieser Stelle sei wieder einmal erwähnt, dass die Kosten für die Zinsen des Bundes in den letzten Jahren von rund 4,5 Milliarden Franken auf noch rund 1,2 Milliarden Franken gesunken sind. Wir sparen also heute über 3 Milliarden Franken aufgrund der tiefen Zinsen. So gesehen, sollten die Überschüsse des Bundes aus unserer Sicht eigentlich noch viel höher liegen.

Trotz dieser wohlklingenden Prognosen halten wir es für absolut zwingend, dass in der Finanzpolitik weiterhin mit Augenmass und grosser Disziplin gearbeitet wird. Wenn man ein wenig in die Zukunft schaut, zeichnen sich dort doch graue, wenn nicht ganz dunkle Wolken ab. Das Wirtschaftswachstum ist noch ein Bruchteil dessen, was es vor zwei Jahren war. Es lag einmal bei 3 Prozent und wird jetzt noch bei etwa 0,8 bis 0,9 Prozent liegen. Man spürt also eine deutliche Abkühlung der Wirtschaft, und das wird sich zeitversetzt ein, zwei Jahre später auch in den Voranschlägen zeigen. Entsprechend weisen auch die Finanzpläne des Bundes in den Jahren 2022 und 2023 nach unten. Wenn wir jetzt wieder weitere Ausgabensteigerungen beschliessen, dann wird die Situation in den Jahren, in denen wir sogar ins Minus fallen, schwierig sein. Für das Jahr 2022 zeigt der Finanzplan eine Minuszahl. Wenn wir dort ins Minus fallen sollten, tun wir heute besser daran, vorsichtig zu sein und sorgfältig zu handeln. Wenn ich dann noch an die OECD-Steuerreform denke, die zu Ausfällen zwischen 1 und 5 Milliarden Franken führen wird, sollten wir definitiv den Gürtel enger schnallen und jetzt in diesen guten Zeiten die Ausgaben nicht überborden lassen.



Meyer Mattea (S, ZH): Vor drei Jahren wollte der Bundesrat die Prämienverbilligungen kürzen mit dem Argument, die Bundeskasse sei leer und der Bund müsse sparen. Das hätte zur Folge gehabt, dass Versicherte mit Anspruch auf Prämienverbilligung in Zukunft mehr hätten zahlen müssen, wenn die Kantone nicht eingespart hätten. Wir konnten das hier im Parlament verhindern.

Dieser Kürzungsvorschlag war doppelt falsch. Erstens hätte er die Leute zur Kasse gebeten, zweitens zeigen die Milliardenüberschüsse der Vergangenheit und vermutlich auch der Zukunft, wie unnötig solche Kürzungsvorschläge auf Kosten der Menschen in diesem Land sind.

Seit Jahren schreibt der Bund Überschüsse, die Schuldenbremse wurde 2003 eingeführt. Nur kurz zur Erinnerung: Ihr Mechanismus ist einfach: Der Bund schätzt die Einnahmen, multipliziert diese Einnahmenschätzungen mit einem Konjunkturfaktor, und das gibt die höchstzulässigen Ausgaben wieder. Mit dieser Schuldenbremse sollten Einnahmen und Ausgaben über die Zeit hinweg im Gleichgewicht bleiben. Was ist aber effektiv passiert? Der Bund erzielte in 12 von 15 Jahren Überschüsse, seit 2006 durchgehend. Auch kommendes Jahr wird ein struktureller Überschuss von ursprünglich 625 Millionen Franken erwartet – vor der Nachmeldung zur Nagra; wir haben das bereits gehört.

Folgt das kommende Jahr der Logik der vergangenen Jahre, wird es 2020 wieder einen Milliardenüberschuss in die Bundeskasse spülen. Dieses Geld fliesst vollständig in den Schuldenabbau. Für 2020 wird eine Schuldenquote von rund 13 Prozent erwartet. Das ist im internationalen Vergleich ein Spitzenwert. Auch wenn man in die Vergangenheit schaut, ist das ein Spitzenwert. Kurz: Die Finanzen des Bundes sind kerngesund.

Strukturelle Überschüsse in Milliardenhöhe bedeuten aber umgekehrt eben auch, dass in den vergangenen Jahren und auch in den kommenden Jahren Ausgabenspielräume ungenutzt blieben bzw. bleiben werden, während in wichtigen Bereichen gekürzt wurde oder Anliegen auf die lange Bank geschoben werden, obwohl das Geld vorhanden wäre. Der Bund könnte 2020 über 500 Millionen Franken mehr ausgeben und wäre immer noch im Rahmen der Schuldenbremse.

Nehmen wir die Klimaziele: Wir erreichen sie nicht ohne grosse finanzielle Anstrengungen. Milliardeninvestitionen sind im Inland wie auch im Ausland nötig für die Förderung von erneuerbaren Energien, für den Ausbau des öffentlichen Verkehrs, für Gebäudesanierungen. Vonseiten der SP-Fraktion wurden deswegen auch zahlreiche Anträge in diesem Bereich in die Budgetberatung eingebracht. Oder nehmen wir die Gleichstellung: Sie bleibt ein leeres Versprechen gegenüber der halben Million Frauen und Männer, die am 14. Juni auf die Strasse gegangen sind, wenn es nicht endlich mehr Mittel dafür gibt, zum Beispiel für die Bekämpfung von Gewalt an Frauen. Auch hier haben wir Minderheitsanträge eingereicht.

Die Finanzsituation des Bundes – ich habe es vorhin bereits gesagt – erlaubt es, insbesondere auch im Bereich der Bildung oder im Bereich der internationalen Entwicklungszusammenarbeit das Geld zu sprechen, das ursprünglich im Zahlungsrahmen vorgesehen war. Es geht nicht einfach darum, Geld aus dem Fenster zu werfen, wie uns so oft vorgeworfen wird, sondern darum, diese Ausgaben, die notwendig sind und der Bevölkerung zugutekommen, auch zu tätigen.

Erlauben Sie mir eine Bemerkung: Letzte Woche hat das Magazin "Bilanz" veröffentlicht, dass die 300 Reichsten in diesem Land ein Vermögen von 700 Milliarden Franken auf sich vereinen. Das ist so viel Geld, wie der Bund in zehn Jahren für 8,5 Millionen Einwohnerinnen und Einwohner ausgibt. Man kann also wirklich nicht sagen, der Bund komme allzu grosszügig daher.

Trotz ausgezeichneter Finanzlage wird aber der Druck aufs Bundespersonal aufrechterhalten. Es ist jedoch sehr erfreulich, dass wir eine Mehrheit gefunden haben, die für die Lohnmassnahmen im Umfang von 1 Prozent gestimmt hat. Es wird aber weiterhin Druck aufs Personal, auf den Personalaufwand gemacht, um den Personaletat zu plafonieren. Hier werden wir uns wie in den vergangenen Jahren auch

AB 2019 N 2062 / BO 2019 N 2062

weiterhin dagegen wehren, weil wir es sind, die Gesetze beschliessen, die natürlich auch personelle Folgen für den Bundeshaushalt mit sich bringen. Diese Verantwortung müssen wir auch tragen.

An dieser Stelle, ich komme zum Schluss, möchte ich der Kommission in der alten Zusammensetzung für die Arbeit in vergangenen Jahren, auch für die Arbeit im Rahmen dieser Budgetberatung danken. Ich möchte dem Kommissionssekretariat für die ausgezeichnete Vorarbeit danken. Insbesondere möchte ich im Namen der SP auch dem Personal danken, welches täglich wertvolle Arbeit für unser Land verrichtet.

Die SP-Fraktion wird auf den Voranschlag eintreten.

Brélaz Daniel (G, VD): Je vais me concentrer sur le budget 2020, et mon collègue Glättli présentera les propositions pour l'avenir et les réflexions que nous devons avoir à plus long terme. Ce budget aurait normalement dû présenter une marge de 665 millions de francs, autrement dit des comptes probablement autour de 2 milliards



de francs – mais c'est toujours très difficile à estimer comme cela –, avant que l'aventure du rattrapage de la contribution à la Cedra, un dossier assez complexe et pas forcément bien mené dans son ensemble, nous le péjore de 154 millions de francs. Mais avant le travail de nos commissions, il restait quand même encore 551 millions de francs de marge.

Il y a lieu de rappeler que c'est la Commission des finances dans son ancienne composition – comme c'était le cas de toutes les commissions en novembre – qui a traité cet objet, et cela se voit dans un certain nombre de votes. En effet, les votes sont souvent très serrés: un certain nombre d'objets passent de très peu, d'autres ont été refusés par la voix prépondérante du président.

Pour le groupe des Verts, il va s'agir de "tenir compte" de la nouvelle composition du Parlement pour rattraper un certain nombre de dossiers par rapport aux décisions de la commission. Nos priorités sont, notamment, l'enseignement et la recherche, parce que, dans ce domaine, l'application de la motion Dittli 16.3705, "Compenser le renchérissement uniquement quand il survient", nous conduit à essayer de rattraper un certain nombre des coupes qui ont été faites historiquement, et c'est possible. De plus, à l'époque, cela avait été mal jugé, parce que le Conseil fédéral avait pris des mesures de coupes linéaires, dans toutes sortes de domaines, qui se sont révélées inutiles par rapport aux comptes et même par rapport au budget de l'époque.

Il s'agit également d'être très attentif au dossier de l'aide apportée aux pays du tiers-monde et aux pays de l'Est. Là, il s'agit de tenir les promesses historiques, pas les toutes grandes promesses qui visaient l'affectation de 0,7 pour cent du produit national brut à l'aide publique au développement, mais les promesses déjà un peu plus ambitieuses que ce qu'il en est actuellement, lesquelles visent à y affecter 0,5 pour cent du produit national brut. Cela conduirait, comme cela vous a été dit, à une augmentation du budget d'environ 130 millions de francs. Cette proposition, pour avoir une chance de passer, selon ce qu'on a observé en commission, nécessiterait un appoint de voix issues du groupe du centre PDC-PEV-PBD et du groupe libéral-radical. Par le passé, nous avons remarqué qu'un certain nombre des élus de ces deux groupes étaient sensibles à ce thème; j'espère qu'ils seront en nombre suffisant à avoir le courage de se rappeler de cette conviction historique pour que les propositions touchant à ce domaine puissent passer.

C'est le même topo en ce qui concerne la biodiversité. Nous avons de grands manques dans ce domaine, nous le savons, et les propositions d'augmentation du budget qui ont été faites dans ce domaine ont elles aussi besoin d'un appoint de voix dites centristes pour pouvoir passer, parce que le plafond actuel se situe plutôt autour de 85 voix. On a vu certains votes, ces derniers jours, se dérouler dans ce type de configuration; il s'agit, pour pouvoir augmenter les montants proposés, d'aller au-delà de ce plafond de voix.

Il est aussi absolument clair pour nous que les propositions de coupes transversales, où l'on coupe pour couper, un peu partout, sans savoir pourquoi, parce que c'est bien de couper et que cela fera pression sur l'administration, le Conseil fédéral et autres, sont à refuser. Comme ces propositions ont déjà été refusées en commission, je pense qu'elles ne réuniront pas une majorité désireuse de revenir à des méthodes chères à notre conseil lors de la précédente législature.

Et puis, enfin, on a eu un problème avec une proposition de motion de commission. A une très courte majorité, la quatrième tentative de bloquer tout développement de l'administration tout en lui donnant toujours plus de tâches a été la bonne, suite à l'acceptation d'une proposition de notre ancien collègue Hans-Ulrich Bigler, qui était encore membre de la commission. Une petite majorité de la commission a décidé qu'il fallait fixer pour l'éternité un budget maximal accordé au personnel fédéral. Donc, on ne sait pas comment on ferait s'il devait y avoir un jour de l'inflation. Nous vous recommandons de refuser cette motion.

Keller Peter (V, NW): Vorweihnachtliche Stimmung, ein deutlich nach links gerücktes neues Parlament und dann noch ein Voranschlag des Bundesrates, der wiederum ein Plus von mehreren hundert Millionen Franken vorsieht – es gibt einfachere Zeiten, um hier im Nationalrat eine massvolle Finanzpolitik durchzubringen. Dafür herrscht eine allzu freigiebige Grundstimmung im Hause.

Trotzdem sei daran erinnert: Wir geben hier fremdes Geld aus. Diese gut 75 Milliarden Franken, die für den kommenden Bundeshaushalt vorgesehen sind, sind Steuergelder der Bürgerinnen und Bürger, sind Steuergelder der Unternehmen. Das, was wir hier – manchmal allzu leichthändig – wieder ausgeben, muss zuerst von anderen verdient werden.

Ich darf im Namen der SVP-Fraktion zum Departement für auswärtige Angelegenheiten und zum Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung reden.

Zunächst zum Bereich Bildung, Forschung, Innovation: Der Bund stattet seine Bildungseinrichtungen grosszügig aus. Das soll auch so sein. Es ist wichtig, dass in der Schweiz jeder und jede die Chance hat, einen guten Bildungsabschluss zu machen, dass wir möglichst allen das nötige Rüstzeug mitgeben können, um eine Berufslehre abzuschliessen, dass wir Sorge tragen zu unserem dualen Berufsbildungssystem, dass wir die



Durchlässigkeit zwischen den verschiedenen Bildungswegen ermöglichen, dass wir die Nähe zwischen der Volksschule, zwischen den weiterführenden Schulen und der Berufswelt pflegen, dass die Schweiz auch im Bereich Forschung und Innovation ihren Spitzenplatz behaupten kann.

Die SVP-Fraktion ist der Meinung, dass der Bundesrat für den Bereich Bildung, Forschung, Innovation einen massvollen Voranschlag präsentiert hat. Er sieht im Durchschnitt der laufenden BFI-Periode ein Ausgabenwachstum von über 3 Prozent vor. Wir werden deshalb alle weitergehenden Begehrlichkeiten in der Detailberatung ablehnen.

Wenn jetzt dann wieder repetitiv davon die Rede sein wird, man wolle keine Stop-and-go-Politik, dann stimmt das nur halb. Die Mehrheit hier im Parlament will zwar tatsächlich keine Stops, hat aber nichts gegen mehr Gos. Das zeigen die Beschlüsse der vergangenen Jahre, die jedes Mal über den Entwurf des Bundesrates hinausgingen. Und man muss kein grosser vorweihnachtlicher Prophet sein: Auch beim Voranschlag 2020 wird wohl die Mehrheit auf die höheren Beträge der vom Parlament ursprünglich beschlossenen BFI-Botschaft zurückkommen.

Trotzdem nochmals, zumindest fürs Amtliche Bulletin: Die tieferen Beträge in den Anträgen des Bundesrates sind keine böswilligen Kürzungsversuche, sondern eine sanfte Korrektur der Teuerungsgewinne, von denen auch der Bildungsbereich massiv profitiert hat. Wir reden hier von Teuerungsgewinnen in der Höhe von mehreren hundert Millionen Franken.

Wir wollen eine gute Bildung, die mit ausreichend öffentlichen Mitteln finanziert ist. Dass aber Geld allein noch keinen Erfolg garantiert, zeigen die jüngsten Ergebnisse der Pisa-Studie 2018. Ich werde mir erlauben, im Block 3 auf dieses wenig erfreuliche Thema zurückzukommen.

Noch kurz zum EDA: Hier ist die SVP-Fraktion der Meinung, dass das enorme Ausgabenwachstum der letzten Jahre gedämpft werden muss. Die Rechnung 2010 wies im Bereich "Beziehungen zum Ausland – Internationale

AB 2019 N 2063 / BO 2019 N 2063

Zusammenarbeit" noch 2,6 Milliarden Franken aus. Der Voranschlag 2020 des Bundesrates sieht 3,65 Milliarden vor, eine Milliarde mehr als 2010! Wir haben deshalb verschiedene Kürzungsanträge gegenüber dem Voranschlag des Bundesrates vorgesehen.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung eines massvollen Budgets.

Vitali Albert (RL, LU): Vorweg: Die FDP-Liberale Fraktion nimmt positiv zur Kenntnis, dass die Haushaltslage des Bundes erfreulich ist und der Voranschlag im Einklang mit den Vorgaben der Schuldenbremse steht – dem Erfolgsmodell der Schweiz. Doch es warten auch mehrere grössere Ausgabenposten auf die Schweiz. Dazu kommen Unsicherheiten bezüglich der zukünftigen Steuereinnahmen aufgrund der OECD-Pläne im Bereich der digitalen Besteuerung. Die Aussichten sind somit instabil.

Nun zur konkreten Vorlage: Der Voranschlag 2020 des Bundesrates sieht Ausgaben von 75,2 Milliarden Franken sowie Einnahmen von 75,7 Milliarden Franken vor, woraus ein Überschuss von 435 Millionen Franken resultiert. Die Finanzkommission des Nationalrates hat diverse Anträge behandelt und beantragt insgesamt bescheidene Minderausgaben in der Höhe von 11,8 Millionen Franken im Vergleich zur Vorlage des Bundesrates. Der Überschuss beträgt nach der Vorberatung durch die FK-N somit 447 Millionen Franken und der finanzielle Handlungsspielraum gemäss den Vorgaben der Schuldenbremse – der strukturelle Saldo – 523 Millionen Franken.

Das Ausgabenwachstum liegt mit 3,7 Prozent deutlich über dem erwarteten Wirtschaftswachstum von 2,3 Prozent. Das ist zu einem grossen Teil auf das Bundesgesetz über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF) zurückzuführen. Das weiterhin kräftige Wachstum der direkten Bundessteuer und der Verrechnungssteuer verschafft dem Bundeshaushalt vorübergehend etwas Luft.

Die FDP-Liberale Fraktion wird mehrheitlich den Mehrheiten unserer Finanzkommission folgen, und daher gehe ich nur auf einige Punkte speziell ein. Im Weiteren wird sich die FDP-Liberale Fraktion bei der Detailberatung bei den einzelnen Blöcken zu den Anträgen und Minderheiten äussern.

Zur Nachmeldung zur Nagra: Diese Nachmeldung zur Position 316.A231.0219, "Genossenschaftsbeitrag an Nagra", ein Beitrag, welcher beim Bundesamt für Gesundheit eingestellt ist, sorgte für einige Diskussionen in der zuständigen Subkommission. Ende 2018 zeigten nämlich neue Berechnungen, dass die Beiträge für die Entsorgung der radioaktiven Abfälle seit Jahren zu tief waren, weil das Volumen der Bundesabfälle seit geraumer Zeit deutlich grösser ist als ursprünglich angenommen. Es spricht nicht für eine gute Geschäftsführung, wenn die Berechnungen so lange falsch beziffert wurden. Es wurden daher zusätzliche Informationen eingefordert. Der ausführliche Zusatzbericht konnte die Situation jedoch zufriedenstellend erklären, und die



Finanzkommission unterstützte die Nachmeldung in der Höhe von 154,4 Millionen Franken mit 18 zu 6 Stimmen.

Zu den Nachträgen: Nebst anderen Nachträgen wird die Hochseeschifffahrt erneut zum Thema. In diesem Zusammenhang gab es im Jahre 2017 eine Botschaft zu einem Nachtragskredit von 215 Millionen Franken. Damals ging es um die zwölf Schiffe der SCL- und der SCT-Gruppe. Im Jahre 2018 beschloss die Finanzdelegation, eine Untersuchung mit dem Ziel einzuleiten, Transparenz über Verkaufsprozesse der SCL- und SCT-Schiffe zu schaffen und Lehren für allfällige künftige Verkaufsprozesse zu ziehen. Anfang Juli dieses Jahres wurde der 123-seitige Bericht den beiden Finanzkommissionen und den Medien vorgestellt.

Wie bereits befürchtet, kostet uns die Hochseeschifffahrt mehr als ursprünglich gedacht. Der Bundesrat beantragt zum Voranschlag 2019 einen Nachtrag von 128,7 Millionen Franken für die Honorierung von Bürgschaften des Bundes aus dem Bürgschaftsrahmenkredit für die Sicherung eines ausreichenden Bestandes an Hochseeschiffen unter Schweizer Flagge. Diese unumgänglichen Mittel müssen bewilligt werden – doch nur widerwillig. Leider wurde das Problem zu spät erkannt, doch das WBF hat 2015 die notwendigen Massnahmen eingeleitet, um den Schaden soweit möglich in Grenzen zu halten und den verwaltungsinternen Mängeln auf die Spur zu kommen.

Es liegt ein Einzelantrag von Kollege Pirmin Schwander vor, der beantragt, dass man diesem Zusatzkredit nicht zustimmen soll; dies mit der Begründung, dass das Parlament zuerst gründlich abklären soll, ob eine PUK eingesetzt werden kann oder soll. Ich gehe davon aus, dass Kollege Schwander nicht nur den jetzigen Kredit hinterfragen will, sondern die ganze Hochseeschifffahrt. Ich kann es deshalb nicht nachvollziehen, dass man jetzt diesem Nachtragskredit nicht zustimmen kann. Die FDP-Liberale Fraktion wird diesen Einzelantrag ablehnen. Wir erwarten aber eine Gesamtbeurteilung der Hochseeschifffahrt. Jetzt haben wir bereits die zweite Vorlage, bei der wir einen Nachtrag bewilligen müssen. Aber ich glaube, der Bundesrat ist gefordert, bei der Hochseeschifffahrt eine sogenannte Gesamtbeurteilung zu machen. Ich erwarte, dass man im ersten Halbjahr 2020 diese Gesamtbeurteilung und das weitere Vorgehen bei den Hochseeschiffen der Finanzdelegation und den beiden Finanzkommissionen vorstellt. Ich hoffe, dass der Bundesrat diese Worte gehört hat und entsprechend aufnimmt.

Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt den Voranschlag 2020 und die Nachträge zum Voranschlag 2019 grundsätzlich gemäss Mehrheiten der Kommission, mit einer Ausnahme: Die Fraktion wird im Bereich Bildung, Forschung und Innovation mehrheitlich die Minderheit II (Bourgeois) unterstützen. In diesem Bereich sollen die bisherigen Erhöhungen weiterhin gewährt werden, allerdings unter Berücksichtigung der vom Parlament angenommenen Motion Dittli 16.3705, welche verlangt, dass die Teuerung jeweils nur ausgeglichen wird, wenn tatsächlich eine Teuerung anfällt.

Zum Schluss dankt die FDP-Liberale Fraktion dem Gesamtbundesrat, den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern in der Verwaltung sowie dem Kommissionssekretariat für die umfangreiche und pflichtbewusste Arbeit bestens.

Gschwind Jean-Paul (M, JU): Mes propos se rapporteront au Département fédéral de l'intérieur, au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, aux coupes transversales et aux crédits supplémentaires II.

Concernant le DFI, pour le budget 2020, les dépenses se montent à 18,9 milliards de francs, et les recettes atteignent le montant de 126,7 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 3 pour cent par rapport à l'année précédente, une augmentation qui correspond à la moyenne du budget. Il est à noter que les 96,8 pour cent sont des dépenses de transfert, alors que les dépenses du domaine propre se montent à quelque 629 millions de francs. 78,6 pour cent, ou 14,9 milliards de francs, sont alloués à l'Office fédéral des assurances sociales et 18 pour cent, ou 3,5 milliards de francs, à l'Office fédéral de la santé publique.

Dans le cadre du budget, les ressources à disposition suffisent pour réaliser les tâches qui sont prévisibles. Mais des grandes préoccupations pourraient se dessiner à l'avenir, avec l'exploitation des données récoltées et les autorisations toujours plus nombreuses pour les médicaments.

Dans le cadre de l'examen du budget de la culture, la sous-commission 3 a demandé formellement que, dans le cadre du message sur la culture 2021–2024, l'on transfère 2 millions de francs de la rubrique promotion du film, dont le budget 2020 est de 52 millions de francs, au profit des musées.

La modification essentielle du budget présentée par le Conseil fédéral concerne l'encouragement des activités extrascolaires des enfants et des jeunes, dont l'augmentation est de 4 millions de francs, soit de 14,1 millions au lieu des 10,1 millions prévus, pour faire face à une diminution significative des subventions suite au nombre grandissant des nouvelles associations prises en considération. Ce point sera développé lors de la discussion par article.

Concernant le DDPS, vu la perspective réjouissante de la planification financière 2020–2022, le budget a été



réalisé sans grandes réductions budgétaires. Le budget du DDPS se monte à 8,57 milliards de francs, dont 5,9 avec une incidence financière. En comparaison avec l'année précédente, il en résulte une baisse de 39,9 millions de francs toutes

AB 2019 N 2064 / BO 2019 N 2064

dépenses confondues, avec toutefois une augmentation de 58 millions de francs des dépenses avec incidence financière.

Quels sont les éléments nouveaux par rapport au budget 2019?

Suite à la décision du Conseil fédéral de porter l'âge de la retraite à 64 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, il est possible, pour les catégories professionnelles spéciales, à des conditions spéciales bien définies, de prendre une retraite anticipée à 62 ans, avec à la clé une rente-pont payée par la Confédération, soit 71 100 francs selon les cas. Cela représente un montant de quelque 72 millions de francs, dont 50 seront prélevés sur les réserves. Il faut noter que le changement de régime va occasionner la création de 30 à 35 places nouvelles.

Un autre domaine qui va avoir un impact sur le budget du DDPS ces prochaines années est le Service de renseignement de la Confédération. Suite à un rapport du Service de renseignement, le Conseil fédéral a opté pour une solution de compromis: une augmentation de 100 places supplémentaires pour la période 2019–2023. Les 40 premiers postes seront compensés à l'intérieur du DDPS; pour les postes suivants, il faudra rehausser le plafond des dépenses. La majorité de la commission demande la compensation; les débats seront abordés lors de la discussion par article.

Une autre proposition de modification du budget concerne l'Office fédéral du sport, suite à l'acceptation de motions et postulats par le Parlement, le printemps dernier. La première augmentation de 5 millions de francs concerne le co-financement fédéral de l'exploitation des installations sportives d'importance nationale, pour mettre en oeuvre la motion Engler 18.4150. L'autre augmentation de 10 millions de francs concerne le budget des fédérations sportives et autres organisations; il devrait permettre de financer les installations sportives d'importance nationale qui seront réalisées entre les programmes Cisin 4 et 5.

Abordons les propositions visant à réduire les dépenses transversales. Quand bien même le budget proposé par le Conseil fédéral affiche un solde de financement ordinaire de 435 millions de francs et que, dans le respect des exigences du frein à l'endettement, le déficit conjoncturel autorisé se monte à 76 millions de francs et confère au Parlement une marge de manoeuvre de 511 millions, les propositions visant la réduction des trois crédits transversaux se répètent de manière récurrente, année après année.

S'agissant des charges de personnel, une proposition de la sous-commission 1 demandant de plafonner les dépenses à 6 milliards de francs, ou 37 000 EPT, soit une réduction de 38,5 millions, a suscité une large discussion.

Pour les partisans de la coupe transversale, le Conseil fédéral se doit de revoir sans cesse la répartition des charges entre la Confédération et les cantons. Pour le chef du Département fédéral des finances, le Conseil fédéral n'utilise jamais toutes les places autorisées. Il existe toujours entre 500 et 800 places qui ne sont pas utilisées. Les nouvelles places attribuées ne sont pas occupées durant des mois, ce qui conduit à des crédits restants: 90 millions de francs pour l'année en cours, soit 1,5 pour cent de la totalité du crédit du personnel. Ce plafonnement à 6 milliards de francs n'apporte donc pas grand-chose, si ce n'est accroître encore la pression sur le personnel. Au terme de la discussion, après avoir entendu tous les chefs de département prendre position négativement sur cette proposition, à une courte majorité la commission a rejeté cette proposition de coupe transversale concernant le personnel. La grande majorité du groupe du centre en fera de même.

Pour terminer, j'aborderai brièvement le supplément II au budget 2019, sans entrer dans les détails. Le groupe du centre acceptera le supplément II au budget 2019, ainsi que le supplément IIa, mais sans enthousiasme, qui concerne un crédit de 126,7 millions de francs pour honorer le cautionnement des huit navires de haute mer de l'entreprise Massoel.

Concernant les positions budgétaires, les positions du groupe du centre seront précisées lors de la discussion par article.

Fischer Roland (GL, LU): Die Grünliberalen nehmen auch erfreut zur Kenntnis, dass sich der Bundeshaushalt im Moment in einem sehr guten Zustand befindet. Der Bund budgetiert für das Jahr 2020 einen Finanzierungsüberschuss von über 400 Millionen Franken. Der strukturelle Überschuss ist sogar noch höher. Das heisst, konjunkturell gesehen schreiben wir quasi eine rote Null als Defizit.

Schauen wir in die Zukunft, so sehen wir, dass sich das Bild gemäss dem Finanzplan des Bundes jedoch etwas verändern wird. Es ist ein Abbau des strukturellen Überschusses geplant. Der Grund für den Rückgang



des Rechnungssaldos liegt hauptsächlich in der Umsetzung von zwei geplanten Reformen, der Abschaffung der Heiratsstrafe und der Abschaffung der Industriezölle. Beide Vorlagen führen zu einem Rückgang der Einnahmen.

Was bedeutet diese Ausgangslage nun aber? Zum einen kann der Bund im Jahr 2020 weiter Schulden abbauen. Die Schuldenquote sinkt wie in den vergangenen Jahren, und die Bilanz des Bundes zeigt ein erfreuliches Bild. Der Bund kann weiter Eigenkapital aufbauen. Damit leistet der Bund einen wesentlichen Beitrag dazu, dass die öffentlichen Finanzen der Schweiz auch im internationalen Vergleich ein sehr gutes Bild abgeben. Es bedeutet aber auch, dass wir im Rahmen der Schuldenbremse zumindest in diesem Jahr noch Handlungsspielraum hätten. Das darf zwar im Hinblick auf den Finanzplan nicht dazu führen, dass wir nun die finanziellen Mittel allzu grosszügig ausgeben. Das war offenbar auch die Absicht des Bundesrates bei der Erstellung des Budgets.

Zum andern bietet die Ausgangslage vor dem Hintergrund der grossen ökologischen und demografischen Herausforderungen in den kommenden Jahren aber auch die Chance, in gewissen Bereichen massvolle Akzente zu setzen. Es handelt sich um Bereiche, die als Investitionen in die Zukunft betrachtet werden können, konkret um die Ökologie, die Entwicklungszusammenarbeit und die Bildung. Wir werden uns bei den entsprechenden Budgetpositionen näher zu diesen Bereichen äussern.

Lassen Sie mich aber noch ein paar grundsätzliche Gedanken verlieren: Wir müssen im Hinblick auf die dringend notwendigen klimapolitischen Schritte Wege finden, damit auch die Finanzpolitik nachhaltig einen Beitrag zur dringend geforderten raschen Reduktion der Treibhausgasemissionen leisten kann. Hier spreche ich insbesondere auch die derzeit sehr tiefe Verschuldung und die konkrete Ausgestaltung der Schuldenbremse an. Aber bitte verstehen Sie mich hier nicht falsch: Die Grünliberalen sind überzeugte Befürworter der Schuldenbremse. Aber ein permanenter Rückgang der Schuldenquote darf kein Selbstzweck sein. Anzustreben ist eine für unsere Volkswirtschaft tragbare, massvolle Staatsverschuldung, die unter anderem auch dazu dient, die grossen Herausforderungen der Zukunft gerade im Bereich des Klimaschutzes mit sinnvollen Investitionen anzugehen. Auch in diesem Sinn sind unsere Positionen bei Minderheiten im Energie- und Umweltbereich, aber auch im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit und im Bildungs- und Forschungsbereich zu verstehen.

Die Schweizer Schuldenbremse dient vielen Ländern als Vorbild. Eine solche Vorbildfunktion könnte doch auch ein erstrebenswertes Ziel für eine klimaorientierte Finanzpolitik sein. Wir Grünliberalen danken dem Bundesrat und der Verwaltung für ihre gute Arbeit und für das Erstellen des Budgets und des Finanzplans.

Sollberger Sandra (V, BL): Ich spreche für die SVP-Fraktion zum EJPD und zum UVEK.

Wir sind der Meinung, wenn Einsparungen möglich sind und Gelder nicht beansprucht werden, soll das im Voranschlag bereits berücksichtigt und eine entsprechende Kürzung vorgenommen werden. Es geht hier insbesondere um die Sozialhilfeleistungen für Asylsuchende und um die Betriebskosten der Bundesasylzentren. Wir sind zudem überzeugt, dass es im Bereich Informatik noch Sparpotenzial gibt, insbesondere beim Informatik-Service-Center des EJPD sowie beim neuen Geschäftsverwaltungssystem Gever im UVEK. Da wird man ganz genau hinschauen müssen.

AB 2019 N 2065 / BO 2019 N 2065

Die grössten Ausschweifungen machen wir jedoch im Bereich Umwelt aus. Wir dürfen hier nicht einfach blind und gedankenlos ausbauen. Wir wollen keine Symbolpolitik, die masslos einfach mehr Geld fordert, ohne zu fragen, um was es genau geht und was genau der Effekt ist. Der Voranschlag des Bundesrates sieht im UVEK bereits einen grossen Anstieg des Aufwandes und der Investitionsausgaben vor. Hier einfach 20 Millionen, dort 2 Millionen oder 1 Million Franken mehr auszugeben, kann keine seriöse Politik sein.

Es scheint mir, dass überall dort, wo das Label "Umwelt" oder "Klima" drauf ist, einfach mehr Geld verteilt wird, verteilt werden soll. Mit diesem Geld fördern wir höchstens die Anspruchsmentalität. Es wird kein Grad kälter oder wärmer, nur weil wir das Geld einfach grosszügig verteilen. Sogar die verantwortlichen Bundesstellen wehren sich gegen diese zusätzlichen Gelder; es heisst, man könne das nicht verkraften.

Projekte müssen seriös geprüft werden, und es muss genau hingeschaut werden. Das Geld kann gar nicht zielgerichtet eingesetzt werden; es gibt gar keine Anfragen für solche Projekte. Das ist einfach keine gute Finanzpolitik. Ich bitte Sie, hier masszuhalten und nicht einfach blind das Geld zu verteilen. Es sind Steuergelder, die wir hier verteilen. Die Verwendung muss effizient und klug sein. Es kann nicht sein, dass mit beiden Händen einfach grosszügig Geld verteilt wird. Das gilt es zu berücksichtigen.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Ich äussere mich für die SP-Fraktion zu drei Themen: den Nachtragskrediten II, dem Nachtragskredit IIa zu den Hochseeschiffen und dem Personal.



Ich beginne mit dem Personal: In der letzten Legislatur haben wir kaum je eine Finanzkommissionssitzung erlebt, in der nicht über die Plafonierung des Personaletats oder die Plafonierung des Personalaufwandes diskutiert wurde. So auch in den letzten Kommissionssitzungen der soeben zu Ende gegangenen Legislatur; dies, obwohl das Parlament regelmässig Entscheidungen trifft, die Stellenaufstockungen oder Stellenbegehren mit sich bringen. Oder denken Sie an die haufenweise Vorstösse, die hier während jeder Session produziert werden und die verarbeitet, beantwortet und weiterbearbeitet werden müssen.

Generell sind wir hier im Parlament und namentlich in der Finanzkommission mit den Leistungen des uns zur Verfügung stehenden Personals, das effizient und engagiert arbeitet, zufrieden. Also sollten wir ihm auch die nötige Anerkennung zukommen lassen und der Verwaltung auch künftig für die Herausforderungen, denen unser Land gegenübersteht, genügend Personalressourcen zur Verfügung stellen.

Als Arbeitgeber hat der Bund schliesslich auch die Verantwortung für die Gesundheit seines Personals. Wir können nicht erwarten, dass immer grössere und immer mehr Arbeit beim gleichen Personaletat immer schneller erbracht wird. Darunter wird früher oder später auch die Gesundheit der Angestellten leiden.

In der Kommissionssitzung – Sie haben es schon von meiner Vorrednerin Mattea Meyer gehört – hat der Antrag auf Querschnittkürzungen beim Personalaufwand schliesslich keine Mehrheit gefunden. Die SP-Fraktion wird sich weiterhin gegen Querschnittkürzungen beim Personal wehren; dies umso mehr, als das Budget einen Überschuss in der Grössenordnung von 665 Millionen Franken vorsieht.

Zum Nachtrag II: Die SP-Fraktion unterstützt die Anträge des Bundesrates zu den Nachtragskrediten für das Budget 2019. Rund 90 Prozent des Gesamtbetrags betreffen die Einlage in den Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs fonds sowie die Beiträge an die Ergänzungsleistungen zur Invalidenversicherung. Das gab in der Finanzkommission nicht viel zu diskutieren.

Vielmehr stand beim gleichen Thema die Nachmeldung zur Nagra im Umfang von 148,8 Millionen Franken im Vordergrund, welche auch von der SP-Delegation infrage gestellt wurde. Hierzu kurz Folgendes: Die Genossenschaft Nagra schloss 1979 eine Vereinbarung zur Finanzierung der Anlagen zur Lagerung von radioaktiven Abfällen ab. Dabei wurde auch ein Kostenverteilungsschlüssel festgelegt, dessen Anpassung erst im Jahr 2016 an die Hand genommen wurde. Der Bund hat während Jahren zu wenig an die Kosten für die Entsorgung seiner radioaktiven Abfälle bezahlt. Nun liegt eine Nachtragsvereinbarung vor. Der Bund als einer der Genossenschafter soll nun eine Nachzahlung von rund 150 Millionen Franken leisten.

Es bleiben für die SP-Fraktion nach wie vor etliche Fragen offen, z. B. diese: Wieso wurden Verhandlungen unter den Genossenschaffern, darunter den AKW-Betreibern, ohne den Bund geführt? Oder diese Frage: Wurden alle Genossenschafter gleich behandelt? Aus Finanzsicht haben wir uns auch Folgendes gefragt: Weshalb wurde eine Nachmeldung zum Voranschlag 2020 gemacht und nicht ein Nachtrag zum Voranschlag 2019? Könnte man nicht eine Rückstellung machen? Die SP-Fraktion ist zum Schluss gekommen, dieser Nachmeldung nicht zuzustimmen. Wir werden in der Detailberatung noch darauf zurückkommen.

Zum Schluss noch ein paar Worte zum Nachtragskredit IIa für die Hochseeschiffe – Herr Vitali ist auch schon darauf zu sprechen gekommen -: Diejenigen, die in der letzten Legislatur dabei waren, können sich wahrscheinlich noch erinnern, dass wir bereits im Jahr 2017 einen Nachtragskredit von 215 Millionen Franken für die Bezahlung von Solidarbürgschaften für 13 Hochseeschiffe genehmigt haben. Damals wurde darüber informiert, dass sich verschiedene Schiffsgesellschaften, für welche der Bund Bürgschaften übernommen hatte, in finanziellen Schwierigkeiten befinden.

Nun soll eine weitere Bürgschaft eingelöst und dafür ein Nachtragskredit von 128,717 Millionen Franken genehmigt werden. Diesem Antrag kann man höchstens zähneknirschend zustimmen. Die SP-Fraktion wird sich wahrscheinlich mehrheitlich der Stimme enthalten. Die Nachtragskredite und der Aufwand, den diese Hochseeschiffahrt für den Bund bedeutet, bereiten uns schon Kopfschmerzen. Wir müssen ja damit rechnen, dass wir noch bis ins Jahr 2032 für diese Solidarbürgschaften geradestehen müssen. Das WBF versucht gemäss Ausführungen in der Botschaft, das Risiko massgeblich zu reduzieren. Genügt das? Hätte man nicht früher besser hinschauen müssen? Diese Fragen und jene zur Einsetzung einer PUK werden wir vonseiten der SP-Fraktion auch im Auge behalten.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Permettez-moi, au nom du groupe UDC, tout d'abord quelques remarques générales concernant le budget 2020.

Malgré l'entrée en vigueur de la RFFA, le budget 2020 est équilibré et les exigences du frein à l'endettement sont respectées, ce qui est à saluer. Ce bon résultat est dû principalement aux recettes fiscales découlant de l'impôt fédéral direct et de l'impôt anticipé. Mais pas d'emballement! La prudence doit rester de mise.

Le plan financier 2021–2023 reflète en effet de moins bonnes perspectives budgétaires pour l'avenir, en raison d'une part de la situation financière internationale qui pourrait avoir des répercussions négatives sur nos



recettes. D'autre part, plusieurs réformes fiscales sont planifiées dans le plan financier précité, comme la modification de l'imposition des couples mariés pour éviter la pénalisation du mariage, l'abolition des droits de douane sur les produits industriels, la réforme de l'AVS, l'augmentation justifiée des déductions fiscales pour les primes d'assurance-maladie, sans parler de la hausse des dépenses dans le secteur des soins et de la santé. Tout cela doit nous inciter à la prudence budgétaire en 2020 déjà et pour les années futures.

Malgré les nombreux appels à la prudence budgétaire lancés par la Commission des finances et au frein à la réglementation, les dépenses de personnel augmentent encore et toujours dans ce budget 2020. C'est 183 millions de francs supplémentaires par rapport au budget précédent. Comment stopper cette spirale infernale? Le Conseil fédéral a toujours de bonnes raisons pour ces augmentations: nouveau modèle de gestion, gestion de l'informatique, applications légales et j'en passe.

Pour ces différentes raisons, le groupe UDC soutiendra toutes les propositions de minorité susceptibles de limiter les charges de personnel.

AB 2019 N 2066 / BO 2019 N 2066

Pour ma part, je ferai une exception: je soutiendrai le projet du Conseil fédéral d'augmenter l'enveloppe budgétaire pour l'Assemblée fédérale.

Dans le budget 2020, globalement, les recettes s'accroissent de 2,9 pour cent par rapport au budget 2019, alors que les dépenses sont en hausse de 3,8 pour cent. Si l'on analyse les causes de cette différence, on remarque qu'elles sont liées principalement au projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS, qui entrera en vigueur en 2020 et qui engendrera des dépenses supplémentaires de 1,8 milliard de francs. Effectivement, la part des cantons à l'impôt fédéral direct passera de 17 à 21,2 pour cent, ce qui représente un montant de 1 milliard de francs, et les dépenses en faveur de l'AVS augmenteront de 0,8 milliard de francs.

Je reviendrai tout à l'heure pour vous présenter les considérations de notre groupe sur les propositions du bloc 2.

Au final, le groupe UDC, dans sa grande majorité, acceptera ce budget pour autant qu'il ne soit pas péjoré par l'acceptation d'importantes dépenses supplémentaires.

J'aimerais remercier le Conseil fédéral pour toutes les réponses données à nos différentes questions et pour son excellent travail dans la préparation du budget.

Glättli Balthasar (G, ZH): Ich möchte in dieser Eintretensdebatte ein paar generelle Bemerkungen aus Sicht der grünen Fraktion machen.

Wir haben das Stichwort Schuldenbremse nun in vielen Voten gehört. Dabei war die Schuldenbremse immer gemünzt auf den finanziellen Aspekt unseres Haushaltes. Wir Grünen respektieren durchaus, dass finanziell auch in die Zukunft gedacht werden muss. Wenn es darum geht zu schauen, welche Schulden wir kommenden Generationen überwälzen, haben wir aber einen breiteren Begriff davon, wie wir eine zukunftsorientierte Politik machen müssen. Wir haben darum mit der parlamentarischen Initiative 19.404, "CO₂-Bremse", eine Klimaschuldenbremse verlangt. Es kann nicht sein, dass man nur im Bereich der Finanzen in die Zukunft schaut, sondern es braucht auch dort klare Massnahmen, wo wir ein anderes Budget, nämlich das CO₂-Budget, überschreiten, das wir eigentlich nicht überschreiten dürften. Es braucht Massnahmen, die sicherstellen, dass wir nicht auf Kosten der nächsten Jahre, der nächsten Generationen leben.

Aus Sicht der Grünen müssen Schulden, finanzpolitisch gesehen, unterschiedlich bewertet werden, je nachdem, wie sich das makroökonomische und das finanzpolitische Umfeld präsentiert. Es ist wahr: In einer Zeit mit hohen Zinsen können Schulden durchaus auch eine asoziale Wirkung haben, weil sie dann nämlich dazu führen, dass der Mittelstand am Schluss mit seinen Steuern die Schuldzinsen finanzieren muss. Damit kommen diese Steuern jenen zugute, die genug Kapital haben, um es dem Bund auszuleihen. In einer Zeit der negativen Zinsen hingegen, in einer Situation, in welcher der Bund langfristige Anleihen ausgeben kann – bei denen er noch Zinsen dafür erhält, dass das Geld bei uns, bei der Eidgenossenschaft, geparkt wird –, muss die Frage, was eine volkswirtschaftlich tragbare Verschuldung ist, anders beantwortet werden.

Das Ziel der Negativzinsen ist es eigentlich, das Investitionsklima zu verbessern, anzuheizen. Wir haben aber gemerkt, dass dieser Effekt ausbleibt. Uns Finanzpolitikern stellt sich deshalb die Frage, ob wir nicht auch bei den Investitionen des Staates etwas anders machen müssen. Brauchen wir nicht jetzt öffentliche Investitionen, um einen sozial verträglichen ökologischen Umbau mitzufinanzieren? Sie wissen es: Die Energiewende, die Klimawende ist nicht gratis, so oder so. Aber je mehr wir uns überlegen, wie wir diese Wende umsetzen wollen, desto mehr kommen wir auf die Frage, wie wir das sozial verträglich machen können. Wir Grünen meinen, dass wir in einer Zeit der negativen Zinsen ganz ernsthaft darüber sprechen müssen, welchen Teil dieser Investitionen eben auch die öffentliche Hand in Angriff nehmen soll.



In der alten Zusammensetzung der Finanzkommission war es nicht opportun, diese grossen Debatten zu führen. Ich hoffe aber, dass sich in der neuen Legislatur eine Allianz für eine zukunftsfähige Finanzpolitik ergibt, die den Erfolg nicht nur am Stand der Schulden in den Kassen misst, sondern auch daran, mit welchen sinnvollen Investitionen wir den Weg bereiten für die bekannten riesigen Herausforderungen der nächsten Jahre, namentlich im Bereich des Klimaschutzes. Wir hoffen hier auf Allianzen, wir haben ja auch schon in vorherigen Voten durchaus positive Anklänge gehört.

In dem Sinne: Treten Sie auf das Budget ein, aber vergessen Sie nicht, dass uns die grossen Weichenstellungen noch bevorstehen. Zu den einzelnen Details werden wir in den jeweiligen Blöcken Stellung nehmen.

Bourgeois Jacques (RL, FR): En préambule, j'aimerais préciser que le budget 2020 qui nous est soumis prévoyait, selon la version du Conseil fédéral, un excédent de 0,6 milliard de francs. Après nos débats en commission, le budget se solde par un excédent de 447 millions de francs, avec un solde structurel s'élevant à 523 millions de francs. Ce solde structurel indique ainsi que le principe du frein à l'endettement est respecté, et nous ne pouvons que nous en réjouir. Pour la deuxième année consécutive, nous avons un budget excédentaire, ce qui signifie que nous ne devons pas procéder à des coupes budgétaires afin de respecter ce fameux frein à l'endettement. Le groupe libéral-radical se réjouit de cette situation et soutient la volonté de veiller à terme à ce que l'équilibre entre les recettes et les dépenses soit garanti.

Cette situation financière saine permet de réduire notre endettement, dont le taux escompté pour 2020 n'est que de 13 pour cent. Le frein à l'endettement introduit en 2003 est un excellent instrument qui a permis de ramener notre endettement brut de 124 à environ 94 milliards de francs et qui, pour le groupe libéral-radical, ne doit pas être affaibli. Nous ne devons pas perdre de vue que nous devons constamment faire face à des dépenses fortement liées qui prennent, année après année, l'ascenseur. Selon un rapport remis sur le sujet, ces dépenses fortement liées vont atteindre près de deux tiers de nos dépenses totales. La marge de manoeuvre pour respecter le frein à l'endettement sera par conséquent toujours plus petite. Les domaines dont les dépenses sont faiblement ou pas liées, tels que l'armée, l'aide au développement, la formation, la recherche et l'innovation, l'agriculture et le personnel de la Confédération vont devoir subir les soubresauts des finances fédérales. Nous devons en être conscients, et c'est pour cela que nous devons également nous pencher sur les dépenses fortement liées. Le groupe libéral-radical attend du Conseil fédéral, puis du Parlement, qu'ils empoignent une fois pour toutes ce sujet.

J'aimerais également évoquer le fait que nous ne devons pas perdre de vue l'évolution des charges supplémentaires possibles qui ne sont pour l'instant pas prises en considération dans le plan financier 2021–2023. Je pense au relèvement du montant des déductions pour les primes d'assurance-maladie – plus 370 millions de francs –, au changement éventuel du système d'imposition de la propriété du logement – moins 400 millions de francs –, ou au relèvement du montant de la déduction pour enfant – plus 280 millions de francs –, pour ne citer que ces exemples.

En ce qui concerne le budget 2020 qui nous est soumis, mis à part les charges de 1,8 milliard de francs engendrées par la réforme fiscale et le financement de l'AVS, des dépenses extraordinaires liées le grèvent également. Il s'agit, comme plusieurs orateurs l'ont mentionné, de la nouvelle convention de financement de la Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs, appelée Nagra, et le crédit supplémentaire destiné à honorer des cautionnements de la Confédération visant à garantir une flotte suffisante de navires de haute mer battant pavillon suisse.

Au sujet de la Nagra, on ne peut que s'étonner que, depuis 1979, la Confédération n'ait pas suffisamment participé au financement des projets. Lors de nos débats en commission, nous n'avons pu que prendre acte des faits et entériner l'ajout de 154,4 millions de francs au budget de l'Office fédéral de la santé publique, qui est compétent pour les paiements à la Nagra. Pour le groupe libéral-radical, il est important à l'avenir que de tels scénarios ne se reproduisent pas, et il demande au Conseil fédéral de bien vouloir contrôler si tous ses engagements sont à jour.

AB 2019 N 2067 / BO 2019 N 2067

En ce qui concerne les navires de haute mer battant pavillon suisse, c'est le deuxième crédit supplémentaire qui est demandé pour remplir nos obligations de cautionnement liées à ces navires. Il est important pour le groupe libéral-radical que toutes les mesures soient prises afin de réduire à son strict minimum notre contribution financière dans ce domaine. Nous devons veiller à sortir de cette ornière dans laquelle nous nous trouvons. En outre, toute la lumière devra aussi être faite sur les responsabilités des personnes engagées dans ce domaine.

Après ces considérations, je vous invite au nom du groupe libéral-radical à entrer en matière sur le budget



2020.

Schwander Pirmin (V, SZ): Es ist jetzt mehrmals betont worden, dass der Bundeshaushalt solid ist. Dem kann ich nicht widersprechen. Ich möchte allen danken, die in den letzten Jahren oder fast im letzten Jahrzehnt dazu beigetragen haben, dass der Bundeshaushalt eben solid ist und auch solid bleibt.

Der Bundesrat und die Verwaltung schlagen ja vor, dass der Bundeshaushalt bis Ende Legislatur ausgeglichen sein soll, trotz STAF im Jahr 2020, trotz weiterer eingeplanter Steuer- und Abgabereformen wie – es ist auch genannt worden – der Aufhebung der Heiratsstrafe und der Industriezölle. Trotz allem soll in dieser Legislatur der Finanzhaushalt ausgeglichen sein, und das ist gut so!

Woher kommt dieser solide Haushalt? Insbesondere vom Einnahmenwachstum. Auch im budgetierten Voranschlag 2020 ist dies so, mit plus 2,9 Prozent. Das Wachstum ist vor allem auf die direkten Bundessteuern und die Verrechnungssteuer zurückzuführen. Beide Steuern haben auch in den vergangenen Jahren zu markant höheren Einnahmen geführt, was zu diesem soliden Haushalt geführt hat, den wir zum Glück haben. Wir konnten Schulden abbauen. Ich erinnere daran, dass die Schulden 2005 noch 130 Milliarden Franken betrugen. Ende 2020 sollen die Schulden dann 94 Milliarden Franken betragen. Diese gute Ausgangslage hat dazu geführt, dass wir auch die Krise 2008 gut meistern konnten. Diese gute Ausgangslage führt dazu, dass wir allenfalls auch ein internationales neues Steuersystem auffangen können, das zu kommen droht – es ist noch nicht so konkret, aber es droht zu kommen. Deshalb brauchen wir diesen soliden Bundeshaushalt.

Ich kann nicht verstehen, wenn direkt oder indirekt der Schuldenabbau oder gar die Schuldenbremse negativ dargestellt wird. Das ist positiv! Wir dürfen uns keine volkswirtschaftliche Verschuldung leisten. Volkswirtschaftliche Verschuldung würde heissen, dass wir mehr investieren, als wir sparen. Das wäre volkswirtschaftlich gesehen eine Bankrotterklärung. Ich hoffe, dass sich die Redner, die von einer volkswirtschaftlichen Verschuldung gesprochen haben, im Vokabular vergriffen haben; das ist wahrscheinlich so.

Trotz Schuldenabbau haben wir – das ist wichtig – auch immer mehr investiert. Rund 15 Prozent der Gesamtausgaben haben wir in Form von Investitionen getätigt. Diese sollen auch in Zukunft weitergehen. Das ist wichtig. Wir dürfen nicht einfach "Schuldenabbau" sagen und die Investitionen nicht betrachten. Wenn der Schuldenabbau zu weniger Investitionen geführt hätte, dann hätten wir vielleicht volkswirtschaftlich ein Problem. Das ist aber nicht so!

Wir haben massiv investiert, und wir müssen noch massiv investieren, vor allem in den Verkehr. 50 Prozent der Investitionen haben wir in den Verkehr investiert. Wir müssen wahrscheinlich in Zukunft noch mehr investieren. Schauen Sie die Staus oder die überfüllten Züge an oder die Projekte im IT-Bereich, die bereits laufen und noch anstehen, die ganze Digitalisierung, die Cyberabwehr, die Telekommunikation der Armee, Superb 23, Gevert, Dazit: Einige Projekte laufen schon intensiv und sind auf gutem Kurs. Die brauchen Geld. Aber all das, was ich in diesem IT-Bereich auch noch genannt habe, das braucht Milliarden. Das müssen wir uns vor Augen halten. Deshalb brauchen wir auch in der laufenden Legislatur eine solide Basis.

Dann ist gesagt worden, wir würden Druck auf das Bundespersonal ausüben. Die SVP wehrt sich gegen immer mehr Stellen! Jede Stelle bringt der Wirtschaft mehr Formulare, Statistik und Bürokratie. Das können wir uns nicht leisten; da müssen wir ansetzen. Bei den Lohnmassnahmen bitte ich den Bundespräsidenten aufzuzeigen, wie hoch sie sind, ob es um eine Erhöhung um 1 Prozent oder 1,9 Prozent geht. Da bitte ich um Aufklärung. Ich danke dem Bundespräsidenten, dass er noch etwas bezüglich Lohnmassnahmen ausführt.

Bendahan Samuel (S, VD): Nous avons une dette insoutenable. Nous sommes effectivement endettés. Evidemment, vous allez me dire que vous ne comprenez pas, qu'on n'arrête pas de nous dire que la dette diminue et que finalement elle est supportable. Alors de quelle dette parlé-je? Eh bien, je parle de la dette d'infrastructures, de la dette de moyens dont nous disposons aujourd'hui pour être demain le pays que nous méritons d'être. Les trains sont remplis et ne sont pas assez fréquents. Il n'y a pas suffisamment de personnes formées pour répondre à la demande du marché. Les émissions de CO2 ne baissent pas autant qu'elles le devraient. Les gens sont de plus en plus malades, avec des coûts de la santé qui explosent, alors qu'il y a des solutions qui permettraient d'éviter beaucoup de problèmes de santé publique. Enfin, les problématiques de sécurité sont de plus en plus diversifiées et importantes, notamment dans le domaine de la cyberdéfense. Là encore, nous sommes endettés, parce que depuis des années nous n'avons pas investi assez dans ces domaines et dans bien d'autres domaines tels que la formation.

Comment pouvons-nous tolérer cela? Il y a un principe simple: je n'en veux jamais à quelqu'un qui me dit qu'il a des dettes, parce que je peux comprendre qu'on contracte des dettes dans sa vie, si on n'a pas les moyens. On s'endette parce qu'on n'a pas les moyens. Mais la dette dont je parle, la dette sociale et d'infrastructures de notre pays, on a les moyens de la combler, on a les moyens de la rattraper. Le fait que nous ne le faisons pas



est insoutenable et inacceptable. De ce point de vue, ce budget est injuste, car notre pays a une marge de manoeuvre énorme. Nous avons demandé une étude à un professeur d'université qui a démontré qu'aujourd'hui nous avons une marge de manoeuvre de plus de 5 milliards de francs par année pour des investissements ou pour d'autres stratégies profitables au bien public. Malgré ce genre d'études, nous nous évertuons à refuser de mettre des moyens là où ils sont nécessaires.

Quels sont les endroits dans lesquels nous devons investir? Eh bien, ils sont nombreux! Nous avons tenté, au sein du groupe socialiste de faire des propositions concrètes qui amélioreront demain la vie des gens, évidemment d'abord sur des thèmes importants et emblématiques, comme l'égalité. Pendant ces derniers mois, des centaines de milliers de personnes ont demandé plus d'égalité entre femmes et hommes. Lorsque vous regardez la croissance du budget du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, vous constatez qu'elle est misérable par rapport aux besoins, aujourd'hui, en matière de justice dans ce domaine. Nous demandons donc une augmentation des moyens pour permettre de répondre à la demande et de mettre en oeuvre ce qui est inscrit dans la loi sur l'égalité révisée. Il s'agit par là de pouvoir rendre service aux entreprises actives dans le domaine.

Nous devons aussi nous engager pour limiter les coûts de la santé. Ce qui est fou, c'est que si l'on mettait quelques millions de francs dans le domaine de la prévention sur le plan sanitaire, il serait possible de gagner des centaines de millions de francs, puisque de nombreuses personnes seraient moins malades, ce qui réduirait les coûts de la santé. Nous ne le faisons pas pour des raisons idéologiques. Il est important de changer de paradigme et d'investir des moyens dans les politiques publiques, par exemple celles en faveur de la prévention. Cela permettrait d'améliorer et le niveau de vie et les finances après-demain.

Nous pouvons aussi parler de l'environnement, qui a été un thème majeur de la campagne électorale, mais dont on parle depuis des années. Nous proposerons des augmentations de crédits pour améliorer nos conditions-cadres en matière d'énergie ou de biodiversité.

AB 2019 N 2068 / BO 2019 N 2068

Nous pouvons aussi parler de sécurité. Vous le savez, de nouvelles menaces, différentes, moins connues, pointent. Alors que nous discutons aujourd'hui du fait de savoir si nous voudrions des avions de combat pour faire face à je ne sais quelle menace, il y a de véritables problèmes en matière de cyberdéfense, de cybersécurité, de risque d'attentat contre notre démocratie. Nous devons aussi investir dans ces domaines, ce que nous ne faisons pas assez.

Au niveau de l'international, alors que nous savons que le domaine de l'international est une préoccupation majeure de notre pays, ainsi qu'une des causes du succès de notre pays, nous décidons de ne pas renforcer nos investissements dans l'aide au développement, dans la coopération internationale. Alors qu'en fait c'est grâce à la coopération internationale que notre économie peut être forte et que demain nos rentrées fiscales seront valables.

J'aimerais aussi insister sur le domaine de la formation. Alors, évidemment, je peux déclarer mes liens d'intérêts: moi-même, je travaille dans ce domaine, à l'EPFL et à l'Université de Lausanne.

Comment voulons-nous que notre pays reste où il est, qu'il conserve son niveau de compétitivité, si nous ne mettons pas à disposition des moyens sérieux pour rester compétitifs demain? Bien sûr, les moyens consacrés à la formation ont plutôt connu une progression, et notre Parlement a été plutôt sympathique lorsqu'il s'est exprimé sur les coupes budgétaires qui ont été proposées régulièrement par le Conseil fédéral. Mais ce n'est pas assez! Nous proposons des amendements qui, dans ce domaine, visent à augmenter les moyens consacrés à la formation à tous les niveaux. Il ne s'agit pas d'opposer la formation tertiaire aux formations de base, mais il s'agit de dire que le système suisse est fort parce qu'il propose plein de formations valables à tous les niveaux. Nous devons absolument investir, parce que là aussi, comme pour la prévention dans le domaine de la santé, chaque franc que nous mettons à disposition sera décuplé dans le futur. Si nous ne faisons pas ces investissements aujourd'hui, demain, c'est notre dette, à la fois financière et sociale, qui en pâtira.

Enfin, nous proposons des mesures touchant à des domaines importants comme le personnel, mais aussi le sport ou la jeunesse, parce que nous pensons que, venant d'un parlement qui s'est renouvelé tel que le nôtre, il est important d'envoyer un signal selon lequel nous avons une vision d'avenir pour la jeunesse et pour notre pays.

Pour toutes ces raisons-là, je vous invite à soutenir les propositions émanant du groupe socialiste, lequel vous appelle, évidemment, à soutenir ce budget, car mieux vaut avoir ce budget qu'aucun, tout en rappelant qu'il est triste que, dans un pays qui a aujourd'hui des moyens, nous ne dépensions pas ces moyens pour que, demain, nous soyons tous ensemble encore plus forts.



Kälin Irène (G, AG): Erlauben Sie mir, die Aufmerksamkeit auf den Bereich der Bildung, Forschung und Innovation zu lenken. Immer wieder betonen wir – zu Recht, wie ich finde –, wie wichtig Bildung und Forschung für die Schweiz und unser aller Wohlergehen sind. Und doch sprechen wir immer wieder weniger Geld, als für die Nachhaltigkeit des Bildungs- und Forschungsstandorts Schweiz nötig wäre, und, schlimmer noch, weniger, als ursprünglich in Aussicht gestellt wurde.

Immer wieder kommen wir darauf zu sprechen, wie wichtig es für unseren Forschungsstandort und für unsere Forschungszentren ist, dass sie mit stabilen Finanzen rechnen und planen können – im Wissen darum, dass gute Forschung mit Planungssicherheit einhergeht. Ein Lehrstuhl kann nicht von heute auf morgen ein- oder abberufen werden, und ein Forschungsprojekt kann nicht ohne erheblichen Schaden von heute auf morgen abgebrochen werden. Bahnbrechende Ideen fassen genauso wie eine gute Berufsbildung auf einem soliden Fundament.

Und doch kommen wir Jahr für Jahr im Rahmen der Budgetdebatte wieder auf unsere Entscheide zurück. Ja, schlimmer noch: Obwohl wir als Parlament hier vor einem Jahr klar unseren Willen ausgedrückt haben, die Finanzmittel für den Bereich Bildung, Forschung und Innovation gegenüber den bundesrätlichen Kürzungsplänen wieder zu erhöhen, hat sich der Bundesrat einmal mehr darüber hinweggesetzt und wiederum seine eigenen Kürzungen vorgenommen. Das widerspricht nicht nur den demokratischen Spielregeln, sondern ist vor allem gegenüber unseren Bildungs- und Forschungsinstitutionen schwierig zu kommunizieren.

Cette pratique de "stop and go" de la Confédération, qui revient à accorder un budget quadriennal et à revenir en arrière ensuite d'année en année avec des coupes, est très dommageable pour le développement des activités de recherche et d'innovation. De plus, elle empêche d'utiliser les subventions fédérales de la façon la plus efficace possible. Comment planifier à moyen terme, et recruter des chercheuses et des chercheurs, sans pouvoir compter sur un budget, établi et fiable, alloué aux subventions?

Wir wollen die besten Hochschulen, die besten Berufsbildungszentren, und wir wollen einen Forschungsstandort Schweiz, der weltweit geachtet und beachtet wird. Wir wollen Innovationen, die uns voranbringen. Wir wollen unseren Kindern die bestmögliche Bildung zukommen lassen. Wir wollen Weiterbildungsangebote, die sich auch Menschen mit kleinem Lohn leisten können, denn wir wissen, dass das Wohlergehen der Schweiz massgeblich davon abhängt. Und wir wollen, dass die Beschlüsse, die wir hier kraft unseres Amtes fassen, gelten.

Unsere Bildungs- und Forschungsinstitutionen haben Planungssicherheit verdient, unsere Kinder die bestmögliche Ausbildung und unsere Arbeitnehmenden gute Weiterbildungsangebote. Darum müssen wir die Minderheiten im BFI-Bereich zu Mehrheiten umwälzen und uns ein für alle Mal vornehmen, dass wir dieser Stop-and-go-Politik im Bildungs-, Forschungs- und Innovationsbereich ein Ende setzen.

Ich lade Sie ein, den Minderheitsanträgen der grünen und der sozialdemokratischen Fraktion in diesem Bereich zuzustimmen.

Siegenthaler Heinz (M, BE): Ich äussere mich für die Mitte-Fraktion zum Voranschlag im Allgemeinen. Zu einzelnen Punkten werden wir uns in der Debatte im Detail äussern. Sie haben von den Kommissionssprechern eine gute Übersicht zum Zahlenwerk erhalten. Ich werde Sie daher nicht weiter mit Zahlen überschütten.

Nach den Milliardenüberschüssen in den Rechnungen geht auch im Budget, das wir jetzt beraten, die Sonne am Finanzhimmel der Eidgenossenschaft nicht unter. Darüber darf man sich freuen. Der Voranschlag 2020 präsentiert sich unspektakulär erfreulich mit einem Überschuss und dem klaren Einhalten der Schuldenbremse, und die Schuldenquote sinkt und sinkt. Dabei müssen wir beachten, dass diese positiven Ergebnisse aufgrund der guten Wirtschaftslage entstanden sind. Die steigenden Ausgaben werden mit steigenden Einnahmen gedeckt. Wenn wir weiterhin diese stabile Finanzlage halten wollen, mit welcher unsere Anforderungen an einen modernen Staat erfüllt werden können, so müssen wir den brummenden Wirtschaftsmotor am Laufen halten. Die Wirtschaft braucht entsprechende Rahmenbedingungen. Dazu gehören Rechtssicherheit, innovative Bildung und Forschung und gute Beziehungen zum Ausland.

Die ökologischen Herausforderungen unserer Zeit lösen wir nicht allein durch Verbote, sondern mit Forschung und Bildung, welche der Wirtschaft den nötigen Spielraum geben, die drängenden Probleme anzugehen. Auch das wird finanzielle Mittel binden. Ein Kleinstaat wie die Schweiz kann sich im internationalen Wettbewerb keine Politik der Isolation und der Selbstbeweihräucherung erlauben. Daher ist es dringend, dass wir unser Verhältnis mit der EU baldmöglichst klären und den Unternehmen die nötige Rechtssicherheit geben können. Das Hin und Her und das Nichtwissen, was man jetzt will – auch "brexiten" genannt –, scheint mir kein sonderlich gutes Beispiel zu sein.

Wir sind froh über die momentan stabile Finanzlage des Bundes, weil wir diese für kommende finanzielle Herausforderungen brauchen werden. Ich erwähne hier vier Themen, welche bereits auf der politischen Agenda



stehen: Eines der sicher

AB 2019 N 2069 / BO 2019 N 2069

grössten Themen ist die Sicherung der Sozialwerke – Sie kennen alle die Demografie. Dazu kommt die Abschaffung der Heiratsstrafe, aber auch die Erhaltung der sicherheitspolitischen Souveränität bei der Sicherung des Luftraumes. Weiter, wie schon mehrmals hier betont, kommt die Herausforderung des Klimawandels auf uns zu. Wir müssen im Auge behalten, dass weitere Steuerausfälle drohen, seien das nun hausgemachte wie die Abschaffung der Industriezölle oder aufgrund internationaler Verpflichtungen wie ein drohendes neues Steuersystem. Wir tun also gut daran, jetzt nicht aufgrund der positiven Zahlen das Ausgabenwachstum anzukurbeln, sondern weiterhin haushälterisch mit den Finanzen umzugehen. Hingegen sehen wir keinen Grund, ohne Not Sparübungen durchzuziehen, nur um des Sparens willen und ohne zu wissen, was mit dem eingesparten Geld eigentlich geschehen soll.

In diesem Sinn wird die Mitte-Fraktion in der Detailberatung die meisten Minderheitsanträge, welche Kürzungen oder Aufstockungen von Budgetposten verlangen, ablehnen und der Mehrheit folgen. Eine Ausnahme bildet dabei der Bereich Bildung und Forschung. Im Namen der Mitte-Fraktion danke ich der Verwaltung, dem Bundesrat und auch dem Sekretariat der Finanzkommission für die ausserordentlich gute Arbeit und die Unterstützung, die wir jederzeit in der Finanzkommission geniessen konnten.

Chevalley Isabelle (GL, VD): Encore une fois, le budget de la Confédération montre un excédent. Cela fait maintenant plusieurs années que les comptes de la Confédération sont positifs, parfois même de plus de 2 milliards de francs. Ces excédents sont toujours utilisés pour diminuer la dette. Pourtant, nous avons des défis plus urgents.

Le taux d'endettement de la Confédération d'environ 13 pour cent et les intérêts de la dette ne sont pas un risque pour notre pays. Certes nous ne voulons pas léguer aux générations futures une dette insurmontable, mais nous ne voulons surtout pas leur léguer une planète invivable. L'urgence climatique nous oblige à faire des investissements importants. Un investissement est certes une dépense, mais c'est surtout un pari sur l'avenir, car certains investissements vont, au final, nous éviter des charges importantes, voire nous faire gagner de l'argent.

Développer les énergies renouvelables est certes un investissement important, mais dépendre des énergies fossile et nucléaire est un bien plus grand risque pour notre sécurité énergétique, et donc notre économie.

Soutenir la formation et la recherche est certes un investissement important, mais ne pas former notre jeunesse aux défis à venir est un bien plus grand risque pour les générations futures.

Augmenter l'aide au développement est certes un investissement important, mais ne pas se préoccuper des plus pauvres est un bien plus grand risque pour notre sécurité.

Vu les excédents des comptes depuis maintenant plusieurs années, on peut se demander si les recettes ne sont, encore une fois, pas sous-estimées. Je vous rappelle qu'il était prévu en 2018 un excédent de 300 millions de francs, et finalement on a eu un excédent de 3 milliards. En 2017, ce fut 4,8 milliards alors qu'il était prévu un déficit de 250 millions. L'exercice 2019 montre qu'il y aura à nouveau un excédent de plus de 2 milliards. Il est temps de faire évoluer le frein à l'endettement pour aider notre pays à relever les défis qui se présentent, et ce n'est pas avec ce fil à la patte que nous allons y arriver.

Le groupe vert/libéral soutiendra les mesures qui répondent aux défis de notre pays.

Maurer Ueli, Bundespräsident: Sie haben sehr viele Zahlen gehört. Wir werden in der Detailberatung noch weiter in diesen Zahlen stochern. Ich beschränke mich daher auf einige Eckwerte. Noch einmal zusammengefasst: Das Budget, das wir Ihnen vorschlagen, weist einen Überschuss von rund 440 Millionen Franken auf. Aufgrund der Anträge, die wahrscheinlich bei Ihnen wie auch im Ständerat mehrheitsfähig sind, würde ich vermuten, dass der Überschuss am Schluss noch etwa 300 Millionen Franken betragen wird. 300 Millionen Franken – das tönt immer noch nach viel Geld. Gemessen am Gesamtbudget sind es aber etwa 0,4 Prozent. So kann man anstelle von einem Überschuss von einer Punktlandung sprechen. Das Budget, das wir Ihnen vorschlagen, ist mehr oder weniger ausgeglichen. Ich würde nicht von einem grossen Überschuss sprechen. Vielleicht ist es gut, wenn wir uns einmal vergewissern, weshalb wir so gut dastehen, auch gerade im Vergleich zum Ausland. Es sind meiner Meinung nach insbesondere drei Punkte:

1. Die Zinszahlungen für unsere Schulden sind gesunken, dank dem sinkenden Zinsniveau. Das macht auf die letzten Jahre bezogen jährlich etwa 3 Milliarden Franken aus, die wir früher bezahlt haben und heute nicht mehr bezahlen.

2. Der zweite Punkt sind die überdurchschnittlich gewachsenen Unternehmensgewinne bzw. die Steuereinnahmen daraus. Wir haben insbesondere von dieser Entwicklung sehr gut gelebt. Die Einnahmen aus den



Unternehmenssteuern sind über einige Jahre betrachtet um fast 50 Prozent gewachsen.

3. Der dritte Punkt hängt eng mit dem Unternehmensstandort und den Unternehmen zusammen. Es geht um die Verrechnungssteuern. Die Verrechnungssteuereinnahmen haben sich verschoben. Sie stammen inzwischen zu etwa 90 Prozent aus der Dividendenbesteuerung. Die Gewinne der Unternehmen werden eigentlich sozusagen doppelt besteuert: Einerseits mit den Gewinnsteuern, andererseits sind es die Verrechnungssteuern, die zu einem Teil nicht mehr zurückgefordert werden. Wir können nicht im Detail beurteilen, weshalb das so ist. Aber ein wesentlicher Punkt dürfte sein, dass sehr viele dieser Dividenden von multinationalen Unternehmen im Ausland bezahlt werden, und mit den Doppelbesteuerungsabkommen können nicht die ganzen Verrechnungssteuern zurückgefordert werden. Je nachdem sind es 5 oder 10 Prozent, die auf jeden Fall bei uns bleiben.

Wir haben zwar ein gutes Budget, aber es gibt zwei Klumpenrisiken: Das eine ist die Entwicklung der Zinsen. Dass diese steigen, ist nicht gerade in den nächsten zwei, drei Jahren anzunehmen; wir haben uns gut finanziert. Aber steigende Zinsen bleiben mittelfristig ein Klumpenrisiko. Das andere sind die grossen Unternehmen, die sehr viel mehr Steuern in der Schweiz bezahlt haben, einerseits Gewinnsteuern und andererseits Verrechnungssteuern. Das ist also das Bild.

Was haben wir aus dieser guten Situation gemacht? Es ist schon so, dass es eine sehr positive Entwicklung gibt. Es ist uns gelungen, in den letzten Jahren etwa 25 Milliarden Franken Schulden abzubauen. Wir haben in der Regel die Einnahmen unterschätzt und haben somit die Budgets, die wir Ihnen vorgelegt haben, überschritten. Das heisst, wir hatten Gewinne, und diese wurden dank der Schuldenbremse zum Abbau der Schulden gebraucht. Ein grosser Teil der guten Entwicklung widerspiegelt sich also in den sinkenden Schulden, die Ende des nächsten Jahres etwa noch 93 000 Millionen Franken betragen werden. Ich benutze immer gerne diese Zahl 93 000 Millionen, weil "93 Milliarden" so harmlos tönt – aber es sind eben 93 000 Millionen, die wir immer noch an Schulden haben! Damit stehen wir zwar international gut da, aber es sind immerhin Schulden, die wir einmal unseren Nachkommen übergeben werden.

So weit zur positiven Entwicklung dieser guten Situation.

Die Situation, die ich kritischer beurteile, ist die, dass wir die zunehmenden Einnahmen weniger für Investition und viel mehr für den Konsum gebraucht haben. Das ist die normale Reaktion: Man hat etwas Geld und gibt es aus. Ich denke, wir haben hier ein besonderes Augenmerk darauf zu richten, welche Investitionen wir in Zukunft noch vorzunehmen haben, einerseits für die Infrastruktur, andererseits aber auch für die Sicherung der Sozialwerke.

Wir können feststellen, dass der Bund rechnungsmässig in einer guten Situation ist. Wir haben sehr gute Jahre hinter uns, vielleicht die besten in der Geschichte: Wir hatten noch kaum eine Periode von zehn überdurchschnittlich guten Jahren mit Wirtschaftswachstum, doch wir können diese Situation, die wir jetzt erlebt haben, nicht einfach in die Zukunft übertragen. Das also vielleicht zur Situation.

AB 2019 N 2070 / BO 2019 N 2070

Wenn wir den Voranschlag noch genau anschauen, dann stellen wir fest, dass die Ausgaben um 3,8 Prozent steigen. Das sind nicht einfach Ausgaben, die der Bund für zusätzlichen Konsum tätigt, sondern es sind rund 2 Milliarden Franken, die auf die STAF-Abstimmung zurückzuführen sind. Das heisst, ein grosser Teil dieses Betrags – etwa 800 Millionen – fliesst in die AHV zur Sicherung der Rente. Gut eine Milliarde bezahlen wir den Kantonen, damit sie die Steuerreform umsetzen können; das wird dann wiederum in Verbilligungen und Steuerreduktionen fließen. Die 3,8 Prozent Mehrausgaben sind also eigentlich gezielte Investitionen für die AHV und für die Kantone, um weiterhin ein attraktives Steuerumfeld zu haben.

Nun komme ich zu zwei Punkten, die angesprochen wurden. Einerseits ist es die Nachmeldung für die Nagra: Der Bund hat hier für die erfolgten Leistungen der Nagra eine Nachzahlung zu machen. Etwas unschön ist, dass diese Verpflichtung über vierzig Jahre, bis ins Jahr 1979, zurückgeht. Das ist aber ausgewiesen, wir haben es Ihren Kommissionen dokumentiert: Es gibt in diesem Fall keine Verjährung, sondern das ist eine Verpflichtung des Bundes für die Entsorgung der Abfälle, für die der Bund verantwortlich ist. Das ist die Nachmeldung zum Budget. Wegen dieser Nachzahlung beträgt der Überschuss nicht mehr 600 Millionen, wie in der Budgetbotschaft aufgeführt, sondern nur noch rund 440 Millionen Franken.

Die zweite Frage bei den Nachtragskrediten betrifft die Hochseeschifffahrt. Es ist leider so, dass wir hier in der Vergangenheit bei der Gewährung von Bürgschaften vielleicht zu wenig sorgfältig waren. Das gilt für den Bundesrat, aber das gilt auch für Sie: Sie haben der Bürgschaftserhöhung damals mit nur einer Gegenstimme, die aus der FDP-Liberalen Fraktion kam, zugestimmt. Das Parlament hat also sozusagen einstimmig diese Bürgschaften ebenfalls beschlossen – dessen müssen wir uns immer bewusst sein. Ich würde Ihnen empfehlen, diese Diskussion nicht allzu öffentlich zu führen. Herr Vitali hat darauf hingewiesen, dass wir eine Gesamtschau



machen; selbstverständlich, das machen wir gerne. Wenn wir diese Diskussion über künftige Bürgschaftsziehungen öffentlich führen, heisst das schlicht und einfach, dass unsere Schiffe, die allenfalls in diesen Strudel geraten, noch weniger wert sind. Das also jetzt nicht zu bewilligen und eine öffentliche Diskussion zu führen, kann uns Dutzende von Millionen Franken kosten. Wir haben das bei der ersten Tranche erfahren: Kaum ist das zu den Medien durchgesickert, ist der Preis der Schiffe, den wir zu lösen erhofft haben, um noch einmal etwa 20 Millionen Franken gesunken. Wir möchten diese Diskussion verhindern. Sie kritisieren den Bundesrat mit Recht, wenn Sie sagen: zu spät reagiert, nichts gemerkt bei diesen Hochseeschiffen. Ich würde Ihnen einen Teil dieses Vorwurfs aber gerne zurückgeben, denn Sie haben es auch nicht gemerkt – wenn wir das so direkt und offen sagen können.

Nun noch zu den Aussichten: Es scheint mir ganz wichtig, dass wir auch einen Blick vielleicht mindestens auf die nächsten vier Jahre wagen. Da wird sich das Bild der heutigen, guten Situation doch leicht verdüstern.

Wir rechnen für 2021 – im Moment noch, in der Planrechnung – mit einem Überschuss von 850 Millionen Franken. Er ist noch einmal hoch, weil wir eigentlich gedacht haben, dass die Vorlage zur Heiratsstrafe rascher durch das Parlament geht und bereits 2021 zum Tragen kommt. Sie ist jetzt in einer Warteschlange und dürfte frühestens im Jahr 2022 umgesetzt werden können. Damit ist der Überschuss von 850 Millionen für 2021 zu erklären.

Der Eindruck täuscht aber. Bereits im Jahr 2022 sind wir dann im Bereich einer schwarzen Null oder einer roten Null – wie auch immer Sie wollen –, weil in dieser Zeit eben die Abschaffung der Heiratsstrafe umgesetzt wird. Diese kostet uns etwa 1,2 Milliarden Franken, je nachdem, welches Modell Sie dazu dereinst wählen. Weiter haben wir die Botschaft zur Abschaffung der Industriezölle verabschiedet. Da gehen wir von Mindereinnahmen von etwa 500 Millionen aus. Diese beiden Steuersenkungen sollten im ordentlichen Budget mit den ordentlichen Einnahmen noch verkraftet werden können, sofern sich die Wirtschaftslage nicht wesentlich verschlechtert.

Bei einem Blick ans Ende dieser Legislatur und in die nächste Legislatur wird es für uns alle relativ ungemütlich, würde ich jetzt einmal sagen. Dann steht die OECD-Steuerreform an. Diesbezüglich sind wir noch im Ungewissen. Wir sagen nach wie vor, dass es Einnahmefälle zwischen 0,5 und 5 Milliarden Franken geben wird. Wenn es 5 Milliarden sind, herrscht dann Heulen und Zähneklappern, wenn das eingespart werden muss. Wir hoffen, dass wir nicht im Bereich des Maximalbetrages sein werden, aber wir können mit Sicherheit sagen, dass die OECD-Steuerreform zu tieferen Steuereinnahmen für den Bund, aber auch für die Kantone und Gemeinden führen wird. Das ist ein einschneidender Schritt.

Redner Ihres Rates haben auch darauf hingewiesen, dass wir noch grosse Verpflichtungen im Infrastrukturbereich haben. Wir müssen uns doch auch eingestehen, dass wir zwar gute Infrastrukturen haben, aber wenn wir in der Rushhour Zug oder Auto fahren, dann spüren wir am eigenen Leib, dass unsere Infrastrukturen von der Kapazität her wirklich an der Grenze, im roten Bereich laufen. Der Unterhalt der Infrastrukturen wird immer teurer. So weit zum Infrastrukturbereich Verkehr. Wir haben auch in der Telekommunikation noch grosse Aufgaben zu erfüllen. Der Infrastrukturbereich wird uns jedoch mehr Geld kosten.

Dann möchte ich noch auf die AHV hinweisen. Die AHV kostet uns in zehn, fünfzehn Jahren etwa 15 Milliarden Franken mehr pro Jahr. Die Zahl der AHV-Rentner, die dann eine Rente wollen, ist bekannt. Das ist zu finanzieren. Und dann, auch das wurde angesprochen, haben wir mit dem Klimawandel neue Begehren, die ebenfalls, würde ich einmal schätzen, in Milliardenhöhe gehen.

Damit kann ich Ihnen für das Ende dieser Legislatur oder für die nächste Legislatur eines garantieren, nämlich ein umfassendes Sparprogramm. Anders lassen sich all diese Vorhaben nicht finanzieren. Wir werden sparen müssen, und die Frage stellt sich dann auch, ob wir um Steuererhöhungen herumkommen. Die gute Situation, die wir jetzt haben, ist erfreulich. Wir haben das gut gemeistert; wir konnten Schulden abbauen. Aber wenn wir in die Zukunft blicken, dann steigen die Erwartungen an Ausgaben und Verpflichtungen enorm, und zwar in einer Grössenordnung, wie wir sie in der Vergangenheit nicht kannten. Wir haben die Babyboomer-Generation, wir haben Steuerausfälle – das wird die ganz grosse Herausforderung. Damit verbunden ist meine Bitte: Seien wir jetzt mit neuen Ausgaben vorsichtig, vor allem mit Ausgaben, die Sie auch in den Finanzplänen weiterschreiben, oder mit neuen Subventionen. Es ist fast unmöglich, eine einmal beschlossene Ausgabe rückgängig zu machen. Das ist fast nicht möglich, das wissen wir aus der Erfahrung. Also überschätzen wir die gute Situation nicht. Lassen wir uns nicht dazu verleiten, zusätzliche Ausgaben zu beschliessen!

Ich komme noch auf einen Punkt zurück, der auch mehrmals angesprochen wurde: das Bundespersonal. Wir haben vorgesehen und im Budget beantragt, dem Personal eine Lohnerhöhung von 1 Prozent über alles zuzugestehen. Das sind 0,5 Prozent für die Teuerung, 0,5 Prozent wären dann eine Reallohnzulage für alle. Das ist das erste Mal seit Jahren, dass der Bundesrat Ihnen einen solchen Vorschlag macht.

Herr Schwander hat dann gefragt, ob der Lohn um 1 oder um 1,9 Prozent steigt. 1 Prozent wären die 0,5



Prozent Teuerung und die 0,5 Prozent Zulage für alle. Dann gibt es unser Personalgesetz, gemäss dem das Personal innerhalb der Lohnklasse einen jährlichen Anstieg hat, bis es das Maximum der Lohnklasse erreicht hat, je nach entsprechender Qualifikation. Etwa die Hälfte unserer Angestellten ist bereits an diesem Maximum, die andere Hälfte hat noch einen jährlichen Anstieg vor sich. Das macht dann etwa 0,9 Prozent für diejenigen aus, die im Anstieg sind. Das ist unser Gesetz, das wir entsprechend einhalten. So kommt man auf die rund 1,9 Prozent, die Herr Schwander angesprochen hat; das vielleicht noch als Ergänzung.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Bundespräsident, Sie haben gesagt, das Parlament habe 2008 fast einstimmig und kritiklos der Erhöhung der Bürgschaft zugestimmt. Können Sie garantieren, dass das Parlament 2008 richtig informiert worden ist?

AB 2019 N 2071 / BO 2019 N 2071

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich würde meinen, dass man aus damaliger Sicht sagen kann, dass das der Fall war. Wenn wir jedoch heute zurückblicken, wo wir sehr viel mehr wissen, dann war diese Information wahrscheinlich nicht vollständig. Aber: "Im Nachhinein ist man immer klüger", wie es im Volksmund heisst. Das gilt, glaube ich, auch in Bezug auf die Hochseeschifffahrt.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu



19.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2020 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2021–2023

Budget de la Confédération 2020 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2021–2023

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Block 1 – Bloc 1

*Beziehungen zum Ausland, Asyl, soziale Wohlfahrt und wirtschaftliche Landesversorgung
Relations avec l'étranger, asile, prévoyance sociale et approvisionnement économique*

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je vous informe qu'au bloc 1 une proposition individuelle Hess Erich et une proposition individuelle Schwander ont été déposées.

Keller Peter (V, NW): Ich kann es kurz machen. Ich habe es bereits in der allgemeinen Debatte erwähnt: Die SVP-Fraktion ist der Meinung, dass im EDA das enorme Ausgabenwachstum der letzten Jahre gedämpft werden soll. Wir haben im Bereich "Beziehungen zum Ausland – Internationale Zusammenarbeit" seit 2010 ein Ausgabenwachstum von einer Milliarde Franken.

Wir haben deshalb zwei, wie ich finde, bescheidene Kürzungsanträge: Wir wollen den Voranschlag einerseits beim Funktionsaufwand im Globalbudget um 3,22 Millionen Franken auf den Stand der Rechnung 2018 kürzen. Das betrifft die Position 202.A200.0001. Wenn wir das ins Verhältnis zum Gesamtbetrag setzen, dann handelt es sich hier um eine Kürzung von 0,36 Prozent. Es sollte auch einem EDA-Vorsteher zusammen mit der Verwaltung gelingen, einen solchen Betrag einzusparen. Übrigens soll dieser Betrag beim Personalaufwand kompensiert werden.

Die zweite Minderheit will den Voranschlag ebenfalls auf dem Stand der Rechnung 2018 plafonieren, hier geht es allerdings um den Bereich multilaterale Entwicklungszusammenarbeit. Das betrifft die Position 202.A231.0330. Hier will Ihnen die Minderheit I den Betrag von 310 538 600 Franken beantragen. Ich bitte Sie, unsere beiden Minderheiten zu unterstützen.

Gysi Barbara (S, SG): Ich beantrage Ihnen im Gegensatz zu meinem Vorredner nicht Kürzungen im Bereich des EDA oder der Entwicklungszusammenarbeit, sondern Erhöhungen der Ausgaben in verschiedenen Positionen. Ich möchte mit meinen diversen Minderheitsanträgen – sie gehören zu einem Konzept – auf die Zahlen zurückgehen, die in der ursprünglichen Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit der Schweiz 2017–2020 vom Bundesrat beantragt worden sind. Diese Beträge wurden dann in der Vergangenheit aufgrund von Sparmassnahmen gekürzt. Es gab jetzt im Voranschlag 2020 eine leichte Erhöhung, aber wir sind nicht bei der Höhe, die ursprünglich einmal vorgesehen war, die in diesem Rat diskutiert und auch akzeptiert worden ist und die eigentlich auch vom Bundesrat gewollt war.





Ich möchte bei folgenden Positionen aufstocken: bei der Position 202.A231.0329, "Bestimmte Aktionen der Entwicklungszusammenarbeit", um 48 Millionen Franken; bei der Position 202.A231.0330, "Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit", um 10 Millionen Franken; bei der Position 202.A231.0332, "Finanzielle Unterstützung humanitärer Aktionen", um 26 Millionen Franken; bei der Position 202.A231.0336, "Osthilfe", um 15 Millionen Franken und bei der Position 202.A231.0338, "Zivile Konfliktbearbeitung und Menschenrechte", um 8 Millionen Franken.

Zudem möchte ich bei zwei Positionen des SECO, das auch in der Entwicklungszusammenarbeit tätig ist, aufstocken. Es handelt sich um die Position 704.A231.0202, "Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit". Dort beantrage ich eine Aufstockung um 18 Millionen Franken und bei der Position 704.A231.0210, "Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten", eine Aufstockung um 6,5 Millionen Franken.

Wenn Sie diese Beträge zusammenzählen, kommen Sie auf 131,5 Millionen Franken. Wie gesagt: Das war die ursprüngliche Summe, die in der Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit der Schweiz 2017–2020 eingesetzt war und in der auch das enthalten ist, was schon beantragt wird.

Wenn wir diese Erhöhungen machen, dann erreichen wir mit einer APD-Quote von 0,48 Prozent des Bruttonationalproduktes das, was wir uns eigentlich auch einmal als Ziel gesetzt haben. Andere Länder Europas oder der Welt haben eine APD-Quote von 0,6 oder 0,7 Prozent ihres Bruttonationalproduktes. Wir befinden uns da nicht einmal im Mittelfeld. Wir, als reiche Schweiz, haben die finanziellen Mittel, diese Aufstockungen auch zu machen.

Ich habe ebenfalls Minderheitsanträge im Bereich des Aufgaben- und Finanzplans 2021–2023 eingereicht. Dort möchten wir eine stufenweise Erhöhung der APD-Quote auf 0,5 Prozent des Bruttonationalproduktes. Wir sind klar der Meinung, dass es unserer reichen Schweiz auch gut anstünde, hier den international gefragten Beitrag auch wirklich zu leisten, weil wir alle wissen: Eine gut funktionierende Entwicklungszusammenarbeit ist weltweit wichtig. Es geht uns, glaube ich, in der Schweiz auch nur gut, wenn es anderen Menschen auf der Welt ebenfalls gutgeht. Es sollte uns wirklich bewusst sein, dass wir eine Verantwortung dafür haben, dass auch international die Aufgaben gemacht werden, und dass wir dafür sorgen, dass auch Menschen in Ländern, die weniger gute Rahmenbedingungen haben, ein gutes Auskommen haben.

Es ist wichtig, diese Erhöhungen zu machen. Es sind moderate Erhöhungen, und es ist das, was der Bundesrat – wie gesagt – eigentlich schon vorgehabt hat. Es ist auch möglich, diese Mittel bereits nächstes Jahr einzusetzen. Es ist nicht so, dass es eine Hauruck-Übung wird. Das wurde uns auch zugesichert. Wenn die Mittel gesprochen werden, können sie eingesetzt werden.

Ich möchte einfach erwähnen: Der Bundesrat hat entschieden, sich aus Lateinamerika zurückzuziehen. Er möchte den Schwerpunkt und den Fokus auf Länder in Afrika legen und dort einen grossen Teil der Mittel konzentrieren. Das ist grundsätzlich richtig und auch wichtig, das möchte ich gar nicht bestreiten. Aber es ist nicht wegzureden, dass es auch Bedarf an Entwicklungszusammenarbeit mit gewissen Ländern in Lateinamerika gäbe. Auch dort gibt es Problemregionen, die durchaus Unterstützung brauchen. Es war auch klar, dass der Bundesrat die Mittel vor allem auf die Bereiche

AB 2019 N 2072 / BO 2019 N 2072

Migration, Klima und private Aktionen konzentrieren wollte. Auch das möchte ich im Grundsatz nicht kritisieren, sondern einfach sagen: Mit dieser Konzentration fehlen dann eben primär Mittel im Bereich der Bildungsprojekte, im Bereich der Gesundheit – etwas sehr Wichtiges –, im Bereich der Gleichstellung, aber auch zur Stärkung der Zivilgesellschaft.

Es stünde uns gut an, wenn wir die zusätzlichen Mittel auch sprechen würden, um gerade im Bereich der Gesundheit – das ist enorm wichtig – international mehr machen zu können. Das gilt eben auch für den Bereich der Bildung: Wir alle wissen, dass Bildung ein Schlüssel zum Fortkommen ist, ein Schlüssel, um sich selber entwickeln zu können. Wenn wir dort mehr Projekte unterstützen können und mehr Aktivitäten entwickeln, ist sehr, sehr viel getan – nicht nur für uns, sondern weltweit.

Besten Dank für die Unterstützung dieser Minderheitsanträge.

Bendahan Samuel (S, VD): Je vais défendre trois minorités dans des domaines assez diversifiés, parce que le bloc 1 est quand même relativement hétérogène.

La première minorité porte sur l'égalité entre femmes et hommes. Le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes n'a pas vu ses moyens croître pour l'une de ses missions fondamentales qui est la réduction des inégalités, notamment salariales, entre femmes et hommes ainsi que la promotion de l'égalité au sein de notre économie et dans notre pays. C'est franchement inacceptable quand on voit la différence qu'il y a entre la Constitution et la réalité sur le terrain aujourd'hui en matière d'égalité ou d'inégalités entre femmes et hommes.



Je trouve que les moyens qui sont actuellement alloués au dit bureau, tant pour ses charges de fonctionnement, que nous discuterons plus tard, que pour ses ressources destinées à soutenir des organisations qui ont pour but d'amener des changements dans le domaine de l'égalité, sont largement insuffisants. Nous pouvons aujourd'hui nous battre non seulement pour plus d'argent, mais surtout pour apporter plus de soutien aux organisations qui amènent un véritable changement en matière d'égalité entre femmes et hommes, par des soutiens directs dans l'économie.

Je vous invite donc à soutenir la minorité à la position 303.A231.0160, qui est très modeste, puisqu'il ne s'agit pas d'augmenter massivement le budget, mais juste de donner, de façon symbolique, quelques moyens en plus qui permettront au Bureau fédéral de l'égalité de réellement faire son devoir. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas, d'un côté, dire que qu'on veut que ces inégalités se résorbent par elles-mêmes et, de l'autre, ne jamais allouer des moyens suffisants pour aller dans ce sens.

La deuxième proposition concerne le domaine de la prévention. Nous vivons dans un système complètement absurde, un système avec plein de caisses-maladie diversifiées au lieu d'avoir une seule caisse. Ce système, pour l'instant, est souhaité par le peuple; soit. Mais il a plein d'immenses défauts. L'un de ses défauts majeurs est le suivant: parce que les caisses-maladie sont nombreuses, elles n'ont aucun intérêt individuel à mener une politique de prévention. Pourquoi? Parce que si je suis un assureur-maladie et que je dépense de l'argent pour que les gens tombent moins malades, eh bien c'est moi qui dépense tout, mais ce sont tous mes concurrents qui bénéficient du fait que les gens sont moins malades. Donc, en fait, je n'ai aucun intérêt, en tant qu'assureur-maladie, à dépenser de l'argent dans la prévention au niveau de la santé. Donc, qui reste pour le faire? Les acteurs centraux, dont l'Etat.

Aujourd'hui, la politique de prévention a un budget ridicule, moins de 50 millions de francs. C'est pour cela qu'on propose de le ramener au moins à 50 millions de francs, ce qui permettrait d'à peu près doubler le montant consacré aux politiques de prévention. J'aimerais juste vous dire que l'essentiel des maladies pour lesquelles les soins sont extrêmement chers, qui concernent notre système de santé, pourraient être évitables. On peut prévenir des maladies graves, des coûts pour la santé, des coûts pour les gens, des drames humains avec une meilleure politique de prévention. On l'a vu par exemple en ce qui concerne le tabagisme, et il y a plein d'autres domaines dans lesquels la prévention, investir quelques francs dans la prévention, change des vies et améliore aussi nos finances pour le futur, alors que nous n'arrêtons pas de parler de la hausse effrénée des coûts de la santé. Investir quelques dizaines de millions de francs de plus par rapport au budget de la Confédération dans le domaine de la prévention, c'est vraiment créer un avenir financier meilleur pour la Confédération, et surtout un avenir humain meilleur pour notre pays.

Enfin, j'aimerais vous parler de la politique de sécurité. Comme dans tous les domaines de l'Etat, la question que nous devons nous poser quand nous parlons de budget, c'est celle de l'efficience de nos dépenses. En d'autres termes, que nous rapporte en échange chaque franc investi?

En fait, la stratégie du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, aujourd'hui, est un peu identique à une stratégie qui consisterait à construire l'Etoile noire de "Star Wars". Cela ne sert à rien, cela n'apporte rien. Cela créerait certes quelques emplois, cela occasionnerait des dépenses, mais cela ne changerait pas grand-chose en matière de sécurité. Or, il y a de véritables menaces en matière de sécurité. De quels domaines proviennent-elles? Elles proviennent du domaine "cyber", la cybersécurité militaire et civile. Puis elles dépendent aussi de la qualité des relations que nous avons au niveau international et de la stabilité politique autour de nous. C'est là que sont les véritables leviers d'action. Il est inacceptable que nous dépensions des milliards de francs pour des tanks qui ne seront jamais utiles, des munitions que nous gaspillerons dans des talus pendant les cours de répétition, et qu'en même temps nous n'utilisions pas cet argent pour promouvoir la paix au niveau international et pour renforcer nos moyens en matière de cybersécurité.

Les deux propositions de minorité que je vous propose dans ces domaines, qui sont soutenues par le groupe socialiste, visent à corriger cette erreur. Nous souhaiterions ramener le budget de l'armée à son niveau de 2014, car il faut dire que depuis 2014 il a véritablement explosé sans être accompagné d'une augmentation de la contribution de la Suisse à la sécurité internationale, ce qui n'est pas une utilisation efficiente des deniers publics. Donc, nous proposons de ramener le budget à ce niveau et de compenser cette baisse par une augmentation des moyens alloués à la coopération internationale, afin de contribuer à la stabilité des pays situés autour de nous et dans le reste du monde, de réduire les risques d'insécurité et d'augmenter la sécurité de notre pays.

D'autre part, nous proposons de diminuer de 500 millions de francs le budget de la défense et de compenser cette diminution par une augmentation équivalente du nombre de postes dans des domaines qui serviraient à contrer des menaces réelles pour la Suisse: le domaine des menaces "cyber", notamment la cybersécurité



civile dans les domaines spécialisés de la Confédération, répartis dans plusieurs départements spécialisés, mais aussi l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement et le Service de renseignement de la Confédération, qui peut aussi protéger notre démocratie contre les tentatives d'espionnage à travers ses activités de renseignement, de coopération internationale et de contre-espionnage. C'est là qu'on aurait besoin de moyens, car c'est là que se situent les véritables menaces. Il est étonnant que l'on continue à dépenser autant d'argent pour contrer des menaces inexistantes, ou très limitées, et qu'en revanche on n'investisse pas là où, vraiment, on pourrait améliorer la sécurité de notre pays.

Je vous invite donc à soutenir ces quatre propositions de minorité et à oeuvrer pour un pays plus sain, un pays plus égalitaire et un pays dans lequel on se sente plus en sécurité.

Brélaz Daniel (G, VD): Je vais aborder un sujet qui n'est pas strictement financier, puisque, parallèlement au budget, de nombreux offices de la Confédération reçoivent des tâches et des objectifs. L'un de ces objectifs, attribué à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), est de tout faire dans sa politique de prévention, d'information, etc., pour que le taux de fumeurs soit au maximum d'environ 25 pour cent. Cela fait

AB 2019 N 2073 / BO 2019 N 2073

de nombreuses années que cet objectif est fixé; on n'est pas très loin de ce chiffre dans la réalité.

Dans notre commission, une proposition surprise a été déposée et a accueilli une très faible majorité. Au nom des onze minoritaires, je vais vous expliquer de quoi il s'agit.

Il s'agit tout simplement de savoir si, en l'absence d'un objectif en matière de prévention du tabac, l'OFSP doit se désintéresser de ce problème. C'est ce qu'a accepté la majorité de la commission, en déclarant qu'il ne fallait fixer aucun objectif en la matière, parce que cela relevait de la liberté individuelle totale. Cette réflexion sera étendue à tous les autres domaines de la santé, si d'aventure vous suivez la majorité de la commission.

Bien sûr, à l'inverse de ce que vient de dire Monsieur Bendahan en proposant d'augmenter les dépenses en faveur de la prévention dans la santé publique, si l'OFSP n'a aucun objectif en matière de pourcentage de fumeurs, on peut aussi faire cela dans d'autres domaines après.

Je pense donc que notre commission, dans un débat rapide, parmi quelques dizaines d'autres, n'a pas mesuré vraiment les enjeux et, surtout, l'exemplarité du problème. Si, au moment où la discussion est quasi permanente sur la question de savoir s'il faut prendre des mesures supplémentaires sur le tabac, sur les coûts de la santé directement liés au cancer des fumeurs et sur les problèmes qu'on a rencontrés dans de nombreux cantons où il est maintenant interdit de fumer dans les zones réservées, on va tout à coup, par une décision parlementaire, supprimer tout objectif de santé publique en matière de tabac pour l'OFSP, on va passer pour les derniers des rigolos en Europe, si ce n'est ailleurs, sauf dans un ou deux pays exceptionnels.

Je pense évidemment, et c'est pour cela que j'ai déposé ma proposition de minorité, que c'est totalement malsain, et je vous propose simplement de réintroduire l'objectif de 25 pour cent de fumeurs au maximum. C'est un objectif – personne ne sera condamné à mort si c'est 25,4 pour cent –, mais cet objectif doit être fixé pour l'OFSP.

Sollberger Sandra (V, BL): Meine Minderheit betrifft Position 316.A231.0246, "Auserschulische Kinder- und Jugendförderung". Die Mehrheit der Kommission möchte den vom Bundesrat vorgeschlagenen Beitrag auf gut 14 Millionen Franken erhöhen. Unsere Minderheit möchte hingegen masshalten und am Betrag des Bundesrates von 10 Millionen Franken festhalten.

Der Bund darf die Kantone, Gemeinden und privaten Organisationen in diesem Bereich zwar unterstützen, muss es aber nicht. Aus unserer Sicht soll der Bund sein finanzielles Engagement eher zurückfahren als ausbauen. Der Bund hat gemäss Verfassung und Gesetz eine subsidiäre Rolle: Kinder- und Jugendförderung soll primär durch Private erfolgen, und wenn staatlich, dann möglichst nahe bei den Betroffenen in den Gemeinden und Städten. Als nächste Ebene gibt es dann auch noch die Kantone.

Ein Ausbau beim Bund ist daher unangebracht und setzt auch falsche Signale. Es gibt immer mehr, die von den Steuergeldern, die wir hier verteilen, profitieren wollen. Je mehr wir dieser Anspruchsmentalität nachgeben, desto mehr Leute werden profitieren wollen. Wir schaffen mit unserem Angebot eine künstliche Nachfrage, und je mehr verteilt wird, desto eher sagt sich ein Akteur, dass er doch gerne auch etwas vom Kuchen haben möchte. Finanzieren tun wir das ja alle.

Wir müssen verantwortungsvoll – da wiederhole ich mich – mit den uns anvertrauten Steuergeldern umgehen. Daher bitte ich Sie, meiner Minderheit und damit auch dem Bundesrat zu folgen.

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Sie haben es gehört: Wir sprechen in diesem Block über die Beziehungen zum Ausland, über den Asylbereich und verschiedene andere Themen. Ich konzentriere mich auf die Aussen-



beziehungen.

Bei der Entwicklungszusammenarbeit führen wir hier die Diskussion, die wir jedes Jahr im Rahmen der Beratung des Voranschlages führen. Die Schweiz hat sich im Rahmen der Millenniumsziele der Entwicklungszusammenarbeit zum 0,7-Prozent-Ziel bekannt und damit klargemacht, dass sie auch bereit ist, einen Beitrag zur Bekämpfung der Armut zu leisten und einen Teil der globalen Verantwortung zu übernehmen.

Wir haben in diesem Rat 2008, also vor rund zehn Jahren, beschlossen, einen moderaten Schritt in diese Richtung zu gehen und unseren internationalen Verpflichtungen nachzukommen. Das Parlament hat damals beschlossen, das 0,5-Prozent-Ziel anzustreben; ein Entscheid, der immer noch unter der internationalen Verpflichtung liegt und wohlgemerkt auch im internationalen Vergleich noch lange keinen ambitionierten Entscheid darstellt. Er ist aber in Anbetracht unseres Wohlstandes absolut gerechtfertigt. Zudem erinnere ich gerne daran, dass ja der Betrag, der hier eingerechnet wird, nicht einfach der internationalen Zusammenarbeit zugutekommt, sondern wir rechnen immer auch einen Teil der Asylkosten ein, die im Inland entstehen.

Die Erhöhung der Mittel hatte damals primär die ökologischen Aspekte der Entwicklungszusammenarbeit im Fokus, zum Beispiel die Bekämpfung des Klimawandels sowie die Unterstützung der Bevölkerung bei ihrer Anpassung an die Folgen des Klimawandels. Ich rufe das hier gerne in Erinnerung. Wir sind der Meinung, dass die stärkere ökologische Ausrichtung der Entwicklungszusammenarbeit nach wie vor entscheidend ist. Für uns ist das immer noch ungenügend.

Schliesslich haben wir auch stets eine stärkere Wirkungsorientierung verlangt. Hier wurde in den vergangenen Jahren viel erreicht. Es braucht aber weiterhin ein beharrliches Engagement, das sich auch an den entsprechenden Ergebnissen und am Output orientiert. Wir haben hier ein Postulat Weibel eingereicht, das angenommen wurde und das in der kommenden Botschaft umgesetzt werden sollte.

Die Schweiz trägt als eines der wohlhabendsten Länder der Welt eine Mitverantwortung für die Lösung der globalen Probleme. Das ist eine Frage der Solidarität, aber es ist nicht nur das: Es liegt auch in unserem ureigenen Interesse. Wir sind nicht nur von den Folgen von akuten Konflikten und dem Zerfall von staatlichen Institutionen und damit auch von deren Konsequenzen wie der Migration betroffen – das gilt beispielsweise für Syrien oder für Libyen –; wir tragen auch eine Mitverantwortung für die Lösung von globalen Problemen, seien das eben Gouvernanzprobleme oder die Folgen des Klimawandels. Lösen können wir all diese Probleme nicht alleine, selbstverständlich nicht, aber wir können und müssen einen Beitrag auf internationaler Ebene leisten. Dazu zählt eben auch, die notwendigen Mittel zur Verfügung zu stellen und die entsprechenden Entscheide im Budget zu fällen.

In diesem Sinn halten wir an unserer bisherigen Linie fest und werden im Block 1 jeweils die Anträge der Minderheit II (Gysi Barbara) unterstützen, die dem 0,5-Prozent-Ziel nahe kommen, und bei den weiteren Punkten werden wir den jeweiligen Mehrheiten folgen. Die beiden Einzelanträge, die eingereicht wurden, lehnen wir ab.

Brélaz Daniel (G, VD): Je vais me concentrer sur deux sujets. Le premier, c'est l'aide au développement. C'est un dossier extrêmement important et une forme de serpent de mer de notre Parlement, puisqu'il y a eu des objectifs jusqu'à 0,7 pour cent du produit national brut, mais on y a renoncé pour des raisons budgétaires. Après, cela a été 0,5 pour cent, mais c'était quand même un peu juste en matière budgétaire. Certains ont tenté d'aller à 0,4 pour cent. Pour le moment, on s'est arrêté à 0,45 pour cent.

Les propositions de minorité Gysi représentent évidemment des sommes importantes – puisque c'est en pour cent du produit national brut –, soit 131 millions de francs tout compris. Ainsi, on n'atteint à nouveau pas l'objectif historique de la Suisse, mais c'est quand même un objectif défendable, à savoir 0,5 pour cent du produit national brut. Avec ce chiffre, on serait dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais pas particulièrement en première place.

L'importance de ce dossier est très grande. Je vous rappelle qu'il y a eu toutes sortes de discussions pour savoir notamment si toutes les dépenses concernant les réfugiés devaient être déduites de l'aide au développement, et pas mal d'autres épisodes de ce genre, dont certains ont trouvé des

AB 2019 N 2074 / BO 2019 N 2074

concrétisations partielles. Ici, l'avenir, et l'avenir en particulier de la Suisse dans le monde, va passer par un certain nombre de conventions qui ne concernent pas seulement le pays, mais le monde entier. Il s'agit ici très clairement de pouvoir participer aux efforts climatiques mondiaux, parce que, comme le disent certains, le problème ne se résoudra pas qu'en Suisse, il doit aussi se résoudre en Suisse; il est extrêmement important, pour diverses raisons, y compris éventuellement l'aide indirecte à nos start-up, qui seraient très performantes dans ce domaine, que ces problèmes climatiques soient bien mieux soutenus au niveau mondial. Il y a d'ailleurs des engagements de la Conférence de Paris qui semblent être très moyennement tenus pour le moment.



Puis, bien sûr, il y a tous les problèmes de pauvreté, de migration, avec tout ce que cela comporte. Pour le groupe des Verts, il est évident que les propositions de la minorité II (Gysi) doivent être soutenues.

Un deuxième domaine sur lequel je voudrais m'exprimer est le problème de la prévention en matière de santé publique. Certes, la proposition de la minorité Bendahan va loin, puisqu'elle consiste à doubler le crédit alloué à la prévention, mais il ne s'agit que de 25 millions de francs de plus sur un budget de 75 milliards. Est-ce qu'il vaut la peine d'augmenter de 25 millions de francs le budget alloué à la prévention pour améliorer globalement la santé des Suisses et, donc, diminuer les coûts de l'assurance-maladie? Même si ce doublement peut surprendre a priori, une réflexion saine nous conduit à penser que cet investissement en vaut la peine. Parce que globalement, je le répète, ce sont 25 millions de francs de plus sur un budget de 75 milliards, mais cela signifie également que nous nous retrouverons dans cinq à dix ans dans une situation où les économies pour l'ensemble de l'économie suisse seront un multiple de ces 25 millions de francs. Il s'agit d'investir pour le futur et de ne pas rester crispé sur des positions budgétaires.

C'est pourquoi les Verts soutiendront la proposition de la minorité Bendahan, même si elle a un petit côté révolutionnaire.

Meyer Mattea (S, ZH): Für Kürzungsanträge im Bereich Entwicklungszusammenarbeit habe ich wirklich wenig Verständnis. Für Entwicklungszusammenarbeit gab der Bund 2017 in absoluten Zahlen weniger Geld aus als in den Jahren davor. Auch 2018 wurde, in absoluten Zahlen, nochmals gekürzt. Der Bund ist weit davon entfernt, den Zielwert von 0,5 Prozent des BIP für Entwicklungszusammenarbeit auszugeben. Das ist ein Zielwert, den unser Parlament definiert hat, den also wir 2011 definiert haben. Ich und viele von uns waren damals noch nicht dabei, aber das Parlament hier in diesem Saal hat sich 2011 dazu bekannt, den Zielwert von 0,5 Prozent zu erreichen und weltweit die Armut zu lindern. Umso wichtiger sind die Minderheitsanträge von Kollegin Gysi, welche diese APD-Quote von zumindest 0,48 Prozent erreichen möchte.

Ich komme zum Bereich des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann respektive zu den Massnahmen für die Gleichstellung: Am 14. Juni dieses Jahres haben über eine halbe Million Frauen und Männer auf der Strasse dafür gekämpft, dass in der Gleichstellung nicht nur Worte zählen, sondern dass endlich Taten kommen, dass wir mit der Gleichstellung endlich vorwärtsmachen: insbesondere auch im Bereich der Vereinbarkeit von Familie und Beruf und im Bereich der Lohngleichheit zwischen Mann und Frau, die nach wie vor unerreicht und nicht umgesetzt ist. Dafür braucht es mehr Bundesmittel, und dafür steht auch unser Minderheitsantrag.

Ich komme zum Bereich Gesundheit: Die Schweiz macht im Bereich der Gesundheitsprävention zu wenig, obwohl wir alle wissen, dass Kostensenkungen möglich wären, wenn wir mehr in die Prävention investieren würden. Wir bitten Sie daher, bei Position 316.A231.0213 der Minderheit Bendahan zuzustimmen und den Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention um knapp 25 Millionen Franken auf 50 Millionen aufzustocken, damit so Gesundheitskosten nachhaltig und eben auch wirksam gedämpft werden können.

Im Bereich der ausserschulischen Kinder- und Jugendförderung ist es erfreulich zu sehen, dass über die Jahre hinweg immer mehr Organisationen entstehen respektive immer mehr Organisationen Projekte einreichen. Das bedeutet aber auch, dass für die einzelnen Organisationen, z. B. für die Pfadfinderinnen- und Pfadfinderorganisation, weniger Geld zur Verfügung steht, wenn der Topf gleich gross bleibt. Dieser zusätzliche Bedarf an Finanzmitteln ist gegeben. Damit wird ein wichtiges Zeichen an alle diese Kinder- und Jugendorganisationen, stellvertretend für eine engagierte Jugend, gesendet.

Ich komme noch zum Bereich der Verteidigung. Wir sagen mit unserem Antrag nicht, dass generell weniger Geld ausgegeben werden soll, sondern in denjenigen Bereichen genug, die wirklich sicherheitsrelevant sind. Wir beantragen hier, dass 500 Millionen weg vom VBS bzw. der Verteidigung hin zu demjenigen Bereich kommen, der in Zukunft sicherheitsrelevant sein wird: Das ist der Bereich der zivilen Cyberabwehr.

Erlauben Sie mir noch eine Schlussbemerkung zu den Kürzungsanträgen der Finanzkommission beim SEM, hier insbesondere bei den Bundesasylzentren und bei der Sozialhilfe. Wir haben davon abgesehen, einen Minderheitsantrag zu stellen. Wir diskutieren hier aber jedes Jahr über solche Kürzungsanträge. Es kommt einfach einem Paradigmenwechsel gleich. Alle Budgetposten werden anhand von Schätzungen im Mai evaluiert. Das Budget wird dann erstellt. Wenn wir jetzt einfach im Bereich der Asylsuchenden von diesem Prozess abweichen und sagen: "Bei den Asylsuchenden, da stützen wir uns auf Zahlen ab, die aktueller sind", dann müsste man das korrekterweise auch in anderen Bereichen tun, so im Bereich der Bundessteuereinnahmen, im Bereich der Mehrwertsteuereinnahmen. Es geht aber nicht, in einem einzelnen Bereich eine Ausnahme zu machen und hier das Budget aktueller anzupassen. Das ist nicht konsistent. Ich bin, ehrlich gesagt, auch etwas über die bisherige Position des Bundesrates irritiert.

Ich komme zum Nachtragskredit betreffend die Hochseeschifffahrt. Wir werden uns hier enthalten. Aber wir



sind davon überzeugt, dass sehr vieles schon in der Vergangenheit falsch gelaufen ist. Dieses skandalöse Thema wird uns auch in Zukunft beschäftigen. Es sind noch sehr viele Bürgschaften in der Höhe von einer halben Milliarde Franken offen und stehen noch aus. Wir sind wirklich besorgt darüber, dass hier nicht genau hingeschaut wird. Wir verlangen vom Parlament, dass man hier wirklich genau hinschaut.

Keller Peter (V, NW): Geschätzte Kollegin Meyer, können Sie sagen, was der Unterschied zwischen einem Richtwert und einem Zielwert ist? Und können Sie hier klarstellen, dass das Parlament damals eine APD-Quote von 0,5 Prozent als Richtwert und nicht als Zielwert beschlossen hat?

Meyer Mattea (S, ZH): "Zielwert" steht so auf der Homepage des Bundes. Und es ist auch richtig, dass wir den Zielwert oder den Richtwert haben – am Schluss spielt es, ehrlich gesagt, keine Rolle, wie wir den Wert benennen. Es ist wichtig, dass wir unseren Beitrag dazu leisten, dass weltweit die Armut gesenkt werden kann. Als eines der reichsten Länder dieser Welt können wir uns das mit einem Überschussbudget von einer halben Milliarde Franken wirklich leisten; wir können es uns leisten, hier etwas grosszügiger zu sein, als Sie das möchten, Herr Keller.

Vitali Albert (RL, LU): In diesem Block gibt es mehrere Minderheitsanträge. Ich werde nicht auf jeden einzelnen Antrag eingehen. Ich erlaube mir, mich zum Bereich "Beziehungen zum Ausland – Internationale Zusammenarbeit" zu äussern. Dazu gibt es auf der einen Seite einen Minderheitsantrag I (Keller Peter) auf Kürzungen und auf der anderen Seite einen Minderheitsantrag II (Gysi Barbara) auf eine Erhöhung von 131,5 Millionen Franken.

Im Februar 2011 beschloss das Parlament eine Finanzierung der öffentlichen Entwicklungshilfe von 0,5 Prozent des Bruttonationaleinkommens zugunsten der DEZA bzw. des SECO. 2016 erreichte die Schweiz ihre APD-Quote und hat sie mit 0,54 Prozent sogar übertroffen. Die Mittel beliefen sich in diesem Jahr auf über 3,5 Milliarden Franken. Innert zehn Jahren

AB 2019 N 2075 / BO 2019 N 2075

hat die Schweiz ihren Beitrag zugunsten der Entwicklungshilfe verdoppelt. Im Herbst 2017 sagte der damalige stellvertretende Direktor der DEZA und heutige OSZE-Generalsekretär, Botschafter Thomas Greminger, dass die Quote von 0,5 Prozent kein Steuerungsinstrument, sondern nur ein Ziel sei, das im Nachhinein bestimmt werde.

Im Juni 2016 haben wir hier im Parlament den Zahlungsrahmen 2017–2022 mit 11,105 Milliarden Franken und einer APD-Quote von 0,48 Prozent verabschiedet. Im jetzigen Zeitpunkt besteht kein Handlungsbedarf, und die Diskussionen können dann in Zusammenhang mit dem nächsten Zahlungsrahmen geführt werden.

Ich komme zur Minderheit Bendahan betreffend das VBS. Ich bin etwas erstaunt, dass man die hohe Sicherheit in unserem Land, das ja auch international ein sehr hohes Ansehen hat, wegen der internationalen Zusammenarbeit aufs Spiel setzen will. Das erstaunt mich.

Herr Bendahan will die Ausgaben für das Aufgabengebiet "Sicherheit" bis 2023 auf den Stand von 2014 zurückführen. Er sagt in seinem Minderheitsantrag auch: "Die so eingesparten Mittel werden für zusätzliche Ausgaben im Aufgabengebiet 'Beziehungen zum Ausland' verwendet mit dem Ziel, dass die bei der OECD anrechenbare öffentliche Entwicklungszusammenarbeit bis 2023 einen Anteil von 0,50 Prozent am Bruttonationaleinkommen erreicht und davon mindestens 90 Prozent über die Kredite gemäss Botschaft über die internationale Zusammenarbeit 2021–2023 verpflichtet werden." Es kann doch nicht sein, dass wir da eine Vermischung zwischen der Sicherheit unseres Landes, der Schweiz, und der internationalen Zusammenarbeit machen. Ich bitte Sie dringendst, diese Minderheitsanträge dementsprechend abzulehnen.

Ich komme noch kurz zu den Einzelanträgen. Meine Haltung zum Einzelantrag Schwander betreffend Hochseeschifffahrt habe ich begründet, und ich bitte Sie, ihn abzulehnen, ebenso den Einzelantrag Hess Erich. Ich glaube, wenn man die ganze Ausgangslage anschaut, auch zur Präventionsarbeit, so sieht man, dass man diese nicht nur über Zahlen steuern kann. Die Steuerung muss vielmehr auch inhaltlich begründet werden. Ich habe keine inhaltliche Begründung. Darum bitte ich Sie, auch diesen Einzelantrag Hess Erich abzulehnen.

Siegenthaler Heinz (M, BE): Ich komme zum ersten Punkt, zur Entwicklungszusammenarbeit. Hier liegen zwei gegensätzliche Anträge vor, nämlich einer auf Kürzung und einer auf Aufstockung. Wir unterstützen in diesem Punkt den bundesrätlichen Entwurf und sehen keinen Grund für eine Kürzung oder eine Erhöhung; das gilt auch für die Finanzpläne.

Kommen wir zum Minderheitsantrag Bendahan zum Gleichstellungsbüro. Auch da sehen wir keine Not, diese Mittel aufzustocken. Die Mittel, die der Bundesrat zur Verfügung stellt, genügen. Das Gleichstellungsbüro ist



auf Kurs.

Kommen wir zum Bundesamt für Gesundheit. Der erste Minderheitsantrag Bendahan verlangt eine Verdoppelung bei der Prävention. Hier kann man also nicht von "massvoller Erhöhung" sprechen. Auch hier sind wir überzeugt, dass die eingestellten Mittel vollauf genügen.

Kommen wir zu einem weiteren Punkt, zum Antrag der Minderheit Brélaz. Hier erlaube ich mir, ein bisschen auszuholen. Auf Seite C4 der Fahne geht es ja um Ziele. Wenn Sie das im Detail anschauen, finden Sie da unter "Prävention" eine Messgrösse in Sachen Rauchen. Ich bekenne mich hier als Zigarrenraucher, finde das Rauchen grundsätzlich auch schädlich, weshalb ich versuche masszuhalten. Hier gibt es eine Messgrösse in Bezug auf das, was die Prävention erreichen sollte. Eine Mehrheit, eine knappe Mehrheit, hat nun beschlossen und beantragt, dieses Ziel zu streichen. Die Minderheit Brélaz will nichts anderes, als an diesem Ziel festzuhalten. Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit Brélaz zuzustimmen.

Weiter haben wir beim Bundesamt für Gesundheit Anträge der Kommission, die ebenfalls Ziele betreffen. Wir erachten diese als sinnvoll und unterstützen diese Kommissionsanträge.

Beim Bundesamt für Sozialversicherungen hat die Kommissionsmehrheit bei der ausserschulischen Kinder- und Jugendförderung 4 Millionen Franken mehr eingestellt, als der Bundesrat vorgesehen hat. Wir sind überzeugt, dass Kinder- und Jugendförderung, Familienpolitik, Familienförderung wichtige Punkte sind. Wir unterstützen daher die Mehrheit und lehnen den Antrag der Minderheit Sollberger, die dem Bundesrat folgen will, ab.

Bei den Kürzungen der Kommission im Asylbereich kann man – meine Vorrednerin, Frau Meyer, hat das schon gesagt – darüber streiten, ob man hier am Meccano des Budgeterstellens festhalten soll oder nicht. Die zuständige Bundesrätin hat uns in der Finanzkommission signalisiert, dass die eingestellten Mittel aufgrund der sinkenden Asylzahlen eigentlich gar nicht benötigt werden. Das hat uns dann zur Überzeugung gebracht, dass wir hier diesen Kommissionsantrag unterstützen und die Mittel etwas kürzen wollen.

Im Bereich des VBS unterstützen wir die Minderheit Bendahan auf keinen Fall. Wir sind überzeugt, dass man hier nicht einfach die Mittel hin- und herschieben kann und sie für andere Bereiche als für jene, für die sie gedacht sind, vorsehen kann.

Dann gibt es noch die Einzelanträge. Zu den Bürgschaften: Ich bitte Sie dringendst, dem Bundespräsidenten zu folgen, hier keine Ablehnung dieser Bürgschaftszahlungen zu provozieren und keine riesige öffentliche Diskussion heraufzubeschwören. Der Schaden ist angerichtet. Es geht nun hier in der Budgetdebatte nicht darum, Schuldige zu suchen. Ob irgendeinmal eine PUK eingesetzt wird oder nicht, haben wir in anderen Diskussionen zu entscheiden. Ich bitte Sie dringend, den Einzelantrag Schwander bei den Bürgschaften abzulehnen.

Zuletzt haben wir noch den Einzelantrag Hess Erich. Da sehe ich eigentlich politisch-inhaltlich nichts Interessantes oder Intelligentes. Ich bitte Sie, auch diesen Einzelantrag abzulehnen.

Schwander Pirmin (V, SZ): Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, die Minderheiten Keller Peter und Sollberger zu unterstützen und ansonsten der Mehrheit zu folgen.

Nun zur internationalen Entwicklungszusammenarbeit: In der Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit 2017–2020 wurden neue Schwerpunktländer und -regionen festgelegt, es wurde aber auch auf den bilateralen Weg gezielt beziehungsweise auf die bilaterale Zusammenarbeit gesetzt. Wie sehen effektiv die Zahlen aus? 40 Prozent der Rahmenkredite laufen über multilaterale Organisationen, 60 Prozent über den bilateralen Weg. Aber das täuscht. Von diesen 60 Prozent wird wiederum ein Fünftel über die multilateralen Organisationen finanziert. Das widerspricht unseres Erachtens ganz klar der Zielsetzung der Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit. Wir setzen dort auf den bilateralen Weg. Deshalb bitte ich Sie, insbesondere die Minderheit Keller Peter zu unterstützen, die genau dies korrigieren möchte.

Zu den Einzelanträgen Hess Erich und Schwander zur Hochseeschifffahrt: Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, diese zu unterstützen. Es wurde mehrmals betont – auch durch den Bundespräsidenten –, man solle diese Diskussion nicht öffentlich führen, denn dies würde Schaden anrichten und die Preise der Schiffe drücken. Sind wir doch ehrlich: Spätestens seit dem ersten Nachtragskredit 2017 weiss die ganze Hochseeschifffahrtsbranche von Nord bis Süd und von Ost bis West: Wenn ein Schiff unter Schweizer Flagge in finanzielle Schieflage gerät, bezahlt der Bund. Dadurch können die Preise entsprechend gesenkt bzw. gedrückt werden. Das ist Tatsache. Seit 2017 weiss es die ganze Welt. Da müssen wir nichts mehr verheimlichen. Wenn in Zukunft wieder so ein Fall kommen sollte, dann wissen alle in der Branche, dass sie warten müssen, bis die Solidarbürgschaft gezogen ist, und dann können sie die Preise drücken und müssen nichts bezahlen und können ein grosses Geschäft machen. Das ist die Realität, weil wir eben den ersten Nachtragskredit so schnell durchgewinkt haben.

Jetzt sind wir beim zweiten Nachtragskredit, und es geht um die Frage, wann wir bezahlen wollen. Auch der



SVP-Fraktion ist bewusst, dass der Bund bei einer Solidarbürgschaft bezahlen muss, aber die Frage ist einfach, wann. Der Bundesrat hat einen Termin ausgehandelt, den 7. Februar 2020. Diese

AB 2019 N 2076 / BO 2019 N 2076

Frist kann aber verlängert werden. Es ist keine gesetzliche Frist, sie kann also auch neu ausgehandelt werden. Warum ist es rein psychologisch wichtig, Halt zu sagen und der Welt zu zeigen, dass wir das künftig nicht einfach so bezahlen, dass wir zuerst alle Risiken beurteilen wollen, dass wir wissen wollen, was die Gründe sind, die zu dieser Situation geführt haben? Weil das ein starkes Signal gegen aussen ist, damit künftig die Preise nicht mehr gedrückt werden können. Das müssen Sie eben auch in diesem Sinn verstehen.

Deshalb bitte ich Sie, den Einzelantrag Schwander zu unterstützen, damit wir ein klares Zeichen setzen – auch gegenüber der weltweiten Hochseeschiffahrtsbranche –, dass wir nicht einfach bezahlen, wenn etwas in Schieflage gerät. Das sind wir unseren Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern schuldig. Ich bitte Sie dringendst, meine Damen und Herren, diesen Einzelantrag zu unterstützen.

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich gehe kurz durch die Anträge in Block 1.

Wir haben die Minderheit I (Keller Peter) bei der multilateralen Entwicklungszusammenarbeit; über die Jahre gesehen, ist das ein Kürzungsantrag von 117 Millionen Franken. Ich bitte Sie, die Minderheit I insbesondere darum abzulehnen, weil wir in den letzten Jahren in diesen Bereichen die grössten Kürzungen vorgenommen haben. Es macht keinen Sinn, hier weiter zu kürzen. Damit die Schweiz ihren Verpflichtungen nachkommen kann, ist dieser Betrag, den der Bundesrat Ihnen vorschlägt, notwendig. Also lehnen Sie bitte den Minderheitsantrag I (Keller Peter) ab.

Damit komme ich zur Minderheit II (Gysi Barbara). Frau Gysi möchte die Entwicklungszusammenarbeit gemäss Botschaft 2017–2020 um 130 Millionen Franken aufstocken. Hier muss ich Sie noch einmal darauf aufmerksam machen, dass wir bei allen diesen Rahmenkrediten die nicht erfolgte Teuerung herausgenommen und sie damit auf den ursprünglichen Betrag in der Botschaft korrigiert haben. Darauf kommen wir dann auch in der Bildungsbotschaft noch einmal zurück. Es ist also keine Kürzung, sondern wir haben das gemacht, was Sie von uns gefordert haben, wir haben nämlich die nicht erfolgte Teuerung wieder herausgenommen. Damit gehen wir von einem anderen Level als in der Botschaft aus. Aber der Zuwachs ist gleich wie in der Botschaft. Ich bitte Sie auch hier, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Ich möchte Sie bei diesen beiden Krediten auf die kommende Botschaft hinweisen. Sie haben ja verschiedene Punkte angesprochen, die eigentlich eine grundsätzliche Diskussion auslösen müssten. Mit der Botschaft, die wir Ihnen nächstes Jahr zustellen, haben Sie die Möglichkeit, die Entwicklungszusammenarbeit, die Unterstützung solcher Projekte und auch die Frage der Schwerpunkte grundsätzlich zu diskutieren. Ich bitte Sie, das nicht im Rahmen des Budgets zu tun, weil zu kürzen oder zu erhöhen doch etwas den Charakter von Willkür hat. Wenn schon, dann macht es Sinn, das im Rahmen einer Botschaft zu beraten.

Ich bitte Sie also, entsprechend beide Minderheitsanträge abzulehnen.

Ich komme damit zum Minderheitsantrag Bendahan auf Aufstockung auf 50 Millionen Franken bei der Position 316.A231.0213, "Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention": Ich bitte Sie, auch diesen Antrag abzulehnen. Wir haben bei dieser Position genügend Mittel. Unter dieser Rubrik bezahlen wir insbesondere Beiträge an internationale Organisationen. Es ist also nicht so, dass dieser Beitrag primär der Schweizer Bevölkerung zugutekommt, sondern er beinhaltet auch bestimmte festgelegte Beträge an internationale Organisationen. Weiter geht es hier auch um Krebs- und Krankheitsregister sowie das Transplantationsregister: Dafür sind genügend Mittel eingestellt. Wenn Sie das Budget im Gesundheitsbereich erhöhen möchten, dann wäre dies die falsche Position. Ich bitte Sie also auch hier, beim Entwurf des Bundesrates bzw. der Mehrheit zu bleiben. Dann haben wir den Antrag der Kommissionsmehrheit, die Messgrösse bei den Rauchern zu streichen. Ich bitte Sie, hier beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben. Natürlich ist es im Budget vielleicht ein komisches Ziel, wenn wir sagen, dass wir höchstens 25 Prozent Raucher wollen, aber wenn Sie das aufheben, dann signalisieren Sie damit auch, dass sich der Bund nicht mehr für diesen Bereich interessiert. Rauchen ist ja nun nicht gerade gesundheitsfördernd, sondern eben gesundheitsschädigend, weshalb ich Sie bitte, dieses Signal zu belassen. 25 Prozent ist zugegebenermassen ein Ziel, das schwierig zu erreichen ist – wir messen es alle fünf Jahre –, aber das zu streichen, wäre das falsche Signal. Bleiben Sie darum auch hier beim Entwurf des Bundesrates.

Dann haben wir die Anträge der Mehrheit der Kommission bei den Positionen 420.A202.0156, "Bundesasylzentren: Betriebsausgaben", und 420.A231.0153, "Sozialhilfe Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene, Flüchtlinge". Wir sind bereit, Ihre Kürzungsanträge zu unterstützen.

Sie berechnen die Ausgaben des kommenden Jahres aufgrund der aktuellen Zahlen. Ich muss Sie einfach



darauf aufmerksam machen, dass wir dann mit Nachtragskrediten kommen müssen, wenn sich die Flüchtlingssituation nächstes Jahr verändern sollte, denn die Leistungen, die der Bund zu machen hat, sind im Gesetz festgelegt. Aktuell ist eine Kürzung aufgrund der Zahlen möglich, allerdings weichen Sie damit von unseren Grundsätzen der Budgetierung ab – darauf hat Nationalrätin Meyer Mattea hingewiesen. Wir legen unsere Budgetwerte jeweils im Juni fest und könnten grundsätzlich noch ganz viele Werte im November anpassen, weil wir zu diesem späteren Zeitpunkt meistens etwas klüger sind. Der Kürzungsantrag hat ja zudem einen politischen Hintergrund, und ich muss deshalb alle, die ihn unterstützen, darauf hinweisen, dass sie damit an der Asylpolitik gar nichts ändern. Die können Sie mit dem Budget nicht steuern, denn die Verpflichtungen sind gegeben. Aber wir können dem zustimmen, weil wir die Diskussion jedes Jahr führen. Wenn sich etwas ändert, kommen wir mit Nachtragskrediten, weil wir entsprechende gesetzliche Verpflichtungen haben.

Dann ist da noch die Minderheit Bendahan, die 500 Millionen vom VBS in die Cyberabwehr umpolen will. Zum einen sind 500 Millionen von einem auf das andere Jahr nicht auszugeben, weil wir die Fachleute für diesen Bereich nicht haben. Wir haben umgekehrt Projekte im Armeebereich bewilligt, die bezahlt werden müssen. Sie können nicht etwas bestellen und dann das Geld für das Bezahlen wegnehmen. Auch hier kommt dann die Rahmenbotschaft Armee wieder mit der Rüstungsbotschaft. Wenn Sie etwas ändern möchten, dann müssten Sie das dort diskutieren. Gerade beim Armeebudget haben wir eine langfristige Perspektive zum Kauf der neuen Kampfflugzeuge aufgezeigt, da denken wir bis 2030 und darüber hinaus. Sie können die Rahmenbedingungen nicht von einem Jahr auf das andere drehen. Ich bitte Sie, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Dann haben wir noch den Einzelantrag Schwander. Sie können hier schon die starke Person spielen und sagen: "Wir bezahlen noch nicht!" Aber wir bezahlen ohnehin. Ich weiss nicht, was besser für das Bild der Schweiz ist. Wir sind diese Bürgschaft eingegangen, die Bürgschaft wird gezogen, wir haben zu bezahlen. Ich bitte Sie, das entsprechend zu bewilligen, so unschön es auch ist.

Zum Einzelantrag Hess Erich: Es ist nicht Aufgabe des Parlamentes, über die Verteilung von Inseraten zu entscheiden. Ich bitte Sie, den Antrag Hess Erich abzulehnen.

Meyer Mattea (S, ZH): Geschätzter Herr Bundespräsident, ich beziehe mich auf Ihre Äusserung, dass Sie bereit seien, Kürzungen beim SEM im Bereich der Sozialhilfe für Asylsuchende zuzustimmen. Ich nehme an, Sie sind sich schon bewusst, dass Sie hier einen Präzedenzfall schaffen, womit in Zukunft auch bei anderen Budgetposten im Herbst, wenn aktuellere Zahlen vorliegen – zum Beispiel im Bereich der Verrechnungssteuer oder der Bundessteuer –, das Budget angepasst werden kann, um zum Beispiel den finanziellen Spielraum zu erhöhen?

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich hoffe nicht, dass das ein Präjudiz ist. Aber nachdem Sie diese Zahlen bereits letztes Jahr korrigiert haben, sind wir bereit, auf die Mehrheit Ihrer Kommission Rücksicht zu nehmen. Ich möchte aber noch einmal betonen, dass es eine Ausnahme ist, die Sie machen. Wir könnten auch die Mehrwertsteuer, die

AB 2019 N 2077 / BO 2019 N 2077

Verrechnungssteuer noch anpassen. Das Gefährliche dabei ist, da hat Frau Meyer recht, dass Sie dann im Rahmen des Budgets allenfalls auch die Voraussetzungen für die Schuldenbremse ändern könnten. Wir haben das Prinzip, dass wir die Budgetierung im Juni festlegen.

Wenn Sie hier der Mehrheit Ihrer Kommission folgen, dann ist die Zahl grundsätzlich nicht falsch. Aber es ist die einzige Zahl, die Sie korrigieren. Das kann zu Nachtragskrediten führen, wenn sich die Situation verändert. Aber noch einmal: Sie verändern gar nichts an der Asylpolitik – überhaupt nichts. Das Signal, das die Mehrheit Ihrer Kommission offensichtlich aussenden möchte, ist ja: "Wir sparen bei der Asylpolitik." Aber Sie sparen faktisch nichts.

Fluri Kurt (RL, SO): Herr Bundespräsident, ich beziehe mich auf ein Thema, zu dem es keinen Antrag gibt, das aber ein Thema in der vorberatenden Kommission war, nämlich die Ausrottung von Polio, der Kinderlähmung. In Ihrer Stellungnahme zur Interpellation 18.3555 von Herrn Kollege Bourgeois haben Sie ausgeführt, wie wichtig es sei, dass sich auch die Schweiz an der Ausrottung dieser Krankheit beteilige. Dennoch hat sich der Bundesrat geweigert, dafür einen höheren Beitrag ins Budget aufzunehmen. Können Sie das begründen?

Maurer Ueli, Bundespräsident: Wir haben diese Frage geprüft und sind der Meinung, dass die eingestellten Mittel genügen, um diesen Auftrag zu erfüllen. Wir nehmen ihn ernst, aber es braucht dazu keine Budgeterhö-



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2019 • Dritte Sitzung • 04.12.19 • 08h00 • 19.041
Conseil national • Session d'hiver 2019 • Troisième séance • 04.12.19 • 08h00 • 19.041



hung, weil wir intern Kredite verschieben können und das eingestellte Budget dazu genügt.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 11.15 Uhr
La séance est levée à 11 h 15

AB 2019 N 2078 / BO 2019 N 2078





19.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2020 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2021–2023

Budget de la Confédération 2020 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2021–2023

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Block 1 (Fortsetzung) – Bloc 1 (suite)

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Nous avons effectivement débattu du bloc 1 hier. J'aimerais tout d'abord vous transmettre les positions de la commission sur les propositions de minorité qui ont été évoquées. Au Département fédéral des affaires étrangères, à la position 202.A231.0330, la minorité I (Keller Peter) propose une réduction de 20,077 millions de francs; cette proposition vaut pour le budget 2020 et également pour le plan financier 2021–2023. La commission, par 15 voix contre 9, vous demande de rejeter la proposition défendue par la minorité I.

Au DFAE et au Secrétariat d'Etat à l'économie, les propositions de la minorité II (Gysi Barbara) touchant cinq positions financières – 202.A231.0329, 202.A231.0330, 202.A231.0332, 202.A231.0336, 202.A231.0338 – du DFAE et deux positions du SECO – 704.A231.0202, 704.A231.0210 – proposent une augmentation de 131,5 millions de francs au budget 2020 dans le domaine de la coopération et du développement. La commission vous recommande, par 15 voix contre 9, de rejeter la proposition défendue par la minorité II et d'en rester au projet du Conseil fédéral.

Une autre proposition de la minorité II (Gysi Barbara) touchant les mêmes positions, mais dans le plan financier 2021–2023 et avec un schéma évolutif, nous est soumise. La commission, par 15 voix contre 9, vous recommande de rejeter la proposition défendue par la minorité et de soutenir la version du Conseil fédéral.

A la position 303.A231.0160 du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, la minorité Bendahan vous propose de majorer de 1 million de francs son budget, afin de renforcer ses activités. Par 18 voix contre 7, votre commission vous recommande de rejeter cette proposition défendue par la minorité.

A la position 316.A231.0213, Office fédéral de la santé publique (OFSP), la minorité Bendahan propose de doubler la contribution à la prévention de la santé, passant de 25 à 50 millions de francs. La commission, par 15 voix contre 8, vous demande de rejeter la proposition défendue par la minorité et de soutenir la version du Conseil fédéral. A l'OFSP, dans le domaine de la prévention, la commission a traité de l'objectif de la part de fumeurs dans la population fixée à 25 pour cent pour 2020. La minorité Brélaz demande de maintenir l'objectif du Conseil fédéral alors que la commission, par 12 voix contre 10 et 2 abstentions, recommande de supprimer cet objectif.

A la position 318.A231.0246, Office fédéral des assurances sociales, dans le cadre de l'encouragement des activités extrascolaires pour les enfants et les jeunes, où la Confédération peut allouer des moyens financiers aux organisations reconnues comme telles, la minorité Sollberger estime, comme le Conseil fédéral, que le



montant de 10 millions de francs inscrit au budget est suffisant. Par 14 voix contre 10 et 1 abstention, la commission estime que ce montant doit être augmenté de 4 millions de francs.

En ce qui concerne le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports et le groupe de tâches "Sécurité", la minorité Bendahan propose de réduire d'ici 2023 les dépenses inscrites au budget au niveau de celles de 2014 et que les montants ainsi économisés soient affectés à des dépenses supplémentaires dans le groupe de tâches "Relations avec l'étranger". La commission, par 16 voix contre 7, a rejeté la proposition défendue par la minorité Bendahan.

J'en viens maintenant aux propositions de la commission portant sur le bloc 1. En ce qui concerne l'OFSP, pour ce qui est du groupe de prestations 1 et plus précisément du domaine de la cybersanté, la commission s'est prononcée sur l'objectif relatif à la part de cabinets médicaux ayant recours au dossier électronique du patient. L'OFSP, en fixant un cadre légal et des mesures de mise en oeuvre, assure la promotion et l'accroissement de l'efficacité et de la qualité du système de santé. Notre commission a estimé que l'objectif figurant dans le budget était trop peu ambitieux et souhaite que, dans ce domaine, la promotion soit renforcée. La commission a soutenu, par 14 voix contre 5 et 4 abstentions, le rehaussement de la part visée de 76 à 80 pour cent des cabinets médicaux.

En ce qui concerne le groupe de prestations 2, dans le domaine de la gestion des données statistiques, la commission, par 15 voix contre 0 et 9 abstentions, a souhaité abaisser de 10,7 à 10 pour cent la valeur cible de la part de frais administratifs par rapport aux coûts totaux dans l'assurance-maladie.

Pour ce qui est du Secrétariat d'Etat aux migrations, la commission a souhaité que le budget de la Confédération tienne compte de la baisse attendue des demandes d'asile pour 2020. Une proposition visant une réduction de 27 millions de francs des dépenses d'exploitation des centres fédéraux pour requérants d'asile a été soutenue par 19 voix contre 2 et 2 abstentions. La commission vous propose d'accepter cette réduction.

Pour les mêmes raisons, une proposition visant à réduire de 12,8 millions de francs les moyens prévus pour l'aide sociale aux requérants d'asile, aux personnes admises provisoirement et aux réfugiés a été soumise à la commission. Cette proposition a été acceptée par 19 voix contre 3 et 1 abstention.

Lors des discussions en commission, ni la cheffe du Département fédéral de justice et police, ni le chef du Département fédéral des finances ne se sont opposés aux deux propositions visant le Secrétariat d'Etat aux migrations.

J'en viens maintenant au supplément IIa au budget 2019, et plus précisément à la position 724 consacrée à l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays. La commission a été informée tant par le Conseil fédéral que par la Délégation des finances de l'évolution de la situation au sujet des navires de haute mer battant pavillon suisse.

Faisons un petit rappel historique. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse dispose de sa propre flotte permettant de faire face à une menace de guerre ou à un autre risque de pénurie. La flotte battant pavillon suisse s'est

AB 2019 N 2079 / BO 2019 N 2079

accrue continuellement, passant de 17 navires en 1955 à 47 navires en 2016. Elle est financée par des crédits cautionnés par la Confédération. En 2002, le Parlement autorisa le renouvellement du crédit-cadre de 600 millions de francs garantissant ainsi pour dix ans le cautionnement d'un nombre suffisant de navires sous pavillon suisse.

Il est ensuite apparu que ce cautionnement ne permettait pas d'assurer le renouvellement de la flotte, la situation économique et financière de 2008 faisant peser une forte pression économique également sur la marine marchande. De ce fait, les compagnies bénéficiant du cautionnement suisse n'ont pas été épargnées. Le Conseil fédéral proposa alors au Parlement une rallonge de 500 millions de francs, portant le crédit-cadre de cautionnement à 1,1 milliard de francs, et un prolongement de la durée du cautionnement jusqu'en 2017. Le Parlement a adopté ce crédit-cadre en 2008.

En 2016, le Conseil fédéral, après avoir analysé l'importance de la navigation maritime suisse pour la politique d'approvisionnement, a décidé de ne pas proposer de renouvellement de crédits de cautionnement. Depuis, le nombre de bateaux battant pavillon suisse a diminué à 26 navires à mi-octobre 2019. En raison du prolongement de la crise de la navigation maritime, certaines compagnies cautionnées par la Confédération demeurent en difficulté et le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche a régulièrement tenu informée la Délégation des finances de cette situation. Malgré les efforts déployés, la capacité économique de la compagnie Massmariner SA – dont huit navires battent pavillon suisse – ne lui permet pas de poursuivre ses activités.

En mars 2019, le comité de pilotage a décidé de définir des scénarios de sortie avec la compagnie touchée. La



vente de gré à gré des navires d'ici à l'été 2020 a été convenue comme étant la meilleure des solutions avec un minimum de risques pour la Confédération. Un processus de vente a été lancé en 2019, mais les recettes escomptées ne permettant pas de couvrir l'ensemble du prêt résiduel. La banque et la Confédération ont ainsi défini un processus pour honorer le cautionnement restant. Par la vente des huit navires et le présent crédit supplémentaire, la perte pour la Confédération ne devrait pas dépasser 100 millions de francs.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 2017 le Parlement avait déjà adopté un crédit supplémentaire de 215 millions de francs afin d'honorer le cautionnement de treize navires des compagnies SCL et SCT. La Confédération devrait subir une perte de l'ordre de 200 millions de francs due à ce cas traité en 2017. La Commission des finances est arrivée à la conclusion qu'il n'y avait pas beaucoup d'autres choix que celui d'adopter le crédit supplémentaire de 128,7 millions de francs demandé par la voie du supplément IIa au budget 2019.

Nous avons adopté, par 9 voix et 14 abstentions, le supplément IIa au budget 2019.

J'en viens à la proposition Schwander de rejeter le supplément IIa au budget 2019. La commission ne s'est pas prononcée sur cette proposition. Je vous laisse le soin de trancher au sujet de cette proposition en fonction des instructions que votre groupe vous a communiquées à ce sujet.

Gmür Alois (M, SZ), für die Kommission: In diesem Block geht es unter anderem um die Kredite in der Entwicklungszusammenarbeit. Der Kommission lagen Konzeptanträge zur Erhöhung verschiedener Kredite im EDA und im SECO vor. Die Minderheit II (Gysi Barbara) will die entsprechenden Kredite im Budget 2020 um gesamthaft 131,5 Millionen Franken erhöhen, um zum Niveau der ursprünglichen Botschaft 2017–2020 zurückzukehren. Weiter will diese Minderheit einen schrittweisen Aufbau der entsprechenden Kredite im Finanzplan, um im Jahr 2023 eine APD-Quote von 0,5 Prozent des Bruttonationaleinkommens zu erreichen.

Eine Minderheit Bendahan will Mittel aus dem Aufgabengebiet Sicherheit bis ins Jahr 2023 für die Beziehungen zum Ausland umleiten, um so die APD-Quote von 0,5 Prozent zu erreichen.

Die Minderheit I (Keller Peter) will den Betrag für die multilaterale Entwicklungszusammenarbeit im Voranschlag 2020 auf dem Stand der Rechnung 2018 behalten und diesen bis ins Jahr 2023 auf dieser Höhe belassen.

Die Mehrheit geht nach wie vor davon aus, dass es sich bei der APD-Quote um einen Richtwert und nicht um einen Zielwert handelt. Es liegt in der Entscheidungskompetenz des Parlamentes, den Wert zu überschreiten oder zu unterschreiten. Die APD-Quote ist kein finanzpolitisches Steuerungsinstrument, sondern eine Ex-post-Messgrösse im internationalen Vergleich. Prognosen zur APD-Quote unterliegen Schwankungen. Wesentliche Komponenten sind schwer vorhersehbar. Dies sind namentlich die wirtschaftliche Entwicklung, welche das Bruttonationaleinkommen beeinflusst, und die Kosten, die im Zusammenhang mit der Aufnahme von Asylsuchenden in der Schweiz anfallen und auch zur APD-Quote zählen. Da auch das Bruttonationaleinkommen zugenommen hat, verharrt die APD-Quote bei 0,46 Prozent.

Mit 15 zu 9 Stimmen wurde eine Kürzung der Entwicklungszusammenarbeit abgelehnt, und mit ebenfalls 15 zu 9 Stimmen wurde eine Erhöhung um 131,5 Millionen Franken abgelehnt. Ebenso abgelehnt wurden das Fortschreiben der Kürzung oder eine Erhöhung im Finanzplan wie auch die Mittelverschiebung aus dem Bereich Sicherheit zur Entwicklungszusammenarbeit, was die Minderheit Bendahan fordert. Die Mehrheit der Kommission unterstützt die Beträge, die vom Bundesrat vorgeschlagen werden. Gegenüber der Rechnung 2018 sind es aktuell immer noch 20 Millionen Franken mehr.

Beim Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann möchte die Minderheit Bendahan eine Erhöhung von 1 Million Franken für Massnahmen festschreiben. Die Mehrheit folgt dem Bundesrat und erachtet eine Erhöhung in diesem Bereich als nicht notwendig. Mit 18 zu 7 Stimmen wurde der Antrag abgelehnt.

Die Kommission lehnte mit 18 zu 7 Stimmen eine Verdoppelung der Beiträge für Gesundheitsschutz und Prävention von 25 auf 50 Millionen ab. Eine Mehrheit der Kommission ist auch der Meinung, dass die Messgrösse gestrichen werden soll, mit der das Ziel verfolgt wird, wonach nicht mehr als 25 Prozent der Bevölkerung rauchen. Solches zu messen, ist keine staatliche Aufgabe.

Eine Mehrheit der Kommission beantragt gegenüber dem Bundesrat, den Soll-Wert des Anteils der Arztpraxen mit elektronischer Krankengeschichte im Voranschlag 2020 von 76 auf 80 Prozent und in den kommenden Finanzplanjahren jedes Jahr um 2 Prozent zu erhöhen, sodass 2023 ein Anteil von 86 Prozent erreicht wird.

Beim Anteil der Verwaltungskosten an den Prämien der Militärversicherung legte die Mehrheit einen tieferen Wert von 10 Prozent fest. Demgegenüber hatte der Bundesrat 10,7 Prozent festgelegt.

Bei der ausserschulischen Kinder- und Jugendförderung gibt es immer zahlreichere Anspruchsgruppen, sodass die herkömmlichen grossen Jugendverbände wie Pfadi, Jungwacht, Blauring und Cevi nicht mehr im gleichen Mass finanziell unterstützt werden können. Die Mehrheit der Kommission hat deshalb diesen Posten um 4 Millionen aufgestockt. Mit 13 zu 10 Stimmen bei 2 Enthaltungen wurde die Minderheit Sollberger, die keine Aufstockung will, abgelehnt.



Mit 19 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen stimmt die Kommission der Kürzung der Betriebsausgaben der Bundesasylzentren um 27 Millionen Franken zu; dies in Absprache mit dem SEM. Es ist dies eine Folge der Optimierungsmassnahmen, die das Departement getroffen hat. Die Kosteneinsparungen wurden vom SEM berechnet. Es gibt hier keine Minderheit. Gemäss den gestrigen Aussagen ist der Bundesrat damit einverstanden.

Auch der Position 420.A231.0153, "Sozialhilfe Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene, Flüchtlinge", wurden die aktuellen Zahlen zugrunde gelegt. Das SEM errechnete eine Einsparung von 12,8 Millionen. Auch hier gibt es keine Minderheit. Die Abstimmung in der Kommission ergab 19 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung. Auch hier ist der Bundesrat einverstanden.

Der Nachtrag IIa zum Voranschlag 2019 zur Honorierung von Bürgschaften des Bundes aus dem Bürgschaftsrahmenkredit für die Sicherung eines ausreichenden Bestandes an Hochseeschiffen unter Schweizer Flagge in der Höhe von 128,7 Millionen Franken gab in der Kommission heftig zu

AB 2019 N 2080 / BO 2019 N 2080

diskutieren. Man kam zum Schluss, dass gar keine andere Wahl bleibt, als diesen Nachtrag zu akzeptieren. Es ist eine Solidarbürgschaft, die eingegangen worden ist, und dieser Verpflichtung muss nachgekommen werden, auch wenn man dies lieber nicht tun würde. Mit 9 zu 0 Stimmen bei 14 Enthaltungen wurde der Nachtragskredit genehmigt.

Die Einzelanträge Hess Erich und Schwander lagen der Kommission nicht vor.

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Sofern nichts anderes vermerkt ist:

- **beantragt die Kommission Zustimmung zum Beschluss des Ständerates;**
- **stimmt der Rat den Anträgen der Kommission zu.**

Sauf indication contraire:

- **la commission propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats;**
- **le conseil adhère aux propositions de la commission.**

Departement für auswärtige Angelegenheiten

Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

202 Département fédéral des affaires étrangères

Antrag der Mehrheit

A231.0329 Bestimmte Aktionen der Entwicklungszusammenarbeit

A231.0330 Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit

A231.0332 Finanzielle Unterstützung humanitärer Aktionen

A231.0336 Osthilfe

A231.0338 Zivile Konfliktbearbeitung und Menschenrechte

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A231.0330 Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit

Fr. 310 538 600



Antrag der Minderheit II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

A231.0329 Bestimmte Aktionen der Entwicklungszusammenarbeit

Fr. 851 824 700

A231.0330 Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit

Fr. 340 435 400

A231.0332 Finanzielle Unterstützung humanitärer Aktionen

Fr. 373 223 500

A231.0336 Osthilfe

Fr. 153 407 400

A231.0338 Zivile Konfliktbearbeitung und Menschenrechte

Fr. 65 700 100

Proposition de la majorité

A231.0329 Actions spécifiques de la coopération au développement

A231.0330 Coopération multilatérale au développement

A231.0332 Soutien financier à des actions humanitaires

A231.0336 Aide aux pays de l'Est

A231.0338 Gestion civile des conflits et droits de l'homme

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A231.0330 Coopération multilatérale au développement

Fr. 310 538 600

Proposition de la minorité II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

A231.0329 Actions spécifiques de la coopération au développement

Fr. 851 824 700

A231.0330 Coopération multilatérale au développement

Fr. 340 435 400

A231.0332 Soutien financier à des actions humanitaires

Fr. 373 223 500

A231.0336 Aide aux pays de l'Est

Fr. 153 407 400

A231.0338 Gestion civile des conflits et droits de l'homme

Fr. 65 700 100

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

704 Staatssekretariat für Wirtschaft

704 Secrétariat d'Etat à l'économie

Antrag der Mehrheit

A231.0202 Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit

A231.0210 Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel,



Weibel)

A231.0202 Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit

Fr. 235 619 700

A231.0210 Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten

Fr. 84 011 300

Proposition de la majorité

A231.0202 Coopération économique au développement

A231.0210 Coopération économique avec les Etats d'Europe de l'Est

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

A231.0202 Coopération économique au développement

Fr. 235 619 700

A231.0210 Coopération économique avec les Etats d'Europe de l'Est

Fr. 84 011 300

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19667)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19668)

Für den Antrag der Mehrheit ... 106 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 84 Stimmen

(1 Enthaltung)

AB 2019 N 2081 / BO 2019 N 2081

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Art. 2 Bst. d-h

Antrag der Mehrheit

d. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0329 Bestimmte Aktionen der Entwicklungszusammenarbeit

e. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0330 Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit

f. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0332 Finanzielle Unterstützung humanitärer Aktionen

g. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0336 Osthilfe

h. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0338 Zivile Konfliktbearbeitung und Menschenrechte

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit I

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

e. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0330 Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit

2021: Fr. 310 538 600

2022: Fr. 310 538 600

2023: Fr. 310 538 600

Antrag der Minderheit II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

d. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0329 Bestimmte Aktionen der Entwicklungszusammenarbeit

2021: Fr. 857 451 400

2022: Fr. 930 974 200

2023: Fr. 999 482 200

e. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0330 Multilaterale Entwicklungszusammenarbeit

2021: Fr. 350 237 900

2022: Fr. 380 268 200

2023: Fr. 401 586 900

f. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0332 Finanzielle Unterstützung humanitärer Aktionen

2021: Fr. 407 441 800

2022: Fr. 443 797 000

2023: Fr. 478 186 100

g. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0336 Osthilfe

2021: Fr. 149 554 700

2022: Fr. 162 311 000

2023: Fr. 174 318 800

h. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

A231.0338 Zivile Konfliktbearbeitung und Menschenrechte

2021: Fr. 61 974 500

2022: Fr. 67 093 000

2023: Fr. 71 985 800

Art. 2 let. d-h

Proposition de la majorité

d. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0329 Actions spécifiques de la coopération au développement

e. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0330 Coopération multilatérale au développement

f. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0332 Soutien financier à des actions humanitaires

g. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0336 Aide aux pays de l'Est

h. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0338 Gestion civile des conflits et droits de l'homme

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité I

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

e. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0330 Coopération multilatérale au développement

2021: Fr. 310 538 600

2022: Fr. 310 538 600

2023: Fr. 310 538 600

Proposition de la minorité II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

d. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0329 Actions spécifiques de la coopération au développement

2021: Fr. 857 451 400

2022: Fr. 930 974 200

2023: Fr. 999 482 200

e. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0330 Coopération multilatérale au développement

2021: Fr. 350 237 900

2022: Fr. 380 268 200

2023: Fr. 401 586 900

f. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0332 Soutien financier à des actions humanitaires

2021: Fr. 407 441 800

2022: Fr. 443 797 000

2023: Fr. 478 186 100

g. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0336 Aide aux pays de l'Est

2021: Fr. 149 554 700

2022: Fr. 162 311 000

2023: Fr. 174 318 800

h. Département fédéral des affaires étrangères

A231.0338 Gestion civile des conflits et droits de l'homme

2021: Fr. 61 974 500

2022: Fr. 67 093 000

2023: Fr. 71 985 800

Art. 2 Bst. ae, af

Antrag der Mehrheit

ae. Staatssekretariat für Wirtschaft

A231.0202 Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit

af. Staatssekretariat für Wirtschaft

A231.0210 Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

ae. Staatssekretariat für Wirtschaft

A231.0202 Wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit

2021: Fr. 234 132 100

2022: Fr. 255 900 500

2023: Fr. 309 653 400



af. Staatssekretariat für Wirtschaft

A231.0210 Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten

2021: Fr. 83 279 800

2022: Fr. 88 690 800

2023: Fr. 95 034 500

Art. 2 let. ae, af

Proposition de la majorité

ae. Secrétariat d'Etat à l'économie

A231.0202 Coopération économique au développement

af. Secrétariat d'Etat à l'économie

A231.0210 Coopération économique avec les Etats d'Europe de l'Est

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité II

(Gysi Barbara, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

ae. Secrétariat d'Etat à l'économie

A231.0202 Coopération économique au développement

2021: Fr. 234 132 100

2022: Fr. 255 900 500

2023: Fr. 309 653 400

af. Secrétariat d'Etat à l'économie

A231.0210 Coopération économique avec les Etats d'Europe de l'Est

2021: Fr. 83 279 800

2022: Fr. 88 690 800

2023: Fr. 95 034 500

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Ayant déjà été rejetée à la position 202.A231.0330 du budget des unités administratives, la proposition de la minorité I (Keller Peter) est devenue caduque.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19669)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 83 Stimmen

(2 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

303 Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann

303 Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes

Antrag der Mehrheit

A2310.0160 Massnahmen Gleichstellung Frau/Mann

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

A2310.0160 Massnahmen Gleichstellung Frau/Mann

Fr. 5 464 700



Proposition de la majorité

A2310.0160 Mesures relatives à l'égalité entre femmes et hommes
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
A2310.0160 Mesures relatives à l'égalité entre femmes et hommes
Fr. 5 464 700

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. j

Antrag der Mehrheit

j. Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann
A231.0160 Massnahmen Gleichstellung Frau/Mann
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
j. Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann
A231.0160 Massnahmen Gleichstellung Frau/Mann
2021: Fr. 5 510 700
2022: Fr. 5 555 800
2023: Fr. 5 601 400

Art. 2 Bst. j

Proposition de la majorité

j. Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes
A231.0160 Mesures relatives à l'égalité entre femmes et hommes
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
j. Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes
A231.0160 Mesures relatives à l'égalité entre femmes et hommes
2021: Fr. 5 510 700
2022: Fr. 5 555 800
2023: Fr. 5 601 400

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19670)
Für den Antrag der Mehrheit ... 126 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 66 Stimmen
(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit
316 Office fédéral de la santé publique



Antrag der Mehrheit

A231.0213 Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
A231.0213 Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention
Fr. 50 000 000

Antrag Hess Erich

A231.0213 Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention
Fr. 23 845 200

Schriftliche Begründung

Die Aids-Hilfe Schweiz will künftig in einem Magazin keine Inserate mehr schalten. Die Organisation begründet dies explizit damit, dass das Magazin eine Annonce des Komitees "Nein zu diesem Zensur-Gesetz", das die Erweiterung der Antirassismus-Strafnorm um die sexuelle Orientierung ablehnt, abgedruckt hat. Da die politische Neutralität dieser Organisation nicht mehr gegeben ist, seien die Beiträge an die Aids-Hilfe Schweiz zu streichen.

AB 2019 N 2083 / BO 2019 N 2083

Proposition de la majorité

A231.0213 Contribution à la prévention et à la protection de la santé
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
A231.0213 Contribution à la prévention et à la protection de la santé
Fr. 50 000 000

Proposition Hess Erich

A231.0213 Contribution à la prévention et à la protection de la santé
Fr. 23 845 200

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. m

Antrag der Mehrheit

m. Bundesamt für Gesundheit
A231.0213 Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
m. Bundesamt für Gesundheit
A231.0213 Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention
2021: Fr. 50 000 000
2022: Fr. 50 000 000
2023: Fr. 50 000 000



Antrag Hess Erich

m. Bundesamt für Gesundheit

A231.0213 Beitrag Gesundheitsschutz und Prävention

2021: Fr. 22 996 200

2022: Fr. 23 260 300

2023: Fr. 22 732 600

Art. 2 let. m

Proposition de la majorité

m. Office fédéral de la santé publique

A231.0213 Contribution à la prévention et à la protection de la santé

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

m. Office fédéral de la santé publique

A231.0213 Contribution à la prévention et à la protection de la santé

2021: Fr. 50 000 000

2022: Fr. 50 000 000

2023: Fr. 50 000 000

Proposition Hess Erich

m. Office fédéral de la santé publique

A231.0213 Contribution à la prévention et à la protection de la santé

2021: Fr. 22 996 200

2022: Fr. 23 260 300

2023: Fr. 22 732 600

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19671)

Für den Antrag der Mehrheit ... 126 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 66 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19672)

Für den Antrag der Mehrheit ... 141 Stimmen

Für den Antrag Hess Erich ... 49 Stimmen

(2 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par article

Anhang 1 – Annexe 1

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit

316 Office fédéral de la santé publique



Antrag der Mehrheit

LG1: Gesundheit

Prävention:

...

– Messgrösse:

Streichen

...

Antrag der Minderheit

(Brélaz, Bendahan, Egger Thomas, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Keller Peter, Schneider Schüttel, Siegenthaler, Vogler, Weibel)

LG1: Gesundheit

Prävention:

– Messgrösse:

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la majorité

GP1: Santé

Prévention:

...

– Paramètre:

Biffer

...

Proposition de la minorité

(Brélaz, Bendahan, Egger Thomas, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Keller Peter, Schneider Schüttel, Siegenthaler, Vogler, Weibel)

GP1: Santé

Prévention:

– Paramètre:

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. n

Antrag der Mehrheit

n. Bundesamt für Gesundheit

LG1: Gesundheit

Prävention:

...

– Messgrösse:

Streichen

...

AB 2019 N 2084 / BO 2019 N 2084

Antrag der Minderheit

(Brélaz, Bendahan, Egger Thomas, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Keller Peter, Schneider Schüttel, Siegenthaler, Vogler, Weibel)

n. Bundesamt für Gesundheit

LG1: Gesundheit

Prävention:

– Messgrösse:

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Art. 2 let. n

Proposition de la majorité

n. Office fédéral de la santé publique

GP1: Santé

Prévention:

...

– Paramètre:

Biffer

...

Proposition de la minorité

(Brélaz, Bendahan, Egger Thomas, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Keller Peter, Schneider Schüttel, Siegenthaler, Vogler, Weibel)

n. Office fédéral de la santé publique

GP1: Santé

Prévention:

– Paramètre:

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19674)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 83 Stimmen

(4 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 1 – Annexe 1

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit

316 Office fédéral de la santé publique

Antrag der Kommission

LG1: Gesundheit

E-Health:

...

– Veränderter Sollwert: VA 2020: 80

Proposition de la commission

GP1: Santé

Cybersanté:

...

– Valeur-cible modifiée: B 2020: 80



4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. o

Antrag der Kommission

o. Bundesamt für Gesundheit

LG1: Gesundheit

E-Health:

...

– Veränderter Sollwert:

2021: 82

2022: 84

2023: 86

Art. 2 let. o

Proposition de la commission

o. Office fédéral de la santé publique

PG1: Santé

Cybersanté:

...

– Valeur-cible modifiée:

2021: 82

2022: 84

2023: 86

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19675)

Für den Antrag der Kommission ... 191 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 1 Stimme

(0 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 1 – Annexe 1

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit

316 Office fédéral de la santé publique

Antrag der Kommission

LG2: Kranken- und Unfallversicherung

Statistik und Datenmanagement:

...

– Veränderte Messgrösse: Anteil der Verwaltungskosten an den Prämien der MV (Prozent, max.)

– Veränderter Sollwert: VA 2020: 10,0



Proposition de la commission

GP2: Assurance maladie et accidents

Gestion des données et statistique:

...

- Paramètre modifié: Part des frais administratifs par rapport aux primes de l'AM (pour cent, max.)
- Valeur-cible modifiée: B 2020: 10,0

AB 2019 N 2085 / BO 2019 N 2085

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. p

Antrag der Kommission

p. Bundesamt für Gesundheit

LG2: Kranken- und Unfallversicherung

Statistik und Datenmanagement:

...

- Veränderte Messgrösse: Anteil der Verwaltungskosten an den Prämien der MV (Prozent, max.)
- Veränderter Sollwert:
2021: 10,0
2022: 10,0
2023: 10,0

Art. 2 let. p

Proposition de la commission

p. Office fédéral de la santé publique

GP2: Assurance maladie et accidents

Gestion des données et statistique:

...

- Paramètre modifié: Part des frais administratifs par rapport aux primes de l'AM (pour cent, max.)
- Valeur-cible modifiée:
2021: 10,0
2022: 10,0
2023: 10,0

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19676)

Für den Antrag der Kommission ... 192 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 1 Stimme

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

318 Bundesamt für Sozialversicherungen

318 Office fédéral des assurances sociales

Antrag der Mehrheit

A231.0246 Ausserschulische Kinder- und Jugendförderung

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates





Antrag der Minderheit

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)

A231.0246 Ausser-schulische Kinder- und Jugendförderung

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la majorité

A231.0246 Encouragement activités extrascolaires des enfants et jeunes

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)

A231.0246 Encouragement activités extrascolaires des enfants et jeunes

Adhérer au projet du Conseil fédéral

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. r

Antrag der Mehrheit

r. Bundesamt für Sozialversicherungen

A231.0246 Ausser-schulische Kinder- und Jugendförderung

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)

r. Bundesamt für Sozialversicherungen

A231.0246 Ausser-schulische Kinder- und Jugendförderung

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2 let. r

Proposition de la majorité

r. Office fédéral des assurances sociales

A231.0246 Encouragement activités extrascolaires des enfants et jeunes

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)

r. Office fédéral des assurances sociales

A231.0246 Encouragement activités extrascolaires des enfants et jeunes

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19677)

Für den Antrag der Mehrheit ... 141 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 2 Bst. x

Antrag der Mehrheit

x. Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

V-Bereich

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

x. Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

V-Bereich

– Die Ausgaben für das Aufgabengebiet "Sicherheit" werden bis 2023 auf den Stand von 2014 zurückgeführt.
– Die so eingesparten Mittel werden für zusätzliche Ausgaben im Aufgabengebiet "Beziehungen zum Ausland" verwendet mit dem Ziel, dass die bei der OECD anrechenbare öffentliche Entwicklungszusammenarbeit bis 2023 einen Anteil von 0,50 Prozent am Bruttonationaleinkommen erreicht und davon mindestens 90 Prozent über die Kredite gemäss Botschaft über die Internationale Zusammenarbeit 2021–2023 verpflichtet werden.

Art. 2 let. x

Proposition de la majorité

x. Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Domaine de la défense

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2019 N 2086 / BO 2019 N 2086

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

x. Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Domaine de la défense

– D'ici 2023, les dépenses du groupe de tâches "Sécurité" sont ramenées à leur niveau de 2014.
– Les ressources ainsi économisées sont affectées à des dépenses supplémentaires dans le groupe de tâches "Relations avec l'étranger", avec pour objectif de faire en sorte que la part de l'aide publique au développement dans le revenu national brut selon l'OCDE atteigne 0,5 pour cent d'ici 2023; au moins 90 pour cent de cette part devra être couverte par des crédits d'engagement prévus par le message sur la coopération internationale 2021–2023.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19680)

Für den Antrag der Mehrheit ... 127 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

(0 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Un joyeux anniversaire à notre collègue Hans-Ueli Vogt! (*Applaudissements*)

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu



19.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2020 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2021–2023

Budget de la Confédération 2020 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2021–2023

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Block 2 – Bloc 2

*Landwirtschaft, Tourismus, Konsumentenschutz, Energie und Umwelt
Agriculture, tourisme, protection des consommateurs, énergie et environnement*

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je vous informe qu'une proposition individuelle Schneider Schüttel a été déposée.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Ich spreche zuerst zu meinem Minderheitsantrag zu den Zielen der Leistungsgruppe 1, "Agrarpolitik", des Bundesamtes für Landwirtschaft. Zur Senkung des Risikos von Pflanzenschutzmitteln für aquatische Organismen ist im Jahr 2020 die Überprüfung von 20 Wirkstoffen vorgesehen. Meine Minderheit beantragt Ihnen eine Erhöhung der Zielwerte, also die Überprüfung von 30 Wirkstoffen. Damit diese recht umfassenden und unter Umständen ein bis zwei Jahre dauernden Prüfungen, an welchen vier verschiedene Bundesämter beteiligt sind, auch durchgeführt werden können, sind gemäss Auskünften des Bundesamtes für Landwirtschaft acht zusätzliche Stellen notwendig.

In der Schweiz waren im Jahr 2017 insgesamt 394 Wirkstoffe zur Verwendung als Pflanzenschutzmittel registriert. Bei 394 zugelassenen Wirkstoffen und 20 Überprüfungen pro Jahr würde es theoretisch 20 Jahre dauern, bis alle Wirkstoffe überprüft wären. Angesichts der beunruhigenden Meldungen über Pestizide im Trinkwasser oder im Grundwasser und im Sinne des Vorsorgeprinzips sollte die Überprüfungsrate massiv erhöht werden. Es ist doch besser, die gefährlichen Wirkstoffe gar nicht erst in die Umwelt, in die Fließgewässer oder ins Trinkwasser gelangen zu lassen, als später enorme Steuergelder einzusetzen, um die Abwässer aufwendig zu reinigen oder das Trinkwasser intensiver aufzubereiten. Eine rasche Überprüfung ist daher wichtig. Diese dient nicht zuletzt auch einer Landwirtschaft, die rücksichtsvoll mit der Umwelt umgehen will. Eine Anpassung des Finanzplans haben wir noch nicht beantragt. So werden wir im nächsten Jahr zuerst evaluieren, welche Überprüfungen möglich gewesen sind.

Mein zweiter Minderheitsantrag in Block 2 betrifft die "Direktzahlungen Landwirtschaft", wo wir Ihnen beantragen, bei der Version des Bundesrates zu bleiben.

Der dritte Minderheitsantrag schliesslich betrifft die Bundesbeiträge an die Planung und Durchführung von Massnahmen zur Revitalisierung von Gewässern. Diese Beiträge werden auf der Basis von Programmvereinbarungen und für Einzelprojekte an die Kantone ausgerichtet. Der Bundesrat hat einen Betrag von 35,7





Millionen Franken vorgesehen. Meine Minderheit beantragt Ihnen, den Betrag um 20 Millionen Franken aufzustocken und im Finanzplan dieselbe Aufstockung für die nächsten vier Jahre vorzusehen.

Hier muss ich eine Zwischenbemerkung machen: Sie haben zum gleichen Thema meinen Einzelantrag erhalten, der materiell das Gleiche beinhaltet. Er musste aus formellen Gründen eingereicht werden, damit die zusätzlichen Mittel des Verpflichtungskredits abgerufen werden können, wenn Sie der Aufstockung der Beiträge zustimmen. Ich reiche diesen Einzelantrag also ein, um den formellen Bedingungen Rechnung zu tragen. Ich ziehe den Minderheitsantrag dann zugunsten des Einzelantrages zurück.

Weshalb sollen die Mittel für die Revitalisierung aufgestockt werden? Dies beantrage ich auch mit dem Einzelantrag. In fast allen Kantonen wurden Revitalisierungsprojekte erarbeitet, die nun umsetzungsreif sind. In der Zwischenzeit sind beim Bund Projekte für 370 Millionen Franken angemeldet. Das Revitalisierungsprogramm wurde bereits 2012 gestartet. Dabei wurde ein Betrag von jährlich 40 Millionen Franken zur Verfügung gestellt. Diese Beiträge wurden zu Beginn allerdings nur zögerlich abgeholt, da die Projekte aufgrund des anfänglichen Widerstandes der Grundeigentümer und Anstösser oder wegen fehlender Motivation der Gemeinden, die eine finanzielle Beteiligung vorsehen mussten, nur langsam vorwärtskamen. Nun liegen zahlreiche Projekte vor. Es ist im Interesse der Kantone, dass wir hier genügend Bundesmittel zur Verfügung stellen. Von der Realisierung der Revitalisierungsprojekte profitieren im Übrigen nicht nur die Umwelt, der Naturschutz und z. B. die Fischer, sondern auch die lokale Land-, Forst- und Bauwirtschaft.

Ich ziehe also den Minderheitsantrag Schneider Schüttel zum BAFU unter der Position 810.A236.0126, "Revitalisierung", zurück zugunsten des Einzelantrags Schneider Schüttel und bitte Sie, diesem zuzustimmen.

Keller Peter (V, NW): Es ist eine kleine Minderheit mit einer sehr kurzen Begründung. Wir könnten ja eine philosophische Debatte über den Sinn und Zweck des Büros für Konsumentenfragen führen und darüber, ob es sich hier nicht eher um ein Büro für Selbstbeschäftigung handelt. Aber das tun wir jetzt hier nicht. Aber immerhin will die Minderheit hier die Ausgaben für dieses Büro für Konsumentenfragen plafonieren, nämlich auf den Stand der Rechnung 2018.

Wir bitten Sie, unseren Antrag zu unterstützen.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Ma proposition porte sur l'aide à la production végétale et concerne la promotion des vins suisses. Je propose un supplément de 3 millions de francs pour porter le budget à 76 millions à cette position.

Les milieux de la viticulture, et surtout les jeunes vignerons, confrontés à la concurrence résultant de l'importation de vins étrangers, ont une grande peine à écouler leur production. Lors des dernières vendanges 2019, certains vignerons avaient encore d'importants stocks de vins issus des vendanges 2018. Pour inciter les consommateurs suisses à acheter des vins de proximité, une promotion active et bien ciblée serait opportune, de même qu'une aide financière pour l'écoulement des stocks des années précédentes.

Ma proposition ne porte que sur l'année 2020 et prévoit la participation de la branche viticole, car en matière de promotion de vins, pour chaque franc donné par la Confédération, un franc doit provenir de la branche. Mais si l'on désire rapidement résoudre le problème des stocks non écoulés, c'est en 2020 qu'il faut intensifier la promotion des vins suisses, peut-être aussi avec une aide financière, pour éliminer

AB 2019 N 2088 / BO 2019 N 2088

rapidement ces stocks qui pèsent lourdement sur les prix payés aux vignerons producteurs.

Selon certaines informations données par le conseiller fédéral Parmelin, l'argent ne devrait pas manquer à cette position. Si M. Ueli Maurer, président de la Confédération, me certifie que c'est le cas, je pourrais retirer mon amendement.

Meyer Mattea (S, ZH): Der Bund ist zusammen mit Alpiq, der Axpo, der BKW und allen Kernkraftwerken sowie dem Zwischenlager Würenlingen seit den Siebzigerjahren Genossenschafter bei der Nagra. Die Genossenschafter legten 1979, also vor über vierzig Jahren, einen Kostenverteilungsschlüssel für die Finanzierung von Anlagen zur Lagerung von radioaktiven Abfällen fest. Es wurde bereits in diesem Vertrag festgehalten, dass Änderungen vorbehalten sind, wenn sich herausstellt, dass die verschiedenen Kostenverteilungsschlüssel nicht mehr der Realität entsprechen. Bei der Festlegung dieses Kostenverteilungsschlüssels gingen die Nagra-Genossenschafter davon aus, dass der Bund mit rund 11,5 Prozent an den Kosten für die Lagerung von schwach- und mittelaktiven radioaktiven Abfällen beteiligt ist. Diese Kosten wiederum stellten einen Viertel der Gesamtkosten beider Tiefenlager dar, was zur Folge hatte, dass der Bundesanteil auf 2,9 Prozent an den Projektkosten der Nagra festgelegt wurde.

Es gab immer wieder Kostenstudien. 2001 kam die Kostenstudie zum Schluss, dass der Kostenanteil des Bun-



des eigentlich bei 4,8 Prozent liegen müsste. 2006 kam die Studie darauf, dass er eigentlich bei 5,1 Prozent liegen müsste. Der Kostenverteilungsschlüssel wurde damals aber nicht angepasst. 2011 kam es dann nochmals zu einer Erneuerung. Es kamen Sicherheitszuschläge dazu. Auch damals wurden die Verteilungsschlüssel, zumindest der Verteilungsschlüssel für den Bund, nicht angepasst. 2016 wurde der Bundesanteil dann auf 8,3 Prozent der Gesamtkosten der beiden geologischen Tiefenlager berechnet. Dann erst wurde eine Anpassung an die Hand genommen, mit der doch sehr kostspieligen Folge, dass alle bis zu diesem Zeitpunkt aufgelaufenen Kosten rückwirkend neu verteilt werden. Es wird hier in einem sogenannten offenen Abrechnungsverhältnis abgerechnet, was bedeutet, dass die Verjährungsfrist eigentlich erst jetzt zu laufen beginnt, obwohl es um Zahlungen geht, die dreissig Jahre zurückliegen.

Das Geld ist geschuldet. Es geht um Mittel in der Grössenordnung von 148,8 Millionen Franken. Der Bundesrat beantragt mit eben dieser Nachmeldung von Ende September, diesen Betrag neu ins Budget 2020 aufzunehmen. Das Geld ist geschuldet, das ist absolut unbestritten. Auch wir seitens der SP-Fraktion wehren uns nicht dagegen, dass dieses Geld bezahlt werden muss. Nichtsdestotrotz glaube ich, dass es wichtig ist, dass wir das hier diskutieren und dass auch Kritik erlaubt ist.

Die zuständige Subkommission hat viele Abklärungen zu offenen Fragen verlangt: zur Verjährungsfrist und dazu, wie überhaupt so lange zugewartet werden konnte. Sie hat Auskünfte von den beteiligten Departementen, vom UVEK und vom EDI, verlangt, sie hat beim Bundesamt für Justiz eine rechtliche Abklärung zur Frage der Verjährung machen lassen. Die rechtliche Abklärung ist zum Schluss gekommen, dass der Betrag wirklich auch geschuldet ist.

Wir stellen aber infrage, ob es wirklich notwendig ist, das Ganze jetzt in einer solchen Eile zu machen. Es gibt weiterhin noch offene Fragen, die eigentlich auch geklärt werden müssen. Es liegt nach wie vor keine unterschriebene Nachtragsvereinbarung der Nagra-Genossenschaft vor. Mit diesem Eilverfahren, gerade noch mit dem Legislaturwechsel, werden Fakten geschaffen, ohne dass offene Fragen überhaupt noch geklärt werden konnten.

Wir hätten es sehr begrüsst, wenn der Betrag nicht mit einer Nachmeldung ins Budget aufgenommen, sondern – wie das in der Vergangenheit bei anderen Geschäften regelmässig der Fall gewesen ist – in einen Nachtragskredit im Jahr 2020 oder dann ins ordentliche Budget 2021 aufgenommen worden wäre. Stattdessen nimmt man jetzt im Eilverfahren innerhalb von ein paar wenigen Wochen den doch sehr substanziellen Betrag von 150 Millionen Franken ins Budget auf.

Wir wissen aber, das Geld ist geschuldet. Ich habe es gesagt. Wir ziehen dementsprechend auch unseren Minderheitsantrag zurück.

Masshardt Nadine (S, BE): Ich spreche zu meinen Minderheiten beim Bundesamt für Energie. Die zwei Minderheiten verlangen eine Aufstockung der Position "Technologietransfer". Weshalb braucht es die Aufstockung? Der Kredit dient der Mitfinanzierung von Pilot- und Demonstrationsanlagen sowie von Leuchtturmprojekten im Bereich der erneuerbaren Energien und der Energieeffizienz. Ziel ist es, damit neue Technologien zu erproben und die Sensibilisierung dafür zu fördern. Empfänger der Mitfinanzierung sind mehrheitlich Unternehmen und Forschungsinstitutionen. Es geht also um Projekte, die zwar nahe am Markt sind, aber eben noch nicht die Marktreife haben. Deshalb sollen sie die Möglichkeit erhalten, sich dank der Beiträge am Markt zu bewähren. Gerade bei neuen Technologien, bei denen es immer auch gewisse Risiken gibt, braucht es oft die Unterstützung des Staates, damit die Leuchtturmfunktion wahrgenommen werden kann.

Wir alle wissen: Wir wollen die Energiewende schaffen. Dafür braucht es eine Investitionsoffensive, im Speziellen bei Forschungs-, Pilot- und Demonstrationsprojekten. Diese Offensive zahlt sich übrigens längst aus. Davon profitieren nämlich nicht nur die künftigen Generationen, sondern im Hier und Jetzt bereits das lokale Gewerbe, die KMU und damit auch die Arbeitnehmenden. Die Aufstockung der Position "Technologietransfer" gemäss unseren Minderheiten ist im Übrigen auch deshalb legitim, weil der Ständerat bei der Beratung des CO₂-Gesetzes bewusst die Möglichkeit geschaffen hat, dass die Förderung und Unterstützung durch den Bund in der frühen Phase solcher Projekte etwas höher ausfällt als die aktuell geltenden 40 Prozent.

Die Aufstockung der Position "Technologietransfer" lässt sich auch politisch legitimieren. Die Bevölkerung hat die Energiestrategie deutlich angenommen. Bei den Wahlen wurden die ökologischen Kräfte gestärkt. Erst vor einer Woche wurde die Gletscher-Initiative eingereicht, und aktuell sind wir bei der Beratung des CO₂-Gesetzes. Die Bürgerinnen und Bürger wünschen sich also einen griffigen Klimaschutz, und sie wollen die Energiewende schaffen. Helfen wir also, den Transfer des bereits vorhandenen technologischen Wissens in die Anwendung zu beschleunigen! Helfen wir damit auch der Wirtschaft und insbesondere den KMU. Mehr als zwei Drittel der Technologietransfer-Fördermittel, die 2013 bis 2017 vergeben wurden, gingen nämlich an kleine und mittlere Unternehmen in diesem Land.



Ich bitte Sie um Unterstützung meiner zwei Minderheiten.

Sollberger Sandra (V, BL): Wir möchten mit dem Antrag meiner Minderheit II den Betrag für die Position "Technologietransfer" halbieren. Es stünden immer noch 10 Millionen Franken zur Verfügung.

Pilot- und Leuchtturmprojekte mit Transfereffekt brauchen eigentlich keine staatliche Förderung, wenn sie ausgezeichnet, nachhaltig und wertschöpfend sind. Die Privatwirtschaft ist in diesen Fragen viel erprobter. Sie kann marktnah Ideen und Pilotprojekte kostensparend entwickeln, da die Unternehmen den Gesetzen von Angebot und Nachfrage ausgesetzt sind. Der Druck, gute Lösungen effektiv und effizient zu entwickeln, ist für unsere KMU Alltag. Wenn wir marktreife Technologien haben, werden auch genügend Kapital und Eigeninitiative von Unternehmen und Investoren vorhanden sein. Wir brauchen keine staatlich geförderte Wirtschaft und schon gar keine, die entwickelt, was Staat und Politik gerne hätten. Fehlinvestitionen und Marktverzerrungen werden umso wahrscheinlicher, je weniger Finanzierung und Verantwortung übereinstimmen.

Mit solchen Fördergeldern schafft das BFE sogar falsche Anreize für die Privatwirtschaft. Aus der Wirtschaft gibt es Stimmen, die sagen, dass man ohne diese Förderung gleich weit wäre. Aber das Geld wird natürlich trotzdem gerne genommen, wenn es schon grosszügig verteilt wird. Das ist genau der falsche Anreiz. Natürlich nimmt man gerne Geld, wenn es welches gibt, auch wenn man es eigentlich nicht braucht.

AB 2019 N 2089 / BO 2019 N 2089

Die Kann-Formulierung im Energiegesetz lässt es zu, hier zurückzufahren.

Es gingen überdies weniger Eingaben ein; man kommt also mit weniger Förderung aus. Man kann das Geld, das vorhanden ist, gar nicht verteilen. Daher ist es geradezu grotesk, Fördergelder zur Verfügung zu stellen, wenn man dafür richtiggehend Werbung machen muss. Das stärkt genau die genannten Fehlanreize.

Wir geben heute schon sehr viel Geld für Forschung und Innovation aus. Es ist nicht so, dass wir keine Anstrengungen unternehmen. Mehr Geld führt jedoch nicht einfach zu guten oder besseren Resultaten. Man kann damit sogar die Innovation hemmen, weil finanziell die falschen Anreize gesetzt werden.

Bitte stimmen Sie dem Antrag meiner Minderheit II zu.

Siegenthaler Heinz (M, BE): Beim ersten Minderheitsantrag geht es um die Überprüfung von Pflanzenschutzmitteln. Die Minderheit Schneider Schüttel möchte hier ein neues Ziel setzen, und zwar sehr ambitioniert, nämlich eine Erhöhung des Soll-Werts auf 30. Das finden wir von der Mitte-Fraktion zu viel. Selbstverständlich erkennen wir die Problematik der Pflanzenschutzmittel und ihrer Anwendung sowie ihr Gefährdungspotenzial. Aber die eingestellten Mittel und die Ziele, die jetzt vorgesehen sind, bedeuten bereits eine Erhöhung. Wir sind der Überzeugung, dass das genügt.

Und jetzt erlaube ich mir noch eine persönliche Bemerkung als Landwirt: Im Moment scheinen die von der Landwirtschaft eingesetzten Pflanzenschutzmittel stark im Fokus zu stehen. Ich habe fast den Eindruck, man unternehme hier einen Kreuzzug gegen die Landwirtschaft. Wenn man die Qualität des Trinkwassers überprüft, bin ich der Meinung, dass man eben alle Gefährdungspotenziale überprüfen sollte. Oder haben Sie gewusst, dass in einem grossen Teil aller Trinkwasserproben auch Medikamentenrückstände nachgewiesen werden? Von denen spricht aber leider niemand. Selbstverständlich will ich als Landwirt das Trinkwasser und die Umwelt nicht gefährden und schon gar nicht vergiften, wie das den Landwirten etwa ab und zu vorgeworfen wird. Trotzdem bin ich überzeugt, dass die vorgesehenen Massnahmen des BLW genügen. Wir bitten Sie daher, die Minderheit Schneider Schüttel abzulehnen.

Die Minderheit Keller Peter beim Büro für Konsumentenfragen werden wir ebenfalls ablehnen. Wie ich schon im Eintretensvotum gesagt habe, werden wir keine Kürzung einfach um der Kürzung willen unterstützen. Wir bitten Sie, auch hier der Mehrheit zu folgen.

Die Anträge der Kommission zu den nächsten Posten betreffend Tourismus und die Aufstockung beim Forschungsinstitut für biologischen Landbau werden wir unterstützen.

Ich muss meine Notizen anpassen, weil die nächsten zwei Anträge zurückgezogen wurden. Es bleiben die Anträge beim BFE: Hier haben wir wieder die gleiche Situation wie eingangs bei der Entwicklungszusammenarbeit. Es gibt einen Antrag, der aufstocken will, und einen Antrag, der kürzen will. Wir werden genau in der Mitte bleiben und dem Bundesrat folgen. Wir bitten Sie daher, beide Minderheitsanträge, ob auf Kürzung oder auf Aufstockung, abzulehnen.

Zum Einzelantrag Schneider Schüttel: Wir haben in der Fraktion lange diskutiert und sind uns nicht ganz einig. Unsere Delegation in der Finanzkommission hat sich vom Direktor des BAFU und der zuständigen Bundesrätin überzeugen lassen, die beide mitgeteilt haben, dass die eingestellten Mittel für 2020 im Budget ausreichend seien, um alle angemeldeten Projekte auch finanzieren zu können. Wir sehen daher nicht ein,



wieso wir hier aufstocken und Mittel sprechen sollen, die dann im Jahr 2020 gar nicht benötigt werden. Was die Zukunft bringt, ob dann mehr Mittel nötig sein werden oder nicht, können wir später entscheiden. Auch den Einzelantrag Schneider Schüttel werden wir deshalb mehrheitlich ablehnen.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Die SP-Fraktion unterstützt die Minderheitsanträge, welche eine Erhöhung der zu überprüfenden Wirkstoffe in den Pestiziden bezwecken. Nicht nur in den letzten Wochen und Monaten sind verschiedene Studien oder Messungen bekannt geworden, welche Pestizide oder Überreste im Grundwasser und sogar im Trinkwasser nachgewiesen haben. Die Angst der Bevölkerung vor belastetem Trinkwasser ist gross. Das zeigen unter anderem auch die beiden Volksinitiativen, die Trinkwasser-Initiative und die Pestizid-Initiative, die von der Zivilgesellschaft gestartet und realisiert wurden. Diese Befürchtungen müssen wir ernst nehmen. Es ist daher vordringlich, dass belastende und für die Umwelt – zuallererst für Kleinlebewesen in Gewässern, später aber auch für den Menschen – gefährliche Wirkstoffe so rasch als möglich aus dem Verkehr gezogen werden.

Es ist kein Angriff auf die Landwirtschaft, wie Sie das erwähnt haben, Herr Siegenthaler. Es ist der SP-Fraktion und vor allem mir als Präsidentin eines ARA-Verbandes sehr bewusst, dass es nicht nur Pestizide aus der Landwirtschaft oder aus dem Privatgebrauch sind, die in den Gewässern landen. Es gibt weitere Verunreinigungen, Medikamente – Sie haben es angesprochen – und Mikroplastik, welche die Gewässer belasten. Es geht aber nicht an, damit zu argumentieren, es gebe auch andere Verunreinigungen und daher müsse hier nicht mehr gemacht werden. Die SP-Fraktion findet es wichtig, dass die Pestizid-Wirkstoffe rascher zu überprüfen sind. Ich bitte Sie daher, diese Minderheitsanträge zu unterstützen.

Die SP-Fraktion wird den Antrag der Minderheit Keller Peter ablehnen. Das Büro für Konsumentenfragen muss eher gestärkt als geschwächt werden.

Von grossem Interesse für die SP-Fraktion ist schliesslich die Erhöhung der Bundesbeiträge an die Revitalisierung der Gewässer. In fast allen Kantonen liegen zurzeit viele Projekte bereit, die nächstes Jahr realisiert werden sollen. Gegenüber den Vorjahren ist die Nachfrage nach den Bundesmitteln um einiges höher. Die Kantone sind bereit, die Gemeinden ebenfalls. Setzen Sie dieses wichtige Zeichen für die Revitalisierung der Gewässer, und unterstützen Sie den Einzelantrag Schneider Schüttel. Aus formellen Gründen habe ich den Minderheitsantrag ja zurückgezogen. Materiell verfolgt der Einzelantrag das gleiche Ziel wie der Minderheitsantrag.

Mein Vorredner, Kollege Siegenthaler, hat bekannt gegeben, die Mittel für diese Projekte würden im nächsten Jahr ja ausreichen. Ich denke, auch wenn wir vielleicht mehr Mittel vorsehen, als letztendlich nötig sein werden, ist es doch wichtig, vor allem auch den Gemeinden, den Betroffenen, das Zeichen zu geben: Wir unterstützen eine Revitalisierung der Gewässer. Wir haben das schon lange vorgesehen. Die Gemeinden warten darauf, dass sie diese Projekte realisieren können.

Im Weiteren bitten wir Sie, die Minderheitsanträge Masshardt zu unterstützen. Die Aufstockung der Beträge für den Technologietransfer zugunsten von erneuerbaren Energien und der Energieeffizienz ist wichtig, damit die Forschung im Rahmen von Leuchtturmprojekten möglich wird. Dies dient dazu, dass wir die Klimawende schaffen, dass wir die Klimaziele erreichen.

Logischerweise lehnen wir den Kürzungsantrag der Minderheit Sollberger ab.

Brélaz Daniel (G, VD): Nous avons entendu beaucoup d'interventions et des propositions de minorité traitent de nombreux sujets. Certaines de ces propositions ont de plus été retirées. Je vais donc essayer de me concentrer sur les autres.

Tout d'abord, pour ce qui est du principe général dans le domaine de la biodiversité, les Verts sont favorables à une augmentation des crédits, comme d'ailleurs dans le domaine qui vient d'être traité de l'énergie et des transferts de technologie. Tout ce que nous faisons rapidement fera avancer la Suisse sur la voie de la réalisation de programmes que beaucoup de monde dans cette salle déclare indispensables. Evidemment, plus nous irons lentement, plus les objectifs acceptés par le peuple, notamment dans la Stratégie énergétique 2050, seront difficiles à atteindre. Comme il s'y ajoute encore tous les défis sur le plan climatique, en particulier celui de la sortie de l'économie fondée sur le carbone, cette lenteur nous pénalisera doublement.

AB 2019 N 2090 / BO 2019 N 2090

Dans cette optique, il se pourrait que dans certains domaines nous n'arrivions pas à tout dépenser au cas où les crédits seraient augmentés. Les offices disent simplement qu'ils ne parviendront pas à concrétiser les mesures adoptées. Toutefois, si les crédits étaient augmentés, les offices réussiraient à concrétiser les mesures, au moins pour l'année 2021. Donc, l'argument qu'il est impossible de dépenser les crédits prévus



l'année prochaine est en fait un mauvais argument.

Les Verts se sont également penchés sur les secteurs de l'agriculture et de la viticulture. Pour ce qui concerne la viticulture, une partie d'entre nous partage les préoccupations émises par M. Grin. Même s'il semble que le système actuel n'exige pas cette somme supplémentaire, l'important pour ceux qui soutiennent la promotion des vins suisses est évidemment que cela se fasse.

Pour ce qui concerne les paiements directs, il y a un problème. Nous avons une divergence avec nos collègues socialistes, à savoir que si on demande d'augmenter de 3 millions de francs le crédit alloué aux paiements directs, ce n'est pas pour donner plus, mais pour donner la même chose.

En effet, aujourd'hui, dans le budget tel qu'il est conçu, les recherches sur les sélections végétales mieux adaptées au changement climatique et plus résistantes aux maladies sont financées par le crédit alloué aux paiements directs. Bien sûr, si cette somme est prélevée sur ce crédit et que ce crédit est maintenu, cela signifie que la somme globale à disposition pour les paiements directs ordinaires diminuera. Le groupe des Verts ne considère pas cela comme adéquat et soutient donc, dans ce cas particulier, la majorité, c'est-à-dire la compensation de 3 millions de francs pour que les paiements directs effectifs ne soient pas touchés.

On pourrait longuement discuter de l'aventure de la Cedra et des non-prévisions. Bien sûr, en la matière, si le vote est maintenu – je ne suis pas sûr d'avoir compris si ce sera le cas –, nous nous opposerons ou, sinon, nous nous contenterons de protester.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Dans le bloc 2, je vous invite, au nom du groupe libéral-radical, à suivre partout la majorité.

En ce qui concerne tout d'abord la valeur-cible liée au réexamen des substances actives pour diminuer les risques que les produits phytosanitaires font courir aux organismes aquatiques, je vous invite à ne pas augmenter le nombre de 20 à 30 comme le prévoit la proposition de la minorité Schneider Schüttel. Cette augmentation ne permettrait plus d'être en adéquation avec l'Union européenne. Nous devons continuer d'effectuer nos contrôles des substances actives de façon coordonnée avec l'Union européenne dans un but d'efficacité, de faire des comparatifs et de prendre des mesures de manière coordonnée au cas où une substance active viendrait à créer des risques, à l'exemple récemment du chlorothalonil.

Dans le domaine agricole, je vous invite à soutenir aussi toutes les majorités qui ont pour but de renforcer la recherche, aussi bien dans le domaine de la sélection végétale – ô combien importante pour faire face aux enjeux climatiques – que dans le secteur biologique. Je vous invite également à soutenir l'adaptation qui découle des plans financiers 2021–2023 pour ces deux positions.

La majorité veut aussi augmenter les crédits de l'Office fédéral de l'agriculture de 500 000 francs afin qu'il puisse mettre en œuvre le centre de compétences sur les sols, et je vous invite à en faire de même.

Toujours au niveau agricole, le groupe libéral-radical a pris acte que les moyens financiers de la promotion des ventes étaient suffisants pour renforcer la promotion des vins indigènes en 2020, et il n'est par conséquent pas nécessaire d'augmenter ce crédit de 3 millions de francs, comme proposé par la minorité Grin.

La semaine dernière, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche a décidé de soutenir les mesures complémentaires de promotion des vins suisses présentées par Swiss Wine Promotion avec l'octroi d'un soutien supplémentaire de 3,2 millions de francs pour 2019. Ce projet promotionnel débute ce mois et s'étendra jusqu'à la fin 2020. La proposition Grin vient par conséquent comme – dirai-je – la grêle après la vendange! Il sied aussi de relever que ce ne sont pas dans les aides à la production végétale que ces montants devraient être augmentés, mais bien sous le poste de la promotion des ventes.

Concernant Suisse Tourisme, je vous invite à suivre la majorité de la commission, qui a pris en considération les décisions du Parlement de septembre 2019, à savoir de porter à 230 millions de francs le plafond des dépenses pour les aides financières allouées à cet organisme.

Pour ce qui est de l'Office fédéral de l'énergie, je n'aborderai pas le crédit à allouer à la Nagra – sujet que j'ai déjà développé dans le débat d'entrée en matière. Je vous invite en outre, en ce qui concerne le transfert de technologie, d'en rester au projet du Conseil fédéral, soit d'inscrire au budget 20 millions de francs – et non le double, comme proposé par la minorité I (Masshardt), ni la moitié, comme proposé par la minorité II (Sollberger).

Le dernier point que j'aimerais évoquer concerne la revitalisation des cours d'eau. Depuis 2011, les cantons ont l'obligation à terme de revitaliser leurs cours d'eau. Les moyens mis à disposition jusqu'à ce jour n'ont pas été épuisés et ont même dû être réduits de 10 millions de francs sur les 40 millions prévus initialement. Ces 10 millions de francs libérés ont été depuis affectés à la promotion de la biodiversité. Pour la période 2020–2024, 180 millions de francs sont prévus. Selon les informations reçues de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, les montants inscrits au budget 2020 sont suffisants pour faire face au besoin des cantons.



Vu cette situation, je vous invite à suivre la majorité. Nous aurons l'occasion, dans le cadre de nos débats sur le budget 2021, de rediscuter du sujet et, le cas échéant, d'adapter les moyens financiers alloués aux cantons si ceux-ci s'avéraient insuffisants.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Permettez-moi de faire quelques remarques particulières sur le bloc 2 pour le groupe UDC.

Il y a plusieurs propositions de la minorité Schneider Schüttel qui visent à augmenter les différentes positions dans le domaine de la formation et de la recherche. Le groupe UDC ne soutiendra pas les augmentations proposées; il s'en tiendra au projet du Conseil fédéral, qui a déjà procédé à une augmentation de 23 millions de francs à ces positions pour encourager la recherche ainsi que pour renforcer la contribution au domaine des Ecoles polytechniques fédérales.

Concernant la contribution à Suisse Tourisme, position 704.A231.0192, notre groupe soutient la proposition de la Commission des finances de faire passer la contribution 2020 de 54 300 000 francs à 56 675 000 francs, soit une augmentation de 2 375 000 francs.

Nous soutiendrons également la minorité Keller Peter qui demande de réduire de 46 000 francs – un petit montant – le montant destiné au Bureau de la consommation – position 701.A202.0137.

Concernant la minorité Hadorn qui demande de ne pas soutenir l'annonce tardive de 158 millions de francs concernant la Nagra – position 316.A231.0219 –, le groupe UDC soutiendra cette annonce tardive, tout en étant très surpris de ces retards de paiement.

A l'Office fédéral de l'agriculture, concernant la contribution à la recherche – position 708.A231.0225 –, la Commission des finances vous propose d'augmenter cette position de 2 500 000 francs, et ce en faveur de l'Institut de recherche sur l'agriculture biologique. Le groupe UDC soutient cette augmentation.

Concernant les paiements directs versés à l'agriculture – position 708.A231.0234 –, la Commission des finances vous demande d'augmenter de 3 millions de francs ce montant, car le Conseil fédéral propose de financer, par cette position, la recherche en lien avec la sélection végétale et l'impact des maladies et des ravageurs, ce qui n'est pas compatible avec le but des paiements directs. Cela concerne la recherche pure. Donc, au nom du groupe UDC, je vous demande de soutenir la proposition de la Commission des finances et de rejeter la minorité Schneider Schüttel.

A l'Office fédéral de l'énergie, au poste "transfert de technologie" – position 805.A236.0126 –, notre groupe soutient la minorité Sollberger qui demande de limiter à 10 millions de

AB 2019 N 2091 / BO 2019 N 2091

francs les charges de ce transfert; le dynamisme de notre économie pourra faire le reste.

Concernant le poste "revitalisation" – position 810.A236.0126 –, le groupe UDC rejettera la proposition de la minorité Schneider Schüttel qui demande une augmentation de 20 millions de francs en 2020, tout comme pour les années 2021–2023. Nous vous demandons d'en rester au projet du Conseil fédéral.

Finalement, concernant l'examen des substances actives des produits anti-parasitaires, la valeur-cible du Conseil fédéral est raisonnable, donc nous rejeterons la proposition visant à augmenter cette valeur-cible.

Fischer Roland (GL, LU): In diesem dritten Block möchte ich mich gerne zu einzelnen Anträgen in den Bereichen Landwirtschaft und Umwelt äussern. Bei der Landwirtschaft werden wir Grünliberalen die Minderheiten Schneider Schüttel zu den Zielen in der Leistungsgruppe 1 und zu den Direktzahlungen unterstützen. Wir unterstützen auch die Erhöhung des Beitrages für das Forschungsinstitut für biologischen Landbau. Ansonsten werden wir hier der Mehrheit folgen.

Zur Landwirtschaft: Die Grünliberalen setzen sich seit je für eine ökologische Landwirtschaft ein. Das ist für uns eine Selbstverständlichkeit. Die Landwirtschaft hat auch eine sehr grosse Bedeutung für die Biodiversität und für die Bekämpfung des Klimawandels. Ausserdem stehen die beiden Volksinitiativen "für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide" und "für sauberes Trinkwasser" vor der Tür. Die Bevölkerung sorgt sich sehr um die Qualität des Trinkwassers. Diese Sorgen müssen wir ernst nehmen, weshalb wir hier die Minderheit Schneider Schüttel zu den Zielen in der Leistungsgruppe 1 unterstützen.

Zur Energie und zur Umwelt: Die GLP-Fraktion folgt der Minderheit Masshardt zu den Technologietransfers. Es geht hier um Pilot- und Demonstrationsanlagen im Bereich der erneuerbaren Energie. Unterstützt werden insbesondere erfolgversprechende, aber risikobehaftete Technologien, und solche Projekte haben es nicht selten schwer, auf dem Kapitalmarkt die notwendigen finanziellen Mittel zu beschaffen. Es handelt sich hier oft um Projekte, die eben noch nicht marktreif sind, aber die Chance haben, marktreif zu werden. Es ist deshalb sehr gerechtfertigt, dass in diesem Bereich, wo es um den Klimaschutz geht, also um ein öffentliches Gut, wo



man in vielen Fällen nicht mit hohen Erträgen rechnen kann, der Staat zumindest zu Beginn unterstützend wirkt. Es ist ein Hebel, mit dem der Bund einen wichtigen Beitrag an das Erreichen der Klimaziele leisten kann. Kurzfristig ist es nicht möglich, die Mittel massiv zu erhöhen, deshalb ist im Budget 2020 nur eine leichte Aufstockung, aber dann ab 2021 eine starke Erhöhung vorgesehen. Doch, wie gesagt, wir finden das gerechtfertigt.

Zum Antrag der Minderheit Schneider Schüttel zu den Revitalisierungen bzw. zum Einzelantrag – der Minderheitsantrag wurde ja zugunsten des Einzelantrages zurückgezogen -: Dieses Anliegen der Revitalisierung ist auch ein grosses Anliegen unseres zurückgetretenen Kollegen Thomas Weibel, der sich immer sehr stark für die Revitalisierungen eingesetzt hat und hier entsprechend auch Anträge eingebracht hat. Wir Grünliberalen unterstützen dieses Anliegen sehr stark und stimmen deshalb hier dem Einzelantrag zu.

Das gesetzliche Ziel der Revitalisierung strebt 4000 Kilometer innert 80 Jahren an. Zu Beginn dieser 80 Jahre, d. h. in den letzten paar Jahren, als man diese Unterstützungsleistung initiierte, konnten die budgetierten Gelder von den Kantonen oft nicht ausgegeben werden. Sie wurden nicht abgeholt, weil eben die Möglichkeiten und Kapazitäten fehlten. Das hat sich in der Zwischenzeit geändert. In den Jahren 2018 und 2019 mussten Nachtragskredite gesprochen werden, und in der Programmperiode 2020–2024 sind bei den Kantonen sogar viel mehr Projekte in Planung, als durch diese Aufstockung überhaupt unterstützt werden können.

Zu Zeiten des Klimawandels spielen renaturierte Gewässer eine zunehmend wichtige Rolle, als Wasserspeicher und als Schutz vor Überschwemmungen bei starken Niederschlägen. Revitalisierungen gehören auch zu den wirksamsten Schutz- und Fördermassnahmen für Insekten, was wiederum ja gerade auch für die Landwirtschaft sehr wichtig ist.

Ich bitte Sie deshalb im Namen der grünliberalen Fraktion, auch diesen Einzelantrag zu unterstützen.

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich nehme ebenfalls zu diesen Anträgen in Block 2 Stellung.

Den Antrag der Minderheit Schneider Schüttel zur Erhöhung der Globalbudgets um insgesamt 1,4 Millionen Franken lehnen wir ab. Wir haben bereits im Bundesamt für Landwirtschaft mit dem Aktionsplan Pflanzenschutzmittel in den Jahren 2019 und 2020 vier zusätzliche Stellen geschaffen. Im BAFU wurde das Globalbudget für die Umsetzung des Aktionsplanes 2019 um 2,6 Millionen Franken aufgestockt, und wir führen das weiter. Wir sind der Meinung, dass damit dieser Antrag bereits erfüllt ist. Dies betrifft aber andere Konten als jene, zu denen der Antrag gestellt wurde. Damit können wir dieses Ziel erreichen.

In Bezug auf die Leistungsgruppe 1, Erhöhung des Soll-Wertes auf 30 statt 20, bitte ich Sie ebenfalls, die Minderheit Schneider Schüttel abzulehnen. Wir koordinieren die Messungen insbesondere mit der EU, auch um die entsprechenden Resultate zu vergleichen. Es macht keinen Sinn, wenn wir hier einen anderen Rhythmus einschlagen, weil damit unsere Ergebnisse nicht mehr vergleichbar sind. Ich bitte Sie also, beim Antrag des Bundesrates und Ihrer Kommissionsmehrheit zu bleiben, damit wir das gewählte Vorgehen weiter aufeinander abstimmen können.

Zum Antrag der Minderheit Keller Peter zum Büro für Konsumentenfragen: Das ist eigentlich ein Bagatellbetrag. Hier bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit abzulehnen. Wir haben in der Vergangenheit immer 50 000 Franken – um diesen Betrag geht es – aus dem Generalsekretariat in das Büro für Konsumentenfragen verschoben. Im Sinne der Transparenz haben wir dies direkt beim Büro für Konsumentenfragen eingestellt und beim Generalsekretariat gekürzt. Es geht hier also nicht um Mehrausgaben, sondern einfach um Klarheit. Es wurden 50 000 Franken verschoben. Sie können also im Sinne der Transparenz den Antrag der Minderheit Keller Peter ablehnen.

Im Antrag zu Schweiz Tourismus übertrumpft die Finanzkommission den Bundesrat. Wir sind damit einverstanden, weil Ihr Rat bereits im September dieser Erhöhung zugestimmt hat. Sie haben das jetzt aufgenommen. Wir hatten die Gelegenheit nicht mehr, Ihren Beschluss im Budget zu berücksichtigen. Wir sind also mit der Erhöhung einverstanden, weil Sie das ja bereits so beschlossen haben.

Dann möchte ich Sie bitten, bei den Anträgen zur Forschung auf den Antrag des Bundesrates zurückzukommen und nicht Ihrer Finanzkommission zu folgen. Es geht hier um die Aufstockung der Forschungsbeiträge an das Forschungsinstitut für biologischen Landbau. Ihre Kommission möchte die Forschungsbeiträge im nächsten Jahr um 2,5 Millionen Franken erhöhen, 2021 um 5 Millionen, 2022 um 7,5 Millionen und 2023 ebenfalls um 7,5 Millionen. Das Forschungsinstitut ist eine private Stiftung, und der Bund richtet bereits jetzt jährlich etwa 8 Millionen Franken an Beiträgen aus. Im Übrigen finanziert sich das Institut durch private Aufträge. Wenn Sie diesen Betrag erhöhen, bezahlt der Bund 60 Prozent der Stiftung und in Zukunft noch mehr. Das war eigentlich nicht die Absicht, dass der Bund sich hier mehrheitlich beteiligt, sondern es soll eine private Stiftung bleiben. Ich bitte Sie, hier auf den Entscheid des Bundesrates zurückzukommen. Tun Sie dies auch im Hinblick auf die ständerrätliche Debatte, dort stand dieser Betrag nicht zur Diskussion. Ich bitte Sie also, hier den Antrag Ihrer



Finanzkommission abzulehnen.

Die Minderheit Grin möchte die "Beihilfen Pflanzenbau" um 3 Millionen Franken aufstocken; das ist die Verkaufsförderung für Weine. Ich kann Ihnen versichern, dass wir die entsprechenden Mittel eingestellt haben. Die Umsetzung des Antrages ist nicht möglich. Bereits heute unterstützt der Bund die Kampagne für Schweizer Weine mit jährlich 3 Millionen Franken, mit 2,8 Millionen im Inland und mit 200 000 Franken im Ausland. Im Kredit sind genügend Mittel eingestellt, um auch noch temporäre Massnahmen aufzunehmen. Darüber hinaus hat der Bundesrat auch Nichtmitglieder verpflichtet, die

AB 2019 N 2092 / BO 2019 N 2092

Kommunikationsmassnahmen des Branchenverbandes Schweizer Reben und Weine mitzufinanzieren. Damit ist eigentlich das, was Herr Grin gefordert hat, erfüllt. Aufgrund seines Votums bin ich eigentlich der Meinung, dass Sie diesen Antrag zurückziehen könnten, weil die Voraussetzungen erfüllt sind.

Die "Direktzahlungen Landwirtschaft" um 3 Millionen Franken aufzustocken, ist ebenfalls ein Antrag der Mehrheit Ihrer Finanzkommission. Ich bitte Sie, hier der Minderheit zuzustimmen und diese Kompensation vorzunehmen. Ich denke, wir müssen bei der Landwirtschaft generell aufpassen, dass wir die grossen Linien beibehalten und nicht im Mikrobereich noch zusätzliche Beträge einstellen. Insgesamt ist das landwirtschaftliche Budget hoch, und es muss dort ein Spielraum bleiben, um gewisse Abstimmungen vornehmen zu können. Hier eine Aufstockung um 3 Millionen Franken vorzunehmen, ist einfach nicht zeitgemäss und nützt auch der Landwirtschaft nichts. Man schlägt ihr das dann wieder um die Ohren, wenn man hier im Bereich der Bagatellsubventionen aufstockt.

Ich komme damit zum Bereich Technologietransfer. Hier beantragt der Bundesrat, 20 Millionen Franken einzusetzen. Die Minderheit Masshardt möchte im Finanzplan um 200 Millionen Franken aufstocken, also den Betrag mehr als verzehnfachen. Das ist, selbst wenn Sie das möchten, einfach nicht möglich. Denn das würde sehr viel mehr Personal brauchen. Man kann nicht innerhalb eines Jahres von 20 auf 220 Millionen Franken hinauffahren. Das ist schlicht nicht möglich. Man sollte auch aus grüner oder umwelttechnischer Sicht keine falschen Erwartungen wecken. Denn wir hätten dann einen Betrag im Budget, den man einfach nicht bewältigen kann. Dann käme der Vorwurf, dass wir das nicht wollten und Sie das nicht könnten.

Ich bitte Sie, bei diesen 20 Millionen Franken zu bleiben. Wir haben hier einen Grundbeitrag, der es ermöglicht, die laufenden Projekte zu unterstützen.

Gleichzeitig bitte ich Sie, den Antrag der Minderheit II (Sollberger) nicht zu unterstützen. Die Minderheit Sollberger will den Betrag halbieren, von 20 auf 10 Millionen Franken. Da sehen Sie wieder, wie der Bundesrat doch eine gute Nase hatte und in der Mitte zwischen einer Aufstockung um 200 Millionen Franken und der Kürzung liegt. Was wir einstellen, ist einfach realistisch und kann so umgesetzt werden.

Ich bitte Sie, beide Anträge abzulehnen.

Ich komme damit noch zur Revitalisierung. Hier möchte die Minderheit Schneider Schüttel aufstocken. Der Bund bezahlt ja Beiträge aufgrund der Gesuche, die eintreffen. In den letzten Jahren hatten wir in diesen Bereichen in der Regel Kreditreste, weil die Kantone die entsprechenden Beiträge nicht abholen konnten. Denn diese Revitalisierungsprojekte stossen sehr oft auf regionalen Widerstand, bei den Landwirten, bei den Landbesitzern, und können dann nicht realisiert werden. Wir haben diejenigen Mittel eingestellt, von denen wir glauben, dass sie für das nächste Jahr genügen.

Wir würden Ihnen aber in dieser Frage einen Nachtragskredit unterbreiten, wenn das, was Frau Schneider Schüttel sagt – dass sehr viele baureife Projekte und Gesuche konkret eingehen werden –, tatsächlich eintreffen sollte. Das haben wir in früheren Jahren auch schon gemacht. Unsere Beurteilung ist, dass das, was wir eingestellt haben, genügt. Die gesetzlichen Verpflichtungen sind auch klar. Wenn mehr Gesuche kommen, gibt es einen Nachtragskredit. In den letzten zwei Jahren hatten wir relativ hohe Kreditreste. Das sind meist auch Projekte, bei denen die Kantone kürzen, wenn sie sparen müssen. Ich glaube, mit dem, was Ihnen der Bundesrat beantragt, können wir das erfüllen, was von den Kantonen konkret kommt.

Das waren meine Ausführungen zum Block 2.

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Dans le bloc 2, je présente les positions de la commission par rapport aux propositions de minorité.

S'agissant de l'objectif de développement durable dans le domaine agricole, la proposition de la minorité Schneider Schüttel vise à augmenter la valeur-cible de l'objectif – comme cela a été évoqué – de 20 à 30. Parallèlement, des moyens supplémentaires sont demandés au poste des charges de fonctionnement de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires pour 360 000 francs, du SECO pour 180 000 francs, de l'Office fédéral de l'agriculture pour 360 000 francs et d'Agroscope pour 540 000 francs, soit un to-



tal de 1,44 million de francs. La majorité de la commission veut s'en tenir à la valeur-cible de 20 substances analysées et, de ce fait, vous demande de rejeter ces propositions par 16 voix contre 8.

En ce qui concerne le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, la proposition de la minorité Keller Peter vise une diminution de 48 000 francs du budget de fonctionnement du Bureau de la consommation. La commission vous invite, par 12 voix contre 10 et 1 abstention, à rejeter cette proposition.

La proposition de la minorité Grin a été retirée.

J'aborde maintenant l'Office fédéral de l'agriculture et les paiements directs. La majorité s'est opposée au fait que le financement de la stratégie Sélection végétale 2050 se fasse par le prélèvement de 3 millions de francs dans l'enveloppe des paiements directs. Il est à nos yeux important de renforcer la sélection végétale, mais elle ne doit pas se faire au détriment des paiements directs. La minorité Schneider Schüttel estime au contraire que ce programme doit être financé par le biais des paiements directs. Par 14 voix contre 5 et 4 abstentions, la commission vous demande de rejeter la proposition défendue par la minorité Schneider Schüttel.

S'agissant de l'Office fédéral de la santé publique, la proposition de la minorité Hadorn porte sur le financement de la contribution pour la gestion des déchets radioactifs à la Nagra. Cette proposition prévoit que le financement des 154,4 millions de francs du complément au budget 2019 soit déplacé dans des budgets ultérieurs. Par 18 voix contre 6 et 0 abstention, la commission vous demande de rejeter cette proposition.

En ce qui concerne l'Office fédéral de l'énergie, la proposition de la minorité I (Masshardt) vise à doubler le budget relatif au transfert de technologie de 20 à 40 millions de francs dans le budget 2020. La commission, par 17 voix contre 8, vous demande de rejeter cette proposition.

Une autre proposition de la minorité Masshardt touchant à la planification financière 2021–2023 prévoit de majorer de 200 millions de francs la prévision du Conseil fédéral en la faisant passer à 228 millions de francs. La commission vous demande de rejeter cette proposition.

La proposition de la minorité II (Sollberger) prévoit de réduire de 50 pour cent ce même poste budgétaire relatif au transfert de technologie. Cette proposition a été rejetée par 16 voix contre 9 par votre commission.

J'en viens à l'Office fédéral de l'environnement. S'agissant de la proposition de la minorité Schneider Schüttel de majorer le budget relatif à la revitalisation de l'ordre de 55 pour cent, en le faisant passer de 36 à 56 millions de francs, la commission, par 17 voix contre 8, vous demande de la rejeter.

J'en viens aux propositions de la commission. En ce qui concerne le SECO, la majorité de la commission vous soumet une proposition de majoration de 7,4 millions de francs, tant pour le budget 2020 que pour le plan financier 2021–2023 concernant Suisse Tourisme. Cette proposition n'est que formelle et confirme une décision prise par le Parlement en automne dernier. Ce dernier avait en effet décidé de porter à 230 millions de francs le plafond des aides financières allouées à Suisse Tourisme.

Par 17 voix contre 7, la commission vous demande de soutenir cette proposition.

Une autre proposition concerne l'Office fédéral de l'agriculture, et plus particulièrement la position 181.A231.0225, "Contributions à la recherche". Dans le domaine des contributions à la recherche, eu égard aux défis environnementaux auxquels l'agriculture doit faire face, la majorité de la commission a décidé d'augmenter le montant des aides financières pour l'Institut de recherche de l'agriculture biologique de 2,5 millions de francs pour 2020, puis un schéma d'évolution jusqu'à 2022. Ces propositions ont fait l'objet de deux votes: l'un sur le budget 2020 et l'autre sur le plan financier 2021–2023.

AB 2019 N 2093 / BO 2019 N 2093

La commission vous invite à soutenir les deux propositions précitées, par 16 voix contre 6 et par 14 contre 10 sans abstention, respectivement.

Concernant l'Office fédéral de l'environnement, en particulier le groupe 1 et l'objectif relatif à la protection de la population contre les dangers chimiques, la commission s'est penchée sur la valeur cible relative à la présence de colza génétiquement modifié le long des voies ferrées. Actuellement, la part d'échantillons révélant la présence de colza génétiquement modifié le long des voies ferrées est fixée à 0,5 pour cent.

Une proposition d'abaisser cette valeur à 0,25 pour cent a été discutée et approuvée par la commission, par 15 voix contre 6.

Gmür Alois (M, SZ), für die Kommission: In diesem Block geht es um Landwirtschaft, Tourismus, Konsumentenschutz, Energie und Umwelt.

Die Minderheit Schneider Schüttel will die Messgrössen der Überprüfungen der Wirkstoffe von Pestiziden und Pflanzenschutzmitteln von 20 auf 30 erhöhen. Damit soll das Risiko von Pflanzenschutzmitteln für aquatische Organismen gesenkt werden. Damit verbunden wäre eine Aufstockung des Personals um acht Vollzeitstellen, die sich auf verschiedene Ämter verteilen. Betroffen von der Erhöhung wären das Bundesamt für Lebensmit-



telsicherheit und Veterinärwesen, das SECO, das Bundesamt für Landwirtschaft und Agroscope. Der Überprüfungsrhythmus lehnt sich an jenen der EU an. Mit 16 zu 8 Stimmen wurde die Messgrössenerhöhung in der Kommission abgelehnt.

Beim Büro für Konsumentenfragen will die Minderheit Keller Peter die finanziellen Mittel um 4,5 Prozent beschneiden. Die Mehrheit sieht die Notwendigkeit dieses Büros. Die steigenden Kosten sind mit einer neuen Verrechnung der Kosten des Generalsekretariates nachvollziehbar. Mit 12 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung wurde der Minderheitsantrag Keller Peter in der Kommission abgelehnt.

Weiter beschloss die Kommission einstimmig, den Zahlungsrahmen für Finanzhilfen an Schweiz Tourismus gemäss dem Beschluss des Parlamentes in der vergangenen Herbstsession anzupassen und entsprechend in den Finanzplan aufzunehmen. Für den vorliegenden Voranschlag soll deshalb der entsprechende Kredit um 2,4 Millionen Franken erhöht werden.

Für das Forschungsinstitut für biologischen Landbau will die Kommission mit 16 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen den Betrag beim Bundesamt für Landwirtschaft unter der Position "Forschungsbeiträge" um 2,5 Millionen erhöhen; zudem will sie mit 14 zu 10 Stimmen eine Erhöhung von 2,5 Millionen Franken pro Finanzplanjahr.

Der Antrag der Minderheit Grin wurde zurückgezogen.

Die Minderheit Schneider Schüttel will bei den Direktzahlungen für die Landwirtschaft den Bundesrat unterstützen. Die Mehrheit der Kommission will bei den Direktzahlungen wieder um 3 Millionen Franken aufstocken; dieser Betrag wurde dort zugunsten der Pflanzenzüchtungen weggenommen.

Zu einer längeren Diskussion an zwei Sitzungen führte die Nachmeldung des Bundesrates zum Genossenschaftsbeitrag an die Nagra, welcher beim Bundesamt für Gesundheit eingestellt ist. Die Kommission verlangte einen ausführlichen Zusatzbericht und kam zum Schluss, dass die Nachmeldung des Bundesrates zu bewilligen sei. Eine grosse Mehrheit der Kommission – der Entscheid fiel mit 18 zu 6 Stimmen – unterstützte die Nachmeldung in der Höhe von 148,8 Millionen Franken.

Beim Bundesamt für Energie geht es um den Posten "Technologietransfer". Wir hatten in der Kommission einen richtigen Basar. Die einen wollten mehr, die anderen weniger. Die Minderheit I (Masshardt) will jetzt den Betrag von 20 Millionen auf 40 Millionen Franken verdoppeln. Sie will zudem ab 2021 zusätzlich 200 Millionen Franken für diesen Bereich in den Finanzplan aufnehmen. Die Minderheit II (Sollberger) will von 20 Millionen auf 10 Millionen Franken kürzen. Mit 16 zu 9 Stimmen wurde die Kürzung abgelehnt und mit 17 zu 8 Stimmen auch der Verdoppelung nicht zugestimmt. Der vom Bundesrat beantragte Betrag ist angemessen. Die Möglichkeit, Pilot- und Leuchtturmprojekte im Energiebereich zu unterstützen, ist im finanziell vertretbaren Rahmen weiterhin möglich.

Für die Revitalisierung sind vom Bundesrat 35,7 Millionen Franken vorgesehen. Eine Minderheit Schneider Schüttel will den Betrag um 20 Millionen Franken erhöhen und im Finanzplan fortschreiben. Die Kommission wurde dahingehend informiert, dass die Revitalisierung auf Kurs sei und mit diesem Betrag die anstehenden bekannten Projekte finanziert werden könnten. Sollte dies wider Erwarten nicht der Fall sein und sollten die Kantone wegen fehlender Mittel gebremst werden, so würde man Nachtragskredite beantragen. Mit 17 zu 8 Stimmen wurde die Erhöhung abgelehnt. Der Einzelantrag Schneider Schüttel will das Gleiche; die Abwicklung ist hier aber finanztechnisch korrekt geregelt.

Weiter wird ein Kommissionsantrag gestellt, die Messgrösse beim Auftreten von gentechnisch verändertem Raps entlang der Bahngleise von 0,5 auf 0,25 Prozent zu senken.

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 1 – Annexe 1

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture



Antrag der Mehrheit

LG1: Agrarpolitik

Natürliche Lebensgrundlage und Ökologie:

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

LG1: Agrarpolitik

Natürliche Lebensgrundlage und Ökologie:

– Veränderter Sollwert: VA 2020: 30

Proposition de la majorité

GP1: Politique agricole

Ressources vitales naturelles et écologie:

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

GP1: Politique agricole

Ressources vitales naturelles et écologie:

– Valeur-cible modifiée: B 2020: 30

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

341 Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen

341 Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

AB 2019 N 2094 / BO 2019 N 2094

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 71 002 300

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 71 002 300

704 Staatssekretariat für Wirtschaft

704 Secrétariat d'Etat à l'économie



Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 130 794 900

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 130 794 900

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 86 156 000

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 86 015 700

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 86 156 000

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 86 015 700

710 Agroscope

710 Agroscope

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 188 676 400

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 188 676 400

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

341 Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen

341 Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 360 000 Franken ist zur Erhöhung der Überprüfungen der Wirkstoffe für die Senkung des Risikos von Pflanzenschutzmitteln für aquatische Organismen zu verwenden.

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 360 000 francs prévue au budget 2020 est allouée à l'augmentation des réexamens des substances actives en vue de diminuer les risques que les produits phytosanitaires font courir aux organismes aquatiques.

704 Staatssekretariat für Wirtschaft

704 Secrétariat d'Etat à l'économie

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 180 000 Franken ist zwecks Erhöhung der Überprüfungen der Wirkstoffe für die Senkung des Risikos von Pflanzenschutzmitteln für aquatische Organismen zu vollziehen.

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 180 000 francs prévue au budget 2020 est allouée à l'augmentation des réexamens des substances actives en vue de diminuer les risques que les produits phytosanitaires font courir aux organismes aquatiques.

AB 2019 N 2095 / BO 2019 N 2095

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Mit der im Voranschlag 2020 vorgenommenen Aufstockung um 500 300 Franken sollen die drohende Unter-



finanzierung des Aufbaus des Kompetenzzentrums Boden im Jahr 2020 abgewendet und die Aufbauarbeiten wie geplant realisiert werden.

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 360 000 Franken ist zwecks Erhöhung der Überprüfungen der Wirkstoffe für die Senkung des Risikos von Pflanzenschutzmitteln für aquatische Organismen zu vollziehen.

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 500 300 francs prévue au budget 2020 vise à réduire le risque de déficit de financement concernant la construction du Centre de compétences pour les sols en 2020 et à réaliser les travaux de mise en place comme prévu.

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 360 000 francs prévue au budget 2020 est allouée à l'augmentation des réexamens des substances actives en vue de diminuer les risques que les produits phytosanitaires font courir aux organismes aquatiques.

710 Agroscope

710 Agroscope

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 540 000 Franken ist zwecks Erhöhung der Überprüfungen der Wirkstoffe für die Senkung des Risikos von Pflanzenschutzmitteln für aquatische Organismen zu vollziehen.

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Weibel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 540 000 francs prévue au budget 2020 est allouée à l'augmentation des réexamens des substances actives en vue de diminuer les risques que les produits phytosanitaires font courir aux organismes aquatiques.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19690)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 84 Stimmen

(1 Enthaltung)



1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

701 Generalsekretariat WBF

701 Secrétariat général du DEFR

Antrag der Mehrheit

A202.0137 Büro für Konsumentenfragen

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Dettling, Frehner, Grin, Grüter, Müller Thomas, Nicolet, Pezzatti, Sollberger)

A202.0137 Büro für Konsumentenfragen

Fr. 972 500

Proposition de la majorité

A202.0137 Bureau de la consommation

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Dettling, Frehner, Grin, Grüter, Müller Thomas, Nicolet, Pezzatti, Sollberger)

A202.0137 Bureau de la consommation

Fr. 972 500

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. ac

Antrag der Mehrheit

ac. Generalsekretariat WBF

A202.0137 Büro für Konsumentenfragen

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Dettling, Frehner, Grin, Grüter, Müller Thomas, Nicolet, Pezzatti, Sollberger)

ac. Generalsekretariat WBF

A202.0137 Büro für Konsumentenfragen

2021: Fr. 972 500

2022: Fr. 972 500

2023: Fr. 972 500

Art. 2 let. ac

Proposition de la majorité

ac. Secrétariat général du DEFR

A202.0137 Bureau de la consommation

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité

(Keller Peter, Dettling, Frehner, Grin, Grüter, Müller Thomas, Nicolet, Pezzatti, Sollberger)

ac. Secrétariat général du DEFR

A202.0137 Bureau de la consommation

2021: Fr. 972 500

2022: Fr. 972 500

2023: Fr. 972 500

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19688)

Für den Antrag der Mehrheit ... 141 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2019 N 2096 / BO 2019 N 2096

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Kommission

A231.0225 Forschungsbeiträge

Fr. 13 410 100

Proposition de la commission

A231.0225 Contributions à la recherche

Fr. 13 410 100

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Kommission

A231.0225 Forschungsbeiträge

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 2 500 000 Franken ist zugunsten der Finanzhilfen für das Forschungsinstitut für biologischen Landbau zu vollziehen.

Proposition de la commission

A231.0225 Contributions à la recherche

L'augmentation de 2 500 000 francs prévue au budget 2020 est allouée aux aides financières destinées à l'institut de recherche de l'agriculture biologique.



La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19687)

Für den Antrag der Kommission ... 191 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 0 Stimmen

(1 Enthaltung)

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. ag

Antrag der Kommission

ag. Bundesamt für Landwirtschaft

A231.0225 Forschungsbeiträge

2021: Fr. 15 939 600

2022: Fr. 18 548 700

2023: Fr. 18 659 300

Art. 2 let. ag

Proposition de la commission

ag. Office fédéral de l'agriculture

A231.0225 Contributions à la recherche

2021: Fr. 15 939 600

2022: Fr. 18 548 700

2023: Fr. 18 659 300

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Ici également, le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19692)

Für den Antrag der Kommission ... 193 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 0 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Grin, Brélaz, Dettling, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Sollberger)

A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau

Fr. 76 599 900

Proposition de la majorité

A231.0232 Aides à la production végétale



Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Grin, Brélaz, Dettling, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Sollberger)
A231.0232 Aides à la production végétale
Fr. 76 599 900

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020
3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft
708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Minderheit

(Grin, Brélaz, Dettling, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Sollberger)
A231.0232 Beihilfen Pflanzenbau
Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 3 000 000 Franken ist zugunsten der Förderung von Schweizer Weinen zu vollziehen.

Proposition de la minorité

(Grin, Brélaz, Dettling, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Sollberger)
A231.0232 Aides à la production végétale
L'augmentation de 3 000 000 francs prévue au budget 2020 est destinée à la promotion des vins suisses.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Grin a été retirée.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

AB 2019 N 2097 / BO 2019 N 2097

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten
1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft
708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft
Fr. 2 812 039 500

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Weibel)
A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates





Proposition de la majorité

A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture
Fr. 2 812 039 500

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Weibel)
A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. ah

Antrag der Mehrheit

ah. Bundesamt für Landwirtschaft
A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft
2021: Fr. 2 812 039 500
2022: Fr. 2 810 039 500
2023: Fr. 2 810 039 500

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Weibel)
ah. Bundesamt für Landwirtschaft
A231.0234 Direktzahlungen Landwirtschaft
Streichen

Art. 2 let. ah

Proposition de la majorité

ah. Office fédéral de l'agriculture
A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture
2021: Fr. 2 812 039 500
2022: Fr. 2 810 039 500
2023: Fr. 2 810 039 500

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Weibel)
ah. Office fédéral de l'agriculture
A231.0234 Paiements directs versés dans l'agriculture
Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19699)
Für den Antrag der Mehrheit ... 127 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 63 Stimmen
(2 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit
316 Office fédéral de la santé publique



Antrag der Mehrheit

A231.0219 Genossenschaftsbeitrag an Nagra
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Hadorn, Brélaz, Gysi Barbara, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
A231.0219 Genossenschaftsbeitrag an Nagra
Fr. 3 687 000

Proposition de la majorité

A231.0219 Contribution versée à Nagra par la Confédération en tant que sociétaire
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Hadorn, Brélaz, Gysi Barbara, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)
A231.0219 Contribution versée à Nagra par la Confédération en tant que sociétaire
Fr. 3 687 000

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Hadorn, présentée par Madame Mattea Meyer, a été retirée.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

805 Bundesamt für Energie

805 Office fédéral de l'énergie

Antrag der Mehrheit

A236.0117 Technologietransfer
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Masshardt, Bendahan, Hadorn, Kiener Nellen, Schneider Schüttel, Weibel)
A236.0117 Technologietransfer
Fr. 40 000 000

Antrag der Minderheit II

(Sollberger, Dettling, Frehner, Grüter, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet)
A236.0117 Technologietransfer
Fr. 10 000 000

Proposition de la majorité

A236.0117 Transfert de technologie
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Masshardt, Bendahan, Hadorn, Kiener Nellen, Schneider Schüttel, Weibel)
A236.0117 Transfert de technologie
Fr. 40 000 000



Proposition de la minorité II

(Sollberger, Dettling, Frehner, Grüter, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet)

A236.0117 Transfert de technologie

Fr. 10 000 000

AB 2019 N 2098 / BO 2019 N 2098

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19701)

Für den Antrag der Mehrheit ... 142 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19702)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 86 Stimmen

(1 Enthaltung)

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Art. 2 Bst. ai

Antrag der Mehrheit

ai. Bundesamt für Energie

A236.0117 Technologietransfer

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Masshardt, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

ai. Bundesamt für Energie

A236.0117 Technologietransfer

2021: Fr. 228 000 000

2022: Fr. 228 000 000

2023: Fr. 228 000 000

Art. 2 let. ai

Proposition de la majorité

ai. Office fédéral de l'énergie

A236.0117 Transfert de technologie

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Masshardt, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Weibel)

ai. Office fédéral de l'énergie

A236.0117 Transfert de technologie

2021: Fr. 228 000 000

2022: Fr. 228 000 000

2023: Fr. 228 000 000



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19693)

Für den Antrag der Mehrheit ... 108 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 86 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

810 Bundesamt für Umwelt

810 Office fédéral de l'environnement

Antrag der Mehrheit

A236.0126 Revitalisierung

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Masshardt, Meyer Mattea, Weibel)

A236.0126 Revitalisierung

Fr. 55 700 000

Antrag Schneider Schüttel

A236.0126 Revitalisierung

Fr. 55 700 000

Schriftliche Begründung

Materiell entspricht der vorliegende Einzelantrag dem Minderheitsantrag Schneider Schüttel zum gleichen Kredit (vgl. Fahne Nationalrat, S. A9). Im Verlauf der Budgetberatung hat sich gezeigt, dass bei Annahme des Minderheitsantrages Schneider Schüttel die zusätzlichen Mittel nicht abgerufen werden können, solange der entsprechende Verpflichtungskredit nicht aufgestockt wird.

Proposition de la majorité

A236.0126 Revitalisation

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Masshardt, Meyer Mattea, Weibel)

A236.0126 Revitalisation

Fr. 55 700 000

Proposition Schneider Schüttel

A236.0126 Revitalisation

Fr. 55 700 000

2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2020

2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2020

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit



Detailberatung – Discussion par article

Art. 7 Abs. 1 Bst. f

Antrag der Kommission

f. Umwelt und Raumordnung

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Schneider Schüttel

f. Umwelt und Raumordnung

Fr. 2 473 000 000

Art. 7 al. 1 let. f

Proposition de la commission

f. Environnement et aménagement du territoire

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Schneider Schüttel

f. Environnement et aménagement du territoire

Fr. 2 473 000 000

AB 2019 N 2099 / BO 2019 N 2099

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Art. 2 Bst. aj

Antrag der Mehrheit

aj. Bundesamt für Umwelt

A236.0126 Revitalisierung

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Schneider Schüttel, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Masshardt, Meyer Mattea, Weibel)

aj. Bundesamt für Umwelt

A236.0126 Revitalisierung

2021: Fr. 56 000 000

2022: Fr. 56 000 000

2023: Fr. 56 000 000

Antrag Schneider Schüttel

aj. Bundesamt für Umwelt

A236.0126 Revitalisierung

2021: Fr. 56 000 000

2022: Fr. 56 000 000

2023: Fr. 56 000 000

Art. 2 let. aj

Proposition de la majorité

aj. Office fédéral de l'environnement

A236.0126 Revitalisation

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité

(Schneider Schüttel, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Masshardt, Meyer Mattea, Weibel)

aj. Office fédéral de l'environnement

A236.0126 Revitalisation

2021: Fr. 56 000 000

2022: Fr. 56 000 000

2023: Fr. 56 000 000

Proposition Schneider Schüttel

aj. Office fédéral de l'environnement

A236.0126 Revitalisation

2021: Fr. 56 000 000

2022: Fr. 56 000 000

2023: Fr. 56 000 000

La présidente (Moret Isabelle, présidente): La proposition de la minorité Schneider Schüttel a été retirée au profit de la proposition individuelle Schneider Schüttel.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19700)

Für den Antrag der Mehrheit ... 96 Stimmen

Für den Antrag Schneider Schüttel ... 95 Stimmen

(3 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 1 – Annexe 1

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

810 Bundesamt für Umwelt

810 Office fédéral de l'environnement

Antrag der Kommission

LG1: Klimapolitik und Gefahrenprävention

Gefahrenprävention

...

– Veränderter Sollwert: VA 2020: 0,25

Proposition de la commission

GP1: Politique climatique et prévention des dangers

Prévention des dangers

...

– Valeur-cible modifiée: B 2020: 0,25



4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Art. 2 Bst. ak

Antrag der Kommission

ak. Bundesamt für Umwelt

LG1: Klimapolitik und Gefahrenprävention

Gefahrenprävention

...

– Veränderter Sollwert:

2021: 0,25

2022: 0,25

2023: 0,25

Art. 2 let. ak

Proposition de la commission

ak. Office fédéral de l'environnement

GP1: Politique climatique et prévention des dangers

Prévention des dangers

...

– Valeur-cible modifiée:

2021: 0,25

2022: 0,25

2023: 0,25

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19695)

Für den Antrag der Kommission ... 192 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 2 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

AB 2019 N 2100 / BO 2019 N 2100



19.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2020 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2021–2023

Budget de la Confédération 2020 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2021–2023

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.19 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.19 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Block 3 – Bloc 3

*Kultur, Bildung, Forschung und Sport
Culture, formation, recherche et sport*

Bendahan Samuel (S, VD): Cela rappellera peut-être de bons souvenirs à celles et ceux qui étaient déjà là il y a quelques années, de discuter de cette fameuse Ville fédérale dans laquelle nous avons l'honneur de siéger aujourd'hui.

La logique est la même que celle qui sous-tendait le débat que nous avons eu il y a environ deux ans au Parlement. Nous examinons en fait quelles contributions la Confédération offre à la Ville fédérale. Finalement, nous nous sommes rendu compte qu'à part ce million de francs offert comme contribution pour la culture à la ville de Berne, la Confédération n'offrait pas grand-chose à cette ville.

La minorité propose ici, comme nous l'avons déjà fait au Parlement, et, comme je le rappelle, ce dernier l'a déjà accepté, de garantir le maintien de ce million de francs de soutien de la part de la Confédération à la ville de Berne pour la culture.

J'aimerais vous expliquer à quel point il est important qu'une Ville fédérale présente une offre culturelle diversifiée et de qualité, puisque c'est une ville dans laquelle nous devons accueillir des gens de tout le pays et de l'étranger. C'est une marque de considération pour des personnes qui viennent visiter la Suisse et qui viennent à Berne, qu'elles puissent bénéficier de cette offre culturelle lorsqu'elles visitent la capitale et qu'elles viennent pour diverses raisons ici. Il est normal que la Confédération investisse un minimum de moyens pour garantir que ce pays d'accueil et que cette Ville fédérale puissent offrir quelque chose de valable au niveau culturel.

Bien sûr, l'offre culturelle de la ville de Berne va bien au-delà de cette très modeste contribution de 1 million de francs.

J'aimerais rappeler que la Confédération soutient déjà des villes, comme par exemple la Genève internationale, et qu'elle investit des millions de francs pour cette dernière –

AB 2019 N 2101 / BO 2019 N 2101

ce qui est excellent et n'est pas contestable. Mais cela justifie et légitime cette contribution de 1 million de francs pour la ville de Berne.

Ce qui est un peu incompréhensible, c'est que ce même Parlement a déjà eu ce débat il y a deux ans, et qu'il a finalement clairement soutenu le maintien de cette contribution. La contribution est maintenue au prochain





budget, mais c'est plus tard, dans le plan financier, que la commission prévoit de la supprimer.

Faites honneur à cette ville qui nous accueille! Je ne suis pas Bernois, je n'ai pas d'intérêts dans cette ville, mais je suis très heureux que la ville dans laquelle je viens siéger puisse proposer une certaine offre culturelle, et je trouve normal que la Confédération puisse soutenir cette offre un tant soit peu, même si cette somme de 1 million de francs n'est que très symbolique par rapport à l'offre culturelle d'une telle ville ou par rapport à ce que peut offrir une capitale au niveau international. Faisons donc honneur à Berne, notre ville fédérale; acceptons l'importance d'une telle ville pour le pays et reconnaissons cette importance par cette seule marque de reconnaissance qu'est ce million de francs accordé pour le soutien à la culture.

Je vous invite donc à soutenir la minorité et à maintenir dans la planification financière la somme de 1 million de francs pour le soutien à l'offre culturelle de cette ville qui fait tant pour nous, pour le Parlement et pour le pays, ce qui doit donc être reconnu.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR): Alle Jahre wieder, könnte man fast schon sagen. Ich komme auch heute wieder mit Minderheitsanträgen im Bereich von Bildung, Forschung und Innovation. Ich mache das, weil das ein sehr wichtiges Thema ist. Mit den Minderheitsanträgen geht es mir darum, an den Beschlüssen des Parlamentes zur BFI-Botschaft 2017–2020 festzuhalten und nicht wieder eine Reduktion vorzunehmen, wie das vom Bundesrat geplant wurde. Sie mögen sich vielleicht erinnern: Die BFI-Botschaft 2017–2020 sah einen gewissen Betrag vor. Er wurde in der parlamentarischen Beratung erhöht und in der Folge mit Teuerungskorrekturen wieder reduziert.

Es geht mir mit den Minderheitsanträgen darum, die Erhöhung wieder vorzunehmen. Im Gegensatz zum letzten Jahr habe ich in verschiedenen Minderheiten eine differenzierte Betrachtung angewendet. Ich beantrage, dass zum Beispiel der Erhöhung der Studierendenzahlen oder bestimmten Anforderungen wie zum Beispiel jenen der ETH im Bereich der Energieforschung Rechnung getragen wird. Gerade am Beispiel der ETH sehen wir aktuell die Wichtigkeit, die Energieforschung zu unterstützen und zu fördern, die einen wichtigen Beitrag zur Bewältigung der Herausforderungen des Klimawandels darstellt. Es gibt weitere Schwerpunkte in verschiedenen Bereichen. Ich denke an die Berufsbildung, an Schwerpunkte in den Daten- und Computerwissenschaften, an die Medizintechnik, an die Entwicklung von neuen Verfahrenstechnologien und Materialien. Wie ich bereits erwähnt habe: Es gibt Erhöhungen bei den Studierendenzahlen an den Universitäten und im ETH-Bereich. Diesen muss ebenfalls Rechnung getragen werden.

Wie ich schon im letzten Jahr gesagt habe: Wissenschaft, Forschung und Bildung sind die grossen Ressourcen der Schweiz. Wir können sie fördern und auch weiterhin fördern. Wenn der Bundesrat wiederum die Mittel kürzen will, obwohl das Parlament bereits in der Beratung der BFI-Botschaft und auch im letzten Jahr die Beiträge erhöht hat, dann geht der Bundesrat in die falsche Richtung.

Mit den Minderheitsanträgen verlangen wir übrigens keine Anpassungen im Finanzplan. Das hat den Grund, dass die BFI-Folgebotschaft für die Jahre 2021–2024 in Vorbereitung ist. Sie wird im nächsten Jahr diskutiert, und der Finanzplan für die folgenden Jahre soll dann gestützt auf die Ergebnisse der Diskussionen und Beschlüsse festgelegt werden. Es bringt nichts, den Finanzplan jetzt noch anpassen zu wollen.

Erlauben Sie mir noch eine Bemerkung zum zweiten Konzept, das Sie in der Minderheit II (Bourgeois) sehen: Ich habe differenziertere Anträge gestellt. Herr Bourgeois wird Ihnen sein Konzept vorstellen. Unsere Konzepte werden dann einander gegenübergestellt. Mein Gesamtbetrag ist etwas tiefer als derjenige gemäss Konzept Bourgeois.

Die Position 750.A231.0272, "Institutionen der Forschungsförderung", betrifft den Schweizerischen Nationalfonds und die Akademien der Wissenschaften Schweiz. Dort habe ich jeweils einen Antrag gestellt, den Minderheitsantrag I für den Nationalfonds und den Minderheitsantrag III für die Akademien. In den Bereichen Klima, Energie, Gesundheitssystem und Digitalisierung stehen wir grossen Herausforderungen gegenüber. Wenn wir uns diesen stellen wollen, dürfen wir nicht die vorgesehenen Kürzungen von 1,1 Millionen Franken bei den Akademien und von 15 Millionen Franken beim Nationalfonds akzeptieren.

Ich bitte Sie daher, weitsichtig zu sein, die nötigen Investitionen in die Ausbildung für den notwendigen Nachwuchs in der Wissenschaft, der Wirtschaft und der Gesellschaft zu beschliessen und meinen Minderheitsanträgen I und III zuzustimmen.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Dans le cadre du bloc 3, le point central réside, on l'a entendu, dans les crédits que nous voulons allouer à la formation, à la recherche et à l'innovation. Comme mentionné, je défendrai non seulement les propositions de ma minorité II portant sur la formation, la recherche et l'innovation, mais développerai également la position du groupe libéral-radical pour le bloc 3.

Le budget lié à la formation, à la recherche et à l'innovation a toujours fait l'objet de vifs débats dans notre



hémicycle. Nous savons tous que notre matière première vient avant tout de nos cerveaux, de notre matière grise. Le monde est en train de prendre un virage, d'affronter des changements fondamentaux qui vont marquer le développement économique de ces prochaines décennies, voire de ces prochains siècles. Je pense en particulier aux domaines de la numérisation, de l'intelligence artificielle, de la robotisation, du traitement des données, de la cybersécurité, de l'énergie et de la santé, pour ne citer que ces exemples. Si notre pays veut rester leader dans ces domaines d'activité, il n'a pas d'autre choix que d'investir. Et, pour cela, il faudra former des gens en conséquence.

Il est réjouissant de constater qu'actuellement on enregistre une augmentation constante du nombre d'étudiants de 2 pour cent par année. Mais cela a évidemment un coût. Or, que constate-t-on? Le Conseil fédéral n'a pas pris en considération dans son projet de budget 2020 lié au domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation les décisions prises par le Parlement dans le cadre du crédit-cadre FRI et du budget précédent. Il a même revu à la baisse les moyens financiers alloués au domaine FRI. Pourtant, les décisions du Parlement doivent être respectées et il est important d'adopter une ligne responsable dans ce domaine. On ne peut pas faire une politique de "stop and go". La formation, la recherche et l'innovation ont besoin de conditions-cadres stables pour déployer tous leurs effets.

D'autre part, la correction du renchérissement telle qu'exigée par la motion Dittli 16.3705 doit être pleinement appliquée, ce que les propositions de ma minorité II garantissent. En effet, ces dernières années, le renchérissement estimé était souvent bien plus élevé que le renchérissement effectif.

Cette situation a entraîné des dépenses supplémentaires injustifiées en lien avec les différents arrêtés financiers pluriannuels. La mise en oeuvre de la motion Dittli 16.3705 permet de corriger cet élément et doit par conséquent être prise en considération, sans restriction, sur tous les postes budgétaires bénéficiant du renchérissement. Ce n'est pas partout le cas s'agissant des propositions de la minorité I défendues par ma collègue Schneider Schüttel, lesquelles je vous invite par conséquent à refuser au profit de mes propositions.

Pour ces raisons, je vous invite à soutenir mes propositions de minorité II et à rester crédibles et responsables par rapport à ces importants domaines que sont la formation, la recherche et l'innovation. Le groupe libéral-radical appuiera à une très large majorité mes propositions, et je vous remercie d'avance d'en faire de même. Quant aux autres propositions relatives à ce bloc, je vous invite, au nom du groupe libéral-radical, à suivre partout la

AB 2019 N 2102 / BO 2019 N 2102

majorité. Tout comme l'a fait notre commission soeur, je vous invite à augmenter de 10 millions de francs le crédit destiné aux fédérations sportives et aux autres organisations, et à soutenir l'adaptation du plan financier 2021–2023.

Cette augmentation prend ainsi en considération la motion 18.4150 déposée par le conseiller aux Etats Stefan Engler et transmise au Conseil fédéral à la session d'été 2019.

Je vous demande également de suivre la majorité qui propose d'augmenter de 5 millions de francs le budget 2020 et de 10 millions de francs le plan financier 2021 en faveur des installations sportives d'importance nationale. Nous savons tous que le sport joue un rôle moteur dans la société et sur le plan de la santé. Accordons par conséquent les moyens financiers pour que nous puissions renforcer le développement du sport dans notre pays.

Gschwind Jean-Paul (M, JU): Je vous présente les positions du groupe du centre.

En ce qui concerne l'Office fédéral de la culture et les indemnités versées à la ville de Berne, la minorité Bendahan demande de porter dans la planification financière 2021–2023 une indemnité annuelle d'un million de francs. Ce montant, remis en question par le Contrôle fédéral des finances, avait été supprimé à la suite d'une réévaluation des subventions versées dans le cadre de l'assainissement des finances fédérales. Toutefois, la ville de Berne ayant dénoncé le manque de fair-play du Conseil fédéral, cette indemnité avait été réintroduite en 2018 et 2019, mais elle a été supprimée dans le budget 2020. Le groupe du centre rejettera cette minorité dans sa grande majorité, car il estime que cette indemnité pourra être discutée dans le cadre du message culture 2021–2024. Il n'est pas nécessaire d'anticiper et de faire pression sur le Parlement.

Concernant le groupe de prestations 1, le groupe du centre acceptera sans enthousiasme la proposition de la commission visant à augmenter la valeur-cible du nombre de visiteurs des musées de la Confédération de 60 000 à 65 000 par année.

S'agissant de l'Office fédéral des sports et du soutien aux fédérations sportives et autres organisations, la commission propose d'augmenter le crédit de 10 millions de francs, afin de financer les projets qui seront réalisés entre les deux crédits Cisin 4 et 5, avec reconduction pour 2021. Ces projets ont été définis dans un



rapport fort détaillé.

A la position 504.A238.0001, "Réévaluations dans le domaine des transferts", la commission propose d'augmenter de 5 millions de francs, soit 11 millions au lieu de 6, le co-financement fédéral des frais d'exploitation des installations sportives d'importance nationale dans le but de mettre en oeuvre la motion Engler 18.4150. Ce montant sera reconduit dans la planification financière 2021–2023. Le groupe du centre acceptera à l'unanimité ces deux propositions de la commission.

S'agissant du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, 7, voire 8, crédits constituent le message FRI et concernent les subventions liées aux écoles polytechniques fédérales, à la formation professionnelle, aux universités, aux hautes écoles, aux écoles spécialisées et aux institutions chargées de la recherche.

Deux minorités, qui proposent leurs concepts, s'opposent au concept du Conseil fédéral et sollicitent des augmentations de ces crédits. La minorité I (Schneider Schüttel) demande de respecter les décisions du Parlement lorsqu'il a adopté les projets FRI. La minorité I demande une augmentation globale de quelque 99 millions de francs, montant qui correspond aux propositions qui viennent d'être acceptées par le Conseil des Etats. La minorité II (Bourgeois) demande d'appliquer la motion Dittli, soit une correction du renchérissement, et propose une augmentation globale de 102 millions de francs environ. A noter que les trois concepts se réfèrent à la motion Dittli, avec à la clé des applications de celle-ci qui aboutissent à des résultats différents. Le groupe du centre, par souci d'efficacité et de gain de temps, suivra la minorité I (Schneider Schüttel).

En ce qui concerne encore le SEFRI, à la position 750.A231.0259, "Indemnités forfaitaires et formation professionnelle", et à la position 750.A231.0272, "Institutions chargées d'encourager la recherche", la majorité de la commission souhaite le transfert de 15 millions de francs du domaine de la recherche vers la formation professionnelle, une opération qui doit rester neutre sur le plan du budget de fonctionnement. L'auteur de la proposition s'appuie sur la volonté du Parlement de réellement renforcer la formation professionnelle. Malgré l'augmentation des moyens, le mécontentement des cantons persiste, les charges augmentant alors que la contribution de la Confédération reste stable, soit 25 pour cent des coûts. Le groupe du centre, dans sa grande majorité, rejettera la proposition de la majorité de la commission et suivra le Conseil fédéral.

Toujours concernant le SEFRI, à la position 750.A231.0272, "Institutions chargées d'encourager la recherche", la minorité III (Schneider Schüttel) demande d'attribuer 1,1 million de francs supplémentaire aux académies des sciences qui sont au bénéfice d'un contrat de prestations. Toutefois, les défis dans les domaines du climat, de l'énergie et du système de santé nécessitent une intensification de la collaboration interne, avec des moyens importants pour réaliser le mandat de base, d'où une augmentation de 1,1 million de francs. Le groupe du centre acceptera donc, dans sa grande majorité, cette proposition.

Brélaz Daniel (G, VD): Dans le bloc 3, je vais me concentrer essentiellement sur le problème de la recherche et de la formation, et j'évoquerai brièvement deux autres thèmes.

Le domaine Recherche et formation, cela a été dit par mes préopinants, est fondamental pour ce pays. Il est clair qu'il y a deux ans, sauf erreur, on a fait un certain nombre de coupes parce qu'il fallait tenir le frein à l'endettement – cela s'est révélé ensuite injustifié, mais les coupes ont quand même été faites. On a rattrapé un peu, mais, manifestement, d'après notre compréhension – je sais que le Conseil fédéral en a une autre, puisque cela a quand même justifié sa position –, l'application de la motion Dittli donne des montants nettement supérieurs.

Il y a deux écoles. La première, qui vient d'être exposée par M. Gschwind, dit ceci: le Conseil des Etats a pris des décisions; au sens de la motion Dittli, ce n'est pas tout à fait juste, mais du moment qu'ils ont décidé, ce n'est pas grave, il faut les suivre. La seconde école – l'école Bourgeois – dit quant à elle: on applique vraiment de façon millimétrique la motion Dittli; cela donne 2 millions de francs de plus, mais c'est la vérité de l'application.

Bien sûr, pour moi qui suis formé à l'école de la logique, je vais préférer quelque chose qui correspond à la motion plutôt qu'à une approximation de cette dernière. Globalement, ce n'est pas du tout la même chose qui va se passer dans les huit sous-rubriques qui se situent trois pages plus loin dans le dépliant: si on prend une solution ou l'autre, certains sous-groupes vont voir des différences de 3 millions de francs, d'où l'aspect un peu "bricolage" de la solution du Conseil des Etats.

Personnellement, je ne peux pas suivre, uniquement parce que c'est plus simple de faire la même chose qu'eux, quelque chose qui n'est pas tout à fait juste.

Je vous recommande donc, prioritairement, le concept Bourgeois. Néanmoins, il est tout aussi fondamental – parce qu'il y a différentes écoles, qu'on n'est pas tout à fait d'accord entre nous, etc. – qu'on ne se retrouve pas, en définitive, avec une situation dans laquelle les personnes soutenant l'un ou l'autre concept devenu



minoritaire se mettent à soutenir le projet du Conseil fédéral, ce qui reviendrait à ne rien faire du tout. Ce serait catastrophique!

Donc, prioritairement, pour moi et pour le groupe des Verts, c'est le concept Bourgeois qu'il faut soutenir, mais il est clair que si, par hasard, c'est l'autre qui obtient la majorité, on le soutiendra aussi, au détriment du projet du Conseil fédéral.

Un point est lié, M. Gschwind vient d'en parler. Certes, il n'est pas tout à fait de la même nature, mais il est dans le même paquet, sur le plan du raisonnement: c'est la question du soutien aux académies suisses des sciences, qui fait l'objet de la proposition de la minorité III (Schneider Schüttel).

AB 2019 N 2103 / BO 2019 N 2103

Dans les deux cas, le vote a abouti au résultat de 12 voix contre 12, et c'est le désormais ancien président de la commission, M. Hausammann, qui a tranché en faveur du projet du Conseil fédéral.

Il est clair que si l'on fait quelque chose pour la recherche et la formation, on devrait faire la même chose pour les académies des sciences. C'est 1,1 million de plus, et nous vous recommandons sur ce point aussi de soutenir la proposition de la minorité III (Schneider Schüttel).

J'aborde brièvement deux autres points. Même si nous ne sommes pas encore dans la phase finale du débat, cela donne une indication pour le projet du Conseil fédéral: il est clair que nous soutiendrons la proposition de la minorité Bendahan en faveur d'une indemnité versée à la ville de Berne pour la culture.

Dès que l'on parle de la ville de Berne, il y a un drôle de climat. D'une part, systématiquement, dès qu'un sujet porte sur la ville de Berne, des gens de l'Office fédéral de la culture mettent en avant leur indépendance et affirment qu'ils sont libres d'affecter les crédits comme ils le souhaitent. Donc, on a déjà là un blocage. D'autre part, il y a un raisonnement d'une autre nature fait au Parlement par le Conseil fédéral. Et, comme nous avons décidé plusieurs fois d'aller dans cette direction, il faut maintenant le cap!

Enfin, dans le domaine du sport, il faut pallier le manque de crédit dans le cadre de CISIN 5 pour subventionner la construction des installations sportives en train d'être réalisées partout dans le pays. Simplement, il n'y a plus d'argent, mais on nous dit depuis quatre ans qu'il y aura un nouveau crédit. Malheureusement, il sera prêt en 2022. Pour 2020, 2021, personne ne touchera rien si on ne prévoit pas de solution transitoire, d'où les augmentations du budget qui vous sont proposées par la commission.

Keller Peter (V, NW): Berufsbildung, Forschung, Hochschulen, Weiterbildung, Innovation: Wir haben wichtige Bereiche der Bildung, die auf Bundesebene unterstützt und gefördert werden. Und wenn wir das Ausgabenwachstum im Bildungsbereich anschauen, können wir feststellen, dass der Bund seine Bildungseinrichtungen grosszügig ausstattet. Das soll auch so sein. Die SVP-Fraktion unterstützt deshalb grossmehrheitlich den vom Bundesrat vorgelegten Haushalt im BFI-Bereich.

Nun gibt es aber Anträge auf eine deutliche Erhöhung der Kredite – und wir können davon ausgehen, dass eine Mehrheit im Parlament diesen höheren Beträgen zustimmen wird. Warum? Weil erstens die Bildung wichtig ist, was niemand bestreitet; weil zweitens die Bildungslobby sehr gut arbeitet – das ist kein Vorwurf an die Bildungslobby; weil es drittens natürlich auch populär ist, für höhere Bildungsausgaben einzutreten. Umgekehrt ist es ziemlich unpopulär, wenn man auch bei der Bildung ab und zu mal hinschaut und sich fragt: Wie viel Geld braucht es tatsächlich? Könnte auch im Bereich der Bildung mit den öffentlichen Mitteln etwas effizienter umgegangen werden? Werden die Milliarden für die Bildung durch die entsprechenden Ergebnisse gerechtfertigt?

Gerade beim letzten Punkt müssen wir ansetzen. Die Resultate der am Dienstag veröffentlichten Pisa-Studie 2018 müssen uns zu denken geben; es hagelte regelrecht Schlagzeilen. Der "Tages-Anzeiger" titelte: "So schlecht schneiden die Schweizer Schüler ab." Blick.ch fasste zusammen: "Schweizer Schüler in allen Fächern schlechter geworden." Die "NZZ" rüffelte: "Lesekompetenz der Schweizer Schüler sinkt."

Und was meint der Dachverband der Lehrerinnen und Lehrer (LCH)? Er jubiliert frühmorgens, allerdings noch vor diesen ersten Schlagzeilen, in seiner Medienmitteilung: "Der LCH freut sich über die positiven Resultate, welche die 15-jährigen Schülerinnen und Schüler im Pisa-Test 2018 erreicht haben." Man fragt sich: Wie bitte? Von welchen "positiven Resultaten" ist hier die Rede?

Die Pisa-Ergebnisse zeigen nur eine Richtung für die Schweiz: nach unten. Und zwar kontinuierlich seit 2009 und in allen Bereichen: beim Lesen, in der Mathematik und in den Naturwissenschaften. In der Lesekompetenz ist die Punktzahl sogar deutlich unter die Durchschnittswerte der OECD-Staaten gefallen. Rund ein Viertel der getesteten Schweizer Schüler erfüllt die Mindestkompetenz im Lesen nicht. Das heisst, sie sind nicht fähig, die wichtigsten Inhalte eines Textes zu verstehen. Oder anders gesagt: Jeder vierte Schweizer Schulabgänger bekommt nicht das nötige Grundrüstzeug für eine erfolgreiche Berufslehre. Das ist eine Kapitulation unseres



Bildungswesens.

Man kann nicht von einem "hervorragenden Ergebnis" reden, wie es der LCH tut, wenn die teuersten Schulen der Welt inzwischen mittelmässige Schüler produzieren. Die Schweiz gibt, kaufkraftbereinigt, pro Schüler bzw. Student 17 436 Dollar im Jahr aus; im OECD-Durchschnitt sind es 10 520 Dollar. Finnland und Japan erreichen mit zwei Dritteln unserer Ausgaben in allen Bereichen markant bessere Resultate als wir.

Dass der LCH nun reflexartig noch mehr Geld fordert, kann nicht die einzige Antwort sein. Und es kann auch nicht der Weisheit letzter Schluss sein, wenn wir hier im Parlament einfach wieder höhere Beträge sprechen, ohne uns ehrlich zu fragen, warum wir heute trotz weit höherer Bildungsausgaben deutlich schlechtere Pisa-Ergebnisse erzielen als vergleichbare andere Staaten.

Ich möchte hier nur zwei Themen anschneiden: Wenn ein Viertel der Schulabgänger die erste Landessprache nur ungenügend lernt, muss man sich fragen, wie sinnvoll es ist, zwei Fremdsprachen in die Primarschule zu stopfen.

Dann haben wir eine unkontrollierte Zuwanderung, die teilweise – ich betone: teilweise! – mitverantwortlich ist, dass das Niveau der Schweizer Schulen sinkt, nicht nur im Bereich der Sprachkompetenz. Wir stossen an die Grenzen der Integrationsfähigkeit, was zulasten des Niveaus unseres Bildungswesens insgesamt geht.

Aber ich weiss: Hier ist nicht der Ort für eine Grundsatzdebatte zur Bildung. Es gibt auch einige Bereiche, die eben in der Kompetenz der Kantone liegen. Aber ich habe mit dem frühen Fremdsprachenunterricht und der Zuwanderung bewusst zwei Beispiele gewählt, die eben auch hier auf Bundesebene mitgeprägt wurden. Es ist hier nicht der Platz für eine Grundsatzdebatte, allerdings können wir diese beunruhigenden Entwicklungen auch nicht einfach höflich verschweigen.

Nochmals: Die SVP-Fraktion unterstützt mit einer Ausnahme die Anträge des Bundesrates im Bereich BFI.

Fischer Roland (GL, LU): In diesem Block geht es um die Anträge in den Bereichen Kultur, Bildung, Forschung und Sport. Um es vorwegzunehmen: Die grünliberale Fraktion wird im Bereich der Kultur und des Sports mit der Mehrheit der Kommission stimmen und bei der Bildung und der Forschung die Minderheit II (Bourgeois) unterstützen. Ich werde deshalb vor allem kurz auf den Bildungs- und Forschungsbereich eingehen.

Ich denke, die meisten hier in diesem Saal sind sich einig, dass Ausgaben in diesem Aufgabenbereich nicht einfach als Konsumausgaben zu betrachten sind, sondern es sind Investitionen in die Jugend, in das Humankapital, in die Zukunft unseres Landes. Für die grünliberale Fraktion ist es deshalb vor dem Hintergrund der demografischen Entwicklung und des sich immer stärker akzentuierenden Mangels an Fachkräften in zahlreichen Branchen zentral, dass wir unsere qualitativ hochstehenden Bildungs- und Forschungsinstitutionen massvoll, aber mit genügend finanziellen Mitteln alimentieren. Hinzu kommt, dass gerade dem Forschungsstandort Schweiz für die Bewältigung des Klimawandels eine sehr grosse Bedeutung zukommt. Welches Land, wenn nicht die Schweiz, hat die Stabilität, die Wirtschaftskraft, die finanziellen Mittel, um mit seinen Bildungs- und Forschungsinstitutionen und seinem grossen Know-how im Bereich der klimaschonenden Energien und Mobilität federführend zu sein und neue, innovative Lösungen zu entwickeln?

Nun stehen sich in diesem Bereich drei Konzepte gegenüber. Die Mehrheit der Kommission folgt dem Bundesrat und vollzieht gegenüber 2019 faktisch noch einmal die Reduktion, die bereits im Jahr 2018 gegenüber der BFI-Botschaft vorgenommen wurde, um die Schuldenbremse einzuhalten. Dann, im Jahr 2019, hat das Parlament diese Kürzung wieder rückgängig gemacht und die Beiträge quasi wieder auf das Level der BFI-Botschaft gehoben.

AB 2019 N 2104 / BO 2019 N 2104

Die Reduktion im Jahr 2018 wurde unter anderem mit der Teuerungskorrektur, wie sie von der Motion Dittli 16.3705 gefordert wurde, begründet. Nur: Eine Reduktion um 3 Prozent lässt sich nicht allein mit der tieferen Teuerung im Jahr 2018 begründen, das schliesst vergangene Teuerungen rückwirkend ein. Die tatsächliche Teuerung in diesen Jahren war kleiner, aber der Unterschied zur in der BFI-Botschaft angenommenen Teuerung war nicht so gross; er betrug nicht 3 Prozent.

Ich wage zu behaupten, dass die rückwirkende Teuerung zwar ein Grund, aber nicht der Hauptgrund war, sondern es waren die Anforderungen der Schuldenbremse. So sollten wir das auch behandeln. Das war nicht falsch, sondern damals notwendig. Aber mit der sich heute präsentierenden Ausgangslage sind wir der Meinung, dass wir im Voranschlag 2020 das im Jahr 2019 beschlossene Niveau, welches wir ebenfalls unterstützt haben, halten sollen, zumal ja eben der Hauptgrund, die Schuldenbremse, in diesem Jahr nicht ein Problem sein kann. Ansonsten schlagen wir hier einen Zickzackkurs ein, was mit Planungsunsicherheit bei den Empfängern der Zahlungen verbunden ist und keine guten Signale für den Bildungs- und Forschungsstandort Schweiz aussendet.



Wir würden ausserdem in einigen Bereichen weniger finanzielle Mittel budgetieren, trotz steigender Studierendenzahlen und wachsender Grösse unserer Volkswirtschaft. Der Anteil dieser Ausgaben im Verhältnis zum Bruttoinlandprodukt steigt nicht, sondern ist relativ konstant oder sinkt sogar. Wir sind aber auch der Meinung, dass die Forderung, die Teuerung sei so fortzuschreiben, wie sie eben ist, erfüllt wird und dass man eine gewisse Korrektur, die der tieferen Teuerung entspricht, macht. Deshalb sind wir hier auch der Meinung, dass die Minderheit II die bessere Lösung ist, weil sie das eben berücksichtigt, und nicht die Minderheit I. Deshalb bitte ich Sie im Namen der grünliberalen Fraktion, die Minderheit II (Bourgeois) zu unterstützen.

Bendahan Samuel (S, VD): Un de mes collègues m'a fait remarquer que, lorsque j'ai défendu ma proposition de minorité au sujet de la position 306.A231.0120, "Indemnité versée à la ville de Berne pour la culture", j'avais oublié de déclarer mes liens d'intérêts. Je le fais maintenant: je suis ressortissant d'un canton qui a été occupé durant 300 ans par Berne. Malgré tout, je vous invite à soutenir le crédit de 1,007 million de francs destiné à la ville de Berne. Il est en effet absolument nécessaire de reconnaître le rôle de la ville de Berne comme ville fédérale, et cela sans rancune. Je pense qu'il est parfaitement justifié, étant donné que cette ville nous accueille, de soutenir son offre culturelle, qui nous permet d'honorer les personnes qui visitent notre capitale. Je défends les autres propositions du groupe socialiste. Le sport est l'une des forces de notre pays. Le soutien aux activités sportives est par conséquent essentiel. Pour le coup, je déclare mes liens d'intérêts de Lausannois puisque, vous le savez, Lausanne est une ville particulièrement impliquée dans le domaine du sport. Je souhaiterais que notre pays renforce la compétitivité et les activités de Lausanne dans ce domaine. Soutenir notamment le domaine des infrastructures et celui des activités sportives par des crédits inscrits au budget renforce vraiment la présence de notre pays au niveau international. De plus, cela offre une aide à toutes les personnes qui, dans notre pays, souhaitent être en forme.

On parle beaucoup de problèmes de santé. Promouvoir l'activité sportive à tous les niveaux est une véritable plus-value pour notre pays. A mon avis, il en résulte une force qui va bien au-delà du montant très modéré de ces investissements.

Je vous invite donc, au nom du groupe socialiste, à accepter toutes les augmentations dans le domaine du sport.

Je souhaite insister sur l'importance du dernier thème, sur lequel il y a beaucoup de discussion et de propositions d'amender à la hausse le budget. Je veux parler du domaine de la formation. Imaginons un pays qui dispose d'une ressource naturelle de très grande valeur, d'une mine de diamants, mais une mine qui ne pose aucun problème écologique, ni aucun problème social ou de conditions de travail. La Suisse est ce pays. La Suisse dispose de cette fameuse mine de diamants: c'est son système de formation, la qualité du travail, celle de la recherche et des travaux scientifiques. Or nous refusons d'exploiter cette ressource renouvelable à cent pour cent, qu'il est possible de développer à cent pour cent, parce que nous ne mettons pas assez de moyens à disposition!

Sur ce point aussi, une fois n'est pas coutume, je déclare mes liens d'intérêt: je travaille dans le domaine, étant enseignant à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne et à la HEC de l'Université de Lausanne. Je vois quotidiennement dans mon travail l'importance et la valeur du travail scientifique dans les hautes écoles.

Mais je m'arrête ici pour ce qui est de la déclaration de mes liens d'intérêt, parce que, finalement, les amendements dans le domaine de la formation ne se cantonnent évidemment pas aux hautes écoles. Bien sûr, le développement de la technologie est fondamental, mais ce qui fait la force de la Suisse, c'est la diversité de son système de formation, qui va, effectivement, de la formation de base à la formation continue, jusqu'aux hautes écoles. Il est fondamental de renforcer tous les domaines de la formation dans notre pays, car si nous voulons être au niveau de compétitivité auquel nous sommes aujourd'hui, voire le dépasser, nous devons aujourd'hui investir et développer notre savoir. C'est effectivement l'une des plus grandes forces économiques, mais aussi humaines de notre pays.

Je vous invite donc à soutenir toutes les propositions de minorité, en particulier celle défendues par Mme Schneider Schüttel, puisqu'elles sont identiques à celles qui ont déjà été adoptées par le Conseil des Etats. Aussi par souci de simplicité, en soutenant ces amendements, nous accepterons les décisions du Conseil des Etats et nous renforcerons un peu – bien que cela reste à mon avis insuffisant – les investissements que nous faisons dans le domaine de la formation.

Sachez que c'est particulièrement important vu les défis fondamentaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Je ne parle pas seulement des défis liés à la numérisation, pour lesquels nos hautes écoles ont beaucoup à faire, non seulement pour que la numérisation se passe bien et de façon juste socialement, mais aussi pour que cette numérisation profite à toutes et à tous et qu'elle soit de qualité. Je parle aussi des questions environnementales, qui ont été un grand sujet de débat ces derniers temps. Nous avons besoin



que la recherche investisse davantage ce terrain, pour que non seulement nous puissions nous positionner au niveau international dans ce domaine, mais pour que nous puissions aussi développer des solutions qui soient les meilleures possibles.

Il est évident que les défis climatiques et environnementaux risquent parfois de nous pousser à faire des sacrifices. La question de la taille de ces sacrifices dépendra de la qualité de notre recherche: plus nous arriverons à développer des choses, à enseigner, à faire des recherches et à nous positionner dans ce domaine, moins nous aurons à faire de sacrifices pour pouvoir continuer à vivre sur cette planète de façon durable.

Ce n'est donc pas seulement pour le milieu de la recherche et de l'enseignement, pas seulement pour l'économie, mais surtout pour le bien commun que je vous invite à soutenir tous les amendements visant à renforcer le domaine formation, recherche et innovation.

Et, enfin, n'oubliez pas que la formation continue est le coeur du problème dans le domaine de l'emploi aujourd'hui. Nous avons besoin de plus de formation continue, et cela aussi, c'est un bon argument.

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich gehe durch den Block 3. Ich komme zuerst zur Minderheit Bendahan zur Kulturabteilung an die Stadt Bern: Wir haben ja für nächstes Jahr diese eine Million Franken noch eingestellt, es geht also um die darauffolgenden Jahre. Der Bundesrat ist mit der Stadt Bern im Gespräch und erarbeitet die Kulturbotschaft. Ich würde Ihnen empfehlen, dem Antrag nicht zuzustimmen, sondern diese Problematik in die Kulturbotschaft aufzunehmen, denn wir suchen eine konkrete Lösung mit der Stadt Bern. Dann haben Sie nicht nur einen Betrag, sondern auch die Ziele, die damit erreicht werden sollen. Ich denke nicht, dass wir einen

AB 2019 N 2105 / BO 2019 N 2105

Unterschied haben, aber Sie binden sich schon etwas, wenn Sie jetzt einfach für die nächsten vier Jahre aufstocken. Ich empfehle Ihnen, auf die Kulturbotschaft zu warten, heute Nein zu sagen und das dann in die Kulturbotschaft einzubauen; das zu diesem Antrag.

Es gibt noch einen Unterschied bei den Messgrößen in der Leistungsgruppe 1: Ihre Kommission fordert 65 000 statt 60 000 Besucher in den Museen. Jetzt sind diese Messgrößen immer so eine Sache. Aber weil der Ständerat 60 000 Besuchern zugestimmt hat, bitte ich Sie, darüber eine Abstimmung durchzuführen, damit der Ständerat Ihre Reaktion sieht. Ob Sie nun aber 60 000 oder 65 000 ins Budget schreiben, Sie werden meiner Meinung nach nicht mehr Leute in die Museen kriegen.

Gestatten Sie mir noch eine Bemerkung zum BASPO, zu den Sportverbänden. Ihre Kommission hat im Budget wie der Ständerat die Beiträge an die Sportverbände um 10 Millionen Franken und für Investitionen um 5 Millionen aufgestockt. Das ist ein typisches Musterbeispiel, wie bei uns das Budget und die Rechnung ausgeweitet werden: 2008 hat man einen ersten Nasak-Beitrag gesprochen, damals für die Fussballstadien für die Euro 08. Man hat gesagt, das sei ein einmaliger Fall. Jetzt müssen wir bereits die fünfte Nasak-Vorlage erarbeiten. Gleichzeitig hat man damals gesagt, das sei nur eine Anschubfinanzierung für Investitionen. Mit diesen 10 Millionen Franken müssen wir jetzt auch Beiträge an den Unterhalt und an den Betrieb leisten. Damit ist aus einer Anschubfinanzierung vor zehn Jahren ein Projekt entstanden, das laufend mehr kostet.

Ich sage das einfach deshalb, weil Sie, wenn wir dann in einigen Jahren über ein Sparprogramm diskutieren, uns vorwerfen werden, dass der Bundesrat die Finanzen nicht im Griff habe. Ich erinnere Sie heute daran und werde Sie auch dann daran erinnern, dass das Parlament den Bundesrat in der Regel deutlich überstimmt. Wir halten aber nicht an unserer Position fest. Sie haben schon in beiden Räten eine Motion angenommen. Der Ständerat hat ihr auch zugestimmt. Ich bin auch nicht gegen die Sportförderung, im Gegenteil. Aber so läuft das in der Regel: Es beginnt mit einem kleinen Beitrag, und man kann dann nicht mehr zurück.

Nun komme ich zu den Anträgen zu Bildung und Forschung. Hier möchte ich einfach noch einmal festhalten, wie das passiert ist: Die Minderheit wirft uns ja vor, dass der Bundesrat gekürzt habe. Ja, wir haben die Teuerung, die nicht stattgefunden hat, um 3 Prozent herausgenommen. Das war Ihr Auftrag! Wir haben das bei sämtlichen Rahmenkrediten gemacht, auch bei der Bildung. Es ist nicht so, dass der Bundesrat hier bösartig etwas gekürzt hätte, sondern wir haben schlicht und einfach den Auftrag des Parlamentes erfüllt und die Beträge um die für die Teuerung vorgesehenen 3 Prozent gekürzt. Sie laufen aber weiter im Wachstum, wie wir das vorgesehen haben.

Wenn Sie die letzten Jahre anschauen, dann sehen Sie, dass die Bildung immer überdurchschnittliche Wachstumsraten aufwies. Das, was man immer wieder sagt und schreibt – dass in der Bildung gespart werde –, ist also falsch. Das Gegenteil ist der Fall. Die Beiträge für die Bildung haben die höchsten Wachstumsraten.

Ich bitte Sie auch hier, der Mehrheit Ihrer Kommission und nicht den Minderheiten zu folgen.

Sie haben es jetzt auch in der Diskussion gespürt: Bildung ist ein zentrales Thema für Sie, für unsere Politik. Selbstverständlich stimme ich den allgemeinen Parolen auch zu. Bildung ist wichtig, es ist wichtig, in Bildung



zu investieren, sie ist unsere Ressource usw. Ich empfehle Ihnen aber hier, auf die Botschaft zu warten. Sie erhalten sie nächstes Jahr. Das neue Parlament ist bei dieser Botschaft meiner Meinung nach dann auch in der Lage, in einer Gesamtauslegeordnung Akzente zu setzen. Ich empfehle Ihnen deshalb, hier nicht aufzustocken, sondern auf die Botschaft zu warten und dann diese Diskussion, die tatsächlich notwendig ist, zu führen. Dies können Sie zu Beginn der neuen Legislatur mit der Botschaft tun, und dort können Sie dann Akzente setzen. Gehen wir die einzelnen Positionen durch, die Sie erhöhen wollen. Sie wollen beim ETH-Bereich um 30 Millionen Franken aufstocken. Ich möchte Sie daran erinnern, dass auch schon der Bundesrat unter dem Titel "Digitalisierung" um 20 Millionen Franken aufgestockt hat. Der Bundesrat geht also in die gleiche Richtung. Wir sind nicht der Meinung, dass man das Budget noch einmal um 30 Millionen Franken erhöhen sollte. Ich möchte darauf hinweisen, dass auch die ETH Reserven von über 1 Milliarde Franken haben. Wenn sie also unmittelbar in Probleme geraten, können sie vorübergehend etwas aus diesen Reserven bezahlen. Dann haben Sie nächstes Jahr mit dieser Gesamtauslegeordnung und der Botschaft die Möglichkeit, diese Akzente zu setzen; das zur Frage der ETH.

Pauschalbeträge an die höhere Berufsbildung: Hier möchten die beiden Minderheiten um 15 Millionen bzw. 18 Millionen Franken aufstocken. Ich kann Sie daran erinnern, dass wir im letzten Jahr 105 Millionen Franken bewilligt hatten, aber nur gerade 7,5 Millionen ausbezahlt werden konnten, weil keine Projekte oder Gesuche vorhanden waren. Wir hatten Kreditreste, und wir gehen davon aus, dass wir mit dem vom Bundesrat eingestellten Betrag auch im Jahr 2020 Kreditreste haben werden, weil die Beträge nicht abgeholt werden können, weil die höhere Berufsbildung nicht in diesem Ausmass gewachsen ist. Wenn Sie das Budget aufstocken, setzen Sie zwar ein Zeichen für die Galerie, aber wir werden mit Sicherheit Kreditreste haben. Ich denke, auch hier ist es notwendig, dass man das genauer anschaut.

Die Innovations- und Projektbeiträge will die Minderheit um eine knappe Million Franken aufstocken. Es stellt sich die Frage der eingereichten Projekte: Hier hatten wir in der Regel auch Kreditreste. Wir können ja nicht mehr ausbezahlen, als Gesuche eingereicht werden. Auch hier gehen wir davon aus, dass das entsprechend reichen wird.

Dann komme ich zu den Grundbeiträgen an die Universitäten. Da möchten Sie um 20 Millionen bzw. 15 Millionen Franken aufstocken. Wir wissen aus Erfahrung, was passiert: Wenn der Bund mehr bezahlt, kürzen die Kantone. Das ist in der Regel die Reaktion. Bedenken Sie, die Finanzierung der Universitäten muss durch die Kantone erfolgen. Der Bund ist hier nur subsidiär zuständig. Ich würde Sie auch hier bitten, diese Aufstockung nicht vorzunehmen. Überlegen Sie sich das in der Gesamtbotschaft dann im Kontakt mit den Kantonen: Die Finanzierung der Universitäten ist eine Frage der Kantone und des Bundes. Unsere Erfahrung ist: Wenn der Bund aufstockt, ziehen sich die Kantone zurück. Das darf nicht sein, weil die Kantone genauso eingebunden sind in die Investitionen wie der Bund.

Das Gleiche gilt bei den Fachhochschulen. Hier möchten Sie um 15 Millionen bzw. 11 Millionen Franken aufstocken. Wir befürchten, dass sich die Kantone in dem Umfang zurückziehen, wie der Bund mehr Beiträge bezahlt. Das führt wieder dazu, dass ich Sie auf diese Botschaft verweise. Dort besteht die Gelegenheit, diese Fragen zu klären. Wir setzen meiner Meinung nach ein falsches Zeichen, wenn wir generell diese Beträge erhöhen, unter allgemeinen Floskeln, wenn ich es etwas böse sagen darf. Bildungspolitik verdient Ernsthaftigkeit, und sie verdient es, dass man sich damit auseinandersetzt. Das Gleiche gilt für den Bereich Ausbildungsbeiträge gemäss Weiterbildungsgesetz: Auch hier ist es eine, ich würde sagen, willkürliche Erhöhung, ohne dass der Bedarf ausgewiesen ist und teilweise ohne dass eine Abstimmung mit den Berufsorganisationen oder mit den Kantonen stattfindet.

Ich komme noch zu den Institutionen der Forschungsförderung. Hier möchten Sie um 15 Millionen bzw. 22 Millionen Franken aufstocken, vorwiegend zugunsten des Schweizerischen Nationalfonds. Auch hier möchte ich Sie darauf hinweisen, dass wir der Meinung sind, dass das genügt. Der Schweizerische Nationalfonds hat Reserven von 186 Millionen Franken. Auch hier besteht innerhalb eines Jahres durchaus die Möglichkeit, die Beträge entsprechend auszutauschen. Auch dies würde wieder dafür sprechen, dass Sie das in einer Gesamtbeurteilung im Rahmen einer Auslegeordnung und der Botschaft für die nächsten Jahre entsprechend vornehmen.

Es gibt dann noch eine grössere Aufstockung, die Sie vornehmen wollen: Es geht um Pauschalbeiträge und um die höhere Berufsbildung, es geht wie bereits erwähnt um 15 Millionen bzw. 18 Millionen. Der Bund bzw. Sie haben einen

AB 2019 N 2106 / BO 2019 N 2106

Richtwert festgelegt von 25 Prozent, in dessen Umfang sich der Bund an den Kosten beteiligt. Mit dieser Erhöhung würde sich der Bund wesentlich über diese 25 Prozent hinaus beteiligen. Wahrscheinlich würde das



wieder die gleiche Reaktion bewirken, dass dann die Zweitzahler, also die Kantone, sich zurückziehen. Wir diskutieren ja ständig mit den Kantonen über die Aufgabenteilung.

Also, wenn ich das alles sehe, würde ich Folgendem auch zustimmen: Ja, Investitionen in die Bildung sind wichtig, und ja, wir müssen hier Schwerpunkte setzen. Aber wir sollten das gezielt machen. Sie haben jetzt zu Beginn dieser neuen Legislatur die Chance, im Rahmen der Botschaft für die nächsten vier Jahre genau diese Diskussionen zu führen und diese Schwerpunkte zu setzen.

Was wir Ihnen im Budget vorschlagen, genügt für das nächste Jahr. Die Bildungsinstitutionen sind damit gut ausgerüstet. Sie haben auch genügend Reserven, wenn es nicht genügen sollte. Die Chance, das neu anzuschauen, sollten Sie sich in diesem neuen Parlament zu Beginn der neuen Legislatur nicht nehmen lassen, gerade weil es ein so wichtiges Thema ist. Ein allgemeines Bekenntnis zur Bildung, indem Sie einfach quer durch den Kräutergarten sämtliche Beiträge erhöhen, ist aber nicht angemessen. Das macht meiner Meinung nach wenig Sinn, weil wir auch in Zukunft im Bildungsbereich gezielt werden Schwerpunkte setzen müssen. Ich bitte Sie also, hier bei der Mehrheit Ihrer Kommission zu bleiben.

Roduit Benjamin (M, VS): Monsieur le président de la Confédération, le titre de la position 750.A231.0273, "Etablissements de recherche d'importance nationale", n'est pas clair. Nous l'avons déjà vu lors des débats sur le budget 2019, plusieurs parlementaires s'opposent à une réduction budgétaire; ils souhaitent attribuer spécifiquement ces montants pour les centres de transfert technologique pour les entreprises, par exemple Inspire SA, CSEM ou IDIAP. Seriez-vous d'accord de clarifier le titre de cette position dans le cadre du plan financier 2021–2023 et de veiller à effectuer cette correction budgétaire, si elle est acceptée par le Parlement tout à l'heure, afin que ces établissements en soient les bénéficiaires – on rappelle que le facteur d'efficience économique de ces centres est de 1 à 15?

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich kann einen solchen Betrag nicht aus dem Stand analysieren. Ich stütze mich hier auf die Fachleute des WBF ab, die diesen Betrag abgeklärt haben. Diese gehen davon aus, dass dieser Betrag genügt. Aber gleichzeitig weiss ich auch, dass sämtliche Empfänger von Subventionen mehr möchten und auch Gründe dafür haben.

Aufgrund der Vorbereitung des Budgets in den Departementen bin ich der Meinung, dass das so genügt. Ich werde aber gerne versuchen, Ihnen noch Details zu liefern.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Bezugnehmend auf Ihre Ausführungen, man müsse sich dann im Rahmen der BFI-Botschaft klar damit befassen, wie die Gelder im Hochschulbereich und bei der Berufsbildung usw. verteilt werden, möchte ich eine Frage stellen.

Herr Bundespräsident, wir haben in der BFI-Botschaft, die auch das Jahr 2020 betrifft, über diese Gelder diskutiert und sie so eingestellt, dass die Beträge eigentlich höher liegen als im Beschluss, den wir auch heute mit den Minderheiten fassen würden. Das Parlament hat sich also sehr wohl, auch aufgrund der steigenden Zahl von Studierenden, damit auseinandergesetzt. Weshalb ist der Bundesrat jedes Jahr – ich betone: jedes Jahr! – nicht dazu bereit, die Gelder, die wir in der Botschaft eingestellt haben, dann auch effektiv zu budgetieren?

Maurer Ueli, Bundespräsident: Schlicht und einfach darum, weil das Parlament widersprüchlich ist. Das Parlament hat zwar diese Botschaft beschlossen, dies immer mit dem Hinweis, dass es Höchstkredite sind, die zur Verfügung gestellt werden. Sie haben uns dann beauftragt, die Teuerung zu reduzieren. Das haben wir im ganzen Budget gemacht, wir haben sämtliche Positionen um 3 Prozent reduziert – auch hier. Es ist also nicht der Bundesrat – oder von mir aus: nicht nur der Bundesrat –, der widersprüchlich ist, sondern auch Sie im Parlament sind widersprüchlich. Bei anderen Positionen haben Sie immer akzeptiert, dass wir um 3 Prozent gekürzt haben. Wir ringen immer im Bildungsbereich um diese Position.

Gmür Alois (M, SZ), für die Kommission: In diesem Block geht es um Kultur, Bildung und Forschung. Beim Antrag der Minderheit Bendahan geht es um die Kulturabgeltung des Bundes an die Stadt Bern. Die Mehrheit der Kommission unterstützt den Bundesrat, der ab 2021 keine Abgeltung mehr an die Stadt Bern vorsieht. Die Minderheit Bendahan beantragt für die Jahre 2021 bis 2023 je 1 Million Franken. Von der Eidgenössischen Finanzkontrolle wurde auch angeführt, dass die gesetzliche Grundlage für diesen Beitrag eigentlich dürftig sei. Mit 17 zu 8 Stimmen beschloss die Kommission, ab 2021 keine Kulturabgeltung mehr an die Stadt zu leisten. Weiter hat die Mehrheit der Kommission die Messgrösse bei den Besucherinnen und Besuchern der bundeseigenen Museen von 60 000 auf 65 000 erhöht.

Beim Bundesamt für Sport beantragt die Mehrheit – der Entscheid fiel mit 14 zu 7 Stimmen und 3 Enthaltungen –, den Betrag für die Sportverbände und andere Organisationen gegenüber dem Entwurf des Bundesrates zu



erhöhen, und zwar von 31,5 auf 41,5 Millionen Franken. Dieser Betrag entspricht den Vorgaben der Motion Engler 18.4150, die von diesem Rat angenommen wurde.

Bei den nationalen Sportanlagen unterstützte die Mehrheit eine Aufstockung um 5 Millionen im Budget 2020 und um 10 Millionen Franken im Finanzplan 2021.

Im BFI-Bereich liegen zwei Minderheitsanträge vor. Die Minderheit II (Bourgeois) setzt genau das um, was das Parlament in der BFI-Botschaft und mit der Annahme der Motion Dittli 16.3705 bezüglich der Teuerung beschlossen hat. Es geht gesamthaft um Aufstockungen von 101 Millionen Franken. Die Minderheit I (Schneider Schüttel) will fast dasselbe, macht aber bei gewissen Krediten kleine Priorisierungen. Diese Minderheit will um 99 Millionen Franken aufstocken. Der Antrag der Minderheit Schneider Schüttel ist mit dem Beschluss des Ständerates identisch. Diese Minderheit macht zusätzlich die Auflage, dass 15 Millionen Franken zugunsten des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung einzusetzen sind.

In der Kommission wurden die beiden Anträge einander gegenübergestellt. Mit 14 zu 9 Stimmen obsiegte der Antrag Bourgeois. In einer zweiten Abstimmung wurde der Antrag Bourgeois dem Entwurf des Bundesrates gegenübergestellt. Mit Stichentscheid des Präsidenten obsiegte die bundesrätliche Fassung.

Bei der höheren Berufsbildung will die Kommissionsmehrheit den Betrag gegenüber der Fassung des Bundesrates um 15,5 Millionen Franken erhöhen. Sie beschloss eine Umlagerung dieses Betrages von den Institutionen der Forschungsförderung zur höheren Berufsbildung. Eine Minderheit III (Schneider Schüttel) will bei den Institutionen der Forschungsförderung explizit 1,1 Millionen Franken zugunsten der Akademien der Wissenschaften Schweiz reservieren. Mit Stichentscheid des Präsidenten obsiegte die Fassung des Bundesrates.

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Nous en sommes à l'examen des propositions du bloc 3.

Concernant l'Office fédéral de la culture, sur proposition de la sous-commission compétente, la commission a étudié l'objectif relatif au nombre de visiteurs des musées suisses et a proposé de faire passer cet objectif de 60 000 à 65 000 visiteurs pour 2020 et de fixer ce nouveau chiffre dans la planification financière également. Elle a pris cette décision par 18 voix contre 6 et 1 abstention.

Toujours pour ce qui est de l'Office fédéral de la culture, la proposition de la minorité Bendahan vise à rétablir dans le plan financier l'indemnité de 1 million de francs versée à la ville de Berne. La commission, par 17 voix contre 8, vous demande de vous en tenir au projet du Conseil fédéral.

AB 2019 N 2107 / BO 2019 N 2107

En ce qui concerne l'Office fédéral du sport, nous proposons une augmentation de 10 millions de francs des crédits destinés aux fédérations sportives et aux autres organisations en faisant passer l'enveloppe de 31,5 à 41,5 millions de francs. Cela doit permettre de mettre en oeuvre la motion Engler 18.4150, adoptée ce printemps par le Conseil national, mais trop tardivement pour que les moyens nécessaires puissent être inscrits au budget.

Toujours pour ce qui concerne l'Office fédéral du sport, la commission propose de majorer le crédit destiné aux installations sportives d'importance nationale de 5 millions de francs au budget 2020 et de 10 millions dans la planification financière. Elle a pris sa décision par 15 voix contre 8.

Pour ce qui est du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche et du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, deux propositions relativement semblables ont été discutées en commission – elles ont été évoquées largement ce matin. L'une portait sur 101 millions de francs, l'autre sur 99 millions de francs. Ces deux propositions ont été opposées l'une à l'autre et c'est finalement la proposition déposée par M. Bourgeois qui a eu, par 14 voix contre 9, les faveurs de la commission. Cette proposition a ensuite été opposée au projet du Conseil fédéral et, en l'occurrence, c'est la variante proposée par le Conseil fédéral qui a été retenue, suite à un vote où la voix prépondérante du président de la commission a été nécessaire.



4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023
4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement des Innern – Département de l'intérieur

Art. 2 Bst. k

Antrag der Mehrheit

k. Bundesamt für Kultur

A231.0120 Kulturabteilung an die Stadt Bern

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Siegenthaler)

k. Bundesamt für Kultur

A231.0120 Kulturabteilung an die Stadt Bern

2021: Fr. 1 007 000

2022: Fr. 1 007 000

2023: Fr. 1 007 000

Art. 2 let. k

Proposition de la majorité

k. Office fédéral de la culture

A231.0120 Indemnité versée à la ville de Berne pour la culture

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Siegenthaler)

k. Office fédéral de la culture

A231.0120 Indemnité versée à la ville de Berne pour la culture

2021: 1 007 000

2022: 1 007 000

2023: 1 007 000

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19696)

Für den Antrag der Mehrheit ... 116 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 73 Stimmen

(2 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020
3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 1 – Annexe 1

Departement des Innern – Département de l'intérieur

306 Bundesamt für Kultur

306 Office fédéral de la culture

Antrag der Kommission

LG1: Kulturerbe

Bundeseigene Museen:

...

– Veränderter Sollwert: VA 2020: 65 000



Proposition de la commission

GP1: Patrimoine culturel

Musées de la Confédération:

...

– Valeur-cible modifiée: B 2020: 65 000

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement des Innern – Département de l'intérieur

Art. 2 Bst. I

Antrag der Kommission

I. Bundesamt für Kultur

LG1: Kulturerbe

Bundeseigene Museen:

...

– Veränderter Sollwert:

2021: 65 000

2022: 65 000

2023: 65 000

Art. 2 let. I

Proposition de la commission

I. Office fédéral de la culture

GP1: Patrimoine culturel

Musées de la Confédération:

...

– Valeur-cible modifiée:

2021: 65 000

2022: 65 000

2023: 65 000

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19704)

Für den Antrag der Kommission ... 159 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 1 Stimme

(33 Enthaltungen)

AB 2019 N 2108 / BO 2019 N 2108



1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

701 Generalsekretariat WBF

701 Secrétariat général du DEFR

Antrag der Mehrheit

A231.0181 Finanzierungsbeitrag an ETH-Bereich

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit I

(Schneider Schüttel, Bendahan, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler)

A231.0181 Finanzierungsbeitrag an ETH-Bereich

Fr. 2 415 141 200

Antrag der Minderheit II

(Bourgeois, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Siegenthaler)

A231.0181 Finanzierungsbeitrag an ETH-Bereich

Fr. 2 415 111 200

Proposition de la majorité

A231.0181 Contribution financière au domaine des EPF

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(Schneider Schüttel, Bendahan, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler)

A231.0181 Contribution financière au domaine des EPF

Fr. 2 415 141 200

Proposition de la minorité II

(Bourgeois, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Siegenthaler)

A231.0181 Contribution financière au domaine des EPF

Fr. 2 415 111 200

750 Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation

750 Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation

Antrag der Mehrheit

A231.0259 Pauschalbeiträge und höhere Berufsbildung

Fr. 869 958 700

A231.0260 Innovations- und Projektbeiträge

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

A231.0261 Grundbeiträge Universitäten HFKG

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

A231.0263 Grundbeiträge Fachhochschulen HFKG

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

A231.0264 Ausbildungsbeiträge

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



A231.0268 Finanzhilfen WeBiG
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung
Fr. 1 117 724 000
A231.0273 Forschungseinrichtungen von nationaler Bedeutung
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit I

(Schneider Schüttel, Bendahan, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler)
A231.0259 Pauschalbeiträge und höhere Berufsbildung
Fr. 869 440 600
A231.0261 Grundbeiträge Universitäten HFKG
Fr. 713 123 200
A231.0263 Grundbeiträge Fachhochschulen HFKG
Fr. 558 641 100
A231.0264 Ausbildungsbeiträge
Fr. 25 471 000
A231.0268 Finanzhilfen WeBiG
Fr. 7 455 800
A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung
Fr. 1 148 242 100
A231.0273 Forschungseinrichtungen von nationaler Bedeutung
Fr. 106 557 100

Antrag der Minderheit II

(Bourgeois, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Siegenthaler)
A231.0259 Pauschalbeiträge und höhere Berufsbildung
Fr. 872 432 600
A231.0260 Innovations- und Projektbeiträge
Fr. 47 638 700
A231.0261 Grundbeiträge Universitäten HFKG
Fr. 708 088 200
A231.0263 Grundbeiträge Fachhochschulen HFKG
Fr. 555 049 700
A231.0264 Ausbildungsbeiträge
Fr. 25 445 600
A231.0268 Finanzhilfen WeBiG
Fr. 7 448 800
A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung
Fr. 1 155 030 300
A231.0273 Forschungseinrichtungen von nationaler Bedeutung
Fr. 106 451 800

Antrag der Minderheit III

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler, Weibel)
A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung
Fr. 1 134 342 100

Proposition de la majorité

A231.0259 Indemnités forfaitaires et formation professionnelle supérieure
Fr. 869 958 700
A231.0260 Contributions liées à des innovations et à des projets
Adhérer à la décision du Conseil des Etats



A231.0261 Contributions de base Universités LEHE
Adhérer au projet du Conseil fédéral
A231.0263 Contributions de base Hautes écoles spécialisées LEHE
Adhérer au projet du Conseil fédéral
A231.0264 Contributions à la formation
Adhérer au projet du Conseil fédéral
A231.0268 Aides financières LFCo
Adhérer au projet du Conseil fédéral
A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche
Fr. 1 117 724 000
A231.0273 Etablissements de recherche d'importance nationale
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(Schneider Schüttel, Bendahan, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler)

A231.0259 Indemnités forfaitaires et formation professionnelle supérieure
Fr. 869 440 600
A231.0261 Contributions de base Universités LEHE
Fr. 713 123 200

AB 2019 N 2109 / BO 2019 N 2109

A231.0263 Contributions de base Hautes écoles spécialisées LEHE
Fr. 558 641 100
A231.0264 Contributions à la formation
Fr. 25 471 000
A231.0268 Aides financières LFCo
Fr. 7 455 800
A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche
Fr. 1 148 242 100
A231.0273 Etablissements de recherche d'importance nationale
Fr. 106 557 100

Proposition de la minorité II

(Bourgeois, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Siegenthaler)

A231.0259 Indemnités forfaitaires et formation professionnelle supérieure
Fr. 872 432 600
A231.0260 Contributions liées à des innovations et à des projets
Fr. 47 638 700
A231.0261 Contributions de base Universités LEHE
Fr. 708 088 200
A231.0263 Contributions de base Hautes écoles spécialisées LEHE
Fr. 555 049 700
A231.0264 Contributions à la formation
Fr. 25 445 600
A231.0268 Aides financières LFCo
Fr. 7 448 800
A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche
Fr. 1 155 030 300
A231.0273 Etablissements de recherche d'importance nationale
Fr. 106 451 800



Proposition de la minorité III

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler, Weibel)

A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche

Fr. 1 134 342 100

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

750 Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation

750 Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation

Antrag der Mehrheit

A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung

Streichen

Antrag der Minderheit I

(Schneider Schüttel, Bendahan, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler)

A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 15 000 000 Franken ist zugunsten des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung zu vollziehen.

Antrag der Minderheit III

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler, Weibel)

A231.0272 Institutionen der Forschungsförderung

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung um 1 100 000 Franken ist zugunsten der Akademien der Wissenschaften Schweiz zu vollziehen.

Proposition de la majorité

A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche

Biffer

Proposition de la minorité I

(Schneider Schüttel, Bendahan, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler)

A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche

L'augmentation de 15 000 000 francs prévue au budget 2020 est allouée au Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Proposition de la minorité III

(Schneider Schüttel, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gmür Alois, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Siegenthaler, Weibel)

A231.0272 Institutions chargées d'encourager la recherche

L'augmentation de 1 100 000 prévue au budget 2020 est allouée aux Académies suisses des sciences.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Il y a ici trois concepts différents, qui concernent des positions budgétaires qui ne sont qu'en partie communes aux trois concepts. Tout d'abord, il y a le concept de la majorité et du Conseil fédéral, qui forment un seul et même concept, avec cependant deux points divergents, puis le



concept de la minorité I (Schneider Schüttel) et celui de la minorité II (Bourgeois). Nous allons tout d'abord mettre au net le concept de la majorité et du Conseil fédéral, puis nous opposerons les trois concepts entre eux.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19703)

Für den Antrag der Mehrheit ... 193 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 0 Stimmen

(0 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous avons ainsi mis au net le concept de la majorité et du Conseil fédéral. Nous allons maintenant opposer les trois concepts entre eux. Une fois ces votes effectués, nous devons encore nous prononcer sur la minorité III (Schneider Schüttel).

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19705)

Für den Antrag der Minderheit II ... 132 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 60 Stimmen

(1 Enthaltung)

Dritte Abstimmung – Troisième vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19706)

Für den Antrag der Minderheit II ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 52 Stimmen

(2 Enthaltungen)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous allons maintenant nous prononcer sur la minorité III (Schneider Schüttel). Cette proposition de minorité fonctionne avec toutes les propositions des votes précédents, raison pour la quelle je la mets au vote seulement maintenant.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19707)

Für den Antrag der Minderheit III ... 105 Stimmen

Dagegen ... 86 Stimmen

(2 Enthaltungen)

AB 2019 N 2110 / BO 2019 N 2110

Block 4 – Bloc 4

Eigenaufwand

Charges propres

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je vous informe qu'une proposition individuelle Meyer Mattea a été déposée.

Keller Peter (V, NW): Ich darf Ihnen kurz die Begründungen zu meinen zwei Minderheitsanträgen vortragen. Der eine betrifft die Bundesversammlung. Hier sieht der Voranschlag eine Erhöhung des Personalaufwands bei den Parlamentsdiensten um 1,4 Millionen Franken vor. Davon sollen gegenüber der Rechnung 2018 vier zusätzliche Vollzeitstellen finanziert werden. Der Antrag meiner Minderheit fordert einerseits, dass auf die Schaffung zweier Vollzeitstellen, namentlich auf die Stelle eines Leiters oder einer Leiterin parlamentarische technische Zusammenarbeit und auf die Stelle einer wissenschaftlichen Mitarbeiterin oder eines wissenschaftlichen Mitarbeiters, verzichtet wird. Andererseits fordert er, darauf zu verzichten, neu einen wissenschaftlichen Mitarbeiter bei der Parlamentarischen Versammlung der Frankophonie in Paris zu finanzieren. Bei den ersten beiden Stellen handelt es sich um einen Betrag von 325 000 Franken, bei der dritten um einen Betrag von 142 000 Franken, was total 467 000 Franken macht, die hier weniger gesprochen werden sollen.

Auch nach dem Verzicht auf die explizit genannten zusätzlichen Stellen erhöht sich der Personalaufwand um über 900 000 Franken im Vergleich zum Voranschlag 2019.



Mein zweiter Minderheitsantrag betrifft verschiedene Aufstockungen, die gemäss Voranschlag im Personalbereich des EDA vorgesehen sind. Wir wollen diesen Bereich um 3,22 Millionen Franken kürzen. Diese Kürzung entspricht exakt der geplanten Aufstockung gegenüber dem Voranschlag 2019. Auch das von uns vorgesehene Niveau beim Funktionsaufwand, also beim Personalaufwand des EDA, entspricht dem Niveau des Voranschlags 2019 und liegt immer noch rund 47 Millionen Franken über dem Niveau der Rechnung 2018. Von daher ist es also absolut vertretbar, hier auf die Erhöhung von 3,22 Millionen Franken zu verzichten. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Bendahan Samuel (S, VD): Je ne ferai pas très long, parce que j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur ces deux minorités.

J'aimerais toutefois rappeler l'importance de l'égalité entre femmes et hommes. La dernière fois que je suis venu en parler, j'ai évoqué en particulier le soutien à des actions concrètes. Ici, avec ma proposition de minorité, il s'agit de renforcer ce bureau par une augmentation du budget de 1 million de francs à la position 303.A200.0001 "Charges de fonctionnement", avec comme but de contrer une absurdité. L'absurdité, c'est que ce Parlement a soutenu une loi qui permet d'augmenter les chances d'égalité entre femmes et hommes au niveau salarial, et cela n'a été suivi d'absolument aucune augmentation des ressources et des moyens à disposition du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. Or, un aspect important de la loi est le fait que les entreprises peuvent utiliser les ressources qui sont mises à disposition, comme le logiciel Logib qui permet de tester les salaires. Donc, d'un côté la loi incite à utiliser ce logiciel et de l'autre il n'y a pas de moyens supplémentaires pour le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes pour répondre à la demande du secteur privé qui souhaiterait évaluer ces salaires. C'est absurde! Si on veut torpiller la loi qu'on vient de voter, rien de mieux que de ne pas donner les moyens de la faire respecter. Je vous invite donc à renforcer d'au moins 1 million de francs le budget du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, afin que nous ayons les moyens de remplir les missions qui sont données par cette loi. Il faut pouvoir faire face à la demande des entreprises, grandes et petites, qui souhaitent faire des efforts pour que cette loi soit respectée, et surtout pour que notre Constitution, qui demande une égalité de traitement entre les femmes et les hommes, soit respectée alors qu'elle ne l'est pas depuis des dizaines d'années.

Mon autre proposition de minorité vise à ce que nous transformions une chose dans le budget liée à la sécurité du pays. Je vous invite à regarder les nouvelles internationales, les débats qui ont lieu par exemple dans de nombreux pays sur les risques et les dangers pour nos démocraties aujourd'hui. L'un des dangers, c'est l'attaque par des puissances étrangères, par des groupes terroristes ou par des groupes criminels de nos systèmes informatiques. Ces dangers-là sont bien plus conséquents aujourd'hui que le risque de nous faire bombarder, disons par l'Italie ou la France.

Pourtant, l'essentiel des moyens dévolus aujourd'hui au domaine de la défense l'est pour répondre à des menaces conventionnelles, qui ne correspondent plus du tout aux réalités que nous devons combattre actuellement. Aujourd'hui, les menaces pour la sécurité de notre pays concernent le domaine "cyber" et proviennent de groupes diversifiés, qui ont les moyens de s'attaquer à nos infrastructures. C'est assez hallucinant de voir que, dans le cadre du même budget, nous proposons des moyens disproportionnés pour nous attaquer à une armée terrestre, alors que nous ne donnons pas les moyens à notre pays d'avoir des forces et des ressources humaines qui nous permettent de nous protéger des attaques contre notre démocratie ou contre notre économie.

Par cette proposition de minorité, vous êtes invités à transférer l'affectation de 500 millions de francs de la défense conventionnelle vers les différents moyens à disposition de la Confédération dans le domaine du "cyber". Quels éléments cela peut-il concerner dans le domaine de la défense conventionnelle? Eh bien, nous achèterions un peu moins de tanks, un peu moins de munitions, et un peu moins d'obusiers et de bombes, qui ne sont pas extrêmement utiles – en effet, personne ne va s'attaquer à des hackers, qui se trouvent on ne sait où dans le monde, avec des bombes à fragmentation. Cela nous permettrait d'octroyer ces moyens aux différents services qui s'occupent aujourd'hui, au niveau de la Confédération, de la cybersécurité, en particulier dans le domaine civil, mais aussi dans le domaine militaire. Il s'agit, d'un côté, de toutes les centrales qui s'occupent de la cybersécurité civile pour protéger nos infrastructures civiles des attaques – ce qui renforcerait aussi notre place financière et notre place économique, ainsi que notre compétitivité en ce qui concerne des entreprises envisageant de s'installer en Suisse, particulièrement dans le domaine de la sécurité ou de l'informatique. Et, d'un autre côté, il s'agit du domaine militaire, destiné non seulement à nous protéger contre les cyberattaques, mais aussi sur le plan du renseignement, qui peut être fondamental dans l'objectif de prévenir les attaques terroristes ou d'organisations criminelles, et de coopérer avec l'étranger dans ces buts. Evidemment, toute augmentation du budget pour le Service de renseignement de la Confédération



devrait s'accompagner de l'augmentation du budget pour l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement, puisqu'aucun service de renseignement ne peut être crédible s'il n'est pas surveillé de façon crédible.

Je vous invite donc à enlever 500 millions de francs par année, dans la planification budgétaire, dans le domaine de la défense conventionnelle, et à utiliser cet argent pour les véritables menaces – qui, elles, existent – auxquelles doit faire face notre pays.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Ma proposition de minorité vise à diminuer la croissance excessive des charges de personnel à l'Office fédéral de la santé publique. Entre le budget 2019 et le budget 2020, les charges de personnel à cette position augmentent de 4,5 pour cent. Je propose une diminution d'un peu plus de 3 millions de francs pour revenir au montant du budget 2019.

Il est vrai que, sur les 18 nouveaux postes évoqués dans la documentation, certains sont compensés. Mais si l'on veut vraiment freiner la progression de l'administration, et des dépenses pérennes, on doit le faire en limitant ce genre de dépenses.

On nous reproche souvent de faire des propositions de coupes linéaires au niveau du personnel. Ma proposition de minorité est spécifique et vise à remédier à la hausse continue des charges de personnel à cet office.

AB 2019 N 2111 / BO 2019 N 2111

Certes, ce n'est pas seulement dans ce département que les charges augmentent. Par exemple, sur l'ensemble du personnel de la Confédération, entre les comptes 2015 et le budget 2020, le nombre d'EPT a augmenté de 2696, ce qui veut dire de 450 postes chaque année. Il serait temps de limiter cette progression. C'est pour cette raison que je vous demande d'accepter ma proposition de minorité.

Sollberger Sandra (V, BL): Unsere Minderheit beantragt, dass der Funktionsaufwand beim Bundesamt für Statistik um rund 5,5 Millionen Franken reduziert wird. Diese Kürzung ist durch eine Reduktion im Personalaufwand zu vollziehen, denn beim Personalaufwand findet ein Anstieg durch die Schaffung von 24 neuen Vollzeitstellen statt, was auf Mehraufwand bei Erhebungen zurückzuführen ist.

Die stetig zunehmende Zahl der Erhebungen und Befragungen erhöht den administrativen Aufwand für die Unternehmen, insbesondere für die KMU. Das kann ich als Gewerblerin bezeugen. Die Umfragen des Bundesrates geben mir recht. Der zunehmende Aufwand für behördliche Statistiken macht den Unternehmen zu schaffen. Alleine eine neue Frage respektive Variable oder dann ganze Fragekategorien lösen je nachdem ganze EDV-Umstellungen aus. In jedem Fall aber führen sie zu unnötigem Mehraufwand bei den internen Mitarbeiterstatistiken, wenn beispielsweise regelmässig die Personalblätter geändert werden müssen. Für ein kleines Unternehmen kann das einen erheblichen und eben auch unverständlichen Mehraufwand bedeuten. Wir sind der Meinung, dass die 167 Millionen Franken Funktionsaufwand für das Bundesamt für Statistik genügen. Mehr muss nicht immer besser sein.

Ich danke für die Unterstützung unseres Minderheitsantrages!

Gschwind Jean-Paul (M, JU): Ma proposition de minorité se rapporte à la position 503, "Service de renseignement de la Confédération", et plus particulièrement aux charges de fonctionnement.

En préambule, il n'est pas inutile de faire un rappel des faits qui ont suivi le rapport du Service de renseignement de la Confédération relatif aux ressources humaines. En effet, cette analyse proposait trois variantes pour l'augmentation du personnel au Service de renseignement de la Confédération (SRC): une variante "mini", soit une augmentation de 100 postes supplémentaires; une variante "midi", avec un besoin de 220 postes supplémentaires et, enfin, une variante "flexi", qui sollicitait 380 postes supplémentaires pour conduire douze opérations en parallèle.

Dans un souci de compromis, le Conseil fédéral, sur proposition de la cheffe du DDPS, a choisi la variante "mini", permettant d'accomplir la mission de base, en priorité dans les domaines du terrorisme et de l'extrémisme violent.

Les 100 équivalents plein temps seront répartis sur cinq années, soit 20 EPT à partir de 2019. Les 40 premiers postes supplémentaires feront l'objet d'une compensation à l'intérieur du domaine de la défense. Pour 2020, la compensation de 2,3 millions de francs a été démontrée de manière fort détaillée par l'administration.

Concernant les 60 postes supplémentaires pour les années 2021–2023, le Conseil fédéral propose un relèvement du plafond des dépenses idoine dans la planification financière 2021–2023.

La majorité de la commission propose de compenser ces nouvelles charges financières induites par cette augmentation de postes à l'intérieur de la défense, en dénonçant une augmentation significative du budget 2020 – 6 millions de francs –, et pense qu'il est temps de réaliser des améliorations et de fixer des priorités.



La minorité partage les arguments de la cheffe et de l'administration du DDPS, à savoir que cette compensation ne pourra pas se faire sans abandonner certaines tâches, ou sans créer une surcharge de travail pour certaines catégories de personnel.

Dans le cadre du budget 2020, 50 places de travail sont déjà compensées à l'interne et, avec le SRC, ce sont 70 places de travail qui seront compensées. C'est la limite. Plus de compensation, c'est tout simplement impossible. Il n'est pas possible de compenser à l'interne ces 60 postes supplémentaires du SRC, selon la cheffe du département.

Sans augmentation du plafond des dépenses, le SRC devra travailler avec le personnel qu'il a maintenant, se concentrer sur des tâches prioritaires et en laisser tomber d'autres, telles que celles concernant le terrorisme et l'extrémisme violent, ce qui irait à l'encontre des recommandations de la Commission de la politique de sécurité.

Pour conclure, permettez-moi une petite remarque personnelle. Force est de constater qu'en matière de politique salariale, la position et les discours de la gauche divergent selon qu'il est question du personnel civil ou militaire. Dans le deuxième cas, les suppressions d'emploi ou l'abandon de certaines tâches au sein du DDPS ne dérangent pas, car cela contribue à affaiblir l'armée. Et que dire de la droite, grand chantre de la garantie de la sécurité nationale: le fait que la compensation visée portera préjudice à l'exécution de la mission du SRC ne semble pas beaucoup la toucher. C'est une incohérence manifeste dans son discours sécuritaire.

Ceci étant dit, je vous invite à soutenir ma proposition de minorité et refuser la compensation voulue par la majorité de la commission, ce que fera le groupe du centre dans sa grande majorité.

Meyer Mattea (S, ZH): Das Bundesamt für Informatik und Telekommunikation (BIT) erbringt wichtige Dienstleistungen für die gesamte Bundesverwaltung. Es trägt bei strategisch wichtigen, vor allem auch komplexen IT-Grossprojekten eine grosse Verantwortung. Um im Rahmen solcher Projekte flexibler reagieren und auch Expertinnen- und Expertenwissen beiziehen zu können, ist es sinnvoll, externe Mitarbeitende zu haben und hier auch weiterhin über einen gewissen Handlungsspielraum zu verfügen. Damit aber der Know-how-Verlust möglichst gering gehalten werden kann und um als Bundesamt weiterhin ein attraktiver Arbeitgeber zu sein, sollte die Zahl der externen Mitarbeitenden im Verhältnis zu derjenigen der internen Mitarbeitenden nicht einfach konstant zunehmen. Gemäss Planung des BIT wird der Anteil der externen Mitarbeitenden im Jahr 2023 auf bis zu 24 Prozent anwachsen. Auf einen externen Mitarbeitenden kommen drei interne Mitarbeitende. Dieser Anteil der externen Mitarbeitenden ist zu hoch. Ich verlange mit meinem Minderheitsantrag, dass dieser auf 20 Prozent plafoniert wird, verbunden mit der Idee, dass das BIT vermehrt eben auch darauf fokussiert, die Mitarbeitenden und das Wissen, das bei IT-Grossprojekten angehäuft wird, bei sich zu behalten. Auch im Hinblick auf allfällige Pensionierungen in der Zukunft ist es wichtig, hier eine Personalplanung vorzunehmen. Ich komme zu meiner Minderheit betreffend das Eidgenössische Personalamt. Diese Minderheit betrifft nur den Finanzplan 2021–2023. Es gibt ein Aufgabengebiet beim Eidgenössischen Personalamt, das die Bereiche Lehrstellen, Hochschulpraktika und Integration von Menschen mit einer Behinderung umfasst. Bei diesem Budgetposten sind rund 6,5 Millionen Franken für die berufliche Integration von Menschen mit Beeinträchtigungen vorgesehen. Mit meinem Minderheitsantrag soll der Geltungsbereich ausgeweitet werden, damit dieses Geld eben auch für die berufliche Integration von Menschen verwendet werden kann, die aus dem Arbeitsmarkt ausgeschlossen sind, aber nicht eine IV-Integrationsstelle erhalten. Namentlich sind das Langzeiterwerbslose, also z. B. Über-55-Jährige, die nicht mehr zurück in den Beruf finden, oder Flüchtlinge, die zum ersten Mal in der Schweiz versuchen, im Arbeitsmarkt Fuss zu fassen.

Der Bundesrat hat Massnahmen zur beruflichen Integration von Über-55-Jährigen vorgesehen und für die Flüchtlinge mit der Integrationsagenda zusammen mit den Kantonen eine Entwicklung ausgearbeitet, um die Menschen in den Arbeitsmarkt zu integrieren. Im Rahmen dieser beiden Projekte sollte es möglich sein, dass die Bundesverwaltung eine Vorbildrolle wahrnimmt – der Bund ist einer der grössten Arbeitgeber in der Schweiz –, damit diese Menschen wieder in den Arbeitsmarkt integriert werden können. Es kann nicht sein, dass man diese Aufgabe zwar ins Gesetz schreibt oder

AB 2019 N 2112 / BO 2019 N 2112

Integrationsprogramme dazu macht, aber dann die Privatwirtschaft mit dieser wichtigen Aufgabe eigentlich alleine lässt.

Wenn man aber eine Ausweitung des Geltungsbereichs macht, ist das natürlich auch mit zusätzlichen finanziellen Kosten verbunden. Deswegen beantrage ich eine Verdoppelung dieser 6,5 Millionen Franken auf 13 Millionen Franken, damit es eben genug Geld hat, um diese Integrationsleistung auch garantieren zu können. Ich nutze meine Zeit noch, um kurz zu meinem Einzelantrag, der Ihnen vorliegt, zu sprechen: Im Rahmen des



Stabilisierungsprogramms 2017–2019 reduzierte das Fedpol den Personalaufwand unter anderem im Bereich der Pädokriminalität und der Pornografie respektive bei der Bekämpfung in diesen Bereichen. Die Strafverfolgung bei Pädokriminalität liegt im Aufgabenbereich der Kantone, selbstverständlich übernimmt aber das Fedpol eine wichtige Zentralstellenaufgabe. Dazu gehört eben, dass das Fedpol die Schnittstelle zum Ausland und zu kantonalen Polizeikörpern ist. Dank dieser Triage-Funktion entlastet das Fedpol die Kantone auch in der Arbeit ihrer Strafverfolgungsbehörden. Wie funktioniert das? Die Zahl der an die Schweiz vermittelten oder übermittelten Verdachtsmeldungen auf Kinderpornografie steigt sehr stark an. Diese Verdachtsmeldungen kommen zum Fedpol, und das Fedpol triagiert. Das Fedpol nimmt diese also entgegen, überprüft sie auf eine mögliche Strafbarkeit und vermittelt sie dann an die zuständigen kantonalen Polizeistellen weiter. Wenn es Verdachtsmeldungen sind, bei denen nicht klar ist, welcher Kanton zuständig ist, kann auch das Fedpol erste Ermittlungen übernehmen.

Nun, die Anzahl der Fälle steigt an, und grundsätzlich ist jeder Fall ein schlimmer Fall. Aber es ist grundsätzlich ein positives Zeichen, dass die Zahl der Verdachtsmeldungen steigt, weil das nämlich heisst, dass man genauer hinschaut, dass man bei Kinderpornografie wirklich auch ermitteln möchte.

Ich beantrage deshalb mit meinem Einzelantrag eine Stellenaufstockung um vier Stellen, um in Zukunft diese Zentralstellenaufgabe des Fedpol im Bereich der Internetkriminalität, aber mit Fokus auf Kinderpornografie, zu verstärken und die schwächsten Glieder unserer Gesellschaft, die betroffenen Kinder, besser schützen zu können.

Grüter Franz (V, LU): Ich spreche zu zwei Minderheitsanträgen, sie betreffen den Personalaufwand des Bundes.

Es ist fast historisch: Das erste Mal gibt die Eidgenossenschaft gemäss Budget über 6 Milliarden Franken für das Personal aus; der genaue Betrag ist 6,038 Milliarden. Wir beantragen mit unserer Minderheit, diese Personalkosten bei 6 Milliarden zu plafonieren – was immer noch eine Steigerung bedeutet. Wir haben dazu auch erfolgreich eine Kommissionsmotion eingereicht.

Allein im Voranschlag 2020 werden 267 zusätzliche Stellen beantragt. Das ist eine Stelle pro Arbeitstag, die beim Bund zusätzlich geschaffen wird. Wir sind der Meinung, auch wenn man die Zahlen anschaut, dass dem hier Einhalt geboten werden muss. Wenn man die Zahlen anschaut, so ist der Bestand des Bundespersonals seit der Jahrtausendwende um 20 Prozent angestiegen. Wir hatten Anfang 2000 noch gut 31 000 Staatsangestellte und sind jetzt bei 37 631. Auch die Ausgaben sind von 4,5 Milliarden auf eben über 6 Milliarden Franken angestiegen.

Wenn wir sehen, dass der Bund pro Jahr rund 1,2 Milliarden Franken für IT-Projekte ausgibt und damit eigentlich auch der grösste IT-Auftraggeber im Land ist, dann sind wir der Meinung, dass mit diesen Projekten Effizienzsteigerungen und Einsparungen in der Grössenordnung von mehreren hundert Stellen im Bereich der Prozessoptimierungen möglich sein müssen. Auch wenn wir in die Zukunft schauen – für Superb 23 sollen ja 800, 900 Millionen Franken ausgegeben werden –, glauben wir, es müsse möglich sein, dass man dort eben effizienter wird. Ich denke, es würde dem Staat guttun, wenn er wieder mal eine Aufgabenüberprüfung macht, ob er all das, was er macht, wirklich machen muss. Auch grosse Unternehmungen machen in regelmässigen Abständen Entschlackungen und überprüfen die Aufgaben. Auch beim Staat ist das meiner Meinung nach zwingend notwendig.

Dann möchte ich kurz noch über die geplanten Lohnmassnahmen beim Bund sprechen; das ist auf Seite A5 der Fahne verzeichnet. Eine starke Minderheit – das Stimmenverhältnis betrug 14 zu 11 Stimmen – will den vorgesehenen Betrag bei den Lohnmassnahmen in der Höhe von 56,5 Millionen Franken halbieren. Mit den immer noch zur Verfügung stehenden Mitteln von gut 28 Millionen Franken oder 0,5 Prozent der gesamten Lohnsumme, sind wir der Meinung, hat der Bundesrat für Lohnverhandlungen immer noch genügend Spielraum. Dieses halbe Prozent kann sogar über Fluktuations- und Rotationsgewinne finanziert werden. Gemäss Auskunft des Eidgenössischen Personalamtes werden rund 0,9 Prozent der individuellen Lohnerhöhungen über die sogenannten Mutationsgewinne finanziert. Das ist übrigens eine Methode, die auch viele Kantone anwenden. Wir sind also nicht irgendwelche Exoten, wenn wir das so beschliessen.

Auch hier kurz zu den Fakten: Es wird jetzt gesagt, man müsse dem Bundespersonal endlich wieder einmal eine Lohnerhöhung geben. Seit 2008 sind die Bruttolöhne des Bundes um 13 Prozent angestiegen. Im gleichen Zeitraum hatten wir eine kumulierte Teuerung von 1,8 Prozent. Das bedeutet, dass netto betrachtet die Bruttolöhne um gut 11 Prozent angestiegen sind. Von daher gesehen glauben wir, dass wir mit unserer Minderheit dem Bundesrat sehr wohl die Möglichkeit geben, dass er beim Lohn des Bundespersonals trotz dem Anpassungen machen kann. Wir sind nicht der Meinung, dass es einfach nicht sein soll. Mit unserem Minderheitsantrag, glaube ich, sind hier noch genügend Spielräume vorhanden.



Ich bitte Sie also, diese Minderheit zu unterstützen.

Siegenthaler Heinz (M, BE): Da ich nicht ganz sicher bin, ob Sie alle Unterlagen im Detail gelesen haben, erlaube ich mir, hier bei meinem Minderheitsantrag nochmals genau vorzulesen, um was es geht. Es geht beim Bundesamt für Bauten und Logistik (BBL) um das Ziel der wirtschaftlichen Unterbringung. Das Ziel lautet: "Das BBL fördert eine wirtschaftliche Unterbringung der zivilen Bundesverwaltung." Eine Messgrösse sind die Betriebskosten pro Quadratmeter Geschossfläche. Der Soll-Wert beträgt für das Jahr 2020 gemäss Bundesrat 67 Franken.

Die Kommissionsmehrheit will die Kosten bereits im nächsten Jahr auf 64 Franken senken. Das ist ein sehr ambitioniertes Ziel. Im Unterbringungskonzept des BBL ist eine kontinuierliche Kostensenkung vorgesehen. Das können Sie aus den Zahlen im Finanzplan erkennen. Zu diesem Unterbringungskonzept gehört auch der Neubau von rationellen Büroräumen. Die ersten solchen Büroräume sind aber erst gerade im Wankdorf bezogen worden. Es bleiben daher noch viele tausend alte Büroräumlichkeiten, die es einfach nicht erlauben, rationeller zu sein. Daher bitte ich Sie, im Voranschlag und im Finanzplan Ziele aufzuführen, die auch erreichbar sind. Es nützt nichts, Ziele zu setzen, die man gar nicht erreichen kann. Wenn Sie mir beim Hochsprung die Messlatte auf zwei Meter setzen, werde ich nicht mal Anlauf nehmen.

Daher bitte ich Sie, der Minderheit zu folgen und realistische Ziele zu setzen.

Gschwind Jean-Paul (M, JU): Je vais vous donner brièvement les positions du groupe du centre concernant le bloc 4.

En ce qui concerne les charges de fonctionnement des Services du Parlement, position 101.A200.0001, une minorité Keller Peter demande de réduire l'enveloppe budgétaire de 467 000 francs; elle s'oppose à la création de deux postes: un directeur de la collaboration technique parlementaire et un poste de collaborateur scientifique. Selon l'administration, ces deux postes sont voulus par les organes parlementaires, entre autres la Délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, et sont déjà compensés à l'interne. Accepter cette minorité, c'est prendre le risque d'avoir une réduction des indemnités parlementaires. Le groupe du centre rejettera cette proposition de minorité.

Au Tribunal pénal fédéral, au poste 107.A200.0002, "Charges de fonctionnement", la commission propose une augmentation de 709 300 francs de l'enveloppe budgétaire. Le but est

AB 2019 N 2113 / BO 2019 N 2113

de concrétiser son indépendance financière et structurelle. Le groupe du centre soutiendra cette proposition en émettant le vœu que le calme et la sérénité reviennent rapidement dans l'institution.

Concernant les charges de fonctionnement du Département fédéral des affaires étrangères, position 202.A200.0001, la minorité Keller Peter demande une réduction de l'enveloppe budgétaire de 3,22 millions de francs, afin de ramener les charges de personnel au niveau de l'année précédente. Le groupe du centre rejettera cette proposition de minorité.

Concernant le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes, position 303.A200.0001, la minorité Bendahan demande d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 1 million de francs pour mettre en oeuvre rapidement l'égalité salariale dans les entreprises où des mesures existent déjà, notamment l'utilisation du logiciel Logib. Le groupe du centre rejettera cette proposition de minorité sachant que le Conseil fédéral proposera une augmentation de ce budget de 3 millions de francs à partir du budget 2021, pour lutter contre la violence domestique.

Concernant les charges de fonctionnement de l'Office fédéral de la santé publique, position 316.A200.0001, le groupe du centre rejettera la minorité Grin qui propose une réduction de l'enveloppe budgétaire de 3,8 millions de francs, alors qu'on constate une augmentation de 4,5 pour cent entre le budget de 2019 et celui de 2020. Selon le chef du département, ces postes ont été décidés par le Parlement; 12 postes sont compensés à l'interne, et 11 postes sont issus de la révision de la loi sur les produits thérapeutiques.

Concernant l'Office fédéral de la statistique et les charges globales, position 317.A200.0001, la minorité Solberger demande de réduire l'enveloppe budgétaire de 5,48 millions de francs par une réduction des charges de personnel. Cette réduction remettrait en question les quatre projets pilotes confiés à l'Office fédéral de la statistique pour la mise en oeuvre du principe "once only", qui devrait permettre de réduire les charges administratives des entreprises, conformément à la demande d'une motion déposée par le groupe libéral-radical. Le groupe du centre rejettera cette proposition de minorité.

Concernant le DDPS, la proposition de minorité que je vous ai présentée sera acceptée par la plupart des membres du groupe du centre. Toujours en ce qui concerne le DDPS, une minorité Bendahan demande de réduire dans la planification financière 2021–2023 les dépenses du domaine de la défense de quelque 500



millions de francs et d'affecter cette somme à la cyberdéfense. Selon Mme Amherd, cheffe du département, cette coupe aboutirait à stopper de nombreux projets acceptés par le Parlement et rendrait impossible le renouvellement du matériel et des infrastructures, mettant en danger un possible engagement de l'armée.

C'est la raison pour laquelle le groupe du centre rejettera la proposition de la minorité Bendahan.

En ce qui concerne l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication, concernant le groupe de prestations², une minorité Meyer Mattea demande que le rapport entre équivalents plein temps externes et internes soit de 20 pour cent, dans le but de garantir le savoir-faire à l'interne. Selon Mme Amherd, cheffe du DDPS, la part actuelle est de 18,8 pour cent. Elle devrait légèrement augmenter en fonction de projets en cours, tels que Superb 23 ou Dazit. Une certaine flexibilité reste de mise.

Pour ces raisons, le groupe du centre rejettera la proposition de la minorité Meyer Mattea.

En ce qui concerne l'Office fédéral du personnel, une minorité Meyer Mattea demande une augmentation de 6,5 millions de francs de la position 614.A202.0129, "Places d'apprentissage, stages universitaires, intégration", dans le but d'améliorer l'intégration des handicapés et des réfugiés. Pour que ce nouveau montant soit conforme à la législation, cela exigerait une modification de la loi sur le personnel. Une motion permettrait d'atteindre l'objectif.

Le groupe du centre, dans sa grande majorité, rejettera cette proposition.

Concernant l'Office fédéral des constructions et de la logistique, le groupe du centre acceptera la proposition de la minorité Siegenthaler et rejettera la proposition de la majorité de la commission, dont le but est de fixer une valeur-cible de 64 francs par mètre carré de surface exploitable pour les coûts d'exploitation.

A l'Office fédéral de l'agriculture, le groupe du centre acceptera la proposition de la majorité de la commission d'augmenter de 500 300 francs le crédit visant à réduire le risque de déficit de financement concernant la construction du Centre de compétences pour les sols, et cela quand bien même M. Parmelin, chef du département, prétend que les moyens à disposition suffiront.

Je termine en précisant que le groupe du centre rejettera la proposition de la minorité Grüter, dont l'objectif est de ramener le plafond de dépenses des charges de personnel à 6 milliards de francs, soit une réduction de 38,5 millions de francs.

Sollberger Sandra (V, BL): Beim Block 4, "Eigenaufwand", wird die SVP-Fraktion – nicht überraschend, aber natürlich erfreulicherweise – konsequent die eigenen Minderheiten unterstützen. Hier geht es insbesondere um Einsparungen beim Funktionsaufwand, so etwa bei den Minderheiten Keller Peter betreffend Bundesversammlung respektive Parlamentsdienste und betreffend das EDA, bei der Minderheit Grin betreffend das BAG und bei meiner Minderheit betreffend das BFS. Dazu gehören auch die Minderheiten bezüglich des Personalaufwands und der Lohnmassnahmen. Wenn unsere Minderheit Grüter bezüglich der Lohnanpassungen angenommen wird, können immer noch Lohnmassnahmen von 0,5 Prozent gewährleistet werden. Das ist mehr als genug. Bei den Personalkosten wollen wir lediglich eine Plafonierung auf 6 Milliarden Franken. Das ist bereits ein grosser Kompromiss. Das bedeutet für 2020 lediglich eine Reduktion um 38,5 Millionen Franken. Es ist aber immer noch eine Erhöhung im Vergleich zum Vorjahr.

Beim Bundesstrafgericht werden wir die Kommissionsmehrheit unterstützen. Gleiches gilt für das Eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann. Eine Million Franken mehr Budget für ein Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann wird kein bisschen zur Gleichstellung von Frau und Mann beitragen. Es bläht einfach die Verwaltung auf.

Auch beim BLW werden wir dem Kommissionsantrag folgen.

Beim VBS werden wir die Mehrheit unterstützen. Zur Minderheit Bendahan bezüglich des V-Bereichs werde ich mich nur dahingehend äussern, dass für die SVP eine weitere Reduktion der Mittel für die Sicherheit von Land und Leuten nicht infrage kommt. Die Armee kaputt zu sparen, wie das die Minderheit Bendahan verlangt, ist schlicht verantwortungslos.

Wir unterstützen beim BBL die schlankeren und effizienteren Soll-Werte bei den Betriebskosten pro Geschossfläche und lehnen daher den Antrag der Minderheit Siegenthaler ab. Schliesslich steht ja bei den Zielen: "Das BBL fördert eine wirtschaftliche Unterbringung der zivilen Bundesverwaltung."

Zu guter Letzt: Den Antrag der Minderheit Meyer Mattea lehnen wir ab.

Vitali Albert (RL, LU): Bei diesem Funktionsaufwand gibt es verschiedene Minderheiten. Ich spreche zu drei Minderheiten.

Beim Bundesamt für Statistik beantragt Kollegin Sollberger eine Kürzung von rund 5,5 Millionen Franken. Die FDP-Liberale Fraktion forderte mit einer Motion, die übrigens von diesem Rat und vom Ständerat angenommen wurde, dass sämtliche Datenerhebungen für die amtliche Statistik bei den Unternehmen durch das Bundesamt



für Statistik koordiniert werden sollen. Gleichzeitig müssen die rechtlichen Grundlagen geschaffen werden, damit das Bundesamt für Statistik Zugriff auf die bereits von anderen Behörden und Sozialversicherungen bei anderen Unternehmen erhobenen Daten erhält. Früher wurden bei den Unternehmen durch die verschiedenen Bundesämter unkoordiniert Daten für die amtliche Statistik erhoben. Das Bundesamt für Statistik ist mitten in der Umsetzung, das bestätigt auch der Schweizerische Gewerbeverband, und daher ist im jetzigen Zeitpunkt eine Kürzung nicht angezeigt.

Ich bitte Sie daher, diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

AB 2019 N 2114 / BO 2019 N 2114

Ich komme zum Personalaufwand und zu den Lohnmassnahmen: Der Personalaufwand nimmt insgesamt um 183 Millionen Franken auf erstmals über 6 Milliarden Franken zu. Der Personalaufwand beträgt im Vergleich zum Gesamtaufwand des Budgets 2020 rund 8 Prozent. Auch die Vollzeitstellen nehmen um 267 auf 37 693 zu. Per Ende Juni, so können wir nachlesen, beläuft sich der Ist-Personalbestand auf 36 910 Vollzeitstellen. Durch die Abschreibung der Motion zur Plafonierung der Vollzeitstellen auf 35 000 hat das Parlament kein direktes Führungsinstrument mehr. Daher wird die FDP-Liberale Fraktion die Kommissionsmotion der FK-N unterstützen.

Grossmehrheitlich unterstützt die FDP-Liberale Fraktion die budgetierten Lohnmassnahmen, inklusive der Teuerung und der Lohnmassnahmen von je 0,5 Prozent, und wir lehnen die beiden Minderheitsanträge ab. Unsere Begründung: Mit einem Ertragsüberschuss von rund 400 Millionen Franken ist es schwierig, beim Personal Einsparungen zu machen oder die entsprechenden Lohnsteigerungen nicht zu gewähren. Das ist die Begründung dafür, dass die FDP-Liberale Fraktion mehrheitlich zustimmt.

Ich komme zum Nachrichtendienst des Bundes (NDB). Der NDB hat heute 319 Vollzeitstellen. In diesem Bereich wird eine Aufstockung von 100 Vollzeitstellen beantragt. 40 Stellen sollen intern umgelagert und 60 Stellen sollen neu geschaffen werden. Der Personalaufwand nimmt im Voranschlag 2020 im Vergleich zum Voranschlag 2019, wo er 54,8 Millionen Franken betrug, um 2,3 Millionen Franken zu und beträgt 57,1 Millionen Franken. Für die zusätzlichen 60 Stellen, die bis 2023 neu geschaffen werden, sind im Finanzplan pro Jahr je 20 Stellen eingestellt. Die Sicherheit hat in der Schweiz einen hohen Stellenwert, und dazu trägt auch der NDB bei. Was uns aber zu denken gibt, ist, dass einzelne Parlamentarierinnen und Parlamentarier von diesem NDB beobachtet oder bespitzelt werden. Der NDB soll seinen Leistungsauftrag überarbeiten und die künftigen Prioritäten neu festlegen. Wenn die 60 Stellen neu geschaffen werden sollen, so sind in den Jahren 2021 bis 2023 je 20 Stellen intern zu kompensieren. Dieser Antrag wurde übrigens in der Finanzkommission mit 20 zu 4 Stimmen angenommen. Der Sprecher der Minderheit hat bereits gesprochen und die Argumentation der Departementsvorsteherin dargestellt und vertreten. Ich vertrete hier die Meinung der Mehrheit der Finanzkommission und nicht zuletzt auch der FDP-Liberalen Fraktion.

Ich komme noch kurz zum Einzelantrag Meyer Mattea. Der Einzelantrag Meyer Mattea fordert beim Fedpol vier Stellen mehr. Wenn man den ganzen Aufwand anschaut, sind das rund 250 Millionen Franken. Beim Neuen Führungsmodell des Bundes wird mit Globalbudgets gearbeitet, und da sind wir klar der Meinung, dass diese vier Stellen, wenn sie geschaffen werden sollen, intern über das Globalbudget finanziert werden sollen. Wir lehnen somit diesen Einzelantrag ab.

Ich bitte Sie, auch sämtliche weitere Minderheitsanträge dementsprechend abzulehnen.

Gysi Barbara (S, SG): Ich spreche für die SP-Fraktion zu diesen verschiedenen Punkten. Ich möchte mit dem Personalaufwand beginnen, mit der Position 614.A202.0130.

Sie wissen, dass ich Präsidentin des Personalverbandes des Bundes bin. Daher verfüge ich auch über ein grosses Wissen in diesem Bereich. Ich habe viele Kontakte direkt in die Verwaltung und in die bundesnahen Betriebe hinein. Ich muss Ihnen sagen, dass für die Minderheit Grüter wenig Verständnis da ist, und auch ich selber habe sehr wenig Verständnis für die Minderheit Grüter, die die Lohnmassnahmen für das nächste Jahr halbieren will. Das würde dann lediglich dafür reichen, die Teuerung auszugleichen. Generelle Lohnerhöhungen könnten nicht bewilligt werden. Man sagt zwar, man habe Mutationsgewinne. Aber wir alle wissen, dass das nicht ausreicht. Es ist wichtig, eben auch eine gewisse Lohnentwicklung zuzulassen.

Sie haben vielleicht auch zur Kenntnis genommen, dass die Privatwirtschaft für nächstes Jahr sehr wohl Lohnmassnahmen einstellt. In der Regel ist es 1 bzw. fast 1 Prozent. Es gibt gewisse Bereiche, die Reallohnerhöhungen von über 1 Prozent machen. Die Informationstechnologiebranche, die Pharma- und Chemiebranche, die Banken und Versicherungen sind bei 1 Prozent. Ich bin übrigens von einem SVP-Nationalrat angesprochen worden, der mich gefragt hat, was der Bund vorhat. Ich habe ihm gesagt: 1 Prozent. Er hat das mitgenommen und in seiner Firma jetzt auch umgesetzt. Der Bund ist also sehr wohl auch Taktgeber, Richtschnur, wenn es



darum geht, wie man sich verhalten soll. Dies ist er einerseits für die Privatwirtschaft, andererseits aber auch für die kantonalen Verwaltungen.

Die Finanzlage ist im nächsten Jahr gut. Wir haben einen Überschuss. Wir haben es vom Vorredner soeben gehört, die FDP-Liberale Fraktion trägt diese Lohnerhöhungen so auch mit. Es wäre jetzt absolut der falsche Moment, um in einem guten Jahr nicht einmal diese wenigen Lohnerhöhungen wirklich zu geben.

Man muss einfach sehen: Wir haben sehr viele langjährige Mitarbeitende in der Bundesverwaltung. Das ist sehr erfreulich. Sie können aber keine weiteren Lohnerhöhungen bekommen, weil sie in ihrer Lohnklasse oben anstehen. Diese Leute sind sehr darauf angewiesen, dass es wenigstens ab und zu über Realloohnerhöhungen etwas vorwärtsgeht. Auch diese Leute zahlen höhere Mieten, höhere Krankenkassenprämien und haben höhere Lebenshaltungskosten. Sie sollen eben auch profitieren können. Darum bin ich extrem froh, wenn Sie diese Minderheit Grüter zur Halbierung der Lohnmassnahmen ablehnen. Das ist doch ein wesentlicher Punkt. Ich möchte Sie auch bitten, die Minderheit Grüter bei den Querschnittkürzungen zum Personalaufwand abzulehnen. Die Minderheit fordert dort einen Plafond bei 6 Milliarden Franken. Das ist ziemlich willkürlich gesetzt, das muss man auch sagen. Es gibt ja noch eine Kommissionsmotion, die diesen Plafond bei 37 000 Stellen festschreiben will. Ich glaube, wenn wir über die Finanzen steuern wollen, tun wir gut daran, nicht auch noch über die Stellenprozente zu steuern. Aber auch hier gilt: Der Plafond ist willkürlich gewählt.

Wir haben vom Eidgenössischen Personalamt Informationen bekommen, wie sich die Personalausgaben im Bundeshaushalt entwickeln. Da liegen wir immer etwa bei 9,5 Prozent oder etwas mehr – das wird der Herr Bundespräsident sicher noch ausführen. Wir haben sogar eine leicht tiefere durchschnittliche Belastung im nächsten Jahr. Über den ganzen Bundeshaushalt betrachtet, sind die Personalausgaben nicht gewachsen. Sie sind zwar real etwas gewachsen, aber wir haben auch zusätzliche Aufgaben zu bewältigen. Wir haben auch nicht mehr die gleiche Bevölkerungszahl wie zur Jahrtausendwende, Herr Grüter! Ich meine, man muss das auch sehen. Der Bund ist für mehr Menschen zuständig. Wir leisten einen grossen Service public. Das soll auch mit genügend Stellen und Stellenprozenten gemacht werden. Darum ist eine solche Plafonierung der Personalausgaben absolut fehl am Platz.

Des Weiteren möchte ich Sie bitten, die Anträge der Minderheiten Keller Peter, Grin, Sollberger und Gschwind abzulehnen. Es kann nicht sein, dass wir zusätzliche Kürzungen machen. Ich möchte Sie im gleichen Atemzug aber bitten, die Minderheiten Bendahan und Meyer Mattea zu unterstützen sowie auch den Einzelantrag Meyer Mattea. Ich denke, dieser betrifft einen sehr wichtigen Bereich. Wenn man Aufgaben erledigt haben will, dann soll man dazu auch die nötigen Mittel sprechen. Es ist ganz wichtig, dass wir das tun.

Ein letztes Wort: Es wurde gesagt, es sei wieder einmal nötig, dass man eben auch die Aufgaben überprüfe. Das wird ja ständig getan, auch das werden wir vom Herrn Bundespräsidenten noch hören. Wir haben das wie ein Perpetuum mobile auch vom Parlament immer wieder gefordert. Diese Überprüfungen finden laufend statt. Ich erlebe es, dass in der Verwaltung Stellen, die nicht mehr nötig sind, auch nicht mehr besetzt werden. Die Verwaltung ist à jour und denkt sehr aktiv mit. Besten Dank.

Schwander Pirmin (V, SZ): Frau Kollegin Gysi, gehen Sie mit mir einig, dass die geplanten und vertraglich zugesicherten Lohnerhöhungen effektiv 1,9 Prozent betragen?

AB 2019 N 2115 / BO 2019 N 2115

Gysi Barbara (S, SG): Wir haben eine Realloohnerhöhung um 0,5 Prozent geplant, wir haben einen Teuerungsausgleich von 0,5 Prozent, und wir haben individuelle Lohnmassnahmen, wie sie eben auch in den Verträgen vereinbart sind. Ja, wenn Sie das zusammenzählen, ist das so. Aber das ist auch Teil der Verpflichtung, die der Bund eingeht. Es ist wichtig, dass wir zu unserem Personal wirklich Sorge tragen. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter beim Bund leisten enorm viel, das erleben wir auch als Parlamentarierinnen und Parlamentarier hier im Rat. Ich glaube, das sollte es uns wert sein, diese Löhne zu bezahlen.

Brélaz Daniel (G, VD): Le bloc 4 porte sur des thèmes très divers, mais l'essentiel des questions qu'il soulève concernent de près ou de loin le personnel. C'est donc sur ces aspects que je vais me pencher.

On mène ici un certain nombre de débats rituels qui, lors de la dernière législature, ont marqué notre conseil, avec très souvent des majorités ou des minorités de hasard. Il y a aussi eu parfois des compromis finaux issus des discussions budgétaires, au sein du Conseil national et du Conseil des Etats, qui ont échoué pour les mêmes raisons. J'espère qu'avec la nouvelle composition du Parlement, ce problème deviendra moins aigu.

Le Conseil fédéral négocie lui-même avec les associations du personnel. Je ne pense pas, vu sa composition, qu'il soit particulièrement prompt à dilapider les deniers publics, ou alors ses membres ne sont pas vraiment fidèles aux milieux dont ils sont issus. Dans cette optique, il nous paraît un peu bizarre que, chaque fois qu'il



se passe quelque chose, on veuille couper ici, ou là, ou ailleurs encore, ou de manière globale – ce sont en général des propositions déposées par le groupe UDC.

Bien sûr, nous n'entrons pas dans cette logique qui consiste à attribuer toujours plus de tâches à la Confédération, à accepter des motions qui demandent de faire des choses supplémentaires, tout en disant que l'intendance suivra et qu'il n'y aura jamais besoin d'une personne de plus. Cette logique est, disons-le, particulière, parce que, bien sûr, on peut parfois éliminer des tâches, mais alors il faut désigner lesquelles, et pas simplement dire: "Vous n'avez qu'à vous débrouiller."

Il faut également voir que d'autres aspects entourant les questions de personnel sont traités. Il y a ici, effectivement, une volonté de notre part d'éviter les coupes claires, mais il faut aussi se rendre compte qu'il y a d'autres manières de procéder. L'objectif fixé pour l'Office fédéral des constructions et de la logistique – la minorité Siegenthaler le combat – revient à dire qu'il faut que les bâtiments coûtent moins cher par mètre carré. Il y a plusieurs manières d'y parvenir. D'abord, concentrer beaucoup plus les gens: il y aura ainsi besoin de moins de surface pour le même personnel. Ensuite, ne pas être exemplaire en matière énergétique, en satisfaisant aux valeurs préconisées en fonction du minimum absolu – mais ce sont des gains qui sont annulés par les coûts énergétiques, qui ne figurent toutefois pas aux mêmes positions.

Ce sont de nouveau des espèces de voeux pieux avec des effets pervers; c'est pourquoi nous soutiendrons la proposition de la minorité Siegenthaler.

Enfin, il y a un autre problème. Il y a une année, des demandes justifiées du Contrôle fédéral des finances ont été refusées pour des raisons punitives. Le Contrôle fédéral des finances avait fait un rapport qui n'avait pas plu à une bonne partie du Parlement. On lui a enlevé 1,5 million de francs pour montrer qui était le chef.

La proposition de la minorité Gschwind soulève une problématique voisine. En effet – j'étais à la Commission des finances –, le motif principal pour accepter la proposition qui avait été faite par M. Vitali de couper et de compenser une bonne partie ne reposait pas, M. Gschwind, sur le fait qu'il y aurait des militaires en moins, mais visait à ce que nos amis du Service de renseignement de la Confédération comprennent qu'il fallait d'abord qu'ils fassent le ménage dans toutes les affaires de fiches, et qu'une fois qu'il n'y aurait plus aucun politicien, de près ou de loin, qui serait fiché, on pourrait commencer à discuter autrement. Evidemment, ce n'est pas eux qui paient les conséquences, et c'est donc un peu gênant. Je me suis laissé convaincre par l'argumentation qu'il fallait donner un exemple, mais je pense que c'est pour une année et qu'il faudra réfléchir un peu plus pour la suite, surtout si on devait encore donner des postes supplémentaires vu les besoins que ce service a. Et puis, évidemment, il y a un besoin de quatre postes, Madame Mattea Meyer, et on nous dit qu'on va les trouver ailleurs, qu'il n'y a pas besoin de donner de l'argent, parce que cela se fera tout seul, comme d'habitude. Le groupe des Verts soutiendra la proposition de la minorité Meyer Mattea, qui est essentielle pour la lutte contre la pédocriminalité.

Flach Beat (GL, AG): Ich spreche für die Grünliberalen beim Block 4 nur zu vier Themen.

Zuerst zum Einzelantrag Meyer Mattea: Kollegin Meyer beantragt beim Fedpol eine Erhöhung um 600 000 Franken, um im Bereich der Bekämpfung der Pädokriminalität wieder aufzustocken, was in der Planung 2017–2019 gestrichen wurde. Tatsächlich geht es um relativ wenig Geld. Wir greifen hier auch in einen Bereich ein, in dem es eigentlich eine übergeordnete Planung gibt. Weil es aber eben eine Senkung des Personalaufwands in einem Bereich war, der wirklich sehr wichtig ist und der in den vergangenen Jahren noch an Wichtigkeit zugenommen hat, und dies wahrscheinlich auch in den nächsten Jahren so sein wird, ist es sinnvoll, hier diesem Einzelantrag zu folgen.

Denn das Fedpol übernimmt hier eine ganz wichtige Rolle in unserem föderalen System der Polizeiarbeit und der Staatsanwaltschaften. Das Fedpol ist die Triage- und die Kontaktstelle für Anzeigen und Hinweise aus dem Ausland. Hier können die Kantone nicht selber agieren. Wenn wir die Pädokriminalität bekämpfen wollen, dann brauchen wir auch entsprechende Kontakte ins Ausland. Diese Triage und die Verfolgung müssen sichergestellt werden.

Zum zweiten Thema: Bei den Personalkosten stimmen die Grünliberalen für die Mehrheit. Es wurde vorhin richtig ausgeführt, dass die Bruttolöhne beim Bundespersonal seit den Nullerjahren durchschnittlich sehr markant gestiegen sind. Das ist richtig. Man muss aber auch sehen, dass der Anteil von Fachleuten und Spezialistinnen und Spezialisten in der Verwaltung eben zugenommen hat, auch aufgrund der höheren Komplexität der Dinge, die die Verwaltung auch für uns und in unserem Auftrag machen muss. Ich bitte Sie, das zu berücksichtigen und nicht nur die nackten Zahlen anzuschauen. Die nun geplanten, sehr moderaten Erhöhungen geben auch eine gewisse Flexibilität, um erfahrene Leute zu halten oder zusätzliche Spezialisten einzustellen.

Beim dritten Punkt, zu dem ich ganz kurz die Meinung der Grünliberalen kundtun möchte, geht es um die Aufstockung des Personals im Nachrichtendienst des Bundes. Die Grünliberalen stehen hier grundsätzlich dazu,



dass es mehr Personal braucht. Wir sind aber mit der Mehrheit der Meinung, dass eine Kompensation dieser zusätzlichen Stellen innerhalb des Personalaufwands des VBS, das immerhin über 11 000 Stellen zählt, möglich ist. Einerseits sollen, so wie es auch geplant ist, Personen aus dem VBS innerhalb des VBS umplatziert werden. Andererseits können wegen der Fluktuation bestimmt Stellen in dieser Grössenordnung innerhalb des VBS verschoben werden.

Dann der vierte und letzte Punkt: Hier geht es um die Minderheit Bendahan im Bereich der Cyberdefence. Die Minderheit Bendahan wünscht, dass 500 Millionen Franken aus dem VBS-Verteidigungsetat gestrichen respektive umplatziert werden, um zusätzliche Mittel für die Cyberabwehr einzusetzen. Es ist grundsätzlich eine gute Idee, wenn wir den Bereich der Cyberdefence stärken. Aber einfach 500 Millionen Franken umzu- platzieren, führt zu gar nichts. Wir müssen zuerst einmal entsprechende Aufträge formulieren. Der Bund hat bereits die Nationale Strategie zum Schutz der Schweiz vor Cyberrisiken formuliert. Das ist eine Strategie, die auch von uns bereits entsprechend begleitet wird. Der Bund hat auch bereits die erste Cyberdefence-Rekrutenschule in Betrieb genommen; als Mitglied der Sicherheitspolitischen Kommission konnte ich sie besuchen. Es ist eben auch wichtig, dass im Bereich der Cyberkriminalität und der Cyberdefence die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen, dem Bund und

AB 2019 N 2116 / BO 2019 N 2116

dem internationalen Umfeld, aber auch zwischen dem Bund und der Wirtschaft weiter vorangetrieben wird. Hier einfach nonchalant 500 Millionen Franken umzuplatzieren, führt nicht dazu, dass in diesem Bereich Projekte besser oder schneller realisiert werden können. Dazu fehlen schlicht und ergreifend die Projekte, das Personal und die Strategie.

Ich bitte Sie, hier bei der Mehrheit zu bleiben, obwohl das Anliegen, dass wir in diesem Bereich in Zukunft vermehrt Aufgaben wahrzunehmen haben, natürlich berechtigt ist.

Maurer Ueli, Bundespräsident: Ich nehme zu Block 4 Stellung. Der Bundesrat äussert sich nicht zu den Parla- mentsdiensten und zum Bundesgericht, das ist Ihre Aufgabe.

Ich komme damit zum Minderheitsantrag Keller Peter zum Globalbudget EDA. Herr Keller möchte hier 3,2 Millionen Franken sparen, und das soll im Personalbereich gemacht werden. Es gibt zwei Sonderfaktoren im Personalbereich. Zum einen sehen wir dort vor, die allenfalls frei werdenden zusätzlichen Zahlungen im Rah- men der Kohäsionsmilliarde umzusetzen. Sie verlangen ja von uns, dass wir vorausschauend planen. Hier haben wir dieses Personal vorgesehen, wenn der Beitrag dann frei werden sollte. Zum andern wächst der Per- sonalbedarf wegen einer anderen Verbuchung für Schweiz Tourismus. Wir können das also im Personalbereich nicht einsparen.

Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag abzulehnen.

Herr Bendahan möchte beim Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann um 1 Million Franken aufstocken. Das Büro für Gleichstellung ist eigentlich ein Dienstleistungsbereich, der Aufträge erfüllt. Aus unserer Sicht ist es daher nicht notwendig aufzustocken. In der Vergangenheit genügten diese Kredite. Dienstleistungen haben einen gewissen Standard zu erfüllen. Es ist im Moment nicht absehbar, dass mehr Gesuche eingehen könnten. Daher ist diese Aufstockung nicht notwendig. Mit dem eingestellten Betrag ist die Erfüllung der Aufgaben möglich.

Weiter gibt es einen Antrag der Minderheit Grin zum Bundesamt für Gesundheit, der auch wieder im Perso- nalbereich kompensieren möchte. Das würde aus unserer Sicht Ihrer ursprünglichen Absicht zuwiderlaufen. Das Bundesamt für Gesundheit hat den gesetzlichen Auftrag erhalten, die Rabatte von Arzneimittelherstellern an die Ärzte zu beaufsichtigen. Die Hälfte dieser Rabatte soll künftig den Versicherten weitergegeben werden. Damit sinken die Gesundheitskosten, und das müsste sich auswirken bei den individuellen Prämienvorbilligun- gen, die etwa um 15 Millionen Franken sinken. Wenn Sie hier also sparen, könnten wir diesen Auftrag nicht wahrnehmen, und das wäre dann kontraproduktiv und auch nicht in Ihrem Sinn.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Grin abzulehnen.

Dann haben wir den Antrag Nicolet, vertreten durch Frau Sollberger bzw. die Minderheit Sollberger zum Bun- desamt für Statistik: Frau Sollberger hat beklagt, dass kleine und mittlere Betriebe stärker belastet werden. Hier sollen mit diesem Personal die Voraussetzungen geschaffen werden, um den Zugang im Sinne von "on- ce only" zu vereinfachen: Unternehmen haben also nur noch einmal ihre Adresse zu melden, dann arbeitet das Bundesamt für Statistik damit. Es soll künftig mehr digitalisiert und automatisiert werden. Für den Aufbau brauchen wir entsprechendes Personal. Das führt also nicht zu einer höheren Belastung, wie Frau Sollber- ger befürchtet hat, sondern zu einer Vereinfachung. Damit dies realisiert werden kann, brauchen wir dieses Personal.



Ich bitte Sie, auch diesen Minderheitsantrag abzulehnen.

Dann möchte die Mehrheit Ihrer Kommission die 60 zusätzlichen Stellen für den Nachrichtendienst des Bundes in der Armee kompensieren. Eine Minderheit möchte dies nicht. Ich bitte Sie, hier die Minderheit zu unterstützen. Hier haben wir einen gewissen Interessenkonflikt. Sie verlangen einerseits bessere Leistungen beim Nachrichtendienst. 100 Stellen möchten wir aufstocken; 40 kompensieren wir, 60 möchten wir zusätzlich. Andererseits verlangen Sie bei der Armee höhere Kompetenzen im Cyberbereich. Wir haben in der Armee das Cyberzentrum Thun aufgebaut, und wir haben andere zusätzliche Aufgaben zu erfüllen: Die WEA soll umgesetzt werden. Wenn wir kompensieren müssen, leidet einfach ein anderer Ort darunter. Sie fordern zusätzliche Leistungen vom Nachrichtendienst, Sie fordern solche vom Militär – irgendwo geht das nicht auf. 40 Stellen haben wir kompensiert, 60 Stellen möchten wir mehr.

Ich bitte Sie, hier Ihrer Kommissionsminderheit und dem Bundesrat zu folgen und den Antrag Ihrer Kommissionmehrheit abzulehnen.

Dann haben wir den Antrag der Minderheit Bendahan, 500 Millionen Franken bei der Armee umzuschichten. Das geht nicht von einem Jahr aufs andere, selbst wenn es eine gute Idee wäre, und da bin ich mir nicht ganz sicher. Es ist ein Sowohl-als-auch. Die Sicherheit in der Armee muss gewährleistet werden. Dort gibt es die Grundausrüstung der Armee sowie die Ausbildung der Kader und der Rekruten. Das benötigt Mittel und Ausrüstung. Das heisst: das eine tun und das andere nicht lassen. Die Armee hat in die Cyberausbildung investiert. Im Moment läuft diesbezüglich die zweite Rekrutenschule. Die Armee investiert in diesem Bereich auch, sie hat die Bedeutung längst erkannt. Von einem Jahr aufs nächste 500 Millionen Franken umzuschichten, geht einfach nicht: Die Armee müsste Kaderausbildungen streichen, Rekrutenschulen streichen, Leute entlassen – das ist unmöglich!

Ich bitte Sie also, diesen Antrag der Minderheit entsprechend abzulehnen.

Zur Minderheit Meyer Mattea in Bezug auf die Messgrösse beim Bundesamt für Informatik und Telekommunikation: Sie möchte, dass nicht mehr als 20 Prozent der Informatiker über Dienstleistungen angestellt werden. Das ist grundsätzlich auch unser Ziel. Wir liegen eigentlich immer unter diesen 20 Prozent. Wir haben aber in den nächsten Jahren die Ablösung des SAP-Programms in der Bundesverwaltung. Da braucht es Spezialisten. Wir gehen davon aus, dass wir für die nächsten zwei, drei Jahre möglicherweise diese 20 Prozent leicht überschreiten werden. Wir möchten diese Flexibilität, um das Projekt nicht einzuschränken. Grundsätzlich teilen wir die Auffassung von Frau Meyer. Wir möchten aber diese Freiheit gerade in Anbetracht der Komplexität in den nächsten Jahren beibehalten. Ich bitte Sie, hier den Minderheitsantrag abzulehnen.

Dann komme ich zur Minderheit Meyer Mattea zur Position 614.A202.0129, "Lehrstellen, Hochschulpraktika, Integration": Hier haben wir diese Massnahme bereits. Wenn diese Mittel aufgestockt würden, dann genügt die gesetzliche Grundlage unserer Meinung nach nicht mehr. Es wäre eine Ausweitung der bisherigen Verpflichtung im Gesetz. Der Staat braucht immer eine rechtliche Grundlage, um zu handeln. Wir müssten hier zuerst das Gesetz ändern, um die Grundlage zu schaffen, um das auszuweiten. Im Rahmen des Budgets geht das so nicht. Ich bitte Sie, diesen Minderheitsantrag abzulehnen. Ich möchte aber darauf hinweisen, dass der Bund in diesem Bereich durchaus vorbildlich ist und sehr viel für die Integration von Behinderten leistet und sich entsprechend engagiert.

Ich komme zu den Lohnmassnahmen, zur Position 614.A202.0130: Die Minderheit Grüter möchte um 28,3 Millionen Franken kürzen. Sie haben es gehört: Wir möchten für das nächste Jahr die Löhne um 1 Prozent erhöhen, 0,5 Prozent betreffen die Teuerung, 0,5 Prozent wären eine allgemeine Zulage. Wenn Sie die Privatwirtschaft betrachten, sehen Sie, dass wir mit 1 Prozent etwa im Rahmen der Privatwirtschaft liegen; sie ist etwa bei 1 Prozent. Wir waren jahrelang unter dem Mittel der Privatwirtschaft. Wir haben zum Teil gar nichts gegeben. Wir sind der Meinung, dass es diese Geste für einmal braucht, dass wir dieses eine Prozent sprechen sollten.

Ich bitte Sie hier also, die Minderheit Grüter abzulehnen.

Herr Schwander hat die Frage schon gestern aufgeworfen: Wir haben noch zusätzliche Ausgaben. Wir haben das Bundespersonalgesetz. Gemäss diesem Gesetz erfolgt innerhalb der Lohnklasse, in der die Leute eingeteilt sind, ein automatischer Lohnanstieg, sofern die entsprechende Qualifikation vorliegt. Das geschieht, bis das Maximum der Lohnklasse erreicht ist. Etwa die Hälfte der Mitarbeiter hat dieses Maximum erreicht. Diese hatten also über Jahre oder Jahrzehnte hinweg keine Lohnerhöhung mehr, während es bei den anderen noch einen Anstieg gibt. Im Budget für das nächste Jahr ist

AB 2019 N 2117 / BO 2019 N 2117

auch ein Betrag eingestellt für die Erhöhung des Rentenalters von Grenzwächtern und beim Militär auf 65 Jahre. Da gibt es eine Übergangslösung.





Ich bitte Sie also, hier beim Antrag des Bundesrates zu bleiben. Es wäre ein gutes Zeichen, auch ein Zeichen der Wertschätzung gegenüber unserem Personal, wenn wir für einmal eine Realloohnerhöhung von 0,5 Prozent aussprechen würden. Das wäre im Rahmen der Realloohnerhöhungen in der Privatwirtschaft.

Ich komme zum Minderheitsantrag Grüter zum Personalaufwand, zu diesen 38,5 Millionen Franken, und damit zu einigen grundsätzlichen Bemerkungen zum Personal. Herr Grüter hat angeführt, dass der Personalbestand seit der Jahrtausendwende um 7000 Personen gestiegen sei. Da müssen Sie berücksichtigen, dass wir sehr viele Stellen, die früher unter dem Sachaufwand gebucht wurden, heute unter dem Personalaufwand buchen. Wenn Sie das auseinanderdividieren, beträgt der effektive Zuwachs beim Personal nicht 7000, sondern knapp 3000 Stellen. Ich bitte Sie, weiter zu berücksichtigen, dass von den bewilligten Stellen regelmässig zwischen 600 und 800 nicht besetzt sind, weil sie vorübergehend nicht besetzt werden, wir niemanden finden oder das Budget nicht haben, um die Stellen zu bezahlen. Damit sieht dieser Zuwachs beim Personal durchaus etwas anders aus.

Er sieht auch anders aus, wenn Sie ihn mit dem Bevölkerungszuwachs vergleichen: Seit der Jahrtausendwende hat die Bevölkerung um weit mehr als 10 Prozent zugenommen, also um weit mehr als der Personalbestand. Jedes Jahr gibt es mehr Firmen, jedes Jahr werden etwa 20 000, 30 000 neue Firmen gegründet, die besteuert werden müssen, die die Mehrwertsteuer usw. entrichten.

Dann müssen Sie sehen, was in meinem Departement sonst noch alles läuft. Zum Beispiel ist im Bereich der Zollanmeldungen die Zahl der Ein- und Ausfuhren in den letzten zwanzig Jahren fast um 50 Prozent angestiegen. Das alles muss mit dem Personal bewältigt werden. Oder denken Sie an die Cybersicherheit. Sie war heute ein Thema, aber vor zwanzig Jahren noch überhaupt nicht. Wenn Sie die Aufwände in den Bereichen Terrorismusbekämpfung, Nachrichtendienst, Geldwäscherei, Terrorismusfinanzierung, automatischer Informationsaustausch, spontaner Informationsaustausch, Doppelbesteuerungsabkommen, Umweltanliegen, die jetzt zunehmend kommen, und Kostendämpfungsmaßnahmen im Bereich des Gesundheitswesens zusammenzählen, dann beträgt der Synergiegewinn in der Verwaltung zwischen 2 und 3 Prozent. Wir arbeiten also jedes Jahr aufgrund von Sparmassnahmen und effektiveren Abläufen um etwa 2 bis 3 Prozent effektiver.

Ich bin wie Herr Grüter auch der Meinung, dass wir die Bemühungen im Bereich der Digitalisierung im Laufe der Jahre noch verbessern können. Es gibt zwei Projekte. Wir haben bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung durch das Digitalisierungsprojekt etwa hundert Stellen eingespart, wir werden im Bereich der Eidgenössischen Zollverwaltung mit dem neuen Projekt etwa dreihundert Stellen umbuchen können – das läuft. Es ist, würde ich meinen, auch einmal an Ihnen festzuhalten, dass unsere Leute eigentlich gut arbeiten. Sie sind hochmotiviert und leisten gute Arbeit. Aber wir haben zum Teil komplizierte Gesetze – und vor allem immer wieder neue. Ich muss nur an das letzte Quartal denken, in dem der Bundesrat praktisch an jeder Sitzung zweihundert Geschäfte zu behandeln hatte, weil Sie uns mit einer Flut von Vorstössen eingedeckt hatten. Wenn Sie beim Personal sparen wollen, wäre es auch eine Idee, ein Moratorium einzuführen: während vier Jahren keine neuen Vorstösse. Ich meine das natürlich nicht ernst! Aber eine gewisse Zurückhaltung auf beiden Seiten würde auch helfen, den Personalaufwand etwas besser in den Griff zu bekommen.

Es gibt noch einen Antrag der Mehrheit der Kommission zur Position "Unterbringung Bund Zivil". Hier möchten Sie die Betriebskosten pro Quadratmeter senken. Wir schlagen 67 Franken pro Quadratmeter Geschossfläche vor; Sie möchten weiter gehen. Vor acht Jahren waren wir bei gut 70 Franken und gehen jetzt auf 67 Franken hinunter. Wir werden das weiter senken. Das hängt natürlich mit den Gebäuden zusammen. Neue Gebäude verursachen weniger Kosten. Gleichzeitig gibt es auch hier neue Forderungen. Sie wollen die Biodiversität in der Umgebung fördern; auch wir wollen die Umgebung besser pflegen. Das gibt entsprechend mehr Personalaufwand. Auf der einen Seite müssen wir auf effizientere Weise zusätzlich investieren, auf der anderen Seite entspricht der Abbaupfad, den wir vorschlagen, unserer Realität.

Ich bitte Sie, auch hier beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben.

Noch zum Einzelantrag Meyer Mattea, zur Aufstockung beim Fedpol: Das Anliegen, das Frau Meyer angebracht hat, ist zweifellos richtig. Ich bitte Sie aber zu beachten, dass das Fedpol einen Personalkredit von 254 Millionen Franken hat. Es muss die Aufgabe eines Bundesamtes sein, auf entsprechende neue Bedürfnisse zu reagieren. Wenn ein Bundesamt mit Lohnkosten von einer Viertelmilliarde Franken nicht in der Lage ist, darauf zu reagieren, würde es etwas falsch machen. Das Bundesamt stellt den Antrag auch nicht. Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen. Das Signal, das Sie damit geben wollten, haben wir erkannt. Das Fedpol wird sich um diese Aufgaben kümmern, es hat die Mittel dazu.

Ich bitte Sie also, den Einzelantrag Meyer Mattea abzulehnen.

Gmür Alois (M, SZ), für die Kommission: Die Minderheit Keller Peter will beim Personalaufwand Parlamentsdienste 0,5 Millionen Franken kürzen. Mit 13 zu 10 Stimmen bei 1 Enthaltung wurde der Antrag abgelehnt. Mit



einer Kürzung würde die Zusammenarbeit im Bereich der Frankophonie geschwächt. Einstimmig stimmte die Kommission der Erhöhung des Funktionsaufwandes der Berufungskammer des Bundesstrafgerichts um rund 700 000 Franken zu. Eine weitere Minderheit Keller Peter will beim EDA den Personalaufwand um 3,2 Millionen Franken kürzen. Mit 15 zu 8 Stimmen wurde diese Kürzung abgelehnt. Mit 18 zu 7 Stimmen wurde das Aufstockungsbegehren der Minderheit Bendahan von 1 Million Franken für zusätzliches Personal beim Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann abgelehnt. Die Mehrheit der Kommission sieht hier keinen Handlungsbedarf. Eine Minderheit Grin will Kürzungen beim Personal des Bundesamtes für Gesundheit von 3,8 Millionen Franken. Die Kommission hat mit 18 zu 10 Stimmen bei 2 Enthaltungen die Kürzung abgelehnt. Die Mehrheit sieht bei der Erhöhung des Personalbestandes einen Mehrwert, der für das Gesundheitssystem unter dem Strich Effizienzsteigerungen und Kostenersparnisse bringt. Die Minderheit Sollberger will eine Kürzung der Personalkosten von 5,5 Millionen Franken beim Bundesamt für Statistik. Diese wurde mit 16 zu 9 Stimmen abgelehnt. Der Bundesrat beantragt in den Finanzplanjahren 2021–2023 pro Jahr 20 zusätzliche Stellen für den Nachrichtendienst des Bundes. Mit 20 zu 4 Stimmen beantragt die Kommission, dass diese zusätzlichen Stellen beim Personalaufwand innerhalb des VBS zu kompensieren seien. Die Minderheit Gschwind will keine Kompensation und unterstützt den Bundesrat. Die Minderheit Bendahan will den Aufwand im Verteidigungsbereich ab 2021 um 500 Millionen Franken reduzieren und diese frei werdenden Finanzen als zusätzliche Mittel in der Cyberabwehr einsetzen, und dies vor allem in der zivilen Cyberabwehr. Dieser Antrag wurde mit 17 zu 7 Stimmen abgelehnt. Die Minderheit Meyer Mattea will beim BIT ein neues Ziel setzen, wonach der Anteil der externen Vollzeitstellen bei höchstens 20 Prozent liegt. Die Mehrheit der Kommission will hier keine Vorgaben machen. Der Antrag wurde mit 17 zu 6 Stimmen abgelehnt. Die Aufstockung von 44 Millionen auf 50,5 Millionen Franken für die berufliche Integration von Menschen, die aus dem Arbeitsmarkt ausgeschlossen sind, welche die Minderheit Meyer Mattea beim Eidgenössischen Personalamt bei der Position 614.A202.0129, "Lehrstellen, Hochschulpraktika, Integration", einführen will, wurde mit 15 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Die Minderheit Grüter will bei den Lohnmassnahmen statt der vom Bundesrat beantragten 56 Millionen die Hälfte, nämlich

AB 2019 N 2118 / BO 2019 N 2118

28 Millionen, einstellen. Mit 13 zu 11 Stimmen beschloss die Kommission, nicht zu kürzen. Die Minderheit Siegenthaler will, wie vom Bundesrat vorgeschlagen, beim Bundesamt für Bauten und Logistik die Messgrösse der Betriebskosten pro Quadratmeter Geschossfläche für das Jahr 2020 auf 67 Franken, für das Jahr 2021 auf 66.50 Franken, für 2022 auf 66 Franken und für 2023 auf 65 Franken festlegen. Die Mehrheit der Kommission will diesen Wert auf 64 Franken senken und in den nächsten Jahren so belassen. Die Kommissionsmehrheit will mit zusätzlichen 500 000 Franken im BLW das Kompetenzzentrum Boden stärken. Eine Minderheit Grüter will beim Personalaufwand um 38,5 Millionen kürzen und den Betrag bis ins Jahr 2023 bei total 6 Milliarden Franken belassen. Mit 13 zu 11 Stimmen wurde dieser Antrag abgelehnt. Im Namen der Kommission bitte ich Sie, dies auch zu tun.

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Nous en sommes au bloc 4, pour lequel je passerai en revue les propositions qui ont été faites.

Concernant l'Assemblée fédérale, une minorité Keller Peter propose une coupe de 467 000 francs portant sur les charges de personnel et visant notamment des postes de collaborateurs scientifiques et le secrétariat de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Paris. La proposition à l'origine de cette minorité a été refusée par 13 voix contre 10 et 1 abstention, et je vous invite à en faire de même.

Pour ce qui est du Tribunal pénal fédéral, la commission vous propose à l'unanimité une augmentation de 700 000 francs du budget de fonctionnement de celui-ci.

Au niveau du DFAE, une minorité Keller Peter propose de réduire de 3,2 millions de francs les charges de fonctionnement du département. La commission, par 13 voix contre 10 et 1 abstention, vous invite à rejeter cette proposition.

Pour ce qui est du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, une minorité Bendahan propose de doter l'office d'un million de francs supplémentaires. Par 18 voix contre 7, la commission vous invite à rejeter



cette proposition.

En ce qui concerne l'Office fédéral de la santé publique, une minorité Grin propose une coupe de 3,8 millions de francs dans les charges de fonctionnement de celui-ci. La commission, par 15 voix contre 9, vous invite à rejeter cette proposition.

Pour ce qui est de l'Office fédéral de la statistique, une minorité Sollberger propose une coupe de 5,8 millions de francs dans les charges de fonctionnement de celui-ci. Par 16 voix contre 9, la commission vous invite à rejeter cette proposition.

J'en viens au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports et au Service de renseignement de la Confédération. Le projet du Conseil fédéral vise la création de 60 nouveaux postes sur trois ans alors que 40 ont déjà été ou seront compensés à l'interne, au sein du DDPS, entre 2019 et 2020. La minorité Gschwind vous propose de soutenir la version du Conseil fédéral. La commission, par 20 voix contre 4, demande que les 60 postes soient compensés au sein du DDPS.

Une autre proposition de minorité concernant le DDPS, déposée par M. Bendahan, vise à réduire les moyens accordés à la défense de 500 millions de francs par année dans le plan financier pour les années 2021 à 2023. Les moyens économisés devraient être affectés à la cyberdéfense. La commission, par 17 voix contre 7, vous demande de rejeter la proposition à l'origine de cette minorité.

En ce qui concerne l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication, la minorité Meyer Mattea propose un nouvel objectif consistant à fixer une valeur-cible en ce qui concerne le rapport entre les EPT externes et les EPT internes. La commission, par 17 voix contre 6, vous invite à rejeter cette proposition.

Pour l'Office fédéral du personnel, la minorité Meyer Mattea propose de renforcer de 6,5 millions de francs le budget de celui-ci consacré à l'intégration professionnelle des personnes exclues et visant les chômeurs de longue durée, les personnes handicapées et les réfugiés. La commission, par 15 voix contre 7 et 2 abstentions, vous invite à rejeter cette proposition.

En ce qui concerne l'Office fédéral du personnel, et plus particulièrement la position 123.A202.0130, une minorité Grüter propose de réduire de 50 pour cent les mesures salariales prévues à hauteur de 56 millions de francs. Par 14 voix contre 11, la commission vous invite à rejeter cette proposition.

En ce qui concerne l'Office fédéral des constructions et de la logistique, en particulier au sujet de l'encouragement de l'hébergement de l'administration fédérale civile, une proposition de la minorité Siegenthaler vise à soutenir la proposition du Conseil fédéral de fixer à 66,50 francs la valeur cible concernant les coûts d'exploitation par mètre carré de surface de plancher, alors que la majorité propose de la fixer à 64 francs. Par 13 voix contre 12, la commission vous propose de rejeter cette proposition défendue par la minorité.

En ce qui concerne l'Office fédéral de l'agriculture, en particulier au sujet de la position A200.0001, "Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)", la commission vous propose, par 19 voix contre 3, de soutenir une augmentation de 500 000 francs afin de réduire le risque de déficit de financement concernant la construction du Centre de compétences pour les sols en 2020.

En ce qui concerne les charges de personnel, sur l'ensemble des comptes, dans un but de cohérence avec la motion que la commission a déposée dernièrement – motion dont l'objectif est de plafonner à 6 milliards de francs les charges de personnel de la Confédération –, une proposition de la minorité Grüter visant à diminuer à 6 milliards de francs le poste des charges de personnel pour l'année 2020, ainsi que pour le plan financier 2021–2023, a été déposée. Par 13 voix contre 11, la commission vous invite à rejeter cette proposition.

Enfin, la dernière proposition de minorité Meyer Mattea n'a pas été débattue en commission.

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Behörden und Gerichte – Autorités et Tribunaux

101 Bundesversammlung

101 Assemblée fédérale

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Bigler, Dettling, Frehner, Grüter, Hess Erich, Pezzatti, Sollberger)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

Fr. 62 737 000

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Bigler, Dettling, Frehner, Grüter, Hess Erich, Pezzatti, Sollberger)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

Fr. 62 737 000

AB 2019 N 2119 / BO 2019 N 2119

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Behörden und Gerichte – Autorités et Tribunaux

101 Bundesversammlung

101 Assemblée fédérale

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Bigler, Dettling, Frehner, Grüter, Hess Erich, Pezzatti, Sollberger)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Kürzung um 467 000 Franken ist im Personalaufwand durch den Verzicht auf die Stellen Leiter/in parlamentarisch-technische Zusammenarbeit 100 Prozent und wissenschaftl. Mitarbeiter/in 100 Prozent zu 325 000 Franken sowie wissenschaftl. Mitarbeiter/in 100 Prozent zu 142 000 Franken im Sekretariat der APF in Paris zu vollziehen.

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Bigler, Dettling, Frehner, Grüter, Hess Erich, Pezzatti, Sollberger)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

La coupe de 467 000 francs prévue dans le budget 2020 est réalisée dans les charges de personnel par la suppression des postes de chef de la coopération technique parlementaire à 100 pour cent et de collaborateur scientifique à 100 pour cent (325 000 francs) ainsi que par la suppression du poste de collaborateur scientifique à 100 pour cent au secrétariat de l'APF à Paris (142 000 francs).

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Behörden und Gerichte – Autorités et Tribunaux

Art. 2 Bst. a

Antrag der Mehrheit

a. Bundesversammlung

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Bigler, Dettling, Frehner, Grüter, Hess Erich, Pezzatti, Sollberger)

a. Bundesversammlung

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget) Parlamentsdienste

2021: Fr. 62 710 000

2022: Fr. 62 710 000

2023: Fr. 62 710 000

Art. 2 let. a

Proposition de la majorité

a. Assemblée fédérale

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Bigler, Dettling, Frehner, Grüter, Hess Erich, Pezzatti, Sollberger)

a. Assemblée fédérale

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire) Services du Parlement

2021: Fr. 62 710 000

2022: Fr. 62 710 000

2023: Fr. 62 710 000

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19708)

Für den Antrag der Mehrheit ... 138 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

(2 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für auswärtige Angelegenheiten

Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

202 Département fédéral des affaires étrangères

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 877 728 000

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 877 728 000



3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020
3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für auswärtige Angelegenheiten
Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
202 Département fédéral des affaires étrangères

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Kürzung um 3 220 000 Franken ist durch eine Reduktion im Personalaufwand zu vollziehen.

AB 2019 N 2120 / BO 2019 N 2120

Proposition de la minorité

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

La coupe de 3 220 000 francs prévue dans le budget 2020 est réalisée par une réduction des charges de personnel.

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023
4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement für auswärtige Angelegenheiten
Département des affaires étrangères

Art. 2 Bst. c

Antrag der Mehrheit

c. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)
c. Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)
2021: Fr. 877 728 000
2022: Fr. 877 728 000
2023: Fr. 877 728 000

Art. 2 let. c

Proposition de la majorité

c. Département fédéral des affaires étrangères
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Proposition de la minorité

(Keller Peter, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

c. Département fédéral des affaires étrangères

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

2021: Fr. 877 728 000

2022: Fr. 877 728 000

2023: Fr. 877 728 000

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19712)

Für den Antrag der Mehrheit ... 141 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

303 Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann

303 Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 6 174 700

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 6 174 700

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Departement des Innern – Département de l'intérieur

Art. 2 Bst. i

Antrag der Mehrheit

i. Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

i. Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

2021: Fr. 6 192 000

2022: Fr. 6 209 300

2023: Fr. 6 227 000

Art. 2 let. i

Proposition de la majorité

i. Bureau de l'égalité entre femmes et hommes

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

i. Bureau de l'égalité entre femmes et hommes

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

2021: Fr. 6 192 000

2022: Fr. 6 209 300

2023: Fr. 6 227 000

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19713)

Für den Antrag der Mehrheit ... 126 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 68 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit

316 Office fédéral de la santé publique

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Grin, Frehner, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 162 802 800

AB 2019 N 2121 / BO 2019 N 2121

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Grin, Frehner, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 162 802 800



3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020
3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 2 – Annexe 2

Departement des Innern – Département de l'intérieur

316 Bundesamt für Gesundheit
316 Office fédéral de la santé publique

Antrag der Minderheit

(Grin, Frehner, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Kürzung um 3 817 100 Franken ist durch eine Reduktion im Personalaufwand zu vollziehen.

Proposition de la minorité

(Grin, Frehner, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

La coupe de 3 817 100 francs prévue dans le budget 2020 est réalisée par une réduction des charges de personnel.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19714)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(1 Enthaltung)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement des Innern – Département de l'intérieur

317 Bundesamt für Statistik
317 Office fédéral de la statistique

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 167 169 100

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 167 169 100



4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023 **4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023**

Departement des Innern – Département de l'intérieur

Art. 2 Bst. q

Antrag der Mehrheit

q. Bundesamt für Statistik
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)
q. Bundesamt für Statistik
A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)
2021: Fr. 161 703 400
2022: Fr. 163 474 000
2023: Fr. 162 844 600

Art. 2 let. q

Proposition de la majorité

q. Office fédéral de la statistique
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Sollberger, Frehner, Grin, Grüter, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Schwander)
q. Office fédéral de la statistique
A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)
2021: Fr. 161 703 400
2022: Fr. 163 474 000
2023: Fr. 162 844 600

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19716)
Für den Antrag der Mehrheit ... 141 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen
(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Justiz- und Polizeidepartement

Département de justice et police

403 Bundesamt für Polizei
403 Office fédéral de la police

Antrag der Kommission

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Meyer Mattea

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)
Fr. 250 282 800

*Schriftliche Begründung*

Im Rahmen des Stabilisierungsprogramms 2017–2019 reduzierte das Fedpol unter anderem den Personalaufwand im Bereich der Koordinationstätigkeit mit den Strafverfolgungsbehörden im In- und Ausland im Bereich der Pädokriminalität/Pornografie. Die Strafverfolgung der Pädokriminalität liegt

AB 2019 N 2122 / BO 2019 N 2122

im Aufgabenbereich der Kantone. Das Fedpol nimmt aber sogenannte Zentralstellenaufgaben wahr. Dazu gehört, die Schnittstelle zwischen dem Ausland, dem Fedpol und den kantonalen Polizeikörpern sicherzustellen. Dank dieser Triagefunktion entlastet das Fedpol die Kantone. Das Fedpol fungiert zudem als nationales Kompetenzzentrum für Cybercrime. Die an die Schweiz übermittelten Verdachtsmeldungen auf Kinderpornografie steigen sehr stark an. Dies bedeutet auch einen Mehraufwand beim Fedpol, welches die internationalen Meldungen entgegennimmt, auf Strafbarkeit überprüft und an die Kantonspolizeikörper übermittelt. Ist eine Verdachtsmeldung zudem nicht eindeutig einem Kanton zuweisbar, kann das Fedpol selber erste Ermittlungen führen. Der Einzelantrag verlangt eine Stellenaufstockung um vier Stellen, um in Zukunft die Zentralstellenaufgaben im Bereich Internetkriminalität, insbesondere im Bereich der Pädokriminalität, zu verstärken und die Kinder besser zu schützen.

Proposition de la commission

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Meyer Mattea

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)
Fr. 250 282 800

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020**3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020****Anhang 2 – Annexe 2****Justiz- und Polizeidepartement
Département de justice et police**

403 Bundesamt für Polizei
403 Office fédéral de la police

Antrag Meyer Mattea

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Die im Voranschlag 2020 vorgenommene Aufstockung von 600 000 Franken ist im Personalaufwand zur Verstärkung der Bekämpfung der Pädokriminalität einzusetzen.

Proposition Meyer Mattea

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 600 000 francs prévue au budget 2020 est destinée aux charges de personnel afin de renforcer la lutte contre la pédocriminalité.



4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

**Justiz- und Polizeidepartement
Département de justice et police**

Art. 2 Bst. am

Antrag der Kommission

am. Bundesamt für Polizei

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Meyer Mattea

am. Bundesamt für Polizei

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

2021: Fr. 254 081 100

2022: Fr. 255 235 900

2023: Fr. 254 254 400

Art. 2 let. am

Proposition de la commission

am. Office fédéral de la police

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Meyer Mattea

am. Office fédéral de la police

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

2021: Fr. 254 081 100

2022: Fr. 255 235 900

2023: Fr. 254 254 400

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19715)

Für den Antrag Meyer Mattea ... 112 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 81 Stimmen

(1 Enthaltung)

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Art. 2 Bst. t

Antrag der Mehrheit

t. Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

Die zusätzlichen 60 Stellen, welche gemäss Finanzplan 2021–2023 für den Nachrichtendienst des Bundes geschaffen werden sollen (20 zusätzliche Stellen pro Jahr), sind innerhalb des Personalaufwands des VBS zu kompensieren.

Antrag der Minderheit

(Gschwind, Egger Thomas, Gmür Alois, Siegenthaler)

t. Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

Streichen



Art. 2 let. t

Proposition de la majorité

t. Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Les 60 postes supplémentaires prévus par le plan financier 2021–2023 pour le Service de renseignement de la Confédération (20 postes par an) doivent faire l'objet d'une compensation au niveau des charges de personnel du DDPS.

Proposition de la minorité

(Gschwind, Egger Thomas, Gmür Alois, Siegenthaler)

t. Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19710)

Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 74 Stimmen

(2 Enthaltungen)

AB 2019 N 2123 / BO 2019 N 2123

Art. 2 Bst. y

Antrag der Minderheit

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

y. Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

Verteidigungsbereich

Der Aufwand des Verteidigungsbereichs ist gegenüber dem Antrag des Bundesrates um 500 Millionen Franken zu reduzieren auf neu:

2021: Fr. 5 412 038 600

2022: Fr. 5 429 129 300

2023: Fr. 5 456 800 400.

Die Reduktion im Aufwand des Verteidigungsbereichs (vgl. Botschaft Band 2A, S. 295) um 500 Millionen Franken ist als zusätzliche Mittel für die Cyberabwehr einzusetzen. Erhöht werden sollen die Kredite und Arbeitsstellen vor allem bei der zivilen Cyberabwehr. Hier ist vor allem das Informatikstrategieorgan des Bundes, wo die Analyse- und Meldestelle Melani angesiedelt ist, zu erwähnen. Erhöht werden sollen die Mittel z. B. aber auch beim Generalsekretariat VBS (Voranschlagsposition A202.0104 "Departementaler Ressourcenpool"), beim Nachrichtendienst des Bundes, dem eine wichtige Rolle bei der Cybersicherheit zukommt, und bei der Unabhängigen Aufsichtsbehörde über die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten, welche den Nachrichtendienst beaufsichtigt, sowie bei Armasuisse Wissenschaft und Technologie, je Voranschlagsposition A200.0001 "Funktionsaufwand (Globalbudget)". Der Bundesrat erhält die Kompetenz festzulegen, wo und wie die zusätzlichen 500 Millionen Franken für die Verstärkung der Cyberabwehr in den Voranschlägen 2021–2023 eingesetzt werden.

Art. 2 let. y

Proposition de la minorité

(Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Kiener Nellen, Meyer Mattea, Schneider Schüttel)

y. Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Domaine de la défense

Les dépenses du domaine Défense dans le plan financier pour les années 2021 à 2023 sont à réduire de 500 millions de francs par rapport à la proposition du Conseil fédéral, de sorte qu'elles s'élèvent aux montants suivants:

PF 2021: Fr. 5 412 038 600

PF 2022: Fr. 5 429 129 300

PF 2023: Fr. 5 456 800 400.

Les 500 millions de francs déduits des dépenses du domaine Défense (cf. message, tome 2A, p. 295) doivent servir de ressources supplémentaires pour la cyberdéfense. Il y a lieu d'augmenter les crédits et les emplois en matière de cyberdéfense civile surtout, prioritairement au sein de l'Unité de pilotage informatique de la Confédération, à laquelle est rattachée la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information



Melani. Il s'agit d'accroître en outre, par exemple, les ressources du secrétariat général du DDPS (poste budgétaire A202.0104 "Pool départemental des ressources"), du Service de renseignement de la Confédération, qui assume un rôle important en termes de cybersécurité, de l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement, qui exerce la surveillance sur le service de renseignement, et d'Armasuisse sciences et technologies, chaque fois au poste budgétaire A200.0001, "Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)". Le Conseil fédéral est habilité à déterminer où et comment les 500 millions de francs supplémentaires seront utilisés pour renforcer la cyberdéfense dans les budgets 2021 à 2023.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19718)

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

Dagegen ... 126 Stimmen

(0 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Anhang 1 – Annexe 1

Finanzdepartement – Département des finances

609 Bundesamt für Informatik und Telekommunikation

609 Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication

Antrag der Minderheit

(Meyer Mattea, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Schneider Schüttel)

Neues Ziel

Konstanz in Personalentwicklung:

– Ziel: Das BIT sorgt dafür, das interne IKT-Know-how langfristig zu sichern

– Messgrösse: Verhältnis externe VZÄ zu interne VZÄ (Prozent, max.)

– Sollwert: VA 2020: 20

Proposition de la minorité

(Meyer Mattea, Bendahan, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Schneider Schüttel)

Nouvel objectif

Constance dans le développement du personnel:

– Objectif: L'OFIT veille à assurer à long terme les connaissances internes en matière de TIC

– Paramètre: Rapport entre les EPT externes et les EPT internes (pour cent, max.)

– Valeur-cible: B 2020: 20

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Finanzdepartement – Département des finances

Art. 2 Bst. z

Antrag der Minderheit

(Meyer Mattea, Bendahan, Gysi, Hadorn, Heim, Schneider Schüttel)

z. Bundesamt für Informatik und Telekommunikation

LG2: IKT-Projekte und -Dienstleistungen

Neues Ziel

Konstanz in Personalentwicklung:

– Ziel: Das BIT sorgt dafür, das interne IKT-Know-how langfristig zu sichern

– Messgrösse: Verhältnis externe VZÄ zu interne VZÄ (Prozent, max.)



– Sollwert:

2021: 20

2022: 20

2023: 20

Art. 2 let. z

Proposition de la minorité

(Meyer Mattea, Bendahan, Gysi, Hadorn, Heim, Schneider Schüttel)

z. Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication

GP2: Projets et prestations informatiques

Nouvel objectif

Constance dans le développement du personnel:

– Objectif: L'OFIT veille à assurer à long terme les connaissances internes en matière de TIC

– Paramètre: Rapport entre les EPT externes et les EPT internes (pour cent, max.)

– Valeur-cible:

2021: 20

2022: 20

2023: 20

AB 2019 N 2124 / BO 2019 N 2124

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19709)

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

Dagegen ... 126 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Finanzdepartement – Département des finances

614 Eidgenössisches Personalamt

614 Office fédéral du personnel

Antrag der Mehrheit

A202.0130 Lohnmassnahmen

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Grüter, Bigler, Frehner, Grin, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Pezzatti, Schwander, Sollberger)

A202.0130 Lohnmassnahmen

Fr. 28 278 550

Proposition de la majorité

A202.0130 Mesures salariales

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Grüter, Bigler, Frehner, Grin, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Pezzatti, Schwander, Sollberger)

A202.0130 Mesures salariales

Fr. 28 278 550



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19721)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Finanzdepartement – Département des finances

Art. 2 Bst. aa

Antrag der Mehrheit

aa. Eidgenössisches Personalamt

A202.0129 Lehrstellen, Hochschulpraktika, Integration

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Meyer Mattea, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Schneider Schüttel)

aa. Eidgenössisches Personalamt

A202.0129 Lehrstellen, Hochschulpraktika, Integration

2021: Fr. 50 502 100

2022: Fr. 50 502 100

2023: Fr. 50 502 100

Die Aufstockung ist für die berufliche Integration von Menschen, die aus dem Arbeitsmarkt ausgeschlossen sind (insbesondere Menschen mit Behinderung, Langzeiterwerbslose, Flüchtlinge), zu verwenden.

Art. 2 let. aa

Proposition de la majorité

aa. Office fédéral du personnel

A202.0129 Places d'apprentissage, stages universitaires, intégration

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Meyer Mattea, Bendahan, Brélaz, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Schneider Schüttel)

aa. Office fédéral du personnel

A202.0129 Places d'apprentissage, stages universitaires, intégration

2021: Fr. 50 502 100

2022: Fr. 50 502 100

2023: Fr. 50 502 100

Les ressources supplémentaires doivent être affectées à l'intégration professionnelle de personnes exclues du marché de l'emploi (en particulier les personnes souffrant de handicap, les chômeurs de longue durée et les réfugiés).

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19717)

Für den Antrag der Mehrheit ... 123 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 70 Stimmen

(0 Enthaltungen)



3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020 **3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020**

Anhang 1 – Annexe 1

Finanzdepartement – Département des finances

620 Bundesamt für Bauten und Logistik
620 Office fédéral des constructions et de la logistique

Antrag der Mehrheit

LG1: Unterbringung Bund Zivil

Wirtschaftliche Unterbringung:

...

– Veränderter Sollwert: VA 2020: 64,00

Antrag der Minderheit

(Siegenthaler, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Vogler, Weibel)

LG1: Unterbringung Bund Zivil

Wirtschaftliche Unterbringung:

– Sollwert:

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la majorité

GP1: Hébergement de l'administration fédérale civile

Hébergement dans le respect du principe d'économicité:

...

– Valeur-cible modifiée: B 2020: 64,00

Proposition de la minorité

(Siegenthaler, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Vogler, Weibel)

GP1: Hébergement de l'administration fédérale civile

Hébergement dans le respect du principe d'économicité:

– Valeur-cible:

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2019 N 2125 / BO 2019 N 2125

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023 **4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023**

Finanzdepartement – Département des finances

Art. 2 Bst. ab

Antrag der Mehrheit

ab. Bundesamt für Bauten und Logistik

LG1: Unterbringung Bund Zivil

Wirtschaftliche Unterbringung:

...

– Veränderter Sollwert:

2021: 64,00

2022: 64,00

2023: 64,00





Antrag der Minderheit

(Siegenthaler, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Vogler, Weibel)

ab. Bundesamt für Bauten und Logistik

LG1: Unterbringung Bund Zivil

Wirtschaftliche Unterbringung:

Sollwert:

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2 let. ab

Proposition de la majorité

ab. Office fédéral des constructions et de la logistique

GP1: Hébergement de l'administration fédérale civile

Hébergement dans le respect du principe d'économicité:

...

– Valeur-cible modifiée:

2021: 64,00

2022: 64,00

2023: 64,00

Proposition de la minorité

(Siegenthaler, Bendahan, Brélaz, Egger Thomas, Gschwind, Gysi Barbara, Hadorn, Heim, Meyer Mattea, Schneider Schüttel, Vogler, Weibel)

ab. Office fédéral des constructions et de la logistique

GP1: Hébergement de l'administration fédérale civile

Hébergement dans le respect du principe d'économicité:

– Valeur-cible:

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19719)

Für den Antrag der Minderheit ... 113 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 80 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

708 Bundesamt für Landwirtschaft

708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Fr. 86 156 000

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

Fr. 86 156 000



3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020 **3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020**

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung **Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

708 Bundesamt für Landwirtschaft
708 Office fédéral de l'agriculture

Antrag der Mehrheit

A200.0001 Funktionsaufwand (Globalbudget)

Mit der im Voranschlag 2020 vorgenommenen Aufstockung um 500 300 Franken sollen die drohende Unterfinanzierung des Aufbaus des Kompetenzzentrums Boden im Jahr 2020 abgewendet und die Aufbauarbeiten wie geplant realisiert werden.

Proposition de la majorité

A200.0001 Charges de fonctionnement (enveloppe budgétaire)

L'augmentation de 500 300 francs prévue au budget 2020 vise à réduire le risque de déficit de financement concernant la construction du Centre de compétences pour les sols en 2020 et à réaliser les travaux de mise en place comme prévu.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Le Conseil fédéral maintient sa proposition.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19723)

Für den Antrag der Mehrheit ... 190 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 0 Stimmen

(0 Enthaltungen)

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Kontengruppen

Groupes des comptes

Personalaufwand

Charges de personnel

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Grüter, Dettling, Grin, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Sollberger)

Personalaufwand

Fr. 6 000 000 000

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Grüter, Dettling, Grin, Hausammann, Keller Peter, Müller Thomas, Nicolet, Sollberger)

Charges de personnel

Fr. 6 000 000 000





Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19722)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2019 N 2126 / BO 2019 N 2126

2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2020

2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2020

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

...

a. Aufwänden von 74 356 709 500 Franken;

...

c. einem Ertragsüberschuss von 1 496 464 400 Franken.

Neuer Antrag der Kommission

(= Beschlüsse des Rates in der Detailberatung)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

...

a. Aufwänden von 74 459 488 700 Franken;

...

c. einem Ertragsüberschuss von 1 393 685 200 Franken.

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

...

a. des charges de 74 356 709 500 francs;

...

c. un excédent de revenus de 1 496 464 400 francs.

Nouvelle proposition de la commission

(= Décisions du conseil lors de l'examen par article)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



Al. 2

...

a. des charges de 74 459 488 700 francs

...

c. un excédent de revenus de 1 393 685 200 francs.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je souhaite un joyeux anniversaire à notre collègue Rocco Cattaneo et à notre collègue Christian Lüscher pour demain. (*Applaudissements*)

Je donne maintenant la parole aux rapporteurs pour donner les montants actuels comme issus de nos délibérations.

Gmür Alois (M, SZ), für die Kommission: Wie sehen jetzt die Zahlen aus? Der Voranschlag 2020 schliesst mit einem Überschuss von 344 Millionen Franken ab – inklusive der Berücksichtigung des Einzelantrags Meyer Mattea, der jetzt angenommen wurde. Der strukturelle Überschuss gemäss Schuldenbremse beläuft sich auf 420 Millionen Franken.

Im Vergleich zur Botschaft des Bundesrates haben Sie die Ausgaben um 245 Millionen Franken erhöht. Im Vergleich zu den Beschlüssen der Finanzkommission sind die Ausgaben um 103 Millionen Franken höher.

Die genauen Beträge für den Bundesbeschluss la zum Voranschlag 2020 werden im Amtlichen Bulletin publiziert.

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Voici le résumé des décisions que nous venons de prendre. Le budget 2020 présente un excédent de 344 millions de francs; l'excédent structurel selon le frein à l'endettement se monte à 420 millions de francs. En comparaison du projet du Conseil fédéral, vous avez augmenté les dépenses de 245 millions de francs; en comparaison des décisions de la Commission des finances, vous avez augmenté les dépenses de l'ordre de 103 millions de francs. Les montants exacts de l'arrêté fédéral concernant le budget pour l'année 2019 seront, eux, publiés dans le Bulletin officiel.

Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission

Adopté selon la nouvelle proposition de la commission

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Neuer Antrag der Kommission

(= Beschlüsse des Rates in der Detailberatung)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

...

a. Investitionsausgaben von 11 386 387 700 Franken;

...

c. einem Ausgabenüberschuss von 10 641 694 700 Franken.

Art. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Nouvelle proposition de la commission

(= Décisions du conseil lors de l'examen par article)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

...

a. des dépenses d'investissement de 11 386 387 700 francs;

...

c. un excédent de dépenses de 10 641 694 700 francs.



*Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission
Adopté selon la nouvelle proposition de la commission*

Art. 3, 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 5

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

...

a. Ausgaben von 75 219 382 500 Franken;

...

c. einem Einnahmenüberschuss von 447 091 700 Franken.

Neuer Antrag der Kommission

(= Beschlüsse des Rates in der Detailberatung)

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

...

a. Ausgaben von 75 322 161 700 Franken;

...

c. einem Einnahmenüberschuss von 344 312 500 Franken.

AB 2019 N 2127 / BO 2019 N 2127

Art. 5

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

...

a. des dépenses de 75 219 382 500 francs;

...

c. un excédent de recettes de 447 091 700 francs.

Nouvelle proposition de la commission

(= Décisions du conseil lors de l'examen par article)

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

...

a. des dépenses de 75 322 161 700 francs;

...

c. un excédent de recettes de 344 312 500 francs.

Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission

Adopté selon la nouvelle proposition de la commission



Art. 6; 7 Abs. 1 Einleitung, Bst. a-e, g, Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 6; 7 al. 1 introduction, let. a-e, g, al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 7

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.041/19724)

Für Annahme der Ausgabe ... 155 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 8–12

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.041/19725)

Für Annahme des Entwurfes ... 135 Stimmen

Dagegen ... 54 Stimmen

(0 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2020

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2020

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.041/19727)

Für Annahme des Entwurfes ... 185 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(0 Enthaltungen)



4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2021–2023
4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2021–2023

Titel und Ingress, Art. 1, 3–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 3–5

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

La présidente (Moret Isabelle, présidente): L'arrêté fédéral est approuvé.

5. Bundesbeschluss III über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds für das Jahr 2020
5. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2020

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.041/19729)

Für Annahme des Entwurfes ... 186 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(0 Enthaltungen)

6. Bundesbeschluss IV über die Entnahmen aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs-fonds für das Jahr 2020

6. Arrêté fédéral IV concernant les prélèvements sur le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération pour l'année 2020

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

AB 2019 N 2128 / BO 2019 N 2128

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.041/19730)

Für Annahme des Entwurfes ... 187 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)